

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**  
**JUIN 2017**  
**N°171**

**Direction du Secrétariat Général**

**SOMMAIRE**  
**RAA JUIN 2017**

*Pages*

**PARTIE 1 : DELIBERATIONS** (*Conseil du 28/06/2017*).....**3**

**PARTIE 2 : DECISIONS** (*Conseil du 28/06/2017*).....**309**

**PARTIE 3 : ARRETES**.....**549**



## PARTIE 1 - DELIBERATIONS

ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES.....	10
AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION.....	14
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.....	31
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOPYAGE.....	35
CULTURE.....	45
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT.....	73
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT.....	88
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE.....	120
FINANCES.....	124
HORS COMMISSION.....	148
LOGEMENT.....	191
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES.....	230
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC.....	237
RESSOURCES HUMAINES.....	242
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.....	245
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES.....	268
TRANSPORTS ET MOBILITE.....	286
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	291

## PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DÉLIB	ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	PAGES
14715	Bilan des acquisitions et des cessions pour l'année 2016 - Approbation - Autorisation de signature	11
N°DÉLIB	AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION	PAGES
14718	Gouvernance et mise en œuvre opérationnelle - Avenant 2017 à la convention cadre de partenariat avec la Chambre d'Agriculture de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature	15
14719	Gouvernance et mise en œuvre opérationnelle - Avenant 2017 à la convention cadre de partenariat avec Montpellier Sup Agro, l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) et le Cirad - Approbation et autorisation de signature	18
14720	Gouvernance et mise en œuvre opérationnelle - Convention cadre de partenariat avec la Fédération INPACT Occitanie (INItiatives Pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale) - Approbation - Autorisation de signature	21
14721	Gouvernance et mise en œuvre opérationnelle - Convention cadre de partenariat avec Sud et Bio, l'Association interprofessionnelle régionale de l'agriculture biologique - Approbation et autorisation de signature	24
14722	Gouvernance et mise en œuvre opérationnelle - Convention cadre de partenariat avec Agropolis International - Contrat Plan Etat-Région (CPER) - Approbation - Autorisation de signature	28
N°DÉLIB	BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	PAGES
14717	Ecolothèque - Actualisation des tarifs de l'accueil de loisirs - Approbation	32
N°DÉLIB	COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	PAGES
14711	Contrat de ville - Attribution de subventions aux associations pour l'année 2017 - Convention - Autorisation de signature	36
14712	Association le Passe Muraille - Chantier d'insertion et d'utilité sociale "métiers du tertiaire et de la communication" - Subvention - Convention - Autorisation de signature	40
14713	Accueil des gens du voyage - Conventions conclues entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires de Bionne à Montpellier et de Castelnau-le-Lez - Attribution de l'aide au logement temporaire 2 - Autorisation de signature	43
N°DÉLIB	CULTURE	PAGES
14723	Création de l'Établissement Public de Coopération Culturelle "Montpellier Contemporain" - Approbation des statuts - Représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'Administration - Désignation	46
14724	Médiathèques - Prise en charge de frais de déplacement aux frais réels dans le cadre des rencontres littéraires de la médiathèque centrale Émile Zola - Approbation - Autorisation de signature	49
14725	Musée Fabre - Convention de mécénat avec le groupe La Poste - Approbation - Autorisation de signature	52
14726	Musée Fabre - Convention de partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et le Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) des Beaux-Arts - Approbation - Autorisation de signature	54
<sup>4</sup> 14727	Médiathèques - Convention de coopération avec l'Institut National de l'Audiovisuel et le Centre National du Cinéma - Approbation - Autorisation de signature	57

## PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DÉLIB	CULTURE	PAGES
14728	Médiathèques - Demande de subvention auprès de l'État dans le cadre du Label Bibliothèque Numérique de Référence - Approbation	60
14729	Charte du réseau de l'enseignement musical métropolitain - Approbation - Autorisation de signature	63
14730	Convention des écoles associées au Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	66
14731	Relocalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Engagement	68
14756	Prise en charge des frais liés au déplacement de messieurs Lilian THURAM, parrain du projet DEMOS et Lionel GAUTHIER président de la fondation " Education contre le racisme" à l'occasion de l'officialisation de la convention relative au projet DEMOS par Monsieur le Président P. SAUREL - Approbation	71
N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	PAGES
14707	Cession des parcelles cadastrées AI n°200 et 204, sises commune de Pérols à Montpellier Dépannage - Approbation - Autorisation de signature	74
14708	ZAC CANNABE - Cournonterral - Bilan de la concertation - Bilan de la mise à disposition de l'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact - Enjeux et objectifs de l'opération - Périmètre d'intervention prévisionnel - Programme et bilan financier prévisionnels	76
14709	CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le Projet PALMES - Convention - Autorisation de signature	82
14710	Association Face Hérault - Convention de partenariat avec Le Club d'entreprises Face Hérault sur le Territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution de subvention - Autorisation de Signature	85
N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	PAGES
14681	Appel à Manifestation d'Intérêt de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie (ADEME) "Déploiement d'une plateforme territoriale de rénovation énergétique de l'habitat" sur la Métropole - Validation du plan d'action - Autorisation de signature	89
14682	Commune de Montaud - Elaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)	92
14683	Projet de création de trois aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) - Transformation des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) de la Ville de Montpellier - Approbation	97
14684	Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Approbation	101
14685	Saint Jean de Vedas - Projet Urbain Partenarial (PUP) Fontaine Pontou pour la réalisation de 2 lots à bâtir sur la parcelle AN8 - Convention avec la société Réal Immo Promotion - Convention de reversement au Syndicat du Bas Languedoc - Autorisation de signature	103
14686	Pioch de Baillos - Commune de Montferrier-sur-Lez - Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) - Autorisation de signature	106

## PARTIE 1 - SOMMAIRE

<b>N°DÉLIB</b>	<b>DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT</b>	<b>PAGES</b>
14687	Convention de fonds de concours de la Commune de Pérols à Montpellier Méditerranée Métropole pour les études préalables à la détermination du potentiel touristique et à la faisabilité de l'aménagement des berges du Canal et du Port de Pérols - Secteur de l'Avranche - Autorisation de signature	109
14688	Commune de Castelnau-le-Lez - ZAC Extension Eureka - Garantie d'un emprunt de 2 500 000 euros de la SERM - Autorisation de signature	111
14691	Aménagement du secteur des Jasses à Saint Jean de Védas - Convention de transfert de gestion avec SNCF Réseaux des parcelles AS n°1, 179, 180 et AO n°204 - Approbation - Autorisation de signature	114
14693	Instauration du droit de préemption au titre d'Espaces Naturels Sensibles sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Avis	117
<b>N°DÉLIB</b>	<b>ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE</b>	<b>PAGES</b>
14714	Organismes extérieurs - Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Modification des statuts - Approbation - Représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Désignation	121
<b>N°DÉLIB</b>	<b>FINANCES</b>	<b>PAGES</b>
14677	Compte administratif et compte de gestion 2016 - Approbation	125
14678	Clôture du budget annexe de l'eau brute de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	138
14679	Répartition 2017 du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Approbation - Autorisation de signature	140
14680	Reversement de taxe d'aménagement aux communes - Approbation	144
<b>N°DÉLIB</b>	<b>HORS COMMISSION</b>	<b>PAGES</b>
14689	Commune de Saint Georges d'Orques - Opération d'Aménagement Centre d'Orques - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) concessionnaire auprès de La Banque Postale - Autorisation	149
14690	Politique foncière en faveur de l'activité économique - Commune de Lattes, Secteur « Saporta » - Convention d'anticipation foncière avec l'Établissement Public Foncier Languedoc-Roussillon - Autorisation de signature	153
14692	Politique foncière en faveur du logement social - Convention de type anticipation foncière avec l'Établissement Public Foncier Languedoc - Roussillon et la commune du Crès - Autorisation de signature	155
14757	Rapports annuels des délégataires de service public 2016 - Approbation	158
14758	Rapport d'activité de la commission consultative des services publics locaux - Approbation	161
14759	Contrat de Plan État Région (CPER) 2015-2020 - Volet Mobilité Multimodale - Protocole cadre relatif aux études d'amélioration du fonctionnement du doublet de ligne entre Nîmes et Montpellier - Autorisation de signature	164
14760	Loi NOTRe - Transfert des compétences du Département - Dotation de Compensation - Actualisation - Approbation	167
14761	Convention de transfert de la voirie départementale - Pérennisation des recettes de fonctionnement - définition des enveloppes -Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de Signature	171

## PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DÉLIB	HORS COMMISSION	PAGES
14762	Contrat de réciprocité Ville-Campagne "Bois et forêt" entre l'Association des Communes Forestières d'Occitanie-la Communauté de Communes des Monts de Lacaune et de la Montagne du Haut Languedoc et Montpellier Méditerranée Métropole - Protocole de partenariat - Approbation - Autorisation de Signature	174
14763	Commission consultative - Syndicat Hérault Énergies - Désignation de représentants	177
14764	Tarifs de mise à disposition d'un terrain intercommunal - Convention - Approbation - Autorisation de signature	180
14765	Indemnité de fonction des élus - Modification	182
14766	Conseil de Développement - Prise en charge des frais de transports, d'hébergement, de restauration des membres du Conseil de Développement et des tiers invités à participer à ses travaux - Approbation	184
14767	Convention de partenariat avec la Chambre du Commerce et de l'Industrie (CCI) de l'Hérault pour le prix de la TPE - Autorisation de signature	187
14768	Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Point pour la coorganisation de la première édition de Futurapolis - Santé à Montpellier - Autorisation de signature	189

N°DÉLIB	LOGEMENT	PAGES
14694	Construction de 152 logements sociaux d'insertion - Résidence sociale jeunes actifs "Diver'City" - ZAC Euréka, lot 18A à Castelnau-le-Lez - Attribution de subvention à la société anonyme d'économie mixte ADOMA - Convention - Autorisation de signature	192
14695	Construction de 110 logements sociaux d'insertion - Résidence sociale jeunes actifs « Ode à la Jeunesse » - ZAC Ode 2, lot FE2-1 à Pérols - Attribution de subvention à ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Autorisation de signature	194
14696	Construction de 22 logements sociaux - Résidence « Opaline » - ZAC Ovalie lot 20 A1 à Montpellier - Attribution de subvention à ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Autorisation de signature	197
14697	Construction de 94 logements sociaux à Lattes, Pérols et Pignan - Attribution de subventions à la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional - Conventions - Autorisation de signature	200
14698	Construction de 21 logements sociaux - Rue des Ecoles à Saint Georges d'Orques - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	203
14699	Construction de 152 logements sociaux étudiants - Résidence étudiante « Veyrassi » - Avenue du Pic Saint-Loup à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	207
14700	Construction de 14 logements sociaux - Résidence « Initiale », 1 653 avenue Villeneuve d'Angoulême à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Domicil - Convention - Autorisation de signature	210
14701	Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la conduite des opérations OPAH-RU et THIRORI de Montpellier / Grand Cœur - Avenant - Autorisation de signature	214
14702	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2012-2017 - Quartier Saint-Guilhem/Laissac/Sud-Comédie - Attribution de subventions pour la réhabilitation d'un logement et de deux copropriétés - Autorisation de signature	217

## PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DÉLIB	LOGEMENT	PAGES
14703	Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de six logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	220
14704	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau/ Figuerolles /Nord Ecusson" - Attribution de subvention pour la réhabilitation de 3 logements et une copropriété - Autorisation de signature	223
14705	Réhabilitation d'une copropriété dégradée de 139 logements - Attribution de subventions à 49 propriétaires occupants de la copropriété « Les Flamants Roses », quartier Les Hauts de Massane à Montpellier - Délibération n°12145 du 06 février 2014 - Modification	226
14706	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2010-2016 - Quartiers Gambetta / Figuerolles / Nord Ecusson - Attribution de subventions complémentaires - Délibération n°14340 du 14 décembre 2016 - Modification	228
N°DÉLIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	PAGES
14738	PAPI2 Lez Mosson Etangs palavasiens - Avenant n°1 - Complément de l'étude de caractérisation des aléas préalables à l'identification des zones de développement urbain sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Demande d'aides financières	231
14739	Commune de Clapiers - Aménagement de protection contre les inondations du Ruisseau des Canaux - Approbation de l'avant-projet - Demande d'aides financières	234
N°DÉLIB	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGES
14747	Poursuite et extension d'une expérimentation bénéficiant d'un travail de recherche sur l'adoption de comportements éco responsables des usagers d'une zone urbaine déterminée - Demande de subvention	238
N°DÉLIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
14716	Ressources Humaines - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Autorisation	243
N°DÉLIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
14740	Eau potable - Programme d'actions de protection de l'aire d'alimentation des captages du Flès à Villeneuve-lès-Maguelone - Demande d'aides financières - Approbation	246
14741	Eau potable - Articulation des politiques publiques autour de la protection de la ressource en eau - Recrutement d'un agent contractuel en charge de la cohérence de la politique de l'eau et la politique agricole et alimentaire - Demandes d'aides financières	250
14742	Eau potable - Sussargues - Convention technique et financière d'achat d'eau en gros au Syndicat mixte Garrigues Campagne - Autorisation de signature	253
14743	Commune de Montpellier - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement rue du Faubourg Figuerolles - Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	256
14744	Commune de Montpellier - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement allée de Paris - Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	259



## PARTIE 1 - SOMMAIRE

<b>N°DÉLIB</b>	<b>SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT</b>	<b>PAGES</b>
14745	Assainissement collectif - Participation financière des ZAC et PUP au financement des nouvelles stations d'épuration de Murviel-lès-Montpellier et Saint Georges d'Orques - Approbation	262
14746	Convention d'Objectifs avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 1- Autorisation de signature	265
<b>N°DÉLIB</b>	<b>SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES</b>	<b>PAGES</b>
14732	Coupe du monde de Football féminin 2019 - Stade de la Mosson - Lettre d'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole à l'attention de la Fédération Française de Football - Autorisation de signature	269
14733	Centre Nautique Neptune - Animations estivales 2017 - Nouveau tarif - Approbation	272
14734	Attribution de subvention - Subvention complémentaire pour le Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo - Fonds spécial Sport - Convention d'attribution - Autorisation de signature	275
14735	Stade de la Mosson "Mondial 98" - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Hérault Sports Club - Saison sportive 2017-2018 - Autorisation de signature	278
14736	Palais des Sports René Bougnol - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Handball - Saison sportive 2017-2018 - Autorisation de signature	280
14737	Complexe sportif Yves-du-Manoir - Occupation temporaire du domaine public pour le mois de juillet 2017 - Convention de mise à disposition au Montpellier Hérault Rugby Club - Autorisation de signature	283
<b>N°DÉLIB</b>	<b>TRANSPORTS ET MOBILITE</b>	<b>PAGES</b>
14748	Transports et Mobilité - Transports en commun - Modification de la grille tarifaire - Approbation - Autorisation de signature	287
14749	Transports et Mobilité - Convention de mise à disposition des données entre Autoroutes du Sud de la France et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	289
<b>N°DÉLIB</b>	<b>VOIRIE, ESPACE PUBLIC</b>	<b>PAGES</b>
14750	Programmation 2017 de travaux d'enfouissement de réseaux secs et de rénovation de l'éclairage public - Conventions avec le Syndicat Hérault Énergies (SHE) - Délibération cadre de demande de subventions - Approbation - Autorisation de signature	292
14751	Convention d'autorisation de raccordement au réseau d'eau de la nouvelle Faculté de médecine de l'Université de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature	296
14752	Recalibrage RD26 et RD26E1 et aménagement d'un cheminement doux entre Mauguio et Baillargues - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et le Département de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature	298
14753	Transfert des routes classées dans le domaine public départemental - Voiries situées en limite de périmètres de compétence - Convention de Gestion avec le Département de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature	301
14754	Transfert des routes classées dans le domaine public départemental - Convention avec le Département de l'Hérault pour le débroussaillage des abords des routes transférées - Approbation - Autorisation de signature	304
14755	Transfert des routes classées dans le domaine public départemental - Conventions avec le Département de l'Hérault pour la maintenance multi technique et l'entretien des bâtiments mis à disposition - Approbation - Autorisation de signature	306

**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET  
AFFAIRES JURIDIQUES**





SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – BILAN DES ACQUISITIONS ET DES CESSIONS POUR L'ANNÉE 2016 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de Métropole doit se prononcer sur le bilan des acquisitions et cessions foncières et immobilières effectuées au cours de l'année 2016.

Ces acquisitions et cessions ont été réalisées dans le cadre des compétences suivantes :

**1 – Au titre de la compétence Aménagement des Territoires et Habitat :**

Acquisition de 312 137 m<sup>2</sup> pour un montant de 979 552,68 euros :

- Acquisitions sur la commune de Fabrègues de 26 621 m<sup>2</sup> pour un montant 39 928,75 euros ; sur la commune de Grabels de 20 m<sup>2</sup> pour un montant de 42 euros ; sur la commune de Lattes de 2 422 m<sup>2</sup> pour un montant de 83 426 euros ; sur la commune de Montaud de 200 m<sup>2</sup> pour un montant de 4 000 euros ; sur la commune de Montpellier de 16.413 m<sup>2</sup> pour un montant de 235 069,68 euros ; sur la commune de Pérols de 95 m<sup>2</sup> pour un montant de 35 000 euros ; sur la commune de Saint Jean de Védas de 1 460 m<sup>2</sup> pour un montant de 150 000 euros ; sur la commune de Sussargues de 7 506 m<sup>2</sup> pour un montant de 21 000 euros ; sur la commune de Vendargues de 3 335 m<sup>2</sup> pour un montant de 30 015 euros ; sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone de 254 065 m<sup>2</sup> pour un montant de 381 071,25 euros.

**2 – Au titre de la compétence Développement Economique :**

Acquisition de 15 349 m<sup>2</sup> pour un montant de 505 316,00 euros :

- Acquisition sur la commune de Baillargues de 2 915 m<sup>2</sup> pour un montant 102 025 euros ; sur la commune de Cournonterral de 7 223 m<sup>2</sup> pour un montant de 122 791 euros ; sur la commune de Montpellier de 5 211 m<sup>2</sup> pour un montant de 280 500 euros.

Cession de 8 714 m<sup>2</sup> pour un montant de 1 157 450,00 euros :

- Cession sur la commune de Montpellier de 8 714 m<sup>2</sup> pour un montant de 1 157 450,00 euros,

**3 – Au titre de la compétence Luttres contre Les Inondations :**

Acquisition de 120 021 m<sup>2</sup> pour un montant de 424 174,46 euros :

- Acquisition sur la commune de Lattes de 120 021 m<sup>2</sup> pour un montant de 424 174,46 euros.

**4 – Au titre de la compétence Voirie Métropolitaine :**

Acquisition de 1 541 m<sup>2</sup> pour un montant de 211 804,00 euros :

- Acquisition sur la commune de Castelnau-le-Lez 1 541 m<sup>2</sup> pour un montant de 211 804,00 euros.

**5 – Au titre de la compétence Aménagement, mandats SERM :**

Acquisition de 1 826 m<sup>2</sup> pour un montant de 823 466,00 euros :

- Acquisition sur la commune de Montpellier de 1 826 m<sup>2</sup> pour un montant de 823 466 euros.

Cession de 23.785 m<sup>2</sup> pour un montant de 5 156 245,60 euros :

- Cessions sur la commune de Grabels de 4050 m<sup>2</sup> pour un montant de 364 500,00 euros ; sur la commune de Montpellier de 17 140 m<sup>2</sup> pour un montant de 4 609 152,52 euros ; sur la commune de Saint Jean de Védas de 2 595 m<sup>2</sup> pour un montant de 182 593,08 euros.

**6 – Au titre de la compétence Aménagement, mandats SA3M :**

Acquisition de 121 986 m<sup>2</sup> pour un montant de 3 793 769,80 euros :

- Acquisitions sur la commune de Lavérune de 5 477 m<sup>2</sup> pour un montant de 123 961 euros ; sur la commune de Pérols de 15 332 m<sup>2</sup> pour un montant de 2 100 724,80 euros ; sur la commune de Lattes de 101 177 m<sup>2</sup> pour un montant de 1 569 084,00 euros.

Cession de 12 206 m<sup>2</sup> pour un montant de 2 159 905,96 euros :

- Cessions sur la commune de Lavérune de 5 784 m<sup>2</sup> pour un montant de 496 705,96 euros; sur la commune de Montpellier de 6 422 m<sup>2</sup> pour un montant de 1 663 200,00 euros.

Compétences	Acquisitions		Cessions	
	Surface	Montant	Surface	Montant
Aménagement des Territoires	312 137m <sup>2</sup>	979 552,68€		
Développement Economique	15 349m <sup>2</sup>	505 316,00€	8 714m <sup>2</sup>	1 157 450,00€
Luttes contre les Inondations	120 021m <sup>2</sup>	424 174 46€		
Voirie Métropole	1 541m <sup>2</sup>	211 804,00€		
Aménagement - Mandat SERM	1 826m <sup>2</sup>	823 466,00€	23 785m <sup>2</sup>	5 156 245,60€
Aménagement - Mandat SA3M	121 986m <sup>2</sup>	3 793 769,80€	12 206m <sup>2</sup>	2 159 905,96€
Total	572 860m <sup>2</sup>	6 738 082,94€	44 705m <sup>2</sup>	8 473 601,56€

**Le total des opérations pour l'année 2016 représente :**

- Pour les acquisitions 572 860 m<sup>2</sup> pour un montant de 6 738 082,94 euros.
- Pour les cessions 44 705 m<sup>2</sup> pour un montant de 8 473 601,56 euros.

Ce bilan est annexé au compte administratif 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan des acquisitions de la politique foncière pour l'année 2016;
- approuver le bilan des cessions de la politique foncière pour l'année 2016;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144810-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## **AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÈCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE - AVENANT 2017 À LA CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'HÉRAULT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Agro-écologie et alimentation, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole se construit progressivement autour de sept piliers stratégiques pour l'avenir, vecteurs de développement économique, territorial et humain. Parmi eux, le pilier « Agro-écologie et Alimentation » vise à répondre à cinq finalités :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre,
- soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire,
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles,
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter face au changement climatique,
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

La Chambre d'Agriculture de l'Hérault est à la fois établissement consulaire et organisme de services en direction des entreprises, des filières et des territoires agricoles. Elle constitue auprès de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics qui leur sont rattachés l'organe consultatif, représentatif et professionnel des intérêts agricoles.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique agroécologique et alimentaire, la Métropole a engagé un partenariat cadre sur la période 2016-2018 avec la Chambre d'Agriculture de l'Hérault, approuvée par la délibération n°13897 du Conseil de Métropole du 30 juin 2016. Il est proposé au Conseil, dans le cadre de la présente délibération, d'approuver le programme d'actions 2017 sous forme d'avenant n°1 à la convention cadre.

Le programme d'actions proposé est le suivant :

- AXE 1 : Consolider des fermes en vente directe,
  - entamer la réflexion autour d'un forum transmission/reprises qui aurait lieu en 2018,
  - participer à la préfiguration des Associations Foncières Autorisées (AFA), dispositif d'animation foncière choisi par la Métropole.
- AXE 2 : Favoriser l'approvisionnement local et limiter le gaspillage alimentaire,
  - accompagner le processus de structuration des filières alimentaires pour une meilleure connexion entre offre et demande, notamment en restauration collective (caractérisation de différentes filières – parties prenantes, verrous, propositions d'organisation),
  - participer à l'élaboration du guide des circuits alimentaires de proximité, piloté par la Métropole.
- AXE 3 : Renforcer la mobilisation citoyenne autour de la transition agro-écologique,
  - s'associer à la construction de la plateforme collaborative visant la mise en valeur des initiatives locales pour l'agroécologie et l'alimentation durable.
- AXE 4 : Innover (pas d'actions spécifiques proposées cette année).

- AXE 5 : Promouvoir la diversité des produits et des pratiques du territoire et développer l'agritourisme,
  - o contribuer à la consolidation d'un calendrier territorial des événements de promotion des produits de terroir,
  - o élaborer un diagnostic territorial de la filière viti-vinicole.
- AXE 6 : Construire une démarche intégrée d'aménagement,
  - o suivre l'élaboration et la révision des documents d'urbanisme en tant que Personne Publique Associée,
  - o expertiser l'impact agricole des zones vouées à l'urbanisation et proposer des modalités d'application du principe « éviter – réduire – compenser » agricole.

Le montant de la subvention proposée pour 2017 s'établit à 50 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant 2017 à la convention cadre 2016-2018,
- approuver le versement pour l'année 2017 d'une subvention d'un montant de 50 000 € à la Chambre d'Agriculture de l'Hérault,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitres 936 et 905,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1144788-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL



**AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE - AVENANT 2017 À LA CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT AVEC MONTPELLIER SUP AGRO, L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA) ET LE CIRAD - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole se construit progressivement autour de sept piliers stratégiques pour l'avenir, vecteurs de développement économique, territorial et humain. Parmi eux, le pilier « Agroécologie et Alimentation » vise à répondre à cinq finalités :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre,
- soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire,
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles,
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter face au changement climatique,
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

L'institut National de la Recherche Agronomique (INRA) est le premier institut de recherche agronomique en Europe et le deuxième en sciences agricoles dans le monde. L'INRA a notamment pour mission de contribuer, par la valorisation de ses compétences, de ses savoir-faire et des résultats de la recherche, à la conception d'innovations technologiques et sociales ainsi que d'organiser l'accès libre aux données scientifiques et aux publications conformément à la réglementation française et européenne sur l'ouverture des données publiques et le libre accès aux publications scientifiques.

L'Institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier, Montpellier SupAgro, est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) placé sous la tutelle conjointe du ministère chargé de l'agriculture et du ministère chargé de l'enseignement supérieur. Doté du statut de « grand établissement » au sens de l'article L. 717-1 du Code de l'éducation, il dispose d'une large autonomie dans l'exercice de ses missions d'enseignement, de recherche, de transfert, de valorisation des connaissances issues de la recherche, d'appui à l'innovation, de création d'entreprises et de diffusion de la culture scientifique et technique.

Les missions statutaires de Montpellier SupAgro sont les suivantes :

- dispenser principalement des formations d'ingénieur dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la gestion durable des ressources naturelles et des territoires ;
- exercer dans ces domaines, des activités de formation initiale et continue, de recherche, de diffusion des connaissances, d'expertise et d'appui à l'innovation et à la création d'entreprise ;
- exercer des missions d'appui à l'enseignement technique agricole ;
- concourir à la coopération scientifique, technique et pédagogique internationale, notamment avec les pays des zones méditerranéennes et tropicales ;
- délivrer les titres et diplômes nationaux pour lesquels il a été accrédité par le Ministre chargé de l'enseignement supérieur, seul ou conjointement avec d'autres établissements d'enseignement supérieur. Il peut également délivrer des diplômes qui lui sont propres.

Le CIRAD est l'organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes. Etablissement public à caractère industriel et commercial, le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) est placé sous la double tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère chargé des Affaires étrangères.

Montpellier SupAgro et le CIRAD gèrent ensemble la Chaire Unesco Alimentations du Monde. L'objectif de cette chaire est de contribuer à la transition vers des systèmes alimentaires plus durables par trois types d'activités : la formation, la coordination de programmes de recherche

pluridisciplinaires en relation avec les acteurs des systèmes alimentaires et le dialogue entre sciences et société.

La Chaire Unesco Alimentations du Monde a pour vocation de développer ses activités à l'échelle internationale, animant un réseau Unitwin (University Twinning and Networking). Un des axes privilégiés de la Chaire porte sur les systèmes alimentaires urbains durables au travers de son programme Surfood (Sustainable Urban Food Systems). C'est dans ce cadre de la Chaire a participé à l'étude de préfiguration coordonnée par l'INRA pour accompagner l'élaboration de la politique agroécologique et alimentaire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique agro-écologique et alimentaire, la Métropole a engagé l'an dernier un partenariat cadre sur la période 2016-2018 avec ces trois organismes de recherche et d'enseignement supérieur, approuvé par la délibération n°14165 du Conseil du 25 octobre 2016. Il est proposé au Conseil, dans le cadre de la présente délibération, d'approuver le programme d'actions 2017 sous forme d'avenant n°1 à la convention cadre.

Le programme d'actions proposé est conforme aux objectifs approuvés dans la convention cadre.

Le montant de la subvention proposée pour 2017 s'établit à 15 000€ HT au total, à hauteur de 5 000 € à l'INRA, 5 000€ à Montpellier SupAgro et 5 000 € au CIRAD.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant 2017 à la convention cadre 2016-2018,
- approuver le versement pour l'année 2017 de trois subventions d'un montant de 5 000 € à l'INRA, 5 000€ pour Montpellier SupAgro et 5 000€ pour le CIRAD.
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme C. MARION, Mme I. TOUZARD.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144826-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – GOUVERNANCE ET MISE EN OEUVRE OPÉRATIONNELLE - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT AVEC LA FÉDÉRATION INPACT OCCITANIE (INITIATIVES POUR UNE AGRICULTURE CITOYENNE ET TERRITORIALE) - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Agro-écologie et alimentation, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole se construit progressivement autour de sept piliers stratégiques pour l'avenir, vecteurs de développement économique, territorial et humain. Parmi eux, le pilier « Agro-écologie et Alimentation » vise à répondre à cinq finalités :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire ;
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles ;
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter face au changement climatique ;
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

Le **pôle InPACT (Initiatives Pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale)** est né en 2001 au niveau national avec le regroupement d'associations engagées dans le développement durable des territoires ruraux. Depuis, différents pôles régionaux se sont constitués en France. En Languedoc-Roussillon, le collectif InPACT LR a commencé à se réunir en 2012, à l'initiative de la FR CIVAM LR et de l'ADEAR LR. En 2015, après trois années de travail d'interconnaissance et de structuration, ses membres ont décidé de créer une fédération. Parallèlement, dans le cadre de la fusion des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, les structures LR se sont rapprochées de leurs homologues de Midi-Pyrénées, où il n'existait pas de regroupement InPACT. La fédération InPACT LR-MP, devenue depuis InPACT Occitanie a été créée en mars 2016. Elle regroupe 12 membres : Accueil Paysan LR, ADEAR-LR, ARDEAR MP, Boutiques Paysannes LR, FRCIVAM Occitanie, Marchés Paysans LR, Nature & Progrès 11, Solidarité Paysans LR, Terracoopa (Espaces-Test LR), Terre de Liens LR, Terre de Liens MP et Terres Vivantes.

Le réseau associatif rassemble des bénévoles et des salarié-e-s autour de valeurs partagées pour développer une agroécologie paysanne ancrée dans les territoires, créatrice de lien social et fondée sur l'autonomie des acteurs. Leur approche de l'agriculture est ouverte aux préoccupations de la société : alimentation, environnement, éducation, solidarité, précarité... La mise en commun de leurs compétences et de leurs outils permet de créer de nouveaux projets et d'accompagner les initiatives des paysans, citoyens et des collectivités ou de leurs groupements pour l'émergence, le maintien, l'épanouissement et la défense d'une agriculture citoyenne et territoriale.

**Des stratégies collaboratives**

InPACT Occitanie et la Métropole sont convaincues de la nécessité de soutenir la diversité des formes agricoles et l'émergence de nouveaux modèles favorisant la diversité et valorisant le potentiel de l'agriculture paysanne et biologique en périurbain, en termes de liens sociaux, de qualité de l'alimentation, de créations d'emplois et de vitalisation des territoires.

Dans le cadre de l'élaboration de la stratégie agricole et alimentaire de la Métropole et de son déploiement opérationnel, le territoire agricole se fait creuset de projets économiques, au sein d'un espace collaboratif d'expérimentation.

Dans cet esprit, elle entend, via une gouvernance territoriale concertée et force de propositions, favoriser les synergies et les projets concertés entre acteurs publics du territoire, entreprises, acteurs de la recherche, et centres de formation et d'enseignement supérieur. La fédération InPACT Occitanie est un des membres actifs de cette gouvernance territoriale.

En tant que fédération regroupant des acteurs du développement de l'agriculture paysanne et agissant pour la promotion des liens entre agriculteurs, citoyens et territoires, InPACT Occitanie a structuré une stratégie opérationnelle pour développer ensemble les potentialités de ces nouveaux modèles au service des habitants du territoire. Cette stratégie vise à promouvoir l'agroécologie et l'approvisionnement de proximité et de qualité sur le territoire de Montpellier Méditerranée

Métropole, en se fondant sur les compétences de ses membres et sur la plus-value de la dynamique de projets communs.

Les volets d'actions qui suivent traduisent cette stratégie en l'articulant avec les objectifs opérationnels construits par la Métropole pour la mise en œuvre de sa politique agro-écologique et alimentaire.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique agro-écologique et alimentaire, la Métropole a engagé un partenariat nouveau en 2016 avec la Fédération INPACT Occitanie, assorti d'une subvention de 15 000 € pour l'exercice 2016.

Les deux partenaires souhaitent aujourd'hui contractualiser plus durablement, sur la période 2017-2019, sur les volets d'actions conjointes suivants :

- L'animation d'un groupe de travail sur l'installation progressive en agriculture ;
- L'élaboration et la mise en œuvre de schémas de connexion entre l'offre et la demande dans le cadre du développement d'un approvisionnement local de la restauration collective métropolitaine ;
- La mise en cohérence des différentes fêtes de terroir et la contribution au développement de l'activité agricole via la mise en valeur de l'offre lors de ces événements festifs ;
- L'élaboration de la stratégie agro-touristique ;
- La mise en valeur des initiatives agro-écologiques et alimentaires du territoire, via la construction conjointe d'une plateforme collaborative citoyenne pour l'agroécologie et l'alimentation responsable et durable, y compris d'un guide cartographié collaboratif des circuits alimentaires de proximité et la co-organisation du Mois de la transition agro-écologique et de l'alimentation durable (chaque mois de septembre) ;
- La sensibilisation des référents aménagement sur les secteurs territoriaux de la Métropole autour de l'intégration des enjeux agricoles et alimentaires et du rôle des collectivités et leurs groupements, dans l'accès au foncier et au bâti agricole en faveur d'une agriculture durable ;
- L'accompagnement des paysans de plus de 55 ans actuellement sans repreneur ;
- La mobilisation de foncier public et privé pour le développement de l'activité agricole, notamment via le dispositif des AFA - Associations Foncières Autorisées.

Le programme d'actions 2017 est précisé en annexe de la convention-cadre 2017-2020. Le programme d'action des années suivantes sera proposé par avenant.

Le montant de la subvention proposée pour 2017 s'établit à 15 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention cadre de partenariat 2017-2019 ;
- approuver le versement pour l'année 2017 d'une subvention d'un montant de 15 000 € à la Fédération INPACT Occitanie ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144677-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE  
OPÉRATIONNELLE - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT AVEC SUD ET  
BIO, L'ASSOCIATION INTERPROFESSIONNELLE RÉGIONALE DE L'AGRICULTURE  
BIOLOGIQUE - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Agro-écologie et alimentation, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole se construit progressivement autour de sept piliers stratégiques pour l'avenir, vecteurs de développement économique, territorial et humain. Parmi eux, le pilier « Agro-écologie et Alimentation » vise à répondre à cinq finalités :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre,
- soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire,
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles,
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter face au changement climatique,
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

Créée en 2011, Sud & Bio est l'association interprofessionnelle régionale qui rassemble l'ensemble des opérateurs bio de l'ancien Languedoc Roussillon (le rapprochement avec l'association homologue en ex Midi Pyrénées étant en cours, pour une association consolidée à l'échelle de l'Occitanie). Elle représente ainsi : agriculteurs, transformateurs, et distributeurs. Elle vise le développement concerté de l'agriculture biologique et représente les acteurs de l'amont et de l'aval de la filière biologique. Elle a pour mission l'animation des filières bio locales (animation des échanges amont/aval, et actions de structuration des filières bio locales), la coordination de la dynamique interprofessionnelle, la communication et promotion, et l'observatoire territorial (collecte, analyse et synthèse des chiffres et données économiques sur la production bio et les marchés).

De par la diversité de sa composition et sa représentativité professionnelle, Sud & Bio est un lieu incontournable de concertation entre les différents organismes intéressés par le développement de l'agriculture biologique ; elle joue un rôle de médiation et de proposition. Organisme de services de proximité en direction des entreprises, des filières, et des territoires, Sud & Bio est animée par un Conseil d'Administration dynamique, et une équipe de coordination, renforcée de chargés de mission par filières (fruits et légumes ; élevage ; grandes cultures ; PPAM (Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales) ; viticulture) et marchés (distribution ; restauration collective).

Avec 2958 exploitations, l'ancienne région Languedoc Roussillon compte 122 000 ha en bio et conversion et héberge près de 900 opérateurs aval. En termes d'emplois, la filière crée près de 7 000 emplois à l'échelle agricole, 669 emplois dédiés à la transformation / commercialisation, et environ 200 emplois dans la distribution bio spécialisée (*Source : Chiffres 2015, Observatoire régional de la Bio en LR, 2016*).

**Des stratégies convergentes**

Depuis 2016 Sud & Bio et la Métropole ont entamé des démarches stratégiques et opérationnelles convergentes dans le cadre de leurs compétences respectives.

Dans le cadre de l'élaboration de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) de la Métropole et de son déploiement opérationnel, le territoire agricole métropolitain se fait creuset de projets économiques, au sein d'un espace collaboratif d'expérimentation. Dans cet esprit, elle entend, via une gouvernance territoriale concertée et force de propositions, favoriser les synergies et les projets concertés entre acteurs publics du territoire, entreprises, acteurs de la recherche, et centres de formation et d'enseignement supérieur. Sud & Bio est un des membres actifs de cette gouvernance territoriale : l'interprofession est un acteur pilier de la démarche engagée par la Métropole dans le sens où l'association est en mesure de mobiliser tous les acteurs de la filière « bio », d'amont en aval, et ainsi de favoriser l'écologisation des pratiques (de production, de transport, de commercialisation...), et la relocalisation (des approvisionnements par ex. pour les entreprises agro-alimentaires).

Pour répondre aux défis présents et futurs de l'agriculture sur le territoire, Sud & Bio déploie un projet stratégique dans le cadre du Plan Ambition Bio 2017 en région.

Le développement de l'agriculture biologique est très soutenu ces dernières années avec une croissance continue du marché et de la demande des consommateurs (+10% en 2014, +14 % en 2015) d'une part ; et, depuis 2015, avec la reprise d'un fort mouvement de conversion à l'agriculture biologique de nombreux agriculteurs notamment dans les filières élevage (bovin lait, bovin viande) et grandes cultures d'autre part.

Ces nombreuses conversions et installations nécessitent un accompagnement renforcé afin d'optimiser leur chance de réussite (accompagnement technique et insertion dans les filières et circuits de commercialisation).

Dans les filières plus « matures » (ex : viticulture, arboriculture), qui ont connu un très fort développement dans les années 2008 à 2012, l'enjeu est double car il faut à la fois consolider les exploitations bio par un conseil technique spécialisé permettant d'améliorer leurs performances techniques et économiques, et développer de nouveaux marchés, structurer des filières régionales bio et solidaires afin d'assurer une bonne rémunération des producteurs et l'approvisionnement des transformateurs et distributeurs bio régionaux et français.

Sud & Bio mène donc des actions de structuration des filières bio régionales (mise en relation et contractualisation entre amont et aval), de développement les circuits bio de proximité (notamment avec les magasins bio spécialisés), d'approvisionnement en produits bio régionaux de la RHD (Restauration Hors Domicile) et de recherche de nouveaux marchés (salons professionnels, prospection, ...).

Enfin Sud & Bio continue ses actions transversales : observatoire régional de l'AB (Agriculture Biologique), et promotion : communication sur l'AB régionale auprès du grand public, qui restent nécessaires, pour répondre aux concitoyens de notre territoire.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique agro-écologique et alimentaire, la Métropole a engagé l'an dernier un partenariat nouveau avec Sud & Bio, assorti d'une subvention 2016 de 5 000 €.

Les deux partenaires souhaitent aujourd'hui contractualiser plus durablement, sur la période 2017-2019, sur les objectifs suivants :

- la promotion de l'offre bio locale auprès des citoyens de la Métropole et la mise en valeur des initiatives territoriales en matière d'agroécologie et d'alimentation bio ;
- l'augmentation de la part de bio local dans la restauration collective sur le territoire de la Métropole
- la meilleure connaissance de l'AB sur le territoire de la Métropole.

Le programme d'actions 2017 proposé est le suivant :

- la contribution de Sud & Bio à la dynamique collaborative pilotée par la Métropole, recensant notamment les points de vente de produits locaux ;
- l'accompagnement de l'introduction de produits bio locaux en restauration collective et la structuration de l'offre bio locale ;
- l'accompagnement des projets Bio du MIN (Marché d'Intérêt National) de Montpellier et des opérateurs bio du MIN.

Le programme d'action des années suivantes sera proposé par avenant à la convention cadre.  
Le montant de la subvention proposée pour 2017 s'établit à 5 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention cadre de partenariat 2017-2019,
- approuver le versement pour l'année 2017 d'une subvention d'un montant de 5 000 € à Sud et Bio,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.



À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144770-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAÛREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT AVEC AGROPOLIS INTERNATIONAL - CONTRAT PLAN ETAT-RÉGION (CPER) - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Agro-écologie et alimentation, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La compétence en matière de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses sept piliers que sont la santé, le numérique, les transports et mobilité, le développement économique touristique et industriel, l'agro-écologie-alimentation, la culture-patrimoine-universités et le commerce-artisanat.

L'Académie de Montpellier accueille 2 800 chercheurs et 5 000 étudiants dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de l'environnement et de la biodiversité.

L'accueil du siège du GCRAI (Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale) à Montpellier depuis octobre 2010 conforte son positionnement de capitale de la recherche agronomique internationale.

L'association Agropolis International est une association loi 1901, dont la Métropole est l'un des membres fondateurs. En capitalisant sur une dynamique engagée voilà 30 ans, Agropolis International développe l'ensemble de ses activités selon quatre grands axes, tels que définis dans le cadre du CPER :

- Axe 1 : L'interface avec les communautés scientifiques, en tant qu'association représentant le pôle régional « Agro-Environnement-Biodiversité » (AEB) rayonnant autour de Montpellier, en lien étroit avec les acteurs de la grande région.
- Axe 2 : L'interface avec l'international, en tant que plateforme collective tournée vers les pays du Sud et de la Méditerranée, de par les spécificités de ses membres.
- Axe 3 : L'interface avec les acteurs de l'innovation et du développement économique.
- Axe 4 : L'interface avec la société civile, en vue de favoriser le dialogue « sciences-société ».

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique et de son soutien à l'innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir Agropolis international.

Par ailleurs, la politique Agro-écologique et Alimentaire que la Métropole déploie depuis le début du mandat s'appuie sur un partenariat clé avec la communauté scientifique locale : orientations, expertise, animation des réseaux, représentation à l'international...

La Métropole s'est notamment appuyé sur Agropolis International via une convention cadre 2014-2016. Il est proposé de renouveler cette convention pour la période 2017-2020 dans le cadre du

CPER, au titre duquel est prévue une subvention d'un montant de 300 000 €, approuvée par le Conseil de Métropole du 30 juin 2016 (délibération 13885).

Il est proposé que pour l'exercice 2017, le montant de la subvention s'établisse à 75 000 € afin de soutenir à Agropolis International dans :

- L'organisation des « Assises Nationales de la transition agro-écologique et de l'alimentation durable » qui auront lieu à Montpellier en 2018 ;
- La mobilisation de la communauté scientifique autour de la transition agro-écologique du territoire : expertise scientifique ; participation à la dynamique territoriale, en particulier à la l'agenda mutualisé sur la plateforme en cours de construction ; organisation des Assises d'ALLISS (Alliance Sciences-Société) à Montpellier en juillet 2017 ;
- L'étude de faisabilité et le déploiement éventuel du projet d'Agro-vallée. Ce projet vise le développement et l'implantation d'entreprises innovantes des secteurs agriculture/ alimentation / environnement. Le volet immobilier d'entreprise pourrait notamment faire l'objet d'une étude, visant la requalification du Parc Agropolis et l'insertion du volet agriculture/ alimentation / environnement dans le Schéma d'Accueil des Entreprises ;
- L'accueil de manifestations scientifiques agriculture/biodiversité/environnement/ alimentation ;
- Les partenariats internationaux, en particulier autour de la Méditerranée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention cadre de partenariat 2017-2020,
- approuver le versement pour l'année 2017 d'une subvention d'un montant de 75 000 € à l'association Agropolis International,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144651-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET  
TECHNIQUE**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

## **BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – ECOLOTHÈQUE - ACTUALISATION DES TARIFS DE L'ACCUEIL DE LOISIRS - APPROBATION**

M. J.-F. AUDRIN, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Biodiversité et la Culture Scientifique et Technique, rapporte :

L'Écolothèque est le Centre d'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) de Montpellier Méditerranée Métropole regroupant les activités de l'accueil de loisirs pour les enfants de 4 à 12 ans, du Centre de ressources pour les écoles, du programme ÉcoMétropole pour les communes de la Métropole, de l'accueil des centres médico-sociaux et des crèches pour les personnes en situation de handicap et la petite enfance.

Sa mission est d'éveiller et de sensibiliser les enfants aux sciences de la vie et aux enjeux environnementaux par une approche ludique et scientifique.

L'accueil de loisirs reçoit en moyenne 120 enfants par jour les mercredis et les vacances scolaires. Plus de 1 000 enfants fréquentent annuellement cet accueil.

L'objet de la présente délibération est d'actualiser les tarifs de l'accueil de loisirs inchangés depuis 2009.

Le projet de nouveaux tarifs a été élaboré en lien avec le groupe de travail pour l'harmonisation des tarifs créé dans le cadre de la mutualisation (Métropole - Ville de Montpellier).

La formule de calcul et les taux d'effort restent inchangés.

Les modifications proposées concernent :

- le prix du repas dont le tarif unique de 5 euros serait réactualisé de 7 % soit moins de 1 % par an, soit 5,35 euros ;
- les demi-journées de l'accueil de loisir seraient facturées 60 % du prix de la journée complète au lieu de 50 % actuellement.

### **Modalités de calcul des tarifs :**

Le tarif journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu mensuel, avant abattement, de la famille. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

- Formule :

**Journée entière** (sans repas) : Salaire mensuel du foyer avant abattement X (taux d'effort/ 20 jours)

- Les revenus pris en compte :
  - o pour les allocataires de la Caisse d'Allocation Familiales (CAF), les revenus communiqués par la CAF (source CAF PRO).
  - o pour les autres usagers, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaire 10% ou frais réel (source dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers.
  - o pour les travailleurs indépendants : les bénéfices industriels et commerciaux (source dernier avis d'imposition).

Le projet de grille tarifaire de l'accueil de loisirs est en annexe.

Délibération n° 14717

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des tarifs de l'accueil de loisirs de l'Écolothèque à compter du 1er septembre 2017 tels que définis en annexe ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144021-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,  
LUTTE CO NTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION  
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU  
VOYAGE**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**COHÉSION SOCIALE – CONTRAT DE VILLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS  
AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNÉE 2017 - CONVENTION - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Le Conseil de Métropole du 17 mai dernier a voté l'attribution de subventions à des associations ayant déposé des dossiers dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de ville 2015-2020 et ce au titre de l'année 2017 (délibération n°14630) pour un montant global de 199 800 €, correspondant à 73 dossiers (sur les 388 dossiers déposés).

Les projets soutenus par la Métropole, en cohérence avec la Ville de Montpellier, s'inscrivent dans les fiches opérationnelles du Contrat de Ville et plus précisément dans les thèmes suivants :

- l'insertion et le développement de l'emploi,
- la maîtrise de la langue française dans un objectif de socialisation, d'accès à l'emploi et aux droits,
- l'accompagnement au logement,
- le développement d'actions à visée de développement durable (jardins partagés...),
- l'accès à la culture,
- la jeunesse.

A l'issue d'une instruction complémentaire, s'agissant notamment de projets pour lesquels il était attendu des précisions de la part des porteurs, il est proposé de soutenir financièrement 6 projets qui s'inscrivent dans les orientations du Contrat de Ville telles que rappelées ci-dessus, ainsi que 6 dossiers dans le domaine plus large de la cohésion sociale, pour un montant total de 29 000 €.

Les propositions de financement par la Métropole sont les suivantes :

Sigle de l'association	Intitulé du projet	Subvention proposée 2017
<b>Action relative au pilier Développement Economique et Emploi (DDEE)</b>		
ALIFE Conseil	Plateforme d'Insertion professionnelle	3 000 €
<b>Action spécifique économie sociale et solidaire (ESS)</b>		
GESS 34	Des Etoiles et des Femmes Montpellier	10 000 €
<b>Actions spécifiques Agroécologie et politique alimentaire (P2A)</b>		
SOLIDARITE DOM TOM	Bien manger c'est mieux vivre	2 000 €
	Tri Atelier	1 000 €
	Solid'air étudiant	1 500 €
<b>TOTAL DDEE Contrat de ville 2017 :</b>		<b>3 000 €</b>
<b>TOTAL DDEE Droit commun 2017 (P2A +ESS) :</b>		<b>14 500 €</b>
<b>Actions relatives aux autres piliers du Contrat de Ville (SPV)</b>		
CSS 34	Luttons contre l'exclusion sociale par le développement de la pratique artistique et sportive	1 500 €
<b>TOTAL SPV contrat de ville 2017 :</b>		<b>1 500 €</b>
<b>Actions relatives à la cohésion sociale</b>		
ESSOR	Arrimage en scène	1 000 €
	Promotion du sport féminin	1 000 €
CESAM Migrations Santé	Fonctionnement de l'association	3 000 €
Jasmin d'Orient	Découvertes et loisirs	1 000 €
	Autonomisation des jeunes	2 500 €
Roule Nature	Fonctionnement	1 500 €
<b>TOTAL Droit commun cohésion sociale 2017 :</b>		<b>10 000 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>29 000 €</b>

Délibération n° 14711

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions, telles que décrites dans le tableau ci-dessus ;
- dire que les crédits sont inscrits au chapitre 935 et 936 du budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les subventions sont versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144867-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSÉ, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**COHÉSION SOCIALE – ASSOCIATION LE PASSE MURAILLE - CHANTIER D'INSERTION ET D'UTILITÉ SOCIALE "MÉTIERS DU TERTIAIRE ET DE LA COMMUNICATION" - SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences Politique de la ville et Développement économique (dont l'insertion par l'économique) en lieu et place des communes membres, aux côtés de l'Union Européenne, l'Etat et les collectivités départementale et régionale.

Montpellier Méditerranée Métropole a lancé, avec l'État, le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM), à savoir un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion qui s'est construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2020.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite continuer à soutenir, pour la septième année consécutive, le chantier d'insertion et d'utilité sociale « Métiers du tertiaire et de la communication » porté par l'association Le Passe Muraille.

Dans un objectif de pré-professionnaliser aux métiers du tertiaire et de la communication, ce chantier s'appuie sur la réalisation d'actions de communication au service d'associations, d'institutions, des communes de la Métropole, de TPE et de Montpellier Méditerranée Métropole elle-même. Les travaux prévus comprennent la réalisation de documents administratifs, de supports de communication et participation au montage et à l'accueil d'événements publics. Sont principalement visés les métiers du secrétariat, d'agent d'accueil, agent administratif, et d'aide comptable.

Ce chantier novateur, tourné vers les métiers de la communication et du tertiaire, présente également l'intérêt de s'ouvrir d'avantage aux femmes que les habituels chantiers dans les métiers du bâtiment.

Ce chantier permettra de créer 11 postes de travail destinés à un public jeune et adulte, rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, habitant le territoire métropolitain. Les bénéficiaires seront recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de six mois renouvelable. Le chantier pourra ainsi bénéficier à près de 22 personnes ou plus.

L'association Le Passe Muraille opérera ainsi en qualité d'employeur et aura en charge l'organisation générale du chantier, notamment l'encadrement technique et pédagogique de l'action et l'embauche des salariés bénéficiaires.

Au titre du soutien accordé en 2016, il ressort notamment que sur 24 bénéficiaires, 41 % ont connu une sortie dynamique : 3 en emploi durable (3 CDI), 2 en emploi de transition (CAE) et 5 en formation qualifiante.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite donc accorder à nouveau son soutien à cette action, au titre de l'exercice 2017, par une subvention de 15 000 € sur un budget total de 304 931 €.

Le budget prévisionnel de l'opération en 2017 est le suivant :

- DIRECCTE : 176 759 euros (dont salaires, CDDI, FDI, CAE Encadrant),
- Fond Social Européen : 29 972 euros,
- Conseil Départemental de l'Hérault : 68 200 euros,
- Vente de produits / Prestations de services : 15 000 euros,
- Montpellier Méditerranée Métropole : 15 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association Passe Muraille, une subvention de 15 000 euros pour mener à bien ce chantier d'insertion et d'utilité sociale dans les métiers de la communication et du tertiaire, sous réserve de l'accord du Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Économique et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action.
- dire que les dépenses sont inscrites au budget primitif 2017, chapitre 936.
- approuver les termes du projet de convention tels que définis ci-dessus.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144524-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL**

**COHÉSION SOCIALE – ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - CONVENTIONS  
CONCLUES ENTRE L'ÉTAT ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE POUR  
LA GESTION DES AIRES DE BIONNE À MONTPELLIER ET DE CASTELNAU-LE-LEZ  
- ATTRIBUTION DE L'AIDE AU LOGEMENT TEMPORAIRE 2 - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage. A ce titre, elle a pris les dispositions nécessaires pour répondre dans les meilleurs délais possibles aux obligations définies par le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage pour la période 2011-2017 sur son territoire.

Conformément l'article L851-1 du Code de la sécurité sociale, une aide forfaitaire est versée annuellement par l'Etat aux communes ou aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale qui assurent la gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Le montant de cette aide est déterminé en fonction du nombre de places et du taux d'occupation. Son versement est subordonné à la signature, chaque année, d'une convention avec l'Etat.

Cette convention précise les modalités de versement de l'aide ainsi que les droits et obligations des parties.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a pris en gestion l'aire d'accueil de Bionne située sur la commune de Montpellier. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, elle gère également directement l'aire située sur la commune de Castelnau-le-Lez. Dans ce cadre, en qualité de gestionnaire, Montpellier Méditerranée Métropole est éligible à l'aide de l'Etat dite « aide au logement temporaire 2 » (ALT 2) dont le versement est donc conditionné à la signature de conventions.

Pour l'aire de Bionne, le montant prévisionnel est de 50 751,13 euros décomposé en une part fixe et une part variable. Pour l'aire de Castelnau-le-Lez, le montant prévisionnel est de 49 514,23 euros également décomposé en une part fixe et une part variable. Les montants définitifs des deux aides seront calculés au 31 décembre 2017 suivant les taux d'occupation effectifs constatés sur les aires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les deux projets de convention à intervenir entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion en 2017 des l'aire d'accueil des gens du voyage de Montpellier et de Castelnau-le-Lez,
- prendre acte du montant de l'aide attribuée applicable pour les deux aires ainsi que les modalités de leur versement ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions susvisées, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1143981-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**CULTURE – CRÉATION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE "MONTPELLIER CONTEMPORAIN" - APPROBATION DES STATUTS - REPRÉSENTANTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ AU CONSEIL D'ADMINISTRATION - DÉSIGNATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Engagée depuis juin 2014 dans une opération de création d'un centre d'art contemporain sur le site de l'Hôtel de Montcalm (ex projet MHFA), Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité intégrer ce projet dans une démarche ambitieuse, innovante et fédératrice, en associant à l'Hôtel de Montcalm deux des institutions culturelles d'art contemporain majeures du territoire : l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts (EPCC ESBAMA) et le Centre de Culture Contemporaine - La Panacée (Ville de Montpellier).

Novateur dans sa forme puisque construit sur une option multi-sites, Montpellier Contemporain (MoCo) deviendra ainsi la première institution à maîtriser la filière professionnelle du monde de l'art, depuis la formation jusqu'à l'exposition et la médiation de l'art contemporain.

Afin de développer les synergies les plus larges possibles entre les trois établissements qui composent le MoCo, et d'assurer par la même le renforcement de l'identité, de la complémentarité et du rayonnement de chaque lieu, la gestion du MoCo par un établissement public de coopération culturelle (EPCC) unique s'est imposée.

C'est dans cette perspective que par délibération n°14637 du 17 mai 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le principe du mode d'exploitation de l'Hôtel de Montcalm par un EPCC.

La création de l'EPCC MoCo, prévue pour juillet 2017, résultera d'une évolution statutaire de l'EPCC ESBAMA, par l'intégration de l'Hôtel de Montcalm et de La Panacée. Ce nouvel établissement réunira donc l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole, et la Ville de Montpellier. Il aura pour missions principales de participer au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le domaine des arts plastiques, de développer la production, l'exposition et la médiation de l'art contemporain, dans et hors ses murs, d'encourager la création contemporaine, notamment par l'exposition des œuvres d'artistes vivants et l'organisation d'échanges entre créateurs et avec le public, d'organiser toute manifestation visant à diffuser et à approfondir la connaissance de l'art contemporain, et de participer, par tous moyens, à l'enrichissement et à la diffusion de la réflexion sur les questions touchant à la société et à la culture contemporaines.

Lors de sa séance du 20 juin 2017, le conseil d'administration de l'EPCC ESBAMA a proposé à ses membres de modifier ses statuts pour prendre en compte ces nouvelles orientations. Outre les missions principales susmentionnées, ces derniers précisent notamment les modalités de fonctionnement interne de la structure, ainsi que les montants des contributions financières versées par les trois entités membres. Pour l'exercice 2017, ces contributions sont établies comme suit :

- Etat : 244 000 €
- Montpellier Méditerranée Métropole : 1 615 000 €
- Ville de Montpellier : 1 545 000 €

Les statuts prévoient en outre la composition du conseil d'administration de l'EPCC MoCo, définie comme suit :

- 2 représentants de l'Etat ;
- 5 représentants de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 3 représentants de la Ville de Montpellier ;
- 4 personnalités qualifiées dans les domaines de compétences de l'établissement, dont une au moins dans le domaine de l'enseignement artistique, et une au moins dans le domaine du monde de l'art contemporain. Parmi ces 4 personnalités qualifiées, 1 est désignée par l'Etat, 2 par Montpellier Méditerranée Métropole, et 1 par la Ville de Montpellier ;
- 4 représentants des personnels, dont 2 enseignants et 2 représentants des personnels administratifs et techniques ;

- 1 représentant des étudiants.

En application de l'article L.1431-2 du Code général des collectivités territoriales, il est demandé au Conseil de Métropole de se prononcer sur ces nouveaux statuts.

En outre, dans la perspective de la création effective de l'EPCC MoCo, qui sera décidée par arrêté du Préfet de la Région Occitanie, et en application de l'article 7 des statuts, il convient de désigner les 5 membres élus représentants Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'Administration du futur EPCC MoCo ainsi que les 2 personnalités qualifiées.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est proposé à l'Assemblée de décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations par un vote au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les candidatures suivantes :

\* en qualité de représentants de Montpellier Méditerranée Métropole :

- Bernard TRAVIER,
- Isabelle MARSALLA,
- Roger CAIZERGUES,
- Thierry BREYSSE,
- Jackie GALABRUN-BOULBES,

\* en qualité de personnalités qualifiées :

- Vanessa BRUNO,
- Marie-Christine CHAZE.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée,
- procéder à la désignation de MM. Bernard TRAVIER, Roger CAIZERGUES, Thierry BREYSSE, Mmes Isabelle MARSALLA et Jackie GALABRUN-BOULBES en tant que représentants de Montpellier Méditerranée Métropole, et de Mmes Vanessa BRUNO et Marie-Christine CHAZE en tant que personnalités qualifiées au sein du Conseil d'Administration de l'EPCC MoCo,
- autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole à siéger au Conseil d'Administration et à exercer toute fonction dans ce cadre,
- approuver les statuts de l'Établissement Public de Coopération Culturelle Montpellier Contemporain,
- solliciter Monsieur le Préfet de la Région Occitanie, pour la création de l'Établissement Public de Coopération Culturelle Montpellier Contemporain,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144928-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**CULTURE – MÉDIATHÈQUES - PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DÉPLACEMENT AUX FRAIS RÉELS DANS LE CADRE DES RENCONTRES LITTÉRAIRES DE LA MÉDIATHÈQUE CENTRALE ÉMILE ZOLA - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de son programme annuel de rencontres littéraires, la médiathèque centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole invite, en collaboration avec la librairie Sauramps, mais aussi d'autres partenaires culturels, des écrivains, auteurs, universitaires et intellectuels de renom pour aller à la rencontre de ses publics.

En janvier 2016 est parue chez Privat une nouvelle édition, totalement refondue, de l'*Histoire de Montpellier*, publiée pour la première fois en 1984. Témoignage essentiel, cet ambitieux ouvrage, dirigé par Christian Amalvi et Rémy Pech, met en lumière les personnalités qui ont jalonné l'évolution de la ville et rend compte des nombreuses mutations topographiques, économiques, sociales et culturelles qui ont métamorphosé la cité.

À l'occasion de la sortie de cette nouvelle *Histoire de Montpellier*, la médiathèque a programmé un cycle de neuf conférences de septembre à novembre 2016 pour que chaque contributeur à l'ouvrage puisse présenter devant le grand public le sujet qu'il a traité. L'objectif est de constituer, à travers ce cycle, une sorte d'Université populaire relative à l'histoire même de Montpellier. A la rentrée 2017, d'octobre à décembre, un nouveau cycle de conférences sera proposé au grand public, à la fois sur l'histoire de Montpellier et sur *Ombres et lumières du Sud de la France : les lieux de mémoire du Midi*.

Parmi les dix conférences seront notamment proposées :

- jeudi 5 octobre à 18h30 : une intervention de Pierre Chastang, agrégé d'histoire, professeur émérite à l'université Paris-1, intitulée « Politique et culture urbaines. L'histoire du consulat montpellierain au 13<sup>e</sup> siècle »,
- jeudi 7 décembre à 18h30 : une intervention de Rémy Pech, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Jean-Jaurès de Toulouse, intitulée « La mémoire des orateurs républicains et socialistes du Midi de la France : d'Armand Barbès à Georges Frêche ».

D'autre part, le jeudi 21 septembre 2017, à quelques jours du 77<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de l'écrivain Yves Navarre, Jean Perrenoud, ayant droit et légataire de son œuvre, fera don à la médiathèque centrale Émile Zola d'un important fonds de documents, albums photos, correspondances, tapuscrits, ayant appartenu au célèbre auteur du Goncourt de 1980, *Le Jardin d'acclimatation*. À cette occasion, une rencontre, en partenariat avec les éditions H&O, sera organisée le jeudi après-midi, en présence de Jean Perrenoud et de son épouse.

Compte tenu de l'importance de ces deux événements et de ces intervenants, il est proposé que soit prise en charge la totalité des frais réels liés à leur venue à Montpellier, pour un montant maximal de 2 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge aux frais réels des frais de transport, hébergement et restauration liés à la venue de Pierre Chastang, Rémy Pech, Jean Perrenoud et son épouse,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.



À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1143643-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LE GROUPE LA POSTE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le musée Fabre présente l'exposition *Francis Bacon – Bruce Nauman. Face à Face* du 1<sup>er</sup> juillet au 5 novembre 2017. Cette exposition sera dédiée à deux artistes majeurs du XX<sup>e</sup> siècle : Francis Bacon et Bruce Nauman, deux générations d'artistes développant des univers artistiques différents. A travers une soixantaine d'œuvres, la confrontation de ces deux parcours renouvellera en profondeur le regard porté sur ces deux artistes.

Cette exposition est organisée en collaboration avec le Centre Georges Pompidou à l'occasion de ses quarante ans. Pour partager cette célébration avec les plus larges publics, il propose un programme inédit d'expositions, de prêts exceptionnels, de manifestations et d'événements pendant toute l'année, partout en France. S'associant au Centre Pompidou, le musée Fabre célèbre également les dix ans de sa réouverture.

Souhaitant optimiser ses ressources et renforcer ses liens entre le milieu de la culture et le secteur entrepreneurial, le musée Fabre développe un programme de prospection de mécènes en direction des chefs d'entreprise du territoire local et régional. Cette proposition de mécénat a reçu un accueil favorable de la part de la direction régionale du Groupe La Poste, mécène des expositions du musée Fabre depuis 2009.

Le Groupe La Poste souhaite renforcer ses liens avec le musée en soutenant l'exposition *Francis Bacon – Bruce Nauman. Face à Face*, sous la forme d'un mécénat financier. Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier, et précise notamment qu'en contrepartie du montant du mécénat financier de 2000 €, le Groupe La Poste pourra bénéficier de prestations au musée, d'une valeur plafonnée à 25% de la somme offerte.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également, pendant la durée de l'exposition et en dehors de toute opération commerciale et publicitaire, à laisser le Groupe La Poste communiquer sur son mécénat dans tous ses documents internes et externes. A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole autorise le Groupe La Poste à reproduire et à utiliser le nom et le logotype « musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole » ainsi que le titre de l'exposition *Francis Bacon – Bruce Nauman. Face à Face*.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de mécénat avec le Groupe La Poste,
- dire que les crédits sont inscrits en recettes au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de mécénat avec le Groupe La Poste, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144517-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LE GROUPE D'ENTRAIDE MUTUELLE (GEM) DES BEAUX-ARTS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés ».

Dans ce cadre, en 2016, près de 1 500 usagers issus du secteur social, médico-social ou du secteur handicap ont été accueillis en visites guidées ou en ateliers de pratiques artistiques dans le cadre de projets conçus avec les institutions et associations accompagnant ces publics.

Afin d'inscrire dans la durée le projet mené avec le GEM Beaux-Arts / TC (Groupe d'Entraide Mutuelle du quartier des Beaux-Arts / Traumatisés Crâniens), il est proposé de mettre en place une politique tarifaire incitative et d'établir une convention qui précise les engagements de part et d'autre.

Le GEM Beaux-Arts / TC, dans le cadre de ses missions, a pour vocation de proposer des activités adaptées favorisant l'insertion et l'autonomie sociale de ses adhérents. Le partenariat concerne une cinquantaine d'usagers en situation de handicap. Le projet sera valorisé à l'occasion de l'exposition annuelle intitulée « le musée sans exception ».

Le GEM Beaux-Arts s'engage à :

- ✓ respecter et faire respecter les lieux et le matériel mis à disposition par le musée Fabre,
- ✓ assurer l'encadrement du groupe d'usagers lors de chaque séance,
- ✓ proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre. Cette activité s'intégrera dans le cadre du projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre,
- ✓ prévoir les modalités de déplacement des bénéficiaires et leur prise en charge,
- ✓ valoriser le partenariat établi,
- ✓ informer le musée Fabre de toute communication sur le projet,
- ✓ assurer l'intégration des bénévoles français et notamment étrangers accueillis dans le cadre d'une convention avec l'IML (Institut Méditerranéen des Langues) accompagnant les groupes du GEM Beaux-Arts,
- ✓ souscrire un abonnement annuel de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- ✓ proposer un tarif préférentiel : abonnement annuel de la structure de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires,
- ✓ s'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur,
- ✓ inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser,
- ✓ mettre à disposition ses plasticiens ou médiateurs pour assurer les activités à raison de 3 à 5 visites ou ateliers de pratiques artistiques pour une cinquantaine de personnes environ.

Une convention est conclue en ce sens pour un an, renouvelable par tacite reconduction deux fois. Le partenariat fera l'objet d'une évaluation annuelle afin de définir conjointement les perspectives et objectifs à atteindre sur les périodes de reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 14726

- approuver la convention de partenariat avec le Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) des Beaux-Arts,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1140177-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**CULTURE – MÉDIATHÈQUES - CONVENTION DE COOPÉRATION AVEC L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL ET LE CENTRE NATIONAL DU CINÉMA - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'Institut National de l'Audiovisuel (INA), et la médiathèque centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole exercent pour l'Etat des fonctions de collecte et de mise en valeur du dépôt légal : l'INA, pour les œuvres et les documents de la radio, de la télévision et des sites français des média audiovisuels, la médiathèque centrale Emile Zola pour l'ensemble des documents imprimés dans le périmètre de l'ancienne région Languedoc-Roussillon (livres, périodiques, cartes postales, affiches).

Conformément au décret du 19 décembre 2011, les ressources et collections de l'INA doivent être accessibles en région, dans les grandes villes universitaires et les organismes habilités à recevoir le dépôt légal. La médiathèque centrale Emile Zola ayant vocation à accueillir des étudiants, des chercheurs, des amateurs et à mettre en valeur le dépôt légal, elle répond totalement à ces critères. Aussi l'INA a proposé d'y installer deux postes de consultation multimédias permettant d'accéder aux archives audiovisuelles qu'il conserve.

Par délibération en date du 28 novembre 2012, le Conseil a approuvé la signature d'une convention de coopération dont l'objectif était la mise en place de ce dispositif. Celui-ci est opérationnel depuis 2013 et offre une meilleure accessibilité au patrimoine de la radio et de la télévision, permettant ainsi une réelle démocratisation de ses richesses audiovisuelles.

La convention mentionnée étant arrivée à échéance, il est aujourd'hui proposé d'autoriser la signature d'une nouvelle convention qui permettra de poursuivre et pérenniser ce dispositif.

Cette nouvelle convention prévoit que l'INA prenne en charge les frais de fonctionnement et de maintenance des deux postes de consultation et de leurs logiciels. Pour sa part, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition les espaces nécessaires, à garantir la bonne marche des raccordements informatiques et de l'alimentation électrique, et à souscrire une assurance visant à couvrir toute détérioration de ces postes informatiques.

Il est par ailleurs proposé d'associer le Centre National du Cinéma à ce dispositif, et ainsi de l'élargir en ouvrant au grand public la consultation des archives cinématographiques qu'il conserve. Cette nouvelle coopération s'inscrit de manière tout à fait pertinente au sein de l'opération de restructuration de la médiathèque centrale Emile Zola autour d'un projet de service incluant le périmètre de l'actuelle médiathèque Federico Fellini, et affirmant de nouvelles ambitions en matière de médiation et de promotion du patrimoine cinématographique.

La convention permettra de poursuivre et développer la mise à disposition auprès des usagers, étudiants et chercheurs de fonds documentaires d'une grande richesse et d'une grande diversité, et participera ainsi de la mission de promotion de la mémoire de la télévision, de la radio, du web et du cinéma que porte la médiathèque centrale Emile Zola.



Délibération n° 14727

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération avec l'Institut National de l'Audiovisuel et le Centre National du Cinéma,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ladite convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1143641-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

## **CULTURE – MÉDIATHÈQUES - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE L'ÉTAT DANS LE CADRE DU LABEL BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE DE RÉFÉRENCE - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Entre 2011 et 2016, le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole a pu développer et faire subventionner de nombreux services innovants dans le cadre du label Bibliothèque Numérique de Référence attribué par le Ministère de la Culture et de la Communication.

En raison de la constante évolution des usages, de nouveaux défis s'offrent en 2017 pour le service public du livre, de l'image et du son.

Ces enjeux technologiques rencontrent un autre défi pour la médiathèque centrale Emile Zola : celui d'intégrer le périmètre de services de l'actuelle médiathèque centrale Federico Fellini. Ce grand projet autour du cinéma constitue une augmentation considérable de l'ambition numérique de la médiathèque centrale pour les années à venir.

Ces défis et enjeux constituent un nouveau projet de Bibliothèque Numérique de Référence.

Certaines opérations subventionnables à ce titre sont déjà inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole :

### **1) Dispositif de médiation des collections numérisées sur tables tactiles (40 000€ TTC, soit 32 000 € HT)**

En effet, tout le patrimoine numérisé – dans le cadre du label attribué en 2011 - est désormais consultable dans une interface web dédiée dont savent profiter les chercheurs et les internautes en général (plus de 171 000 pages vues depuis la mise en ligne de mai 2015). En revanche, la médiation de ces collections numérisées reste très difficile à mettre en place dans les espaces publics des médiathèques. Les conditions de consultations idéales pour le grand public sont un accès intuitif sur des tables tactiles disposées dans plusieurs espaces des médiathèques.

C'est pourquoi le réseau des médiathèques travaille à éditer des programmes de découverte thématiques et destinés au grand public.

L'acquisition de trois tables grand format et de la solution logicielle pour créer de façon autonome et régulière des applications thématiques est un premier axe de travail dans le sens d'une meilleure médiation des contenus.

### **2) Etude informatique en consolidation de la programmation du cabinet ABCD pour la restructuration de la médiathèque centrale (50 000€ TTC, soit 40 000 € HT)**

Cette étude vise un recensement précis de l'offre de services numériques de la future centrale du réseau des médiathèques ainsi qu'une évaluation des besoins en réseaux pour la soutenir.

Car enfin, l'offre de services numériques actuelle du réseau a besoin d'un état des lieux général.

Des solutions conçues il y a cinq ou dix ans trouvent aujourd'hui leurs limites et profiteraient d'une évaluation sérieuse dans le cadre d'une étude systématique (par exemple l'installation wifi, le parc des postes publics, etc.)

La restructuration de la médiathèque Emile Zola autour d'un projet de service incluant le périmètre de l'actuelle médiathèque Federico Fellini est en partie conditionnée par la mise à jour de la Bibliothèque Numérique de Référence.

Délibération n° 14728

Ces deux opérations d'envergure représentent des axes forts de la politique de développement numérique du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, et s'avèrent éligibles à un soutien financier des services de l'Etat dans le cadre du label Bibliothèque Numérique de Référence décerné par le Ministère de la Culture et de la Communication.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les demandes de subventions du montant le plus large possible auprès des services de l'Etat pour les opérations menées dans le cadre du nouveau projet « Bibliothèque Numérique de Référence »,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17.

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1143408-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

## **CULTURE – CHARTE DU RÉSEAU DE L'ENSEIGNEMENT MUSICAL MÉTROPOLITAIN - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'environnement de l'enseignement musical est confronté à des évolutions impactant la considération que les acteurs publics doivent en avoir : l'avènement de la Métropole, la mise en œuvre du schéma de mutualisation, le renouvellement du label du conservatoire « CRR », l'étude « enseignement artistique sur le territoire métropolitain », les contraintes économiques des collectivités locales et le projet de construction d'un nouveau conservatoire. Dans ce contexte, la mise en réseau des structures d'enseignement musical devient incontournable.

C'est pourquoi, il est proposé à l'Assemblée une Charte, ayant pour principe fondateur un accès pour tous à la culture. Elle tend à préserver les identités et les offres locales dans le cadre d'un aménagement cohérent du territoire. Il s'agit de créer un réseau d'échange et de partage des compétences, respectueux des ambitions et des objectifs de chacun.

Toutes les structures d'enseignement musical situées sur le territoire de la Métropole et désignées par leur commune peuvent adhérer au réseau par la signature de la Charte et deviennent ainsi des « écoles du réseau Enseignement Musical Montpellier Méditerranée Métropole ».

Les écoles dont les contenus s'appuient sur les textes réglementaires nationaux peuvent également prétendre au label « école associée au CRR ».

L'adhésion à la Charte implique les engagements suivants :

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, via le CRR :

- animation et vie du réseau (secrétariat dédié, communication, réunions bimestrielles...),
- portage de projets communs (concerts, spectacles, master-class...),
- organisation d'auditions communes sur l'ensemble du territoire,
- mutualisation du parc instrumental et de la parthothèque,
- échanges d'élèves (cours collectifs),
- prise en charge conjointe d'ensembles instrumentaux ou vocaux (ARC'O, EIRE...)
- association systématique des écoles locales aux manifestations extérieures produites par le CRR,
- ouverture des examens de fin de cycles 1 et 2 aux élèves des écoles associées,
- financement éventuel de projets d'intérêt communautaire (regroupement de 2 écoles a minima), ouverture du plan de formation du Conservatoire aux enseignants des écoles du réseau en fonction du nombre de places disponibles.

Pour les écoles affiliées au Réseau Montpellier Méditerranée Métropole :

- participation active au réseau (réunions bimestrielles, communication des saisons culturelles, projets communs...),
- collaboration aux manifestations extérieures du CRR (lever de rideau ou partage d'auditions...),
- dans la mesure du possible : détention d'un projet d'établissement.

Par ailleurs, pour les écoles pouvant prétendre au label « école associée au CRR », les engagements sont en outre :

- détention d'une offre pédagogique comportant les 3 disciplines (formation musicale, instrument et pratique collective),
- structuration en cycles ou/et départements,

- détention d'un projet d'établissement,
- formation et professionnalisation des équipes enseignantes,
- participation possible des élèves aux examens de fin de cycles 1 et 2 du CRR.

La Charte sera conclue jusqu'en 2020 et pourra être renouvelée de façon tacite pour une année civile supplémentaire. Chaque fin d'année, une évaluation sera réalisée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs et objet de la charte du réseau de l'enseignement musical métropolitain,
- dire que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la Charte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1145355-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL



**CULTURE – CONVENTION DES ÉCOLES ASSOCIÉES AU CONSERVATOIRE  
À RAYONNEMENT RÉGIONAL (CRR) DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE  
MÉTROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Il est proposé que dans le cadre du schéma de mutualisation, suite à l'étude relative aux enseignements musicaux sur le territoire métropolitain, les écoles de musique publiques adhérentes au réseau de l'enseignement musical métropolitain et labellisées « école associée au CRR Montpellier Méditerranée Métropole » puissent bénéficier d'une aide au fonctionnement.

Dans ce cadre et sous réserve de la signature d'une convention afférente, les engagements sont les suivants :

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à verser aux structures concernées une subvention, dont le montant sera calculé selon les clés de répartition précisées en annexe de convention.

Outre les engagements inhérents à l'appartenance au réseau de l'enseignement musical, les écoles associées seront tenues aux engagements suivants :

- détention d'une offre pédagogique comportant les 3 disciplines (formation musicale, instrument et pratique collective),
- structuration en cycles ou/et départements,
- détention d'un projet d'établissement,
- formation et professionnalisation des équipes enseignantes,
- participation possible des élèves aux examens de fin de cycles 1 et 2 du CRR.

Les Communes s'engagent à maintenir leur niveau de financement pendant la durée de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'objet de la convention des écoles associées au Conservatoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions susmentionnées et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1145359-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**CULTURE – RELOCALISATION DU CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL (CRR) - DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA VILLE DE MONTPELLIER - ENGAGEMENT**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR) est un établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, placé sous le contrôle pédagogique du Ministère de la Culture et de la Communication et sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole. Accueillant plus de 1 400 élèves, celui-ci poursuit une double mission de sensibilisation et de formation des jeunes enfants et de formation préprofessionnelle des étudiants dans les domaines précités.

L'enseignement dispensé actuellement par le CRR se déroule principalement sur deux sites à Montpellier : le site de Lisbonne, sis 14 rue Eugène Lisbonne (1 600 m<sup>2</sup> de surface utile), et le site de Candolle sis 3 rue Candolle (1 800 m<sup>2</sup> de surface utile). Le niveau de vétusté ainsi que les surfaces contraintes de ces sites rendent très complexe aujourd'hui le développement de l'activité du CRR. Or, celle-ci est liée d'une part à la dynamique démographique forte du territoire métropolitain, et d'autre part aux prescriptions qu'impose la labellisation CRR, en matière d'élargissement des disciplines d'enseignement notamment.

Tenant compte de ce constat, et dans la perspective d'affirmer le CRR comme un équipement culturel majeur et structurant du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite doter cet équipement de nouveaux locaux recentrés, qui permettront de réunir l'ensemble des enseignements et pratiques musicales et chorégraphiques.

Les études préalables, menées par la Société Publique Locale « Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole » (SA3M), ont permis de conforter le choix d'implantation du futur CRR sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier, situé au 13 avenue du Professeur Grasset, et de s'assurer que l'aménagement de cet îlot urbain pouvait aussi intégrer, notamment, la réalisation de deux programmes immobiliers.

La dimension majeure de ce futur équipement structurant pour le territoire métropolitain, a conduit le Conseil de Métropole lors de sa séance du 14 avril 2016, à en confier la réalisation à la SA3M via une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage au titre de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, ainsi qu'à se doter par voie de concours d'une équipe de maîtrise d'œuvre conformément aux dispositions du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Les études préalables ont d'ores et déjà mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de Montpellier applicables au site de l'ancienne maternité Grasset ne sont pas aujourd'hui compatibles avec le programme général de l'opération. La mise en œuvre opérationnelle du projet est donc subordonnée à une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU afin d'adapter les règles du document d'urbanisme de la Ville de Montpellier avec ce projet d'intérêt général.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'engagement d'une procédure de déclaration de projet avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier afférent au projet de relocalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional, sur le site de l'ancienne Maternité Grasset à Montpellier, sis 13 avenue du Professeur Grasset ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toutes les mesures administratives nécessaires à la conduite de cette procédure.

Délibération n° 14731

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1143599-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**CULTURE – PRISE EN CHARGE DES FRAIS LIÉS AU DÉPLACEMENT DE MESSIEURS LILIAN THURAM, PARRAIN DU PROJET DEMOS ET LIONEL GAUTHIER PRÉSIDENT DE LA FONDATION " EDUCATION CONTRE LE RACISME" À L'OCCASION DE L'OFFICIALISATION DE LA CONVENTION RELATIVE AU PROJET DEMOS PAR MONSIEUR LE PRÉSIDENT P. SAUREL - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre du projet DEMOS, (Dispositif d'Education Musicale et Orchestrale à vocation Sociale), visant à offrir à tous les publics un meilleur accès à la musique, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a officialisé la passation de la convention et a remis aux élèves engagés dans ce projet, leurs instruments de musique.

Monsieur Lilian THURAM, dans le cadre de sa fondation, "Education contre le racisme", parrain du projet qu'il accompagne depuis 2014 était présent ainsi que Monsieur Lionel GAUTHIER directeur de la Fondation.

Considérant les circonstances exceptionnelles et l'intérêt que représente la présence de ces deux personnalités, il est proposé de prendre en charge, dans la limite des frais réels, soit 405 €, quatre cent cinq euros, leurs frais de déplacements de Paris à Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge des frais de déplacements, dans la limite des frais réels, de messieurs Lilian Thuram et Lionel Gauthier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout documents relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1145558-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,  
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL



**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CESSIION DES PARCELLES CADASTRÉES AI N°200 ET 204, SISES COMMUNE DE PÉROLS À MONTPELLIER DÉPANNAGE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre de la politique de valorisation de son patrimoine, le 3 août 2016 Montpellier Méditerranée Métropole a consenti à la société Montpellier Dépannage, un prêt à usage d'une durée initiale de 5 mois sur les parcelles cadastrées AI n°200 et 204, d'une superficie cadastrale totale de 2 083 m<sup>2</sup>, sises commune de Pérols, prorogé par avenant.

Par courrier en date du 9 mars 2017, la société Montpellier Dépannage a sollicité la Métropole pour réaliser l'acquisition du foncier qu'elle occupe moyennant le prix de 165 000 € HT. Cette offre d'achat a été confirmée par les services de France Domaine le 3 mai dernier.

La cession des parcelles en question à la société Montpellier Dépannage n'est pas de nature à remettre en cause les projets conduits par la Métropole sur ce secteur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la cession à la société Montpellier Dépannage des parcelles cadastrées AI n°200 et 204 sises commune de Pérols, d'une superficie cadastrale totale de 2 083 m<sup>2</sup>, moyennant le prix de 165 000 € HT,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144082-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ZAC CANNABE - COURNONTERRAL - BILAN DE LA CONCERTATION - BILAN DE LA MISE À DISPOSITION DE L'EXAMEN AU CAS PAR CAS PRÉALABLE À LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE D'IMPACT - ENJEUX ET OBJECTIFS DE L'OPÉRATION - PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION PRÉVISIONNEL - PROGRAMME ET BILAN FINANCIER PRÉVISIONNELS**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) Métropolitain, approuvé en conseil de Métropole le 24 novembre 2016, identifie sur les 15 prochaines années un besoin annuel de 17,5 hectares cessibles de foncier économique, complété par une programmation de 50 à 200 hectares destinée à renforcer l'économie productive du territoire par l'accueil d'entreprises exogènes d'envergure nationale et internationale.

Un des enjeux énoncé par le Schéma d'Accueil des Entreprises Métropolitain réside dans le renforcement de l'offre de foncier d'« activités », notamment celles de type économie productive, vecteur de « richesse » et d'emploi, mais aussi pour les activités constitutives de l'économie présente qui ne peuvent ou ne souhaitent pas encore s'insérer en tissu urbain mixte.

En effet, ces activités sont indispensables au fonctionnement du tissu économique d'un territoire et génèrent une part d'emplois indirects (de sous-traitance notamment) très importante. Les activités productives et de logistiques ont aussi un effet structurant avec des salaires plus stables et plus élevés que dans les autres secteurs d'activités.

En complément de sa politique en terme de développement économique de son territoire, le Conseil de Métropole a approuvé le 29 juin 2015 les orientations de développement de sa politique agroécologie et alimentaire (P2A). Celle-ci a notamment pour objectif de créer le socle du développement d'un appareil de production agricole d'amont en aval (production, transformation, distribution et commercialisation).

L'aménagement du site Cannabe, situé sur la commune de Cournonterral, s'inscrit donc dans le Schéma d'Accueil des Entreprises Métropolitain et dans la politique Agro-écologique et Alimentation menée par Montpellier Méditerranée Métropole car il intègre au sein d'une même opération d'aménagement, un parc d'activités et un hameau agricole destinés à l'implantation de sièges d'exploitations agricoles. Cet aménagement permettra notamment de répondre aux demandes des entreprises "PME, TPE" artisanales et des agriculteurs locaux. Il contribuera à renforcer, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, le maillage de parc d'activités mixtes dit de "proximité". Enfin, ce projet répondra aux critères d'excellence en termes de développement durable définis dans le SAE.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Montpellier Méditerranée Métropole, approuvé le 17 février 2006, définit le site « Cannabe » comme un secteur d'urbanisation et de développement urbain.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Cournonterral, approuvé le 2 mai 2013 et modifié le 6 mars 2014, identifie le site « Cannabe » dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durable comme un secteur « *destiné à recevoir une zone d'activités économiques artisanales, un centre secours déconcentré du Capdalié, un village de regroupement technique agricole* ». Le site est actuellement classé en zone OAU dont l'ouverture à l'urbanisation sera soumise à une modification du PLU qui intégrera les conclusions des études en cours.

Par délibération n°13814, en date du 26 mai 2016, le Conseil de Métropole a défini les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain. Il s'agit conformément aux dispositions de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) des opérations d'aménagement réalisées dans le cadre de la compétence développement et aménagement économique, social et culturel, qui concourent à la création, l'aménagement ou la gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire. A ce titre, l'aménagement du site « Cannabe » est d'intérêt métropolitain.

Par délibération n°14064, en date du 28 septembre 2016, le Conseil de Métropole a défini les objectifs du projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sur le site Cannabe :

- répondre à la demande d'implantation d'entreprises sur ce secteur et permettre ainsi la création d'emplois,
- conforter les secteurs d'activités économiques proches (Frigoulet), par l'accueil d'activités artisanales et de services,
- conforter l'agriculture de proximité et permettre l'implantation de sièges d'exploitations agricoles,
- participer à la constitution d'une unité urbaine de dimension suffisante permettant l'implantation d'équipements,
- assurer une transition paysagère entre le secteur de projet et la plaine agricole de Cournonterral,
- prévoir des aménagements intégrant les principes du développement durable (par le choix des matériaux, du mobilier et des essences végétales, par la gestion de l'éclairage public, par la performance énergétique des bâtiments, la production d'énergies renouvelables, la distribution et la gestion des ressources...).

Par délibération n°D2017-08, en date du 07 février 2017, le Conseil Municipal de Cournonterral a donné un avis favorable sur le projet d'aménagement du site « Cannabe ».

Par délibération n°14471, en date du 22 février 2017, le Conseil de Métropole a notamment approuvé les objectifs à poursuivre dans le cadre de la concession d'aménagement du site « Cannabe » et les missions à confier à l'aménageur. Celui-ci assurera, dans le cadre de cette concession d'aménagement, notamment la maîtrise d'ouvrage de la réalisation des études, des travaux et des équipements concourant à l'opération et prévus dans la concession, ainsi que toutes les missions nécessaires à l'exécution des travaux et équipements précités, l'acquisition des biens nécessaires à la réalisation de l'opération et la vente des biens immobiliers situés à l'intérieur du périmètre de la concession.

En application de la délibération n°14064 du Conseil de Métropole, en date du 28 septembre 2016, deux procédures distinctes se sont déroulées pour lesquelles, il est proposé de tirer un bilan.

#### **La concertation du public :**

Outre la définition des objectifs retenus évoqués ci-avant, le Conseil de Métropole, par délibération n°14064 en date du 28 septembre 2016, a défini les modalités de la concertation visant à créer une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sur le site de « Cannabe ».

S'agissant de la concertation relative au projet, les modalités de la concertation ont été les suivantes :

1 La concertation du public s'est déroulée du 01 décembre au 21 avril 2017 inclus et s'est traduite notamment par :

- la mise à disposition du public du dossier de concertation du 01 décembre 2016 au 21 avril 2017 inclus, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50, place Zeus à Montpellier) et en Mairie de Cournonterral (12, avenue Armand Daney à Cournonterral) ;
- l'organisation d'une réunion publique en commune de Cournonterral le 24 janvier 2017 ;
- des rendez-vous avec des entreprises locales pour déterminer leurs besoins.

#### **2 Le dispositif d'information du Public :**

- Annonces de presse :

Plusieurs annonces presse ont été publiées notamment dans le Midi-Libre et par l'intermédiaire du correspondant local du quotidien. Elles ont permis d'inviter les personnes à se rendre sur les lieux de mise à disposition du dossier technique et du registre de concertation, ou à participer à la réunion publique du 24 janvier 2017.

- Rubriques dédiées au projet sur le site de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Commune de Cournonterral :

Elles ont permis l'annonce de la tenue de la réunion publique, l'annonce de la mise à disposition de l'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact et la mise à disposition d'une plaquette d'information.

- Plaquette d'information et affichage sur site :

Une plaquette A3 a été mise à la disposition du public lors de la réunion publique. Elle apportait les informations nécessaires à la bonne compréhension du projet. Destinée au grand public, elle se voulait simple et claire. Une représentation de la plaquette a été affichée sur le site du projet.

- Registres de concertation :

deux personnes ont renseigné le registre mis à disposition en Mairie de Cournonterral et aucune n'a renseigné le registre mis à disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

M. Millan et M. Guizard, tous deux agriculteurs, ont exprimé leur volonté d'acquérir une parcelle au sein du hameau agricole. M. Guizard souhaite aussi qu'une aire de lavage mutualisée pour le matériel agricole soit créée.

- Réunion publique de présentation du projet :

Lors de la réunion publique du 24 janvier 2017, le projet a été présenté au public avec la projection d'un diaporama : localisation du projet, stratégie économique globale sur le territoire de la Métropole, contexte environnemental et adaptation du projet vis-à-vis de la richesse écologique du site, présentation du parti d'aménagement et du planning indicatif. Cette réunion publique, qui a réuni près de 70 personnes, a confirmé l'intérêt de la population pour le projet d'aménagement du site de « Cannabe » et a permis de commencer à recueillir des demandes d'implantation sur la future Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). Elle a aussi permis d'apporter des éléments de réponses opérationnelles (taille des lots, prix de cession envisagée, gestion de la future oliveraie/amanderaie...). Les questions et réponses apportées sont détaillées dans le rapport annexé à la présente délibération.

Dans la continuité de la réunion publique, plusieurs rendez-vous ont été organisés avec des personnes intéressées par le projet. Ceux-ci se sont déroulés en Mairie de Cournonterral en mars 2017 en présence des services de Montpellier Méditerranée Métropole. Près de 45 personnes ont été rencontrées et ont pu exprimer leurs besoins fonciers ainsi qu'une intention d'acquérir un lot au sein de la future zone d'aménagement concerté « Cannabe ».

A l'issue de l'ensemble du processus de concertation ainsi défini et réalisé, il ressort un certain nombre de validations et de précisions sur les objectifs et la programmation prévisionnelle. Il est par ailleurs constaté la cohérence des objectifs proposés et l'adhésion des acteurs et des populations au projet urbain présenté. Les questionnements exprimés, soit lors de la réunion publique, soit sur les registres mis à disposition, concernent essentiellement les modalités d'acquisition d'un futur lot dans la ZAC.

Le détail des modalités ainsi que le bilan de la concertation, sont exposés dans le rapport annexé à la présente délibération.

**L'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact comprenant la décision de la DREAL Occitanie et le dossier de demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact :**

La délibération du Conseil de Métropole n°14064 en date du 28 septembre 2016 prévoyait la mise à disposition du public de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale.

Il s'est avéré que le projet d'aménagement du site de « Cannabe » était soumis, conformément à la rubrique 33° du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, à une demande d'examen au cas par cas. La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Occitanie, a décidé de ne pas soumettre le projet à étude d'impact (décision motivée en date du 2 janvier 2017) au regard de l'ensemble des éléments communiqués car le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts résiduels notable sur l'environnement.

Le projet n'étant finalement pas soumis à étude d'impact, les mêmes modalités de mise à disposition du public prévues dans la délibération du Conseil de Métropole n°14064 pour l'étude d'impact et l'avis de l'Autorité Environnementale ont été appliquées pour l'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact. Celui-ci comprend la décision de la DREAL Occitanie et le dossier de demande d'examen au cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact.

L'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact a été mis à disposition du public du 27 février 2017 au 17 mars 2017 inclus au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50, place Zeus à Montpellier) et en Mairie de Cournonterral (12, avenue Armand Daney à Cournonterral).

Durant la mise à disposition du public aucune observation n'a été apportée aux deux registres mis à disposition du public.

**Au regard de la concertation menée sur le projet de ZAC « Cannabe » et de la mise à disposition de l'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact comprenant la décision de la DREAL Occitanie, peuvent être définis ou confirmés les éléments suivants :**

**1** Les enjeux liés à l'aménagement de la ZAC sur le site Cannabe :

- répondre à la demande d'implantation d'entreprises sur ce secteur et permettre ainsi la création d'emplois,
- conforter les secteurs d'activités économiques proches (Frigoulet), par l'accueil d'activités artisanales et de services,
- conforter l'agriculture de proximité et permettre l'implantation de sièges d'exploitations agricoles,
- participer à la constitution d'une unité urbaine de dimension suffisante permettant l'implantation d'équipements,
- assurer une transition paysagère entre le secteur de projet et la plaine agricole de Cournonterral,
- prévoir des aménagements intégrant les principes du développement durable (par le choix des matériaux, du mobilier et des essences végétales, par la gestion de l'éclairage public, par la performance énergétique des bâtiments, la production d'énergies renouvelables, la distribution et la gestion des ressources...).

**2** L'objectif de l'aménagement de la ZAC sur le site de Cannabe qui réside en la production de foncier économique pour créer et pérenniser l'emploi sur le secteur ouest du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, tout en permettant de :

- conforter l'agriculture de proximité par l'accueil de sièges d'exploitation dans un espace dédié,
- Relocaliser la caserne des services d'incendie et de secours ainsi que les services techniques communaux,
- préserver les espaces naturels présentant des enjeux écologiques ainsi les corridors les reliant,
- conforter et permettre le développement d'espèces protégées.

**3** Le périmètre d'intervention prévisionnel concernant l'aménagement de la ZAC sur site de Cannabe qui comprend la zone OAU du Plan Local d'Urbanisme de Cournonterral ainsi qu'une unité foncière attenante, classée en zone A au Plan Local d'Urbanisme de Cournonterral, constituant l'interface entre la zone OAU et la route départementale n°5.

**4** Le programme prévisionnel de l'aménagement de la ZAC sur le site Cannabe, qui réside :

- en la production d'environ 5 hectares de foncier cessibles permettant l'édification de 18 000 m<sup>2</sup> à 20 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher, répartis entre la création d'un :
  - + parc d'activités destiné à accueillir des petites et moyennes entreprises, les services techniques de la Commune de Cournonterral et un centre d'incendie et de secours ;
  - + hameau agricole permettant l'accueil de sièges d'exploitations. Au vu des remarques apportées lors de la concertation, la création d'une aire de lavage « mutualisée » alimentée en eau brute sera étudiée.
- en l'aménagement d'une oliveraie/amanderaie afin de préserver et développer la biodiversité sur le site tout en intégrant le traitement paysager de la future ZAC.

**5** Le bilan financier prévisionnel, estimé à 4 400 000 € HT en recettes et en dépenses.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le bilan de la concertation tel que présenté dans la présente délibération et son annexe,
- arrêter le bilan de la mise à disposition du public de l'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact comprenant la décision de la DREAL Occitanie et le dossier de demande d'examen au cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact,
- approuver les enjeux et objectifs de l'opération,
- approuver le périmètre d'intervention, le programme et le bilan financier prévisionnels de l'opération,

Délibération n° 14708

- mettre à disposition la présente délibération sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole pendant une durée d'un mois,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1142994-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL



**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER POUR LE PROJET PALMES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. De plus, la compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois.

L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses sept piliers que sont la santé, le numérique, l'agro-écologie-alimentation, la mobilité, le développement économique touristique et industriel, la culture-patrimoine-université et le commerce-artisanat.

Ainsi, dans le cadre de sa politique menée pour la préservation des ressources durables, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet PALMES « Plateau Analytique Littoral Méditerranéen Environnement Santé » porté par l'Université de Montpellier.

Ce projet vise à acquérir des équipements de spectrométrie de masse nouvelle génération ainsi que des analyseurs élémentaires et un système de préparation micro-teneur carbonate. L'ensemble de ces équipements sera installé au sein du Grand Plateau Technique d'Analyse des Eléments en Trace dans l'Environnement de l'Observatoire de Recherche Méditerranéen de l'Environnement (OREME).

Actuellement, la plate-forme AETE-ISO est équipée de quatre spectromètres de masse à source plasma (ICP-MS) et d'appareillages couplés (système d'ablation laser, chromatographie gaz et liquide) pour l'analyse élémentaire et d'un spectromètre de masse pour l'analyse des isotopes de la molécule d'eau. En 2017, cette plateforme s'est vue dotée d'un équipement de spectrométrie de masse de dernière génération de type MC-ICP-MS avec un certain nombre de périphériques associés. Les appareillages demandés permettront d'élargir considérablement les champs de compétence, en particulier en ce qui concerne les mesures de rapports isotopiques d'éléments légers sur matrice biologique et inerte.

En effet, aucun des appareils déjà en fonctionnement au sein d'AETE, ne permet de réaliser des mesures de rapports isotopiques d'éléments du groupe des éléments légers (C, H, O, S, N) qui constituent d'excellents traceurs des activités métaboliques, des pollutions anthropiques et de leurs devenir, ou des processus physicochimiques dans l'environnement notamment les transferts eau-sol-plante.

Les développements récents de ce type d'analyses dans des domaines d'expertise très variés, tant au niveau fondamental qu'appliqué, ouvrent un spectre extrêmement large d'applications et de mises au point qui doivent permettre de jouer un rôle de premier plan au niveau national et international.

Ces nouveaux équipements permettront à la plate-forme AETE-ISO de l'Observatoire des Sciences de l'Univers de Montpellier (OSU-OREME), d'être renforcée par des nouveaux spectromètres, par un service analytique de pointe au service du site, pluri-établissements et organismes, résolument ouvert aux Pôles structurant la recherche, la formation notamment continue, et l'activité économique en Métropole et Région (Eau, Santé, Agronomie-Environnement).

Cette nouvelle géométrie analytique consolidera la dimension transversale d'AETE-ISO, avec des retombées scientifiques à la fois fondamentales, environnementales et sociétales. En formant et en attirant les jeunes talents de demain vers la Métropole, et en formant les professionnels et étudiants, ce projet permettra de rayonner au plus haut niveau international et ainsi d'augmenter la compétitivité de la Métropole dans différents secteurs clés.

Ce volet viendra donc consolider l'expertise de cette plate-forme en ouvrant ses capacités analytiques et son expertise à de nouvelles méthodes d'investigation en matière de recherche fondamentale et appliquée dans les sciences de l'Eau et de l'Environnement.

Un des points forts de ce projet consiste en son caractère fédérateur et interdisciplinaire, et son ambition d'accompagner cet équipement de la formation des étudiants et professionnels au service de tous les acteurs du site.

L'acquisition de ces nouveaux spectromètres de masse permettra à la communauté scientifique locale et régionale de développer des projets innovants de recherche fondamentale ou appliqués aux frontières des disciplines qui partagent ces besoins analytiques.

Cet équipement sera l'occasion d'augmenter le nombre d'entreprises locales et régionales intéressées par ces technologies en les sensibilisant à l'importance de ces mesures par exemple dans le suivi de la traçabilité, de la qualité environnementale et le développement de nouveaux outils de diagnostic.

La contribution globale de Montpellier Méditerranée Métropole au projet s'élèvera à 600 000 € avec une première tranche en 2017 de 276 000 € et une seconde tranche prévisionnelle en 2018 de 324 000 € pour un coût global du projet PALMES de 1 500 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention à l'Université de Montpellier pour le projet PALMES de 600 000 euros, constituée d'une première tranche de 274 000 euros au titre de l'année 2017 et d'une seconde tranche de 324 000 euros qui sera inscrite au budget 2018 sous réserve du vote du budget correspondant,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1144783-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ASSOCIATION FACE HÉRAULT - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CLUB D'ENTREPRISES FACE HÉRAULT SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences obligatoires, Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences du développement économique, de la politique de la ville et de l'insertion par l'économique, en lieu et place des communes membres, en partenariat avec l'Union Européenne, l'Etat et les collectivités départementale et régionale.

De surcroît, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé avec l'État le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM), un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion qui s'est construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2020. L'enjeu majeur du Podem est de développer une politique locale de l'insertion et de l'emploi renouvelée, selon les grands principes suivants :

- Mobiliser l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique autour de cette politique, en s'appuyant sur les besoins des entreprises et en les mobilisant autour de projets d'emploi et d'insertion,
- Organiser des parcours d'insertion vers l'emploi, adaptés et durables, en maillant les actions d'insertion, de formation et d'emploi sur le territoire,
- Coordonner et mettre en synergie des acteurs publics et privés, dans le respect des compétences de chaque acteur concerné, autour d'une politique concertée et co-construite de l'emploi et de l'insertion.

Dans ce cadre, la Métropole souhaite s'appuyer sur des partenaires œuvrant en faveur de la mobilisation des entreprises pour développer une véritable politique de responsabilité sociétale sur son territoire, et actionner de nouvelles initiatives en faveur de l'emploi et de l'insertion.

A cet effet, la Métropole soutient les interventions du club d'entreprises Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE) Hérault dans le cadre de ses actions en faveur des publics des quartiers prioritaires et des entreprises du territoire Métropolitain.

En 2016, une convention de partenariat a été signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Club d'Entreprises Face Hérault autour de trois axes d'intervention :

- **la mobilisation et l'accompagnement des entreprises** : animation de la charte Entreprise et Quartiers ; mobilisation et accompagnement des entreprises pour mettre en œuvre des actions autour de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) ; organisation d'une « Semaine Portes Ouvertes des entreprises »,
- **la cohésion sociale** : présentation des métiers de l'industrie aux jeunes collégiens et lycéens des quartiers prioritaires pour leur ouvrir le choix des possibles dans leurs projets d'orientation (action « Teknik ») ; mise en place d'une action facilitant la recherche de stages pour les collégiens (action « pour un stage réussi »),
- **l'emploi et l'insertion professionnelle** : partenariat pour les Rencontres pour l'emploi organisées par la Métropole ; organisation de l'action Facenergie sport.

Les actions menées et résultats obtenus en 2016 ont été les suivants :

- **Sur l'axe « Mobilisation et accompagnement des entreprises » :**
  - Animation de la charte Entreprises et Quartiers : un outil d'auto-évaluation RSE de l'implication sociale des entreprises a été proposé, six entreprises signataires de la Charte ont signé une convention individualisée détaillant leur implication en faveur des quartiers prioritaires.
  - RSE : 2 groupes de travail sur la création d'une plateforme RSE avec 41 organisations participantes et 1 comité de pilotage, 1 commission de sélection des prix RSE 2016 (9 organisations présentes) ; création d'une plateforme d'e-learning Diversité et RSE avec 2 parcours : sensibilisation et expertise.
  - Semaines Portes Ouvertes (SPO) : 19 visites organisées avec 15 entreprises, 110 candidats ont assisté à au moins 1 visite dont 44 habitants des quartiers prioritaires.
- **Sur l'axe « Cohésion sociale » :**
  - Teknik : 505 élèves ont été suivis dans le cadre de ce dispositif de médiation culturelle innovant (interventions en classe, organisation d'un défi Teknik) visant à faire (re)découvrir les métiers techniques et industriels aux jeunes.
  - Un stage réussi : 15 offres de stages collectées
- **Sur l'axe « Emploi et insertion professionnelle » :**
  - Facenergie sport : 61 entreprises mobilisées et 271 offres d'emploi collectées, 54 jeunes ont participé dont 33 issus des quartiers prioritaires de la ville.
  - Participation aux Rencontres pour l'Emploi : 18 entreprises mobilisées par FACE Hérault sur les Rencontres pour l'Emploi dont 6 ont proposé une visite dans le cadre de la SPO.

Afin de poursuivre ces actions, il est proposé de renouveler la convention de partenariat pour l'année 2017 sur les mêmes axes d'interventions et d'attribuer une subvention de 26 000 euros à l'association FACE Hérault dont :

- 22 000 euros pour les actions de mobilisation des entreprises (actions RSE, animation de la charte Entreprises et Quartiers, organisation de la Semaine Portes Ouvertes des entreprises.)
- 4 000 euros pour les actions de cohésion sociale (actions Teknik et un stage réussi).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder une subvention de 26 000 euros à l'association FACE Hérault au titre de l'exercice 2017,
- approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association FACE Hérault,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme C. HART.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144527-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU  
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT DE L'AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE (ADEME) "DÉPLOIEMENT D'UNE PLATEFORME TERRITORIALE DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DE L'HABITAT" SUR LA MÉTROPOLE - VALIDATION DU PLAN D'ACTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Plan de Rénovation Énergétique de l'Habitat (PREH), lancé en 2013, définit une politique ambitieuse de rénovation thermique du parc immobilier avec, pour objectif, la rénovation à partir de 2017 de 500 000 logements par an sur le territoire national.

La loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) de 2015 réaffirme ces objectifs et définit, de plus, la Région comme chef de file du service public de l'efficacité énergétique ainsi que les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale comme opérateurs de sa mise en œuvre.

Or, le Plan Climat de la Métropole, portant sur 2013-2018, a identifié pleinement l'enjeu de la rénovation thermique de l'habitat existant, en ciblant en particulier les copropriétés privées des « 30 glorieuses ». Sur ce sujet, les orientations du Plan Climat, ont ainsi pour ambition de relever le défi de la triple nécessité d'intervention :

- climatique, par la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des consommations énergétiques ;
- sociale, par la résorption de la précarité énergétique ;
- économique, par l'émergence de nouveaux emplois et de nouveaux champs d'innovation pour les professionnels du territoire.

Aussi, la Métropole s'est engagée depuis plusieurs années dans le domaine de la rénovation thermique de l'habitat au travers notamment des missions qu'elle mène dans le cadre de l'attribution des aides à la pierre, complétées par un soutien à la rénovation thermique des copropriétés dans le cadre des financements EcoCité Ville de Demain.

Ces engagements sont aujourd'hui à renforcer par la nécessaire définition d'une stratégie locale d'accompagnement de la rénovation thermique des logements en vue de sa massification.

L'ambition de Montpellier Méditerranée Métropole croise, en ce sens, les enjeux portés par l'appel à manifestation d'intérêt de « déploiement d'une plateforme territoriale de rénovation énergétique de l'habitat privé » lancé en 2014 par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) Occitanie. Montpellier Méditerranée Métropole a par conséquent présenté sa candidature qui a été retenue au stade de la préfiguration et doit maintenant être confirmée par la production d'un plan d'actions précis. Ce dispositif permet de mobiliser des financements au travers d'un plan d'actions triennal (2018-2020). L'ADEME a de plus confirmé le maintien de financements pour trois années supplémentaires (2021-2030) mais qui seront réduits de moitié.

Une plateforme territoriale de rénovation énergétique doit permettre de simplifier la démarche du particulier qui souhaite se lancer dans un projet de rénovation et ainsi emporter la décision de travaux.

Aussi, il s'agira d'orienter les ménages ayant un projet de rénovation énergétique vers le parcours d'accompagnement le plus adapté à leur situation. L'enjeu consiste donc à coordonner les dispositifs déjà existants (Programme d'Intérêt Général - PIG, Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat - OPAH, EcoCité Ville de Demain, etc.) et rendre ainsi plus lisibles les parcours pour tous les publics, notamment ceux non accompagnés actuellement.

Le programme d'actions envisagé pour 2018-2020 est détaillé dans une notice technique et s'appuie sur les missions de l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC). Depuis plusieurs années, l'ALEC met en place, sur le territoire de la Métropole, des actions de sensibilisation et d'accompagnement des particuliers et des professionnels, notamment sur la rénovation thermique des logements. Des actions spécifiques destinées au public « copropriétés » sont notamment réalisées dans le cadre d'une convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole.



L'objectif proposé est d'accompagner 1 300 logements jusqu'aux travaux sur 3 ans (hors dispositifs d'accompagnement déjà existants). Aussi, en intégrant les objectifs du PIG dénommé « Rénover pour un habitat durable et solidaire » et la rénovation prochaine de 1 000 logements dans le cadre des copropriétés EcoCité Ville de Demain, la plateforme gère un potentiel fort de 2 630 logements rénovés sur 3 ans.

Le budget total de l'opération représente 602 500 € sur trois ans, avec une participation de l'ADEME comprise entre 309 000 et 335 000 € selon le degré d'atteinte des objectifs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- confirmer la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'appel à manifestation d'intérêt de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) relatif au « déploiement de plateformes territoriales de rénovation énergétique de l'habitat » ;
- approuver le plan d'action mis au point à cet effet ;
- autoriser Monsieur le Président à soumettre une demande de subvention auprès de l'ADEME dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt ;
- autoriser Monsieur le Président à solliciter l'Europe, l'État, et la Région Occitanie ou tout autre partenaire potentiel pour d'éventuels financements complémentaires ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget aux chapitres 905 et 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

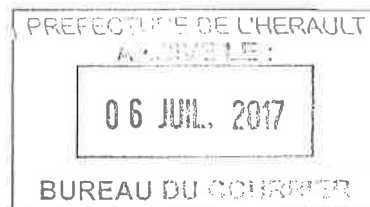
À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1144292-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MONTAUD - ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES (PADD)**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération du 29 octobre 2014, le Conseil Municipal de Montaud a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune. Compte-tenu de la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la compétence PLU a été transférée à la Métropole. La Commune, par délibération en date du 22 décembre 2015 et conformément à l'article L.153-9 du Code de l'urbanisme, a autorisé, Montpellier Méditerranée Métropole à achever cette procédure d'élaboration du PLU communal.

En outre, l'élaboration du PLU de Montaud intègre les nouvelles dispositions juridiques issues des différentes lois intervenues depuis 2006, notamment les lois relatives au Grenelle de l'Environnement et la loi « ALUR ».

La délibération de prescription de l'élaboration du PLU, en 2014, fixe plusieurs objectifs, en particulier :

- protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel, agricole, paysager et architectural qui constitue les éléments identitaires de Montaud,
- assurer le maintien et le développement de l'activité agricole,
- définir une stratégie de développement urbain veillant, en particulier, à encadrer efficacement les conditions d'insertion des constructions dans le contexte villageois,
- intégrer les risques d'inondation, de ruissellement pluvial et d'incendies de forêt dans les choix d'aménagement et de développement communal,
- encadrer efficacement les futurs secteurs d'extension urbaine, afin de permettre à tous de se loger,
- favoriser le développement des secteurs à vocation économique et de loisirs et déterminer les conditions favorables à la réalisation des équipements nécessaires aux besoins de la population,
- promouvoir une approche durable de l'urbanisme, tout en veillant à la qualité des intégrations architecturales et paysagères.

Un diagnostic territorial de Montaud a été réalisé et partagé avec le public à l'occasion de la réunion publique du 18 novembre 2016, puis avec les Personnes Publiques Associées (PPA) à l'occasion de la réunion d'information du 26 avril 2017.

Au cours des derniers mois, les élus ont participé à plusieurs réunions de travail et ont dégagé cinq grands axes de développement qui structurent le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU de Montaud. Ces éléments ont été partagés avec le public à l'occasion de la réunion publique du 12 mai 2017, puis avec les PPA à l'occasion de la réunion d'information du 26 avril 2017.

Le fruit de ces travaux permet ainsi de soumettre ce jour les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) au débat tel que le prévoit l'article L153-12 du Code de l'urbanisme.

Ce débat sans porté décisoire ni vote, s'inscrit dans la procédure d'élaboration du PLU communal.

Le PADD est donc le document essentiel du PLU. Il définit les objectifs de politique publique qui fondent le projet. Il s'appuie sur le diagnostic du territoire et l'état initial de l'environnement. Il établit le cadre à partir duquel les orientations d'aménagement et de programmation (OAP), le règlement et les documents graphiques réglementaires, qui constituent les documents normatifs du PLU, seront élaborés.

Les orientations du PADD telles qu'elles sont envisagées et soumises au débat, s'organisent autour de plusieurs objectifs regroupés en cinq axes.

### **Axe 1 - Fonder le projet sur les éléments naturels**

#### *o Structurer un projet au service de la nature*

L'objectif du PLU est d'intégrer les éléments naturels comme composante à part entière du projet communal et de mettre celui-ci au service de la nature en agissant sous deux orientations : préserver les éléments naturels remarquables et leurs potentialités écologiques, puis encadrer le projet communal pour limiter les pollutions et nuisances des milieux naturels.

#### *o Se prémunir des risques*

L'objectif du PLU est de protéger les biens et les personnes des risques naturels (inondations, ruissellement pluvial, feux de forêt), mais aussi technologiques.

### **Axe 2 - Révéler le patrimoine de Montaud**

#### *o Mettre en valeur le grand paysage et le patrimoine bâti*

L'objectif du PLU est de mettre en valeur le patrimoine paysager (grands reliefs boisés, paysage agricole) et bâti (Château de Montlaur, centre ancien du village et hameaux anciens...) ; à la fois en vue de son encadrement pour en permettre la protection, mais aussi dans un objectif de mise en valeur et de développement.

#### *o Accompagner le développement touristique*

Le patrimoine paysager et bâti de la commune de Montaud est un atout de développement touristique que le PLU souhaite accompagner, via notamment, le pôle d'attraction du Château de Montlaur, ses activités de randonnées, l'œnotourisme, le tourisme vert et le soutien de l'offre d'hébergement et de restauration.

#### *o Promouvoir les actions et aménagements qualitatifs*

Dans le prolongement de la mise en valeur du patrimoine paysager et bâti, le PLU a pour objectif de réparer le village et d'accompagner l'intégration des projets urbains dans le paysage, par des actions et aménagements qualitatifs. Pour exemple, par la recomposition des franges urbaines, le renforcement de la présence du végétal.

### **Axe 3 – Conforter la vocation agricole de la commune**

#### *o Préserver les terres agricoles, outil de production*

Concernant l'agriculture, le premier objectif du PLU est de préserver les terres agricoles en tant qu'outil de production sans lesquelles l'exploitation agricole n'est pas envisageable, en limitant la consommation des espaces agricoles, en réalisant des interventions urbaines sur les terres de fortes valeur agronomique et irriguées.

○ *Faciliter le fonctionnement des exploitations agricoles*

Concernant l'agriculture, le deuxième objectif du PLU est d'accompagner les exploitations agricoles, notamment la cave coopérative, acteur important du territoire, en facilitant leur fonctionnement ; cela en clarifiant les limites urbaines, en traitant ses franges et en confortant l'implantation de la cave.

**Axe 4 – Encadrer une croissance démographique raisonnée et durable**

○ *Encadrer une croissance démographique au profit de tous*

L'objectif du PLU est d'encadrer la croissance démographique pour apporter une réponse aux différents besoins de la population : diversité de l'offre en logement (formes urbaines, accession à la propriété, locatif), mais aussi aux besoins des différents âges de la vie des plus jeunes aux aînés (deux catégories pour lesquelles l'offre actuelle de logement est peu adaptée).

Dans la poursuite de la croissance démographique actuelle, l'objectif du PADD est d'atteindre les 1.170 habitants d'ici 2025 (1.000 habitants actuellement).

○ *Respecter un usage économe de l'espace*

La croissance démographique ne doit pas se faire au détriment des espaces agricoles et naturels et l'objectif du PLU est de garantir un usage économe des espaces agricoles et naturels par la mobilisation fine des possibilités dans l'enveloppe urbaine existante et une limitation des extensions urbaines, au travers de 2 secteurs « les Liquettes » et « l'entrée Sud du Village ».

○ *Favoriser les initiatives privées de réduction des consommations énergétique et d'usage des énergies renouvelables, tout en respectant le paysage*

Outre une consommation des espaces agricoles et naturels réduite, un développement urbain durable passe aussi par une réduction des consommations d'énergies fossiles et un usage encadré des énergies renouvelables.

**Axe 5 – Conforter la qualité de vie villageoise**

○ *Structurer les pôles d'équipements en s'appuyant sur le fonctionnement actuel multi-polaire*

La commune possède un fonctionnement multipolaire (plusieurs pôles répartis sur le territoire) lié à son histoire et l'implantation de ces pôles d'attractivités (équipements et services). Le PLU a pour objectif de s'appuyer sur cette structuration en confortant les pôles existants et en apportant une réponse aux besoins identifiés, notamment en terme d'équipements sportifs (création d'un pôle sportif avec un nouveau terrain de tennis et d'autres terrains de sports, extension du cimetière...).

○ *Accompagner le développement des activités économiques*

Le PLU a également pour objectif d'accompagner le développement des activités de proximité, apportant à la population une offre de services complémentaires aux équipements publics (création d'un pôle multiservices en lien avec la route départementale 21, amélioration du fonctionnement urbain de la traversée du village, soutien au développement des infrastructures numériques...).

○ *Mettre en lien les modes de déplacements actifs*

La qualité de vie au sein du village passe aussi par des déplacements apaisés favorisant ainsi un échange entre les deux parties du village (village ancien et quartier des Aspres) et permettant la mise en lien de l'ensemble de ces pôles d'équipements ou de services.

○ *Poursuivre les initiatives publiques*

La Commune et la Métropole sont déjà engagées dans des démarches qualitatives et d'exemplarité, notamment par l'intégration des énergies renouvelables dans les équipements publics. Le PLU vise le prolongement et le développement de ces initiatives publiques dans le respect des enjeux paysagers et patrimoniaux du territoire communal.

Les objectifs du PADD seront déclinés dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation, le règlement et les documents graphiques réglementaires du PLU.

Conformément au L153-12 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'engager un débat sur les orientations du projet de PADD sur la base des éléments exposés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Après avoir débattu des orientations du PADD,

- prendre acte de la tenue du débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), dans le cadre de l'élaboration du projet de PLU.

A l'issue du débat, le Conseil prend acte de l'existence et de la transmission aux élus du projet de délibération et du document annexé relatif aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

**17 JUIL. 2017**

**- 6 JUIL. 2017**

Fait à Montpellier, le **05 JUIL. 2017**  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe







SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBÈS, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET DE CRÉATION DE TROIS AIRES DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (AVAP) - TRANSFORMATION DES ZONES DE PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL, URBAIN ET PAYSAGER (ZPPAUP) DE LA VILLE DE MONTPELLIER - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans un souhait de protection du patrimoine des faubourgs XIXème et début XXème siècle la Ville de Montpellier a créée en 2006, trois zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP).

En application de la loi portant « engagement national pour l'environnement », dite loi Grenelle II, du 12 juillet 2010 et de la loi pour « l'accès au logement et un urbanisme rénové », dite loi ALUR du 24 mars 2014, les ZPPAUP doivent être remplacées par des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP).

La nouveauté des AVAP par rapport aux ZPPAUP est l'apport d'un volet environnemental. Ce volet se traduit par la réalisation d'une expertise écologique sur les périmètres des AVAP et par l'instauration de prescriptions réglementaires sur les aspects du développement durable.

La procédure de création de trois aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) - transformation des ZPPAUP, a été lancée par délibération du Conseil municipal du 29 mai 2012, celle-ci ayant aussi validé le principe d'ajuster et de modifier, le cas échéant, les trois ZPPAUP existantes (Sud gare – Méditerranée, Gambetta – Clemenceau – Figuerolles et avenue de Lodève – château de la Piscine) afin de doter l'ensemble de ces faubourgs d'un règlement commun visant la préservation et la mise en valeur du patrimoine, du cadre de vie et des caractéristiques spécifiques à ces quartiers.

Par arrêté préfectoral n°DDTM34-2014-02-03771 les compétences de la Commission locale du secteur sauvegardé (CLSS) déjà en charge du suivi de la procédure de révision dudit secteur, ont été élargies aux AVAP. La gestion de cette Commission a été transférée des services de l'Etat à Montpellier Méditerranée Métropole par arrêté préfectoral n°DDTM34-2015-09-05355.

Cette commission a été associée tout au long des études AVAP lesquelles ont permis :

- de redéfinir les périmètres afin de retrouver une cohérence des périmètres AVAP avec les typologies de tissus urbains ;
- de vérifier et modifier, le cas échéant, la classification des bâtiments selon les 4 « degrés » de protection ;
- d'harmoniser les règles de toutes les AVAP, y compris celle de la ZPPAUP avenue de Lodève-château de la Piscine qui étaient jusque-là présentées sous une forme différente des autres ZPPAUP ;
- de repérer sur les plans les espaces verts privés et publics et de les classer par catégories (espaces végétalisés protégés ou à créer, alignements d'arbres, arbres ou groupements d'arbres remarquables, espaces végétalisés préservés ou à créer, espaces végétalisés relevant de dynamiques naturelles) ;



- d'améliorer les dispositifs de protection en vigueur avec l'expérience des ZPPAUP et le travail conjoint avec l'architecte des Bâtiments de France (enrichissement des protections portées sur les éléments végétaux, nouvelles règles rendant possible certains travaux apportant confort et qualité de vie).

Le dossier remis comprend par AVAP : un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental, un rapport de présentation, un règlement écrit et un document graphique. Ceux-ci sont l'aboutissement d'une réflexion commune avec la DRAC (direction régionale des affaires culturelles), l'architecte des Bâtiments de France et les membres du groupe de travail de la Commission.

La procédure ayant été lancée antérieurement à la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et ses décrets d'application, le régime transitoire tel qu'énoncé dans la loi précitée s'applique.

La création de la Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier suivant décret du 23 décembre 2014 a entraîné le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) à la Métropole, de ce fait Montpellier Méditerranée Métropole est devenue compétente pour poursuivre la procédure de création de trois aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP). Conformément à la réglementation, la procédure de création de trois AVAP par transformation des ZPPAUP de la Ville de Montpellier, a fait l'objet de plusieurs étapes :

- La Commission locale du secteur sauvegardé et des aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine du 3 décembre 2015 a validé les projets d'AVAP. La gestion de cette commission a été transférée à Montpellier Méditerranée Métropole par arrêté n°DDTM-2015-09-05355.
- Le Conseil municipal a tiré le bilan de la concertation et arrêté les projets d'AVAP, par délibération en date du 17 décembre 2015.
- Les projets d'AVAP ont reçu l'avis favorable de la Commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS) en date du 18 décembre 2015.
- L'examen conjoint des personnes publiques s'est déroulé en date du 09 mars 2016 et a recueilli un avis favorable sur le dossier.
- Les projets d'AVAP ont été soumis à enquête publique entre le 13 mars 2017 et le 12 avril 2017 inclus. Le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable, assorti de réserves le 12 mai 2017. Les réserves portent d'une part, sur la prise en compte des modifications à apporter aux projets d'AVAP en réponse aux observations du public, et d'autre part à la nécessité de procéder aux adaptations de forme proposées par Montpellier Méditerranée Métropole et le commissaire enquêteur pour améliorer la lisibilité du document et faciliter son application (vérification de l'ensemble des fiches descriptives jointes aux règlements, notamment la cohérence entre les plans généraux et les extraits de plans dans les fiches, rectifications graphiques de certains espaces verts pour être plus conformes à la réalité, modification de la présentation des chapitres des règlements des AVAP concernant les bâtiments classés « B » et « C »).
- A la suite de l'enquête publique, les propositions de modification des projets d'AVAP ont été présentées à la Commission locale du secteur sauvegardé et des aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine le 14 juin 2017, qui a émis un avis favorable, sous réserve que la modification envisagée de réduction de l'espace vert protégé de la parcelle du Château Leyris, bd Vieussens, ne soit pas apportée. Ainsi l'espace vert protégé sera conservé dans sa forme et dimensions actuels.

- Les projets d'AVAP ont été transmis par courrier au Préfet qui a rendu un avis favorable.

Au terme de la procédure, et conformément à l'article L.642-3 du Code du patrimoine dans sa version antérieure à la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, Montpellier Méditerranée Métropole doit aujourd'hui approuver les projets finaux des AVAP.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative au dossier de création de trois aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) de la Ville de Montpellier,
- approuver le dossier de création de trois aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) tel que modifié après enquête publique et avis de la Commission Local du Secteur Sauvegardé,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

**18 JUIL. 2017**

Déposé En Préfecture

Le :

**- 7 JUIL. 2017**

Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le **05 JUIL. 2017**  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAURE





SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°4 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA VILLE DE MONTPELLIER - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par arrêté n°A2017-122, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, concernant notamment des emplacements réservés.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole.

Dans ce contexte, il est prévu que le dossier de modification soit :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Montpellier et au siège de la Métropole aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Montpellier et au siège de la Métropole permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ( <http://www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public>) et de la Mairie de Montpellier (<http://www.montpellier.fr>).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public par voie de presse au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1144648-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SAINT JEAN DE VEDAS - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) FONTAINE PONTOU POUR LA RÉALISATION DE 2 LOTS À BÂTIR SUR LA PARCELLE AN8 - CONVENTION AVEC LA SOCIÉTÉ RÉAL IMMO PROMOTION - CONVENTION DE REVERSEMENT AU SYNDICAT DU BAS LANGUEDOC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporté :

Le chemin de la fontaine Pontou à Saint Jean de Vedas se situe dans un secteur à vocation résidentiel d'habitat individuel. Il débouche sur la route de Béziers. Il est classé en 2U au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de Vedas.

La Société Real Immo Promotion a déposé, sur ce secteur, en date du 31 janvier 2017, une demande de permis d'aménager n°034 270 17M0001 sur la parcelle cadastrée AN8, qui vise la réalisation de 2 lots à bâtir à destination de logements individuels, pour une surface de plancher totale maximale de 398 m<sup>2</sup>. Il sera réalisé en une tranche. A noter que cette demande a été retirée dans l'attente de la mise au point de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) et sera redéposée prochainement.

Il apparaît que cette opération nécessite l'extension des réseaux de distribution d'électricité et d'eau potable, ainsi que la viabilisation d'une partie du chemin de la fontaine Pontou pour un coût total de 52 963 euros HT.

Aussi, il est proposé de mettre en place un périmètre et une convention de PUP afin de financer ces équipements publics.

Le PUP est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme, et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

A ce titre, il y a lieu de délimiter par la présente délibération, un périmètre correspondant à cet ensemble, tel que défini en annexe, en application des dispositions de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme. A l'intérieur de ce périmètre, dénommé ici « PUP Fontaine Pontou », les propriétaires fonciers, aménageurs ou constructeurs qui se livreront à des opérations d'aménagement ou de construction, participeront, dans le cadre de conventions, à la prise en charge de ces mêmes équipements publics, à hauteur des besoins générés par les futurs habitants.

Le périmètre de PUP couvre la parcelle AN8.

Conformément aux dispositions de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme, il est nécessaire de fixer les modalités de partage des coûts des équipements. Celles-ci sont établies ci-après.

Conformément à l'article L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme, la durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement est de 5 ans à l'intérieur de ce périmètre.

Compte tenu de l'urbanisation existante sur ce chemin, et du fait que cette opération d'aménagement jouxte au Nord et à l'Ouest un vaste secteur classé en zone naturelle au PLU, il apparaît que les extensions de réseaux potable et électrique ne sont nécessaires qu'à la hauteur des besoins générés par l'urbanisation de la parcelle AN8. Elles sont imputées en totalité au lotisseur.

La viabilisation du chemin de la Fontaine Pontou bénéficiera aussi aux deux habitations déjà présentes chemin de la Fontaine Pontou. L'aménagement viaire est imputé à 50% au lotisseur de la parcelle AN8.

Aussi, est prévue une convention de PUP avec la société REAL IMMO PROMOTION, à travers laquelle elle s'engage à verser à Montpellier Méditerranée Métropole une contribution numéraire totale égale à 48 112 €HT.

L'extension du réseau d'eau potable, évaluée à 32 862 euros, sera réalisée par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des communes du Bas Languedoc, compétent en la matière. La signature d'une convention de reversement des produits financiers du PUP entre la Métropole et le Syndicat est donc prévue à cet effet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de Projet Urbain Partenarial (PUP) tel qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver le périmètre du projet urbain partenarial ;
- approuver les termes de la convention de Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société REAL IMMOPROMOTION et notamment le montant de la participation de la société au vu du coût prévisionnel de l'opération, de la nature des travaux ainsi que du périmètre du projet ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 5 années,
- approuver le projet de convention de reversement établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des communes du Bas Languedoc,
- reporter la délimitation de ce périmètre dans les annexes du PLU pour information,
- dire que les crédits et les recettes correspondants sont inscrits au budget de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions précitées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1144534-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL



**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PIOCH DE BAILLOS - COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R332-25-1 à R332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce, à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

Un permis d'aménager Pioch de Baillos a été déposé le 1<sup>er</sup> aout 2012 en Mairie de Montferrier-sur-Lez (PA n°34 169 12 M0001) par la SAS GGL Groupe, représenté par Jacques Guipponi, et obtenu le 11 avril 2013. Ce permis d'aménager visant la réalisation de logement n'a pas été mis en œuvre et les travaux n'ont pas débuté.

Depuis, la SAS GGL Groupe a déposé un permis d'aménager modificatif Pioch de Baillos (adaptation de la voirie et adaptation du découpage de lots). Cette opération est enregistrée sous le permis d'aménager modificatif numéro PA 034 169 12 M0001 M1 déposé le 5 mai 2017 en Mairie de Montferrier-sur-Lez.

Il apparaît que l'opération, objet du permis d'aménager modificatif, rend nécessaire des équipements publics consistant en la réalisation d'un raccordement viaire sécurisé sur la RD 112.

D'autres part, l'opération d'aménagement rend nécessaire des travaux de réseaux d'eaux pluviales mais aussi la reprise de réseaux électriques et du réseau de télécommunication, et enfin des travaux d'éclairage public.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, il apparaît qu'une part du coût de ces équipements peut être mise à la charge du constructeur dans le cadre d'une convention de PUP.

Montpellier Méditerranée Métropole, s'engage à réaliser ou faire réaliser les équipements suivants :

- Aménagement d'un accès sécurisé sur la RD 112 ;
- Réseaux : réseaux d'eau pluviale, reprise de réseaux électriques et du réseau de télécommunication, et enfin des travaux d'éclairage public.

Le montant total des travaux est estimé à 144 477 € HT.

Le cout d'opération inclut la réalisation de l'accès sécurisé sur la RD 112, les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre des phases d'étude et de travaux, des études diverses (levé topographique, études de sol, ...), et des imprévus. Son montant s'élève à 188 057€ H.T.

Ainsi, au regard des besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre du permis d'aménager, la participation financière de la SAS GGL Groupe à la réalisation d'équipements publics rendus nécessaires par l'opération représente 95% des futurs équipements, soit un montant de participation de 178 654 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver le périmètre du projet urbain partenarial ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial entre la SAS GGL Groupe et Montpellier Méditerranée Métropole et notamment la participation de la SAS GGL Groupe, au vu du coût prévisionnel de l'opération et des délais de réalisation des travaux ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Métropole,
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144797-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

**Absent(es):**

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS DE LA COMMUNE DE PÉROLS À MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ POUR LES ÉTUDES PRÉALABLES À LA DÉTERMINATION DU POTENTIEL TOURISTIQUE ET À LA FAISABILITÉ DE L'AMÉNAGEMENT DES BERGES DU CANAL ET DU PORT DE PÉROLS - SECTEUR DE L'AVRANCHE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et touristique, envisage de réaliser sur le territoire de la Commune de Pérols, une étude destinée principalement à déterminer le potentiel touristique du site du Port et du Canal de Pérols sur le secteur dit de l'Avranche.

Afin de définir les conditions de faisabilité technique, administrative et financière de ce projet de développement touristique lui permettant de se prononcer sur son opportunité, d'en arrêter précisément le périmètre d'intervention et le programme, et d'en préciser les modalités de réalisation éventuelle, la Métropole a décidé de confier la conduite de cette étude à la Société Publique Locale « L'Or Aménagement » dans le cadre d'un mandat d'études. Elle vise à évaluer la faisabilité d'une opération d'aménagement à usage touristique visant à valoriser les berges du canal et le port de Pérols

La décision n°2017-468 a autorisé la signature de cette convention de mandat d'étude entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Publique Locale L'Or Aménagement.

Le montant global de cette étude s'élève à 131 090 € HT soit 157 308 € TTC dont la rémunération du mandataire qui s'élève à 30 090 € HT soit 36 108 euros TTC.

Compte tenu que l'étude de ce projet est de nature à permettre à terme la réalisation d'équipements publics utiles à la Commune de Pérols, Montpellier Méditerranée Métropole sollicite un fonds de concours de la commune.

Celui-ci pourrait s'élever à un montant total de 40 000,00 € HT, soit 47 000,00 € TTC, pour le financement de ces études préalables. Le montant du fonds de concours demandé ne devant pas excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

La durée de la convention de fonds de concours est fixée à deux années à compter de sa signature. Les modalités de participation de la commune à ce projet sont déterminées dans la convention, cette participation étant financée sur les exercices budgétaires 2017 et 2018 de la commune soit 23 500 € par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- demander un fonds de concours à la commune de Pérols en vue de participer au financement des études préalables à la détermination du potentiel touristique et à la faisabilité de l'aménagement des berges du Canal et du Port de Pérols ;
- autoriser la signature de la convention de fonds de concours entre la Commune de Pérols et Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (5 abstentions).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1144834-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL**

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - ZAC EXTENSION EUREKA - GARANTIE D'UN EMPRUNT DE 2 500 000 EUROS DE LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°3406 en date du 27 janvier 1999, le Conseil de District de Montpellier a concédé à la SERM l'opération d'aménagement du Parc Eureka sur la commune de Montpellier, d'un périmètre initial de 10 hectares, aujourd'hui élargi, après avenants successifs, à 95 hectares. Cette concession arrivera à échéance en 2022.

Elle couvre ainsi un large périmètre en prolongement du parc du Millénaire réparti entre :

- le Parc d'activités Eureka visant à accueillir des entreprises dans les secteurs industriels et technologiques, tertiaires d'ingénierie et de recherche, des équipements et services publics et privés d'accompagnement (dont La pépinière Cap Oméga, le MIBI - Montpellier International Business Incubator -, l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire et les Ateliers Relais du Millénaire),
- le lotissement Jean Mermoz à vocation tertiaire et de services,
- le Quartier Eureka sur le secteur Verchant-Cauquilloux sur la ZAC Eureka Extension créée en 2008 et modifiée le 29 octobre 2013, visant l'accueil d'activités tertiaires, d'activités mixtes et de logements, pour une Surface Hors Oeuvre Nette indicative de 250 000 m<sup>2</sup>.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la Concession (CRAC) Eureka sur l'année 2015, qui a fait l'objet d'une délibération en date du 25 octobre 2016 du Conseil de Métropole, prévoit un bilan de concession équilibré à 108 591 000 € HT en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation du concédant s'élève à 3 358 000 € HT, entièrement versés à ce jour.

Ce CRAC prévoit un emprunt total de 36 300 000 euros de la part de la SERM, aménageur et titulaire de la concession d'aménagement Eureka jusqu'en 2022. Au 31 décembre 2015, le concessionnaire a déjà emprunté 24 800 000 €, dont 9 795 000 € ont déjà été remboursés.

D'importants investissements sont en cours pour le lancement de la ZAC Eureka Extension :

- 4 M€ de travaux VRD sont engagés sur 2016 et 2017 (dont 2.3 M€ en 2017) ;
- 0.5 M€ de fonds de concours (1er échéance pour l'enfouissement des lignes HT qui facilitera l'aménagement du quartier).

L'année 2016 a aussi été marquée par les premières cessions de logements sur la ZAC Eureka-extension (3 M€ fin 2016). Sur 2017, 3 M€ de cessions sont également attendues. Néanmoins, en raison des investissements antérieurs (dont 14 M€ d'acquisitions), et malgré des financements moyens termes, la trésorerie de l'opération reste tendue. Le rythme des cessions, le portage des acquisitions et des travaux induits, le niveau de remboursement des emprunts antérieurs, conduisent la SERM à solliciter un emprunt supplémentaire sur l'exercice 2017, à hauteur de 2 500 000 € pour une durée de 4,5 ans.

La convention d'aménagement prévoit en son article 3 qu'une garantie financière peut être demandée par l'aménageur à son concédant. Dans ce cadre, le garant peut exercer un contrôle financier, notamment via le CRAC.

En outre, au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder des aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt. Aussi la SERM, après avoir organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt auprès de la société ARKEA.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Montant attribué : 2,5 millions d'euros ;
- Taux fixe : 0,40% ;
- Durée : 4,5 ans ;

- Amortissement progressif ;
- Echéances trimestrielles ;
- Commission d'engagement : 0,10% du montant soit 2 500 € ;
- Indemnité actuarielle en cas de remboursement anticipé ;
- Garantie de la Métropole : 80%.

Au cas où la SERM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, L.5217-1 et D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales et L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 2,5 millions d'euros sollicité par la SERM auprès de la banque ARKEA, soit 2 000 000 €,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme P. MIRALLES, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1144276-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL



**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –  
AMÉNAGEMENT DU SECTEUR DES JASSES À SAINT JEAN DE VÉDAS - CONVENTION  
DE TRANSFERT DE GESTION AVEC SNCF RÉSEAUX DES PARCELLES AS N°1, 179, 180  
ET AO N°204 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'implantation d'un pôle médical sur le secteur des Jasses à Saint Jean de Védas, déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 21 octobre 2016, et la mise en œuvre du projet urbain partenarial dénommé « chemin de la Roque » nécessitent la réalisation de travaux sur les parcelles cadastrées AS n°1, 179, 180 et AO n°204, sises commune de Saint Jean de Védas et appartenant à SNCF Réseau.

Ce foncier fait partie d'un ensemble de dépendances domaniales publiques composant la section de ligne située entre Cournonsec et Montpellier (ligne n°694000 de Paulhan à Montpellier) comprise entre le PK 500.870 et le PK 517.900, sur laquelle toute circulation a été arrêtée depuis 1970 pour le service voyageur et depuis 1987 pour le trafic marchandises. Cette ligne a fait l'objet d'une décision de fermeture prise par le conseil d'administration de SNCF Réseau le 5 juillet 2012 sur le fondement de l'article 22 du décret n°97-444 du 5 mai 1997. Lorsqu'une de ces dépendances n'a plus d'usage immédiat, SNCF Réseau peut, tout en conservant la propriété et la protection que lui accorde son régime domanial public, en transférer la gestion à une collectivité publique ou un EPCI pour satisfaire à ses propres missions de service public.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est donc rapprochée de SNCF Réseau pour procéder au transfert de gestion de la dépendance domaniale impactée par les deux projets et située entre les PK 513.100 et 513.680, dans les conditions fixées par les articles L. 2123-3 à L. 2123-6 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Ce transfert de gestion a une double finalité :

- permettre, dans le cadre de l'aménagement du secteur des Jasses, le remplacement de l'ouvrage hydraulique existant sous l'ancienne voie ferrée par un nouvel ouvrage mieux positionné et dont le dimensionnement est adapté afin d'améliorer la transparence hydraulique du quartier conformément à la déclaration au titre de la Loi sur l'eau, et la réalisation des terrassements pour la mise à niveau des terrains sur lesquels seront réalisés les constructions avec la voie ferrée ;
- créer une traversée à niveau en prolongement du chemin de la Roque afin d'améliorer la fluidité du trafic routier de ce secteur et la création d'un passage à niveau sur le chemin de la Roque prévu dans le cadre du projet urbain partenarial « chemin de la Roque ».

SNCF Réseau propose la conclusion d'une convention de transfert de gestion d'une durée de 3 ans moyennant le remboursement d'un forfait de 305 € HT/an, correspondant aux frais de gestion et aux impôts acquittés par SNCF Réseau ainsi que le remboursement des frais engendrés par l'établissement de la convention de transfert de gestion : 5 214 € HT pour la rédaction de la convention et les frais de rédaction et de publication des réquisitions de transfert par acte notarié dont le montant reste à déterminer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature d'une convention de transfert de gestion des parcelles cadastrées AS n°1, 179, 180 et AO n°204, sises commune de Saint Jean de Védas avec SNCF Réseaux,
- approuver les termes de la convention de transfert de gestion annexée à la présente,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 03/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144796-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 03/07/2017  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –  
INSTAURATION DU DROIT DE PRÉEMPTION AU TITRE D'ESPACES NATURELS  
SENSIBLES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-  
MAGUELONE - AVIS**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par arrêté Préfectoral en date du 16 juin 1983, il a été créé sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, une zone de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles (DPENS).

Cette commune, par sa situation (étang, mer, zones naturelles...), est soumise depuis des années à une pression foncière forte, le territoire et la richesse de ses sites ont été particulièrement touchés par les phénomènes de 'cabanisation', de morcellements agricoles spéculatifs ainsi que de dégradations des milieux et des paysages.

Un schéma d'intervention foncière, mis en place depuis 1984, organise sur le territoire communal, les interventions foncières publiques.

Ce document sert de cadre à de très nombreuses interventions du Département de l'Hérault, de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone et du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres à l'amiable ou par voie de préemption, au titre de la préservation des espaces naturels sensibles.

Cependant en 1983, une partie importante du secteur dit « du PILOU » avait été exclue du droit de préemption espaces naturels sensibles car déjà couverte par une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) et classée en zone naturelle destinée à l'urbanisation future (NA) au Plan d'Occupation des Sols (POS). Cette ZAD est arrivée à expiration et n'a pas été reconduite. Désormais, ce secteur est classé en zone naturelle (N), naturelle dans les espaces remarquables (Ner) et naturelle dans les espaces porches du rivage (Npr) du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Il connaît une pression foncière forte et les enjeux écologiques sont importants et menacés. Il présente un intérêt indéniable en tant qu'espace naturel à protéger au regard de sa situation entre la zone urbaine et l'étang de l'Arnel, sa qualité paysagère, son intérêt écologique actuellement détérioré (conséquences de l'artificialisation de certaines parcelles et des usages actuels).

L'objectif de la mise en place du DPENS est de protéger, réhabiliter et mettre en valeur ce secteur en tant qu'espace naturel, d'en améliorer la qualité écologique, de mettre en place une gestion de l'espace en organisant la fréquentation du public de façon à permettre la découverte des milieux tout en les protégeant.

La mise en œuvre de cet objectif passe préalablement par des acquisitions foncières. Il est donc indispensable d'instaurer le DPENS sur ce secteur.

Conformément à l'article L215-1 du Code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de PLU, donne son accord à l'instauration du DPENS sur le secteur dit « du PILOU » sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Ce projet répond pleinement aux objectifs stratégiques de la Métropole en matière de développement et d'aménagement durable du territoire métropolitain et de politique foncière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- formuler un avis favorable en ce qui concerne l'instauration du droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles, sur le site dit "du PILOU" sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, sur l'ensemble des parcelles délimité sur le plan annexé,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1142489-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## **ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE**



**SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL**

**ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – ORGANISMES EXTÉRIEURS -  
AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT (ALEC) - MODIFICATION DES  
STATUTS - APPROBATION - REPRÉSENTANTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE  
MÉTROPOLE - DÉSIGNATION**

Mme E. LLORET, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Energie et transition énergétique, rapporte :

La Métropole inscrit, depuis plusieurs années, son action dans une démarche de développement durable et, aux côtés de la ville de Montpellier, de la Région et de l'ADEME, elle a soutenu la création de l'Agence Locale de l'Energie, devenue l'Agence Locale de l'Energie et du Climat. Elle en a approuvé les statuts par délibération n°7913 du 2 octobre 2007.

Afin de prendre en compte les transferts de compétences intervenus au 1<sup>er</sup> janvier 2015, entre la Ville de Montpellier et la Métropole, dans le domaine de l'énergie, l'Agence Locale de l'Energie et du Climat a décidé de modifier ses statuts lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire intervenue le 1<sup>er</sup> juin 2017.

Les statuts ont été modifiés en particulier sur la définition des voix délibératives au sein de l'Assemblée Générale et la composition de son Conseil d'Administration :

1. Nouvelle répartition des représentants des différents Collèges composant l'association :

a. Pour le Collège A (Collectivités locales) :

**Au sein de l'AG :**

- Métropole : 4 (anciens statuts 2),
- Région 1 (anciens statuts 2),
- chaque commune adhérente 1, (seule la Ville de Montpellier disposait de 4 voix délibératives).

**Au sein du CA :**

- Métropole : 4 (anciens statuts 2),
- Région 1 (anciens statuts 2),
- Communes 3 dont au moins 1 pour la Ville de Montpellier, (anciens statuts : 4 pour la Ville de Montpellier).

b. Pour les Collèges B (entreprises) et C (organismes privés et associations) : augmentation de 3 à 4, du nombre de voix délibératives au sein de l'AG et du CA.

2. Les autres modifications portent sur la suppression du poste de Secrétaire au sein du Bureau, de nouvelles règles pour l'atteinte du quorum, l'obligation que chaque collège soit représenté ayant été supprimée, et enfin, la suppression des suppléants.

Compte tenu de ces dispositions, il est nécessaire de procéder à la désignation des représentants de la Métropole à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration.

Le Président propose les candidatures suivantes :

- Mme Titina DASYLVA,
- Mme Eliane LLORET,
- Mme Béatrice MICHEL,
- Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est par ailleurs proposé à l'Assemblée de ne pas procéder à ces désignations par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée, ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de procéder à la désignation des représentants de la Métropole par un vote à main levée ;
- procéder à la désignation de Mmes Titina DASYLVA, Eliane LLORET, Béatrice MICHEL et Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de représentantes de la Métropole à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- approuver la modification des statuts de l'Agence locale de l'Énergie et du Climat ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1145021-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2016 -  
APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Conformément aux articles L. 2121-14 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales, il est proposé au Conseil d'élire un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Monsieur le Président de séance rapporte le Compte Administratif de l'exercice 2016, dressé par Monsieur Philippe SAUREL, Président.

Monsieur le Président de la Métropole se retire.

Monsieur le Président de séance :

**I-** donne acte de la présentation faite du Compte Administratif 2016, lequel est résumé par les tableaux ci-joints,

**II-** constate aussi bien pour la comptabilité principale que pour les comptabilités annexes des Services Funéraires, de l'Assainissement, du Service Public de l'Assainissement Non Collectif, de l'Eau Brute, de l'Eau Potable, du Transport, et des Parkings la stricte concordance avec le compte de gestion pour l'ensemble des données relatives aux reports à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

**III -** reconnaît la sincérité des restes à réaliser,

**IV-** déclare que le Compte de Gestion dressé, pour l'exercice 2016, par le Trésorier Principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle pas de réserve,

**V -** arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessous :

**BUDGET PRINCIPAL**

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2016	réaliser
001	Résultat d'investissement reporté	71 837 254,61	
900	Services généraux	3 240 311,25	3 344 296,03
901	Sécurité	426 262,32	595 598,57
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	15 467 647,02	4 364 940,32
905	Aménagement des territoires et habitat	43 330 081,24	5 841 272,74
906	Action économique	9 668 345,44	5 980 490,61
907	Environnement	8 146 180,84	5 733 711,72
908	Transports	27 192 798,64	2 106 771,64
921	Taxes non-affectées	535 285,00	
923	Dettes et autres opérations financières	22 470 548,52	
925	Opérations patrimoniales	92 124,42	
926	Transferts entre les sections	8 187 358,95	
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>210 594 198,25</b>	<b>27 967 081,63</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>238 561 279,88</b>	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2016	réaliser
900	Services généraux	4 650,00	
901	Sécurité	67 571,77	
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	1 858 936,31	
905	Aménagement des territoires et habitat	6 131 026,33	149 436,00
906	Action économique	4 523 476,53	149 910,00
907	Environnement	486 599,97	2 606,40
908	Transports	10 766 107,42	
921	Taxes non affectées	2 486 343,48	
922	Dotations et participations	77 021 780,63	704 135,11
923	Dettes et autres opérations financières	16 512 600,00	43 500 000,00
925	Opérations patrimoniales	92 124,42	
926	Transferts entre les sections	27 893 988,72	
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>147 845 205,58</b>	<b>44 506 087,51</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>192 351 293,09</b>	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2016	réaliser
930	Services généraux	27 107 829,39	68 200,00  655 300,00
931	Sécurité	17 413 127,45	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	86 139 748,26	
935	Aménagement des territoires et habitat	18 227 517,96	
936	Action économique	11 894 014,62	
937	Environnement	93 921 888,81	
938	Transports	54 136 570,81	
940	Impositions directes	21 006 698,56	
943	Opérations financières	12 753 204,49	
946	Transferts entre les sections	27 893 988,72	
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>370 494 589,07</b>	<b>723 500,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>371 218 089,07</b>	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2016	réaliser
002	Résultat de fonctionnement reporté	15 701 187,24	
930	Services généraux	4 518 973,14	
931	Sécurité	480 911,69	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	9 631 606,81	
935	Aménagement des territoires et habitat	1 039 654,77	
936	Action économique	5 236 942,54	
937	Environnement	7 313 173,66	
938	Transports	16 693 121,09	
940	Impositions directes	252 165 090,81	
941	Autres impôts et taxes	67 782 146,22	
942	Dotations et participations	53 645 374,00	
943	Opérations financières	1 610 635,83	
946	Transferts entre les sections	8 187 358,95	
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>444 006 176,75</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>444 006 176,75</b>	

**Le résultat brut global 2016 du Budget Principal, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 10 762 595,01 euros.** Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 26 578 100,89 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 016	Résultat de clôture 2015	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2016	Résultat de clôture 2016	Solde reports 2016	Résultat net
Investissement	-71 837 254,61		9 088 261,94	-62 748 992,67	16 539 005,88	-46 209 986,79
Fonctionnement	85 335 428,71	69 634 241,47	57 810 400,44	73 511 587,68	-723 500,00	72 788 087,68
<b>TOTAL</b>	<b>13 498 174,10</b>	<b>69 634 241,47</b>	<b>66 898 662,38</b>	<b>10 762 595,01</b>	<b>15 815 505,88</b>	<b>26 578 100,89</b>

**BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES**

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2016
011	Charges à caractère général	102,06
012	Charges de personnel et frais assimilés	429 840,35
65	Autres charges de gestion courante	38 490,12
66	Charges financières	15 684,82
67	Charges exceptionnelles	10 615,03
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>494 732,38</b>

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2016
002	Résultat de fonctionnement reporté	4 896 088,32
013	Atténuation de charges	4 302,58
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	368 756,24
75	Autres produits de gestion courante	506 379,26
77	Produits exceptionnels	450,00
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>5 775 976,40</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2016	
16	Emprunts et dettes assimilées	32 055,22	
21	Immobilisations corporelles	15 798,00	25 126,81
23	Immobilisations en cours		114 210,61
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>47 853,22</b>	<b>139 337,42</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>187 190,64</b>	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2016	
001	Résultat d'investissement reporté	695 387,17	
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>695 387,17</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>695 387,17</b>	

**Le résultat brut global 2016 du Budget annexe des Services Funéraires, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, y compris les réserves, est de + 5 928 777,97 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 5 789 440,55 euros.**

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 016	Résultat de clôture 2015	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2016	Résultat de clôture 2016	Solde reports 2016	Résultat net
Investissement	695 387,17		-47 853,22	647 533,95	-139 337,42	508 196,53
Fonctionnement	4 896 088,32		385 155,70	5 281 244,02	0,00	5 281 244,02
<b>TOTAL</b>	<b>5 591 475,49</b>	<b>0,00</b>	<b>337 302,48</b>	<b>5 928 777,97</b>	<b>-139 337,42</b>	<b>5 789 440,55</b>

# BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2016
011	Charges à caractère général	2 149 954,93
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 546 952,70
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	8 557 034,27
65	Autres charges de gestion courante	417 493,43
66	Charges financières	2 863 394,77
67	Charges exceptionnelles	156 159,61
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>16 690 989,71</b>

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2016
002	Résultat de fonctionnement reporté	4 793 834,93
013	Atténuation de charges	64 253,27
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 578 488,87
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	22 625 168,14
74	Subventions d'exploitation	2 959 487,12
75	Autres produits de gestion courante	99 131,60
77	Produits exceptionnels	171 437,95
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>33 291 801,88</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2016	
001	Résultat d'investissement reporté	15 080 749,03	
16	Emprunts et dettes assimilées	5 482 613,41	
20	Immobilisations incorporelles	17 080,00	59 476,40
21	Immobilisations corporelles	295 152,53	70 130,14
23	Immobilisations en cours	9 479 405,93	6 359 028,41
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 578 488,87	
041	Opérations patrimoniales	275,00	
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>32 933 764,77</b>	<b>6 488 634,95</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>39 422 399,72</b>	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2016	
10	Dotations, fonds divers et réserves	13 957 207,69	
13	Subventions d'investissement	2 244 534,61	184 742,76
23	Immobilisations en cours	577 531,32	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	8 557 034,27	
041	Opérations patrimoniales	275,00	
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>25 336 582,89</b>	<b>184 742,76</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>25 521 325,65</b>	



**Le résultat brut global 2016 du Budget annexe de l'Assainissement, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 9 003 630,29 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 2 699 738,10 euros.**

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 016	Résultat de clôture 2015	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2016	Résultat de clôture 2016	Solde reports 2016	Résultat net
Investissement	-15 080 749,03		7 483 567,15	-7 597 181,88	-6 303 892,19	-13 901 074,07
Fonctionnement	18 751 042,62	13 957 207,69	11 806 977,24	16 600 812,17	0,00	16 600 812,17
<b>TOTAL</b>	<b>3 670 293,59</b>	<b>13 957 207,69</b>	<b>19 290 544,39</b>	<b>9 003 630,29</b>	<b>-6 303 892,19</b>	<b>2 699 738,10</b>

**BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2016
011	Charges à caractère général	3 430,52
012	Charges de personnel et frais assimilés	38 744,04
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 784,00
65	Autres charges de gestion courante	483,26
67	Charges exceptionnelles	395,10
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>45 836,92</b>

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2016
002	Résultat de fonctionnement reporté	56 651,00
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	50 099,70
74	Subventions d'exploitation	6 600,00
77	Produits exceptionnels	1 900,00
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>115 250,70</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2016	
21	Immobilisations corporelles	312,00	597,02
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>312,00</b>	<b>597,02</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>909,02</b>	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2016	
001	Résultat d'investissement reporté	1 304,42	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 784,00	
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>4 088,42</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>4 088,42</b>	

**Le résultat brut global 2016 du Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 73 190,20 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 72 593,18 euros.**

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 016	Résultat de clôture 2015	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2016	Résultat de clôture 2016	Solde reports 2016	Résultat net
Investissement	1 304,42		2 472,00	3 776,42	-597,02	3 179,40
Fonctionnement	56 651,00		12 762,78	69 413,78	0,00	69 413,78
<b>TOTAL</b>	<b>57 955,42</b>	<b>0,00</b>	<b>15 234,78</b>	<b>73 190,20</b>	<b>-597,02</b>	<b>72 593,18</b>

#### **BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE**

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2016
011	Charges à caractère général	20 826,61
65	Autres charges de gestion courante	10 781,84
67	Charges exceptionnelles	88 705,02
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>120 313,47</b>

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2016
002	Résultat de fonctionnement reporté	150 526,50
70	Ventes produits fabriqués, prestations	16 259,29
77	Produits exceptionnels	1 199,47
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>167 985,26</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2016
001	Résultat d'investissement reporté	29 828,88
23	Immobilisations en cours	30 701,38
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>60 530,26</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2016
10	Dotations, fonds divers et réserves	65 333,88
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>65 333,88</b>

**Le résultat brut global 2016 du Budget annexe de l'Eau Brute, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de +52 475,41 euros. Le résultat net global de l'exercice s'élève à +52 475,41 euros, le budget ne contenant aucun reste à réaliser.**

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 016	Résultat de clôture 2015	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2016	Résultat de clôture 2016	Solde reports 2016	Résultat net
Investissement	-29 828,88		34 632,50	4 803,62	0,00	4 803,62
Fonctionnement	215 860,38	65 333,88	-102 854,71	47 671,79	0,00	47 671,79
TOTAL	186 031,50	65 333,88	-68 222,21	52 475,41	0,00	52 475,41

#### BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2016
011	Charges à caractère général	122 590,25
012	Charges de personnel et frais assimilés	460 940,97
65	Autres charges de gestion courante	3 784,61
66	Charges financières	-28 417,90
67	Charges exceptionnelles	2 783 160,59
TOTAL - DEPENSES		3 342 058,52

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2016
002	Résultat de fonctionnement reporté	275 532,52
013	Atténuation de charges	144 582,30
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	8 500 509,28
75	Autres produits de gestion courante	105,00
77	Produits exceptionnels	351 421,33
TOTAL - RECETTES		9 272 150,43

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2016	
001	Résultat d'investissement reporté		
13	Subventions d'investissement	168 800,00	
20	Immobilisations incorporelles	38 927,50	247 235,14
21	Immobilisations corporelles	555 063,31	4 023,33
23	Immobilisations en cours	1 634 466,75	458 626,78
TOTAL DES DEPENSES		2 397 257,56	709 885,25
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		3 107 142,81	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2016	
001	Déf. ou exc. antérieur reporté	6 116,38	
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 379 117,74	
13	Subventions d'investissement	1 156 759,81	167 460,93
23	Immobilisations en cours	26 117,93	
TOTAL DES RECETTES		3 568 111,86	167 460,93
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		3 735 572,79	

Le résultat brut global 2016 du Budget annexe de l'Eau potable, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 7 100 946,21 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 6 558 521,89 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 016	Résultat de clôture 2015	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2016	Résultat de clôture 2016	Solde reports 2016	Résultat net
Investissement	6 116,38		1 164 737,92	1 170 854,30	-542 424,32	628 429,98
Fonctionnement	2 654 650,26	2 379 117,74	5 654 559,39	5 930 091,91	0,00	5 930 091,91
TOTAL	2 660 766,64	2 379 117,74	6 819 297,31	7 100 946,21	-542 424,32	6 558 521,89

#### BUDGET ANNEXE TRANSPORT

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2016	
011	Charges à caractère général	527 997,50	
012	Charges de personnel et frais assimilés	542 690,88	
014	Atténuations de produits		
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	10 502 968,00	
65	Autres charges de gestion courante	62 726 191,99	852 196,20
66	Charges financières	11 866 587,91	
73	Restitution taxe versement transport	1 180 789,13	
TOTAL - DEPENSES		87 347 225,41	852 196,20
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		88 199 421,61	

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2016
002	Résultat de fonctionnement reporté	7 541 214,68
013	Atténuation de charges	6 568,60
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	4 592 019,09
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	5 000,00
73	Produits issus de la fiscalité	84 466 558,77
75	Autres produits de gestion courante	1 075 887,83
76	Produits financiers	306 587,41
77	Produits exceptionnels	20 652 952,71
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>118 646 789,09</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2016	
001	Solde exécution invest. reporté	5 878 418,79	
13	Subventions d'investissement	237 499,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	27 581 103,35	
20	Immobilisations incorporelles	115 533,40	305 478,09
21	Immobilisations corporelles	4 786 386,17	2 112 103,85
23	Immobilisations en cours	21 458 942,98	2 998 579,10
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	4 592 019,09	
041	Opérations patrimoniales	23 525 593,76	
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>88 175 496,54</b>	<b>5 416 161,04</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>93 591 657,58</b>	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2016	
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 410 986,52	
13	Subventions d'investissement	8 258 759,00	3 165 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	10 700 000,00	
23	Immobilisations en cours	448 151,92	198 600,00
27	Autres immobilisations financières	734 275,82	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	10 502 968,00	
041	Opérations patrimoniales	23 525 593,76	
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>62 580 735,02</b>	<b>3 363 600,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>65 944 335,02</b>	

Compte tenu de ces réalisations budgétaires, le montant de la subvention du budget principal au budget annexe transport est établie à 20 000 000 euros.

**Le résultat brut global 2016 du Budget annexe Transport, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de +5 704 802,16 euros.** Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de +2 800 044,92 euros

2 016	Résultat de clôture 2015	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2016	Résultat de clôture 2016	Solde reports 2016	Résultat net
Investissement	-5 878 418,79		-19 716 342,73	-25 594 761,52	-2 052 561,04	-27 647 322,56
Fonctionnement	15 952 201,20	8 410 986,52	23 758 349,00	31 299 563,68	-852 196,20	30 447 367,48
TOTAL	10 073 782,41	8 410 986,52	4 042 006,27	5 704 802,16	-2 904 757,24	2 800 044,92

# BUDGET ANNEXE PARKING

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de l'exercice 2016
Chap.	Libellé	
011	Charges à caractère général	355 124,01
67	Charges exceptionnelles	1 000,00
TOTAL - DEPENSES		356 124,01

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de l'exercice 2016
Chap.	Libellé	
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	800 801,71
TOTAL - RECETTES		800 801,71

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice 2016	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
21	Immobilisations corporelles	9 692,30	
TOTAL DES DEPENSES		9 692,30	0,00
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		9 692,30	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice 2016	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
TOTAL DES RECETTES		0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		0,00	

A la suite du transfert de l'exploitation du parking de l'hôtel de Ville par la Ville de Montpellier, les résultats définitifs ont été repris par opérations d'ordre non budgétaires. **Le résultat brut global 2016 du Budget annexe Parking, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de +1 392 068,70 euros**, identique au résultat net global, le budget ne présentant aucun reste à réaliser.

2 016	Résultat de clôture 2015	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2016	Intégration de résultats par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture 2016	Solde reports 2016	Résultat net
Investissement			-9 692,30	-25 030,17	-34 722,47	0,00	-34 722,47
Fonctionnement			444 677,70	982 113 ,47	1 426 791,17	0,00	1 426 791,17
TOTAL	0,00	0,00	434 985,40	957 083,30	1 392 068,70	0,00	1 392 068,70

Délibération n° 14677

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte Administratif 2016 du budget principal et des budgets annexes des Services Funéraires, de l'Assainissement, du Service Public de l'Assainissement Non Collectif, de l'Eau Brute, de l'Eau Potable, Transport et Parking ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Le rapporteur propose à l'Assemblée un vote à main levée par section. L'Assemblée adopte chacune des sections à la majorité des voix exprimées (4 abstentions et 1 voix contre).

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées ( 4 abstentions et 1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144829-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL



**FINANCES – CLÔTURE DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE DE MONTPELLIER  
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Le Conseil a décidé, lors de sa séance du 28 avril 2015, de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute, dotée d'une autonomie financière et d'une personnalité morale, Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'application de cette décision implique l'individualisation des opérations relatives à ce service dans un budget spécifique et son financement par la redevance acquittée par les usagers.

C'est pourquoi, il convient de procéder à la clôture du budget annexe de l'eau brute au 31 décembre 2016, suite à l'adoption du compte administratif et à la constatation des résultats.

Les résultats de clôture du budget annexe de l'eau brute devront être transférés à la Régie des Eaux pour lui permettre de financer les charges des services transférés.

Avant de procéder au transfert des résultats à la Régie des Eaux, il convient de transférer les résultats de clôture dans chaque section respective du budget principal de la Métropole et de réintégrer l'actif et le passif du budget annexe dans le budget principal.

L'actif net de l'eau brute a été affecté à la Régie des Eaux lors de sa création.

L'intégration des résultats du budget annexe au budget principal, ainsi que les écritures de transfert de ces résultats à la Régie des eaux, seront prévues dans le cadre du budget supplémentaire à venir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à la clôture du budget annexe de l'eau brute et à la reprise de l'ensemble des comptes dans la comptabilité du budget principal,
- dire que les résultats du compte administratif 2016 constatés au budget annexe de l'eau brute seront intégrés au budget principal,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144807-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**FINANCES – RÉPARTITION 2017 DU FONDS NATIONAL DE PÉRÉQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été mis en place en 2012. Il institue le principe d'une péréquation horizontale entre collectivités et groupements d'une même catégorie et s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres.

D'un montant de 150M€ en 2012, ce fonds a été porté à 360M€ en 2013, 570M€ en 2014, 780M€ en 2015 et à 1 milliard d'euros en 2016 et 2017.

Ses ressources sont prélevées sur les collectivités et groupements dont le potentiel financier agrégé par habitant dépasse un certain seuil. Elles sont redistribuées entre les ensembles intercommunaux selon des critères de richesse (potentiel financier agrégé et revenu moyen par habitant) et d'effort fiscal.

Au vu de ces éléments, l'ensemble intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses communes membres est bénéficiaire de ce fonds. Le montant qui lui est alloué en 2017 s'élève à 12 071 414€, en baisse de -3.8% par rapport à 2016.

Dans le cadre du droit commun, la répartition est effectuée d'une part, entre l'EPCI et les communes membres en fonction du coefficient d'intégration fiscale (CIF), et d'autre part, entre les communes membres en fonction de l'insuffisance de potentiel financier par habitant et de la population de chaque commune.

Selon la répartition de droit commun, notifiée par la préfecture de l'Hérault, les montants de FPIC pour 2017 s'établissent comme suit :

	<b>FPIC 2017</b>
<b>Montpellier Méditerranée Métropole</b>	<b>6 405 149</b>
<b>Total Communes</b>	<b>5 666 265</b>
Baillargues	90 166
Beaulieu	25 136
Castelnau-le-Lez	233 931
Castries	75 668
Clapiers	72 667
Cournonsec	42 552
Cournonterral	80 538
Le Crès	106 882
Fabrègues	75 843
Grabels	93 701
Jacou	89 080
Juvignac	111 821
Lattes	173 459
Lavérune	26 289
Montaud	13 681
Montferrier-sur-Lez	41 476
Montpellier	3 523 565
Murviel-lès-Montpellier	26 122
Pérols	102 650
Pignan	84 694
Prades-le-Lez	63 534
Restinclières	25 982
Saint-Brès	38 710
Saint-Drézéry	30 076
Saint Geniès des Mourgues	25 245
Saint Georges d'Orques	66 734
Saint Jean de Védas	83 459
Saussan	19 572
Sussargues	36 908
Vendargues	56 117
Villeneuve-lès-Maguelone	130 007

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la répartition de droit commun du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) ainsi définie pour 2017,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14679

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1144279-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

## **FINANCES – REVERSEMENT DE TAXE D'AMÉNAGEMENT AUX COMMUNES - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

La création de Montpellier Méditerranée Métropole a conduit au transfert de la taxe d'aménagement générée par les autorisations d'urbanisme délivrées à compter du 01/01/15, conformément à l'article L5217-11 du Code général des collectivités territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré le 12 novembre 2015 pour fixer le taux applicable, les secteurs de taxe d'aménagement majorée, ainsi que les exonérations partielles et la valeur forfaitaire des places de stationnement applicable.

Elle a par ailleurs délibéré le 15 décembre 2015 pour fixer les conditions de reversement aux communes membres, d'une partie de la taxe perçue, au prorata de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences.

Ainsi, il a été adopté le principe d'un reversement calculé en fonction de la part des dépenses d'équipement voirie dans les dépenses totales d'équipement de chaque commune. Ce reversement est calculé chaque année en fonction des prévisions du budget primitif et actualisé des réalisations du compte administratif.

Toutefois, la complexité de la procédure d'élaboration de l'enveloppe espace public et de son suivi budgétaire conduisent aujourd'hui à proposer un mode de calcul simplifié et plus souple.

Dès lors, il est proposé de définir, par commune, un taux de reversement fixe, traduisant les accords intervenus entre les communes et la Métropole, tant en matière d'équipements publics communaux que de volume de dépenses à engager pour la création, l'aménagement et l'entretien des espaces publics métropolitains, dans le respect du pacte de confiance métropolitain 2014-2020.

Ce taux demeure fixe tant qu'il n'est pas modifié par délibération de la Métropole intervenant à la demande de la commune par courrier signé du Maire.

Les objectifs fixés par la délibération initiale sont ainsi maintenus : garantie de l'équité entre les communes, prise en compte de leurs spécificités et de leurs choix, prise en compte de la dynamique des recettes et de la réalité des encaissements.

La part de taxe d'aménagement conservée par la Métropole sera intégrée dans l'enveloppe de financement de l'espace public de chaque commune et financera à ce titre les dépenses liées à l'aménagement, la création, la gestion et l'entretien de l'espace public métropolitain.

Les dépenses concernées portent sur la voirie métropolitaine, ses accessoires et dépendances, les espaces publics dédiés à tout mode de déplacement, l'éclairage public, les réseaux d'eau pluviale relevant de la domanialité métropolitaine, les dépenses de défense contre l'incendie, les extensions de réseaux ainsi que les dépenses des PUP non couvertes par des financements dédiés.

Les parcs d'activités et leurs espaces publics, quant à eux, ne génèrent pas ou peu de besoins en équipements communaux. Les travaux de réinvestissement de la voirie, de leurs accessoires et de leurs dépendances, réalisés dans le cadre d'opérations de requalification structurante de parcs d'activités, sont financés par la Métropole, hors attribution de compensation. Il est proposé que ces nouvelles opérations bénéficient à ce titre de 100 % des recettes de taxe d'aménagement générées sur ces zones, sur toute une durée de 10 ans. De même, les créations de parcs d'activité, en dehors des ZAC, bénéficieront du même régime.

A contrario, les travaux courants d'entretien de la voirie sur les parcs d'activité (entretien des abords, remplacement de la couche de roulement) seront financés par l'ensemble des recettes affectées aux espaces publics. Ces dispositions ne concernent pas la seule opération de requalification structurante de parcs d'activités déjà engagée, à savoir la première tranche de la zone industrielle du Salaison à Vendargues.

La répartition de la taxe d'aménagement perçue par la Métropole, définie conjointement avec les communes, s'établit comme suit :

COMMUNES	Part reversée à la commune	Part conservée par la Métropole
BAILLARGUES	80%	20%
BEAULIEU	20%	80%
CASTELNAU LE LEZ	20%	80%
CASTRIES	80%	20%
CLAPIERS	10%	90%
COURNONSEC	60%	40%
COURNONTERRAL	0%	100%
FABREGUES	80%	20%
GRABELS	80%	20%
JACOU	88%	12%
JUVIGNAC	50%	50%
LATTES	10%	90%
LAVERUNE	75%	25%
LE CRES	0%	100%
MONTAUD	80%	20%
MONTFERRIER SUR LEZ	80%	20%
MONTPELLIER	0%	100%
MURVIEL LES MONTPELLIER	20%	80%
PEROLS	50%	50%
PIGNAN	80%	20%
PRADES LE LEZ	0%	100%
RESTINCLIERES	90%	10%
SAINT BRES	50%	50%
SAINT DREZERY	50%	50%
SAINT GENIES DES MOURGUES	50%	50%
SAINT GEORGES D'ORQUES	50%	50%
SAINT JEAN DE VEDAS	50%	50%
SAUSSAN	80%	20%
SUSSARGUES	50%	50%
VENDARGUES	50%	50%
VILLENEUVE LES MAGUELONE	80%	20%



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par Montpellier Méditerranée Métropole aux communes membres conformément au tableau présenté ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144805-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## **HORS COMMISSION**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**HORS COMMISSION – COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT CENTRE D'ORQUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE (SA3M) CONCESSIONNAIRE AUPRÈS DE LA BANQUE POSTALE - AUTORISATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a initié depuis 2003 une démarche d'études urbaines communales. Ces études, dont la maîtrise d'ouvrage est assumée par les communes, constituent les applications concrètes du SCoT sur le territoire. Conduites en amont des démarches opérationnelles, elles ont vocation à permettre le meilleur emboîtement possible entre les documents de planification de Montpellier Méditerranée Métropole (SCoT, PLH, PDU, Schéma directeur d'assainissement...), les documents d'urbanisme (PLUi) et les opérations d'aménagement. L'objectif final est d'aboutir à la mise en œuvre de projets d'aménagement ambitieux, particulièrement respectueux de l'identité des sites d'intervention.

A cet effet, le Conseil, dans sa séance du 26 mai 2009, a adopté la délibération n°8905 relative à l'attribution d'une subvention d'équipement à la commune Saint Georges d'Orques (imputation 20414-908820 du budget), afin de financer les études préalables à une opération d'aménagement d'ensemble. Le fonds de concours à la commune à hauteur de 50 000 € correspond à 20% du coût total estimé pour des études qui permettent la réalisation de divers équipements publics.

La Commune de Saint Georges d'Orques, dans le cadre de son projet urbain, a décidé de mettre en œuvre une opération d'aménagement d'ensemble dénommée ZAC Cœur d'Orques.

Depuis le 23 juin 2010, date de création de cette ZAC, la commune et son aménageur ont rencontré de multiples difficultés dans la réalisation de l'opération ayant conduit à la clôture de la concession le 6 avril 2016 et l'abrogation de la ZAC le 24 mai 2017.

A la date de la clôture, le programme de la concession initiale avait été partiellement mis en œuvre (100 logements créés sur un objectif de 250 à 300). Afin de terminer la couture urbaine entre le centre ancien et ces nouveaux logements, la commune a souhaité mettre en œuvre un aménagement complémentaire, sur un périmètre plus réduit que la ZAC initiale.

Pour la réalisation de ce programme, « Centre d'Orques », la commune a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) une concession d'aménagement par délibération du 29 juin 2016.

Ce programme à réaliser comprend environ 80 logements (dont 40% de logement social), des espaces publics de desserte des abords et de liaison vers le centre ancien, notamment vers l'école existante.

Le traité de concession d'aménagement entre la commune de Saint Georges d'Orques et la SA3M, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), au profit de la collectivité concédante.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente pour toutes actions en faveur du logement social notamment attribuer des subventions pour surcoût de charges foncières ou des garanties d'emprunt.

Etant donné l'intérêt pour Montpellier Méditerranée Métropole de promouvoir l'aménagement de l'espace de même qu'une politique de l'habitat cohérente, elle souhaite assurer dans les meilleures conditions l'accompagnement de la démarche de la commune à travers cet aménagement.

Considérant l'emprunt d'un montant de 500 000,00 € que la SA3M concessionnaire a contracté auprès de La Banque Postale pour les besoins de financement de l'opération d'aménagement de la Centre d'Orques (34), destinée à accueillir 250 à 300 logements dans le cadre du périmètre de l'opération confiée par la commune de Saint-Georges d'Orques, la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- emprunt auprès de La Banque Postale,
- Capital : 500 000 € ;
- Date limite de versement : 18/07/2017 ;
- Durée totale : 3 ans et 6 mois ;
- Périodicité des échéances : trimestrielle ;
- Taux fixe : 0.44% l'an ;
- Amortissement personnalisé :
  - Différé d'amortissement de 2 ans,
  - Amortissement constant ensuite ;
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80% ;
- Remboursement anticipé :
  - Possible à chaque date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle ;
  - Préavis : 50 jours calendaires ;
  - Indemnité actuarielle en cas de remboursement anticipé ;
- Commission d'engagement : 0.10% soit 500 €.

Montpellier Méditerranée Métropole accorde son cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 80,00 % (quotité garantie), augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du contrat de Prêt n° LBP-00002476 contracté par l'emprunteur auprès du bénéficiaire.

La Garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.

Le Garant reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'étendue de son engagement de caution. Il reconnaît par ailleurs être pleinement averti du risque de non remboursement du prêt par l'emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

Au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En outre, le garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la garantie.

En conséquence, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, L.5211-1, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé de garantir l'emprunt suscité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 500 000 € sollicité par la SA3M auprès de la banque Postale, soit 400 000 €,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme S. JANNIN.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144124-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**HORS COMMISSION – POLITIQUE FONCIÈRE EN FAVEUR DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE - COMMUNE DE LATTES, SECTEUR « SAPORTA » - CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIÈRE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de ses compétences en matière de développement économique, notamment la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire, Montpellier Méditerranée Métropole a signé avec l'EPFLR une convention d'anticipation foncière sur le site de Saporta à Lattes le 5 juin 2015.

Identifié au SCoT comme une zone d'extension à vocation d'activité économique, le site de Saporta constitue une future vitrine du territoire métropolitain compte tenu de son positionnement stratégique à proximité d'importantes infrastructures de transports. Ce site de 50 ha, situé sur la commune de Lattes a donc vocation à répondre à la demande d'installation de nouvelles entreprises.

L'achèvement des travaux des deux nouvelles infrastructures (autoroute et ligne TGV), ont permis de retravailler les potentialités du secteur situé, pour sa partie Est, entre l'A709 et l'A9 et, pour sa partie Ouest, entre l'A709 et le CNM et ainsi en redéfinir le périmètre sur lequel aucune démarche foncière n'a été engagée par l'EPFLR.

C'est dans ce contexte qu'une nouvelle convention d'anticipation foncière est proposée, visant à définir les engagements et obligations que prennent les parties pour une nouvelle durée de cinq ans et dans le cadre d'une enveloppe financière d'un montant de 4 millions d'euros.

Aux termes de cette convention, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à élaborer un programme d'études avec un échéancier de réalisation et à le communiquer régulièrement à l'EPFLR,

- à réaliser les premières études nécessaires à la définition des besoins liés au projet d'aménagement,
- à conduire si nécessaire les démarches relatives à la modification éventuelle des documents de planification et/ou d'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'anticipation foncière entre l'EPFLR et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme S. JANNIN, Mme I. TOUZARD.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144756-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**HORS COMMISSION – POLITIQUE FONCIÈRE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL  
- CONVENTION DE TYPE ANTICIPATION FONCIÈRE AVEC L'ETABLISSEMENT  
PUBLIC FONCIER LANGUEDOC - ROUSSILLON ET LA COMMUNE DU CRÈS -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La commune du Crès a pour ambition de requalifier le secteur autour de la RD 613 et son entrée de ville mais aussi de poursuivre, à plus ou moins long terme, son développement vers le sud en maîtrisant l'urbanisation et en préservant le cadre paysager. Ce site, composé d'habitat, d'activités économiques et de grandes entités agricoles, est un secteur à enjeux économiques, urbains et paysagers importants.

Aussi, en lien avec Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ses compétences, la commune du Crès a souhaité l'intervention de l'EPF-LR sur ce secteur de « Camp Bertrand ».

C'est dans ce cadre qu'une convention tripartite sur 5 ans est élaborée proposant une enveloppe financière de 5 millions d'euros. Elle associe l'EPF-LR, la commune du Crès et la Métropole. Elle définit les modalités de mise en œuvre des missions d'anticipation foncière sur le Secteur « Camp Bertrand » de la commune.

Aux termes de cette convention, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage :

à l'égard de la commune du Crès :

- à étudier la modification, si nécessaire du document d'urbanisme, et à poursuivre son assistance dans la mise en place des outils fonciers, financiers et réglementaires facilitant l'action foncière,
- à poursuivre son appui technique afin de l'aider dans la formalisation de ses projets (cahier des charges,...),
- à veiller, conformément aux règles du SCoT, à une gestion toujours plus économe de la ressource foncière pour mieux tirer profit de cette ressource auprès de la commune,
- selon le stade d'avancement du projet, à faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir ;

à l'égard de l'EPF LR :

- à l'informer de l'état d'avancement des projets,
- le cas échéant, à se conformer aux obligations découlant de l'article L. 314-1 du Code de l'urbanisme si celles-ci sont applicables en l'espèce, ou à défaut, apporter un appui à la commune en vue du relogement des occupants et, en présence de commerçants, artisans ou d'industriels, à aider à leur transfert dans un local équivalent.

D'une manière générale :

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage selon le stade d'avancement :

- à intégrer dans sa programmation des aides à la pierre, les besoins de financement annuels nécessaires à la réalisation des logements sociaux, dans le cadre des crédits ouverts par l'Etat,
- à veiller auprès de l'Etat à l'obtention des agréments et à la disponibilité des financements annuels nécessaires à la réalisation de LLS.

Montpellier Méditerranée Métropole mettra à disposition les ressources suivantes:

- les compétences de son service Habitat en matière de mise en œuvre et de suivi du Programme local de l'Habitat, dans le domaine de l'ingénierie financière des « aides à la pierre » et du conseil aux communes ;

Délibération n° 14692

- les compétences de son service Foncier, tant dans les domaines de l'expertise que de la négociation ;
- les compétences de son service aménagement, appuyées sur celles de son aménageur le cas échéant, pour l'étude, la faisabilité, le montage et l'accompagnement des opérations ;
- les résultats de son Observatoire Foncier Métropolitain en cours de développement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention tripartite entre la commune du Crès, l'EPF- LR et la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme S. JANNIN, Mme I. TOUZARD.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144085-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

## **HORS COMMISSION – RAPPORTS ANNUELS DES DÉLÉGATAIRES DE SERVICE PUBLIC 2016 - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En vertu des articles L. 1411-3 et suivant du Code général des collectivités territoriales, les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Ces rapports sont assortis d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Leur examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte, c'est l'objet de la présente délibération. Conformément aux articles L 1411-13 et L. 1411-14 du CGCT, les documents sont mis à la disposition du public (à l'Hôtel de Métropole), dans les 15 jours de leur réception, pendant 1 mois.

Il est donc proposé à l'Assemblée de prendre acte des rapports annuels des délégations de services publics au titre de l'exercice 2016, remis avant le 1<sup>er</sup> juin 2017 conformément à la réglementation en vigueur et relatifs aux équipements suivants :

- Traitement des eaux usées par la Station de Maera (délégataire : VEOLIA Eau) ;
- Collecte des eaux usées des communes raccordées à Maera (délégataire : VEOLIA Eau) ;
- Collecte et traitement des eaux usées sur les secteurs Est et Ouest (délégataire : AQUALTER) ;
- Unité de méthanisation AMETYST (délégataire : NOVERGIE) ;
- Transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole (délégataire : GME TaM/Transdev) ;
- Marché d'Intérêt National (délégataire : SAEML SOMIMON) ;
- Patinoire Végapolis (délégataire : VERTMARINE) ;
- Corum Zénith Sud (délégataire : SAEML Montpellier Events) ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium (délégataire : SAEML SFMA) ;
- parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" (délégataire : EFFIA) ;
- Parc de stationnement "Peyrou Pitot" (délégataire : INDIGO) ;
- Parcs de stationnement "Antigone" et "Comédie" (délégataire : TaM) ;
- Parc de stationnement "Europa" (délégataire : TaM) ;
- Parc de stationnement "Gambetta" (délégataire : TaM) ;
- Parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" (délégataire : TaM) ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (délégataire : SERM) ;
- Concession de gaz (24 contrats, délégataire : GRDF) ;
- Concession d'électricité (7 contrats, délégataire : ENEDIS) ;
- Concession d'électricité pour le Nord du quartier Mosson Paillade Hauts de Massane à Montpellier (1 contrat, délégataire : Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres).

Les rapports 2016 des services publics suivants n'ont toutefois pas été remis à ce jour :

- Aquarium Mare Nostrum (délégataire : SEAMAN), en raison exceptionnelle de la phase de clôture de la DSP au titre des éléments de régularisations financières ;
- Sous-concessions d'exploitation du domaine public maritime sur la plage de Villeneuve les Maguelone.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de la réception des rapports provisoires des délégataires de service public au titre de l'exercice 2016 dans les délais, et conformément à la réglementation en vigueur et annexés à la délibération ;
- confier l'examen de ces rapports à la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- autoriser la Commission de Contrôle des Comptes à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- mettre à la disposition du public ces rapports conformément à la réglementation en vigueur ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1145646-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

## **HORS COMMISSION – RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX - APPROBATION**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par délibération n°4943 du 23 décembre 2002, en application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine les rapports annuels des délégataires et les rapports sur le prix et la qualité des services publics de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute. Elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée. La CCSPL prévue à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales a pour vocation de permettre l'expression des usagers des Services Publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des Services Publics.

La CCSPL est présidée par Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée à l'administration générale, contentieux, affaires juridiques et protocole.

Elle est composée par ailleurs des membres suivants :

- 5 conseillers métropolitains membres titulaires :
  - Laurent JAOU, L,
  - Gilbert PASTOR,
  - Titina DASYLVA,
  - Maud BODKIN,
  - Catherine DARDE.
- 5 Conseillers métropolitains membres suppléants :
  - Fabien ABERT,
  - Valérie BARTHAS-ORSAL,
  - Michèle DRAY-FITOUSSI,
  - Arnaud MOYNIER,
  - Patricia MIRALLES.
- Et de manière paritaire d'un représentant des associations d'usagers suivantes :
  - FNAUT (Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports),
  - CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie),
  - VELOCITE LANGUEDOC,
  - PAILLADE MOSSON COULEE VERTE,
  - LRNE (Languedoc Roussillon Nature Environnement).

Conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales, le président de la CCSPL présente à son assemblée délibérante, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

- Le 12 février 2016, la CCSPL s'est prononcée sur les projets de délégation de service public de la patinoire Végapolis, de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée.
- Le RPQS d'eau potable et eau brute ainsi que le bilan d'activité 2015 des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ont été examinés lors de la CCSPL réunie en septembre 2016.
- Depuis Octobre 2016, l'organisation et la gestion des séances de la CCSPL, sont désormais conduites par la Direction du Pilotage et du Contrôle de Gestion de Montpellier Méditerranée Métropole (en remplacement de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique).

Pour des raisons inhérentes à ce changement de cadrage, la CCSPL s'est réunie tardivement les 25/01/2017, 27/01/2017 et 02/02/2017, et a examiné :



- les rapports annuels des délégataires de service public des services et équipements métropolitains ci-dessous énoncés au titre de l'année 2015;

- Aquarium Mare Nostrum,
- Patinoire Végapolis.
- Corum-Palais des Congrès, Zénith Sud,
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium
- Service public des transports en commun urbains,
- Service public de l'eau potable,
- Service public de l'Assainissement,
- Marché d'Intérêt National,
- parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe"
- parc de stationnement "Peyrou Pitot"
- parcs de stationnement "Antigone" et "Comédie"
- parc de stationnement "Europa"
- parc de stationnement "Gambetta"
- parc de stationnement "Laissac"
- parc de stationnement "Arceaux"
- parc de stationnement "Nouveau Saint Roch"
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid
- Concession de gaz (24 contrats)
- Concession d'électricité (7 contrats)
- Unité de méthanisation Ametyst,

- et les rapports sur le prix et la qualité des services publics de la collecte et du traitement des déchets ménagers au titre de l'année 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole au titre de l'année 2016 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1144308-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL**

**HORS COMMISSION – CONTRAT DE PLAN ÉTAT RÉGION (CPER) 2015-2020 -  
VOLET MOBILITÉ MULTIMODALE - PROTOCOLE CADRE RELATIF AUX ÉTUDES  
D'AMÉLIORATION DU FONCTIONNEMENT DU DOUBLET DE LIGNE ENTRE NÎMES  
ET MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Lors de sa mise en service fin 2017, le Contournement ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM) formera un doublet de lignes avec la ligne classique entre ces deux villes. Avec l'ouverture des gares nouvelles de Montpellier en 2018 et de Nîmes envisagée par l'Etat et SNCF-Réseau fin 2019, et dans la perspective de la mise en service de la phase 1 de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) entre Montpellier et Béziers, c'est une nouvelle offre ferroviaire d'envergure qui sera mise à disposition des Autorités Organisatrices de Mobilité et des opérateurs de transports. Cette nouvelle offre présente l'opportunité de repenser l'organisation des dessertes ferroviaires sur cet axe, et tout particulièrement à l'échelle des aires urbaines respectives de Montpellier et de Nîmes.

C'est dans ce contexte favorable au développement des transports collectifs, et afin d'articuler de façon cohérente les problématiques relevant d'échelles territoriales différentes, que l'Etat, la Région Occitanie, le Département du Gard, Nîmes Métropole, SNCF-Réseau et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité engager une réflexion commune.

Le protocole-cadre, objet de la présente délibération, traduit cette volonté inscrite dans le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 au titre du Volet thématique Mobilité multimodale et des opérations « Amélioration du doublet de ligne entre les nœuds de Nîmes et de Montpellier » (Maîtrise d'ouvrage SNCF-Réseau) et « Optimisation du réseau ferroviaire existant sur l'aire métropolitaine de Montpellier ».

Pour articuler les différentes problématiques à leurs échelles respectives, le protocole-cadre définit la gouvernance des études d'amélioration du fonctionnement du doublet de ligne entre Nîmes et Montpellier et de l'étude d'opportunité de la 3<sup>ème</sup> voie en gare nouvelle de Manduel. L'objectif global est de développer et d'optimiser les investissements et coût d'exploitation des déplacements ferroviaires voyageurs et fret, qu'ils soient nationaux, interurbains, urbains ou en correspondance intermodale.

Le protocole-cadre regroupe 4 lots faisant l'objet de trois conventions dont l'une portera spécifiquement sur l'aire montpelliéraine (comprenant Lunel et Sète).

Sur l'aire urbaine de Montpellier, il s'agit d'étudier la mise en place de services de transports efficaces et structurants, complémentaires au réseau armature existant comprenant le réseau ferroviaire national et le réseau de tramway.

L'objectif visé est d'élaborer le schéma directeur d'une « étoile montpelliéraine » intégrant l'ensemble des services existants, à créer ou à développer, ce qui implique que les études intègrent une phase d'étude d'opportunité (pré-faisabilité technique, économique et financière) portant notamment sur la valorisation des lignes ferroviaires sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, qu'elles appartiennent ou non au réseau ferré national, qu'elles soient ouvertes (exploitées ou non) ou fermées administrativement, déclassées et vendues ou non.

Cela concerne ainsi les lignes suivantes :

- Tarascon – Sète (Ligne 810000) ;
- Montpellier – Sommières (Mas des Gardies – Les Mazes Le Crès - Ligne 814000) ;
- Paulhan – Montpellier (Ligne 694000) ;
- Sète – Montbazin (Ligne 731000).

L'approche retenue devra intégrer et venir enrichir le projet de territoire redéfini à l'occasion de la révision du SCoT (schéma de cohérence territoriale), notamment en ce qui concerne les cohérences à promouvoir entre un développement urbain structurant et maîtrisé et la mise en place d'un réseau

armature de transports en commun appuyé sur des pôles d'échanges multimodaux (PEM) favorisant les mobilités décarbonées.

Le transport logistique devra également être pris en compte dans l'objectif de soutenir le développement économique, la desserte des derniers kilomètres et l'usage de transports mutualisés et non polluants.

Le protocole-cadre porte sur un montant total de 600 000 € financé par l'Etat (25%), la Région (30%), SNCF-Réseau (21%), le Département du Gard (7,3%), Nîmes Métropole (8,3%) et Montpellier Méditerranée Métropole (8,3%).

La part de ce montant global affectée à l'étude plus spécifique sur l'aire urbaine de Montpellier s'élève à 100 000 €, dont 50 % financé par la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de Protocole-cadre relatif aux études d'amélioration du fonctionnement du doublet de ligne entre Nîmes et Montpellier ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole au chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le Protocole-cadre ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144820-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**HORS COMMISSION – LOI NOTRE - TRANSFERT DES COMPÉTENCES  
DU DÉPARTEMENT - DOTATION DE COMPENSATION - ACTUALISATION -  
APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A l'issue de l'année 2016, et en application des dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) notamment son article 90, le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole ont conclu des conventions de transfert en date du 23 décembre 2016. Ce transfert concerne :

- la gestion des routes classées dans le domaine public départemental ainsi que leurs dépendances et accessoires, situés sur le territoire de la Métropole ;
- le Fonds d'Aide aux jeunes (FAJ) ;
- le Fonds de Solidarité Logement (FSL) ;
- la Culture (équipements culturels dédiés au spectacle vivant établis sur la partie nord du Domaine d'O).

Les voiries départementales situées sur le territoire métropolitain ont été transférées dans le domaine public de la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2017 conformément à l'arrêté préfectoral n°2016-1361 du 27 décembre 2016 et seront effectivement gérées par cette dernière, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017 à l'issue d'une gestion transitoire de 6 mois par le Département.

L'exercice effectif par Montpellier Méditerranée Métropole des compétences Culture, FSL et FAJ interviendra conventionnellement au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

En application du principe de neutralité financière des transferts et à l'issue des travaux menés par la Commission Locale d'Evaluation des Charges et des Ressources Transférées, les deux conventions de transferts respectives portant sur la voirie et les compétences FSL, FAJ et Culture ont fixé les dotations de compensation à verser par le Département à la Métropole.

Celle concernant la voirie évolue progressivement jusqu'en 2032, compte tenu de l'intégration progressive de la charge de la dette

L'article L 133-V de la loi NOTRe, intégré dans les dispositifs contractuels susvisé, précise que ces dotations de compensation sont actualisées en prenant en compte :

- pour les dépenses d'investissement l'indice des prix de la formation brute de capital des administrations publiques,
- pour les dépenses de fonctionnement l'indice des prix à la consommation, hors tabac.

Le Département et la Métropole se sont accordés pour la mise en œuvre de ce mécanisme qui permet d'aboutir aux montants suivants:

Dotation de compensation actualisée				
	Compétences FAJ- FSL-Culture- Fonctions support	Compétence Voirie Part fonctionnement	Compétence Voirie Part investissement	Dotation de compensation totale
2017	0 €	2 680 583 €	5 614 961 €	8 295 544 €
2018	7 727 021 €	2 680 583 €	5 959 714 €	16 367 318 €
2019	7 727 021 €	2 680 583 €	6 304 466 €	16 712 071 €
2020	7 727 021 €	2 680 583 €	6 649 219 €	17 056 823 €
2021	7 727 021 €	2 680 583 €	6 993 971 €	17 401 576 €
2022	7 727 021 €	2 680 583 €	7 338 724 €	17 746 328 €
2023	7 727 021 €	2 680 583 €	7 683 476 €	18 091 081 €
2024	7 727 021 €	2 680 583 €	8 028 229 €	18 435 833 €
2025	7 727 021 €	2 680 583 €	8 372 981 €	18 780 586 €
2026	7 727 021 €	2 680 583 €	8 717 734 €	19 125 338 €
2027	7 727 021 €	2 680 583 €	9 062 486 €	19 470 091 €
2028	7 727 021 €	2 680 583 €	9 407 239 €	19 814 843 €
2029	7 727 021 €	2 680 583 €	9 751 991 €	20 159 596 €
2030	7 727 021 €	2 680 583 €	10 096 744 €	20 504 348 €
2031	7 727 021 €	2 680 583 €	10 441 496 €	20 849 101 €
A partir de 2032	7 727 021 €	2 680 583 €	10 786 249 €	21 193 853 €

Il est précisé que les coefficients d'actualisation retenus sont les suivants :

En fonctionnement, est retenu l'indice des prix à la consommation – secteurs conjoncturels (annuel, ensemble des ménages, métropole +DOM, base 1998) – ensemble hors tabac :

	2013	2014	2015
<b>Indice d'inflation annuelle</b>	<b>125,430</b>	<b>125,940</b>	<b>125,980</b>
<b>Coef d'actualisation en valeur 2015</b>	<b>1,0044</b>	<b>1,0003</b>	<b>1,0000</b>

En investissement, est retenu l'indice de formation brute de capital fixe - Administrations publiques (APU) :

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Indice en base 2010 (source INSEE)*</b>	<b>98,50</b>	<b>100,00</b>	<b>103,00</b>	<b>104,70</b>	<b>105,10</b>	<b>105,00</b>	<b>103,60</b>
<b>Coef d'actualisation en valeur 2015</b>	<b>1,05178</b>	<b>1,03600</b>	<b>1,00583</b>	<b>0,98949</b>	<b>0,98573</b>	<b>0,98667</b>	<b>1,00000</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant actualisé des attributions de compensation ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Délibération n° 14760

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1145182-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**HORS COMMISSION – CONVENTION DE TRANSFERT DE LA VOIRIE DÉPARTEMENTALE - PÉRENNISATION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT - DÉFINITION DES ENVELOPPES -AVENANT N°1 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole ont approuvé le 22 Décembre 2016 la convention qui définit les modalités techniques et financières du transfert de la voirie départementale située sur le territoire métropolitain. En application de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2016, elle est intégrée dans le domaine public métropolitain à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Cependant, afin d'assurer la continuité du service et permettre d'organiser cette phase de transition dans les meilleures conditions, le Département continue d'assurer conventionnellement cette mission jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2017.

A l'approche de cette échéance, il est nécessaire de conclure un avenant à la convention susvisée portant sur les points suivants :

- la pérennisation des recettes issues du marché de mobilier urbain et de communication du Département mis en place sur les voiries transférées et pris en compte dans le calcul de l'attribution de compensation ;
- la fixation des enveloppes financières définitives relatives à la convention de gestion transitoire ;
- la poursuite des conventions de groupements de commandes ou de financement concernant des voiries en tout ou partie transférées

Le Département a conclu un marché public de mise à disposition de mobilier urbain et de communication avec la société PISONI, pour lequel il perçoit une redevance d'occupation du domaine public et d'exploitation commerciale. Cette redevance, limitée dans le temps à la durée du marché public, a été prise en compte dans le calcul de la compensation. Le Département reversera à la Métropole le montant de redevance correspondant aux 123 panneaux implantés le long des routes transférées (71 panneaux type 2m2, 52 panneaux type 8m2). Ce montant de 163 000€, évalué par la CLERCT (commission locale d'évaluation des ressources et des charges transférées) selon la moyenne des montants perçus par le Département pour la période 2013/2015 pour ces panneaux, sera mandaté en une seule fois par le Département au cours du 1<sup>er</sup> trimestre suivant l'année au titre de laquelle la redevance est due.

Ce versement forfaitaire interviendra annuellement jusqu'à l'année suivant la fin du marché PISONI. Il est considéré comme étant une dépense obligatoire constatée par la Chambre Régionale des Comptes au sens de l'article L 1612-15 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Ceci en référence aux conclusions des travaux de la CLERCT en date du 15 décembre 2016.

La Métropole bénéficiera en outre de 50% des faces institutionnelles disponibles sur ces panneaux à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017. Un comité technique composé de représentants du Département, de la Métropole et de la société PISONI sera constitué dès la signature de l'avenant, pour définir les modalités d'application de ce partage qui fera l'objet d'un avenant au marché conclu entre la société Pisoni et le Département, dans la perspective du respect de l'échéance susmentionnée.

Dans le cadre de la convention relative à la poursuite transitoire par le Département de la gestion des routes relevant de son ancien domaine public, sur le territoire métropolitain, les montants maximums des dépenses pouvant être engagées par le Département au nom et pour le compte de la Métropole sont fixés comme suit :

- Au titre des dépenses de fonctionnement : 1 561 742 € TTC dont :
  - dépenses remboursées forfaitairement: 1 080 066 €, comprenant :
    - masse salariale,
    - formation et frais de déplacement,
    - mobilier,
    - informatique,

- fournitures de bureau,
  - fonctionnement et entretien des véhicules et des engins,
  - entretiens des locaux,
- dépenses remboursées au réel (entretien voirie) : montant maximum 481 675€.

➤ Au titre des dépenses d'investissement : 3 400 000 € TTC.

Les recettes de fonctionnement ou d'investissement relatives à l'exercice 2017 et que le Département encaisserait seront reversées à la Métropole.

Le transfert des routes entraîne en principe le transfert de plein droit des droits et obligations du Département à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Par dérogation, les parties conviennent expressément que les 4 conventions suivantes ne seront pas transférées à la Métropole et seront exécutées jusqu'à leur terme par le Département :

- Convention d'offre de concours - RD5e2 commune de Lavérune – Aménagement de la ZAC Descartes – Travaux routiers ;
- Convention d'offre de concours - RD54 commune de St Drézéry – Aménagement d'un plateau surélevé – Accès lotissement des Matins Calmes ;
- Convention d'offre de concours - RD118 commune de St Drézéry – Aménagement d'un plateau surélevé – Accès lotissement Les Serres du Pradas ;
- Convention de groupement de commande avec Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté de communes du Grand Pic St loup - RD986- RD65 : Etude d'un schéma de déplacement du secteur nord de Montpellier.

Le Département assumera l'ensemble des dépenses et des recettes relatives à ces opérations. Toutes les autres conventions en cours sont transférées de plein droit à la Métropole à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2017.

➤ Au titre des restes à réaliser et du rattachement des charges

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement pour lesquelles le service fait est antérieur au 01/01/2017, ainsi que les recettes d'investissement et de fonctionnement dont les droits sont acquis avant le 01/01/2017, relèvent du Département.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention de transfert de la compétence voirie ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1145178-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**HORS COMMISSION – CONTRAT DE RÉCIPROCITÉ VILLE-CAMPAGNE "BOIS ET FORÊT" ENTRE L'ASSOCIATION DES COMMUNES FORESTIÈRES D'OCCITANIE-LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES MONTS DE LACAUNE ET DE LA MONTAGNE DU HAUT LANGUEDOC ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - PROTOCOLE DE PARTENARIAT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite développer un processus de collaboration ambitieux avec les territoires ruraux périphériques afin de développer des actions concrètes qui participent à l'équilibre et l'alliance des territoires.

Les actions qu'elle souhaite mener avec les communes et structures intercommunales partenaires participent à un objectif de cohésion territoriale qui vise à associer ces territoires à la dynamique métropolitaine par l'organisation de flux pérennes et équitables.

Une première réunion entre les élus et le Président de la Communauté de Communes des Monts de Lacauene et de la Montagne du Haut Languedoc, le Président de l'association des collectivités forestières d'Occitanie, le Président et des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole a été organisée le 23 mars dernier à Lacauene pour définir les principaux axes de travail et la méthodologie à mettre en œuvre pour établir d'ici la fin de l'année, le premier contrat de réciprocité relatif à la forêt et la filière bois au sein de la région Occitanie concernant les points suivants :

- le renforcement d'une filière « bois-énergie » durable entre les deux territoires participant notamment à l'alimentation des chaufferies présentes sur le territoire de la Métropole ;
- le développement de la filière « bois-construction » à la fois au niveau des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des maisons individuelles ;
- la création d'un partenariat entre les deux offices de tourisme intercommunaux permettant notamment aux touristes séjournant sur le littoral ou l'espace métropolitain et ses habitants de bénéficier des activités et sports de pleine nature, sur cet espace recouvert aux 2/3 de forêts, intégré dans le Parc Naturel Régional du Haut Languedoc.

La méthodologie et le calendrier seront les suivants :

- de juin à septembre : établissement d'un diagnostic qualitatif et quantitatif des ressources et des besoins des territoires sur ces 3 thématiques,
- de septembre à novembre : formalisation des actions et partenariats concrets à développer entre les différents acteurs publics et privés des territoires sur les 3 axes de coopération.
- de novembre à décembre : rédaction du contrat de réciprocité et adoption par les assemblées des deux structures intercommunales.

Un Comité de pilotage comprenant trois représentants des trois partenaires assurera la gouvernance de cette démarche qui associera aussi des représentants du Parc Naturel Régional du Haut Languedoc et pourra être étendu à d'autres personnes morales notamment l'Etat (DRAF); l'Office National des Forêts, les Départements et la Région.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole de partenariat relatif au contrat de réciprocité Ville-Campagne "bois et forêt" à intervenir entre l'association des communes forestières d'Occitanie, la Communauté de Communes des Monts de Lacauene et de la Montagne du Haut Languedoc et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Délibération n° 14762

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Lc : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1145208-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

## **HORS COMMISSION – COMMISSION CONSULTATIVE - SYNDICAT HÉRAULT ÉNERGIES - DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La loi n°2015-992 du 14 août 2015 relative à la transition énergétique pour une croissance verte (TECV) a introduit en son article 198 la création d'une commission consultative entre le syndicat autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité (AODE) et l'ensemble des EPCI à fiscalité propre totalement ou partiellement inclus dans le périmètre du syndicat.

Cette commission a été instituée au vu des délibérations de chaque EPCI désignant leurs représentants au sein d'Hérault Énergies. Ses prérogatives sont les suivantes :

- coordonner l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie ;
- mettre en cohérence leurs politiques d'investissements ;
- faciliter l'échange de données.

Elle comprend un nombre égal de délégués du Syndicat et de représentants des EPCI, ces derniers disposant chacun d'un représentant.

Elle est présidée par le Président du Syndicat ou son représentant et se réunit au moins une fois par an.

Un membre de la commission nommé par les EPCI est associé à la Conférence départementale d'investissement présidée par le Préfet dite loi « NOME ».

A la suite de la mise en place d'un nouveau schéma départemental de coopération intercommunale, la Métropole a été saisie par le Président d'Hérault Énergies afin de procéder à une nouvelle désignation.

Il convient donc de délibérer à nouveau pour désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant au sein de cette commission. Ces délégués ne peuvent pas être déjà membres du Comité syndical d'Hérault Énergies.

Le Président propose à l'Assemblée, en vertu de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, de ne pas procéder à ces désignations par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée.

M. Le Président propose les candidatures suivantes :

- Mme Titina DASYLVA, en titulaire,
- M. Jean-Marc ALAUZET, en suppléant.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée ;
- procéder à la désignation de Mme Titina DASYLVA en représentante titulaire, et de M. Jean-Marc ALAUZET en représentant suppléant au sein de cette commission ;
- autoriser les représentants ainsi désignés à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.



Délibération n° 14763

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144316-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**HORS COMMISSION – TARIFS DE MISE À DISPOSITION D'UN TERRAIN INTERCOMMUNAL - CONVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre de la fête de l'Aïd Al-Adha, l'association « la Bergerie languedocienne Montpellier » a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise à disposition de l'Espace Rock dont la Métropole est désormais propriétaire, pendant la période des festivités du 1<sup>er</sup> au 3 septembre 2017.

Montpellier Méditerranée Métropole propose de mettre à disposition de l'association "La Bergerie Languedocienne Montpellier" un espace dépendant de l'espace rock, permettant l'installation d'un équipement mobile d'abattage rituel, sous réserve de l'obtention de l'agrément sanitaire et de l'autorisation de l'exploitation à titre temporaire d'une installation d'abattage d'ovins par la Préfecture.

Cette mise à disposition du terrain sera assujettie à une redevance correspondant à la valeur locative du terrain mis à disposition pour la période des festivités. Cette installation permettra de centraliser et de sécuriser sanitaire l'abattage rituel.

La mise à disposition du terrain sera assujettie à une redevance correspondant à la valeur locative du terrain mis à disposition pour la période des festivités.

Le montant de loyer proposé est de 1500€ par jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant du loyer de 1 500 € par jour,
- autoriser la mise à disposition de l'Espace Rock au bénéfice de l'association "La Bergerie Languedocienne Montpellier" sous réserve de la validation des services sanitaires et de la Commission de Sécurité, moyennant un loyer pour les 3 jours de 4 500 € au total,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144313-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

## HORS COMMISSION – INDEMNITÉ DE FONCTION DES ÉLUS - MODIFICATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application de l'article L.5211-12 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les indemnités de fonction des élus ont été fixées en référence à l'indice majoré sommital de la Fonction Publique Territoriale par la délibération n°12204 du 22 avril 2014.

La réforme initiée dans le cadre du protocole Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR) applicable à la fonction publique territoriale, et entérinée par le décret n°2017-85 du 26 janvier 2017 portant modification du décret n°82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique, prévoit la revalorisation de l'indice majoré sommital de la Fonction Publique Territoriale au 1er janvier 2017.

Au regard de cette évolution, il est proposé d'adopter le maintien des taux votés dans la délibération du 24 avril 2014 et récapitulés dans le tableau suivant :

Fonction	Nombre	Taux
Président	1	142,369%
Vice-présidents	20	68,379%
Conseiller communautaire délégué	1	32,225%
Conseillers (sans délégation de fonction)	70	28%

En complément de ce dispositif, il est rappelé qu'en application de l'article L. 2123-20-II du Code général des collectivités territoriales, un élu ne peut percevoir, pour l'ensemble de ses fonctions, un montant total de rémunération supérieur à une fois et demi le montant de l'indemnité parlementaire. Lorsque le plafond est dépassé, les indemnités font l'objet d'un écrêtement qui doit être reversé au budget de la personne publique au sein de laquelle le conseiller exerce le plus récemment un mandat ou une fonction.

En cas de mandats issus d'une même élection, c'est la date d'installation dans chacune des fonctions qui détermine la collectivité bénéficiaire de l'écêtement. L'indemnité parlementaire, équivalente à la moyenne du traitement le plus bas et du traitement le plus haut des fonctionnaires classés dans la catégorie hors échelle, étant indexé sur la valeur du point de la fonction publique, le montant de l'écêtement sera recalculé à chaque majoration de la valeur du point d'indice de la fonction publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer les indemnités de fonction du Président, des Vice-présidents, des membres du Bureau, des Conseillers métropolitains ayant reçu ou non délégation de fonction selon les modalités établies par la présente,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1142147-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**HORS COMMISSION – CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORTS, D'HÉBERGEMENT, DE RESTAURATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ET DES TIERS INVITÉS À PARTICIPER À SES TRAVAUX - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conseil de Métropole, par délibération n°12723, a adopté, à l'unanimité, la constitution du Conseil de Développement et de son Bureau lors de sa séance du 5 février 2015.

Par arrêté n°A2015-53 du 2 mars 2015, délégation a été attribuée à Mme Katia VIDIC pour siéger au sein du Conseil de Développement en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole. A ce titre, elle exerce l'ensemble des missions et fonctions relevant du Président du Conseil de Développement. Elle est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

Mme Katia VIDIC, dans le cadre de ses fonctions de Présidente du Conseil de Développement, ou son représentant, sera amenée à participer à des déplacements liés à sa fonction.

De même, des membres du Conseil de Développement pourront participer à des manifestations de la Métropole afin de contribuer au travail de réflexion, de prospective et de proposition de cette instance.

La Présidente du Conseil de Développement pourra également inviter des experts dûment désignés par elle ou son représentant lorsque leur expérience et leur compétence apparaissent nécessaires pour atteindre les objectifs attendus.

Afin de permettre aux membres du Conseil de Développement et aux experts susceptibles d'être désignés dans les conditions mentionnées ci-dessus de mener à bien ces missions, il est proposé de prendre en charge les frais réels de leurs déplacements, leurs hébergements et leurs restaurations, dans la limite des textes réglementaire de la Fonction publique territoriale, lorsqu'ils participent à des manifestations, colloques, séminaires, réunions de travail, contribuant aux missions d'analyse et de propositions du Conseil de Développement.

Cette prise en charge s'effectuera sur la base de lettre d'invitation individuelle signée par la Présidente ou son représentant précisant la date, le lieu, l'objet et le montant des frais pris en charge.

Concernant les déplacements de Madame la Présidente du Conseil de Développement, ses ordres de mission seront signés par le Président de la Métropole ou son représentant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la Présidente du Conseil de Développement ou son représentant et les membres du Conseil de Développement à participer à des missions pendant toute la durée du mandat ;
- approuver la prise en charge des frais réels de transports, d'hébergement et de restauration concernant les membres du Conseil de Développement lors de leurs déplacements ainsi que pour les tiers extérieurs invités à participer aux travaux du Conseil de Développement ; conformément aux dispositions ci-dessus, dans la limite de 5 000€ par an ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Délibération n° 14766

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144028-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**HORS COMMISSION – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (CCI) DE L'HÉRAULT POUR LE PRIX DE LA TPE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller Métropolitain, délégué à la Communication, rapporte :

Le prix de la TPE (Très Petite Entreprise) est l'opportunité de mettre à l'honneur les TPE. Cela en donnant à chacune d'entre elles, l'opportunité d'être connues et reconnues, sur leur territoire et en leur offrant plus de visibilité.

Ouvert à toutes les TPE, quel que soit leur secteur d'activité, ce concours récompense les chefs d'entreprises dans 3 catégories :

- ETRE, récompense le chef d'entreprise pour son parcours, son initiative ;
- FAIRE, concerne le produit, le savoir-faire, le service ;
- PILOTER, illustre la gestion, l'organisation du chef d'entreprise.

C'est une occasion unique pour mettre en avant l'originalité de leur parcours « ETRE », leur savoir-faire « FAIRE » ou l'exemplarité de leur gestion « PILOTER ».

Chaque année, près de 140 TPE y participent en faisant preuve de toujours plus de créativité et de dynamisme.

Avec 95 % de TPE dans le tissu économique de la Métropole, ces entreprises représentent les forces économiques du paysage local. Rarement mises à l'honneur, elles sont l'expression d'une richesse dans des domaines aussi variés que l'artisanat, le bâtiment & la décoration, le prêt-à-porter, la viticulture, la santé et beauté, la restauration & épicerie fine ou encore les nouvelles technologies et les solutions informatiques.

Les candidats, quant à eux, ont toujours à cœur de transmettre et valoriser leur savoir-faire, aller à la rencontre de leurs pairs, échanger ou créer de nouvelles collaborations.

Pour cette 15<sup>ème</sup> édition en 2017, Montpellier Méditerranée Métropole s'associe à l'événement via une convention de partenariat qui définit les différentes modalités et notamment la participation de la Métropole à hauteur de 3 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CCI de l'Hérault,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette faire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144030-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**HORS COMMISSION – CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE  
MÉTROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LE POINT POUR LA  
COORGANISATION DE LA PREMIÈRE ÉDITION DE FUTURAPOLIS - SANTÉ À  
MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller Métropolitain, délégué à la Communication, rapporte :

Le Point est une société éditrice de publications de presse dans le domaine de l'information à forte valeur ajoutée. Dans le cadre de ses activités éditoriales, Le Point organise des conférences d'information et de réflexion de haut niveau, animées par la rédaction et faisant intervenir des experts reconnus dans chacun des thèmes abordés. La conception et le contenu de ces manifestations sont confiés à la rédaction du Point, qui apporte son expertise dans le respect des règles déontologiques et d'indépendance propres à la presse.

Une équipe spécifique du Point apporte son savoir-faire dans l'organisation de ces manifestations, et propose à des partenaires de les parrainer et de participer à leur organisation dans le cadre de leur politique institutionnelle.

Le Point organisera les 13 et 14 octobre 2017 à l'Opéra Comédie de Montpellier une manifestation publique, dont l'accès pour les participants sera gratuit sur inscription dénommée « Futurapolis - Santé ».

La première édition de l'évènement aura pour thème l'innovation et la santé - (« les nouvelles prouesses de la Science »).

Afin de soutenir cet événement qui participe au rayonnement de son territoire, la Métropole s'engage à mettre à disposition du jeudi 12 octobre au dimanche 15 octobre 2017 l'Opéra Comédie de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole prendra également à sa charge l'habillage (covering) d'une rame de tramway pour un montant estimé de 12 000 € HT, et participera aux frais techniques de la manifestation à hauteur de 30 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Point,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, au chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1144483-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 152 LOGEMENTS SOCIAUX D'INSERTION -  
RÉSIDENTIE SOCIALE JEUNES ACTIFS "DIVER'CITY" - ZAC EURÉKA, LOT 18A À  
CASTELNAU-LE-LEZ - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ ANONYME  
D'ÉCONOMIE MIXTE ADOMA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la société anonyme d'économie mixte ADOMA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 152 logements sociaux d'insertion, résidence sociale jeunes actifs « Diver'City », situés ZAC Euréka, lot 18A à Castelnau-le-Lez. Cette résidence répond aux besoins en logement des jeunes actifs isolés qui s'inscrivent dans un parcours professionnel avec des revenus limités et rencontrent des difficultés d'accès au logement ordinaire.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Linkcity, comprend 152 logements sociaux en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture Matte-Devaux-Rousseau domicilié à Montpellier, le projet développe une surface habitable de 3 331m<sup>2</sup> selon la typologie suivante : 105 T1' ; 43 T1 ; 4T1bis.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 3 000 € par logement, contribuant à l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 8 774 800 €
- Subvention Etat déléguée : 1 124 800 €
- Subvention Conseil Régional : 228 000 €
- Prêts 1% patronal : 2 400 000 €
- Prêts CDC : 3 460 520 €
- Fonds propres : 1 105 480 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 456 000 €**

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la société anonyme d'économie mixte ADOMA de 456 000 € pour la réalisation de 152 logements sociaux d'insertion, résidence sociale jeunes actifs "Diver'City", situés ZAC Euréka, lot 18A à Castelnau-le-Lez ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1139402-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL



**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 110 LOGEMENTS SOCIAUX D'INSERTION - RÉSIDENCE SOCIALE JEUNES ACTIFS « ODE À LA JEUNESSE » - ZAC ODE 2, LOT FE2-1 À PÉROLS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 110 logements sociaux d'insertion dont 10 dédiés à de l'hébergement d'urgence, résidence sociale jeunes actifs « Ode à la Jeunesse », ZAC Ode 2, lot FE2-1 à Pérols. La gestion de la résidence sera assurée par l'association Habitat Jeunes.

L'opération comprend 110 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture « Hellin-Sebbag », le programme développe une surface habitable de 2 480 m<sup>2</sup> selon la typologie suivante : 10 T1 – 80 T1' – 10 T1bis – 10 T2.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est sollicité à hauteur de 4 500 € par logement, contribuant à l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : **7 621 000 €**
- Subvention Etat Déléguée : 814 000 €
- Subvention Conseil Régional : 165 000 €
- Subvention 1% relance : 270 000 €
- Subventions Autres (Caf, Conseil départemental, Ademe) : 245 000 €
- Prêt CDC : 5 632 000 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 495 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat de 495 000 € pour la réalisation de 110 logements sociaux d'insertion, résidence sociale jeunes actifs « Ode à la Jeunesse », ZAC Ode 2, lot FE2-1 à Pérols ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Délibération n° 14695

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1143621-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 22 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « OPALINE » - ZAC OVALIE LOT 20 A1 À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 22 logements sociaux, résidence « Opaline », ZAC Ovalie lot 20A1 à Montpellier.

Le programme comprend 16 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 6 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture Lebunetel le programme développe une surface habitable de 1 528 m<sup>2</sup> selon la typologie suivante : 1 T2 – 16 T3 – 4 T4 – 1 T5.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 3 700 € par logement situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : **3 331 913 €**
- Subvention Etat Déléguée : 44 753 €
- Subvention Conseil Régional : 34 000 €
- Prêt CDC : 3 117 760 €
- Prêt PEEC : 54 000 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 81 400 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat de 81 400 € pour la réalisation de 22 logements sociaux, résidence « Opaline », ZAC Ovalie lot 20 A1 à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Délibération n° 14696

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1143624-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 94 LOGEMENTS SOCIAUX À LATTES, PÉROLS ET PIGNAN - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À LA SA D’HLM LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l’habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l’objectif de mixité sociale dans l’habitat, telles que l’attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d’HLM Le Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu’elle apporte son concours à la construction de 94 logements sociaux correspondant à trois opérations, dont deux situées en secteur diffus, résidence « Mas de l’Oppidum », chemin de Soriech à Lattes et avenue des Levades à Pérols et une située en ZAC : résidence « Jacaranda », ZAC St-Estève lot M3 à Pignan.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base d’une aide forfaitaire de 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social, permettant d’atteindre l’équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des deux opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

<b>Opération</b>	<b>« Mas de l’Oppidum » 65 chemin de Soriech LATTES VEFA Kaufman et Broad</b>	<b>« Jacaranda » ZAC St-Estève - lot M3 PIGNAN VEFA Amétis</b>	<b>Avenue des Levades PEROLS VEFA Prémalis</b>
<b>Zone</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>Caractéristiques :</b>			
Architecte	Fontès Architecte (Montpellier)	Garcia-Diaz architecte (Montpellier)	Doustaly architecte (Montpellier)
Collectif/Individuel	Collectif	Collectif	Collectif
Surface habitable	1 375,92 m²	3 188,91 m²	1 064,46 m²
Nombre de logement	27	51	16
Catégorie de financement	19 PLUS / 8 PLAI	36 PLUS / 15 PLAI	11 PLUS / 5 PLAI
Typologie	2 T1, 13 T2, 12 T3	18 T2, 24 T3, 9 T4	5 T2, 7 T3, 4 T4
<b>Plan de financement :</b>			
Coût total de l’opération	<b>3 040 500 €</b>	<b>6 816 937 €</b>	<b>2 279 956 €</b>
Subvention Etat déléguée	68 595 €	105 000 €	40 015 €
Subvention Commune			37 000 €
Subvention Région	27 000 €	51 000 €	26 000 €
Prêt CDC	2 301 477 €	5 182 566 €	1 634 083 €
Prêt PEEC	216 000 €	460 000 €	189 000 €
Fonds Propres	400 428 €	967 371 €	337 858 €
<b>Participation Montpellier Méditerranée Métropole</b>	<b>27 000 €</b>	<b>51 000 €</b>	<b>16 000 €</b>

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5% des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d’une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 27 000 € à la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional pour la réalisation de 27 logements locatifs sociaux, résidence « Mas de l'Oppidum », chemin de Sorrieuch à Lattes ;
- apporter une subvention de 51 000 € à la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional pour la réalisation de 51 logements locatifs sociaux, résidence « Jacaranda », ZAC Saint-Estève lot M3 à Pignan ;
- apporter une subvention de 16 000 € à la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional pour la réalisation de 16 logements locatifs sociaux, avenue des Levades à Pérols ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144243-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL**

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 21 LOGEMENTS SOCIAUX - RUE DES ECOLES À SAINT GEORGES D'ORQUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La SA d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 21 logements locatifs sociaux situés rue des Ecoles à Saint Georges d'Orques. L'opération comprend 10 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 7 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 4 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par le cabinet Boyer Percheron Assus & Associé à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les six emprunts d'un montant total de 1 490 839 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 411 565 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 192 123 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 419 351 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 130 734 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 247 636 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 89 430 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS foncier
Montant du prêt	411 565 €	192 123 €	419 351 €	130 734 €	247 636 €	89 430 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Dont durée du différé d'amortissement	de 3 à 24 mois maximum	s/o	de 3 à 24 mois maximum	s/o	de 3 à 24 mois maximum	s/o
Périodicité des échéances	annuelle					
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt					
	+ 0,6 %	+ 0,46%	- 0,2 %	+ 0,46%	+ 1,11 %	+ 0,46%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieure à 0 %					
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts prioritaires)				amortissement déduit (intérêts différés)	
Modalité de révision	simple révisabilité					
Taux annuel de progressivité	de 0 à 1 % maximum					
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %					

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit, pour les prêts PLUS construction, PLAI construction et PLS construction, de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans et, pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier, de 60 ans, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 118 129,25 €, représentant 75 % des six prêts d'un montant total de 1 490 839 €, sollicités par Le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 21 logements locatifs sociaux situés rue des Écoles à Saint Georges d'Orques ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14698

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme S. JANNIN.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1143820-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 152 LOGEMENTS SOCIAUX ÉTUDIANTS - RÉSIDENCE ÉTUDIANTE « VEYRASSI » - AVENUE DU PIC SAINT-LOUP À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Le Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 152 logements locatifs sociaux étudiants, résidence « Veyrassi », 700 avenue du Pic Saint-Loup à Montpellier.

L'opération sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS comprend 152 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture Emmanuel Nebout à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % les deux emprunts d'un montant total de 6 690 808 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 3 528 592 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire d'un montant de 3 162 216 €.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS	PLS complémentaire
Montant du prêt	3 528 592 €	3 162 216 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	<b>taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11 %</b>	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %	
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,5 % maximum	
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A	
Modalité de révision	simple révisabilité	
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	
Périodicité des échéances	annuelle	
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts prioritaires)	
Durée	33 ans	

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 33 ans pour les prêts PLS et PLS complémentaire, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation, sauf si Le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser cette garantie d'emprunt par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 6 690 808 €, représentant 100% des deux prêts sollicités par la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 152 logements locatifs sociaux étudiants, résidence étudiante « Veyrassi », 700 avenue du Pic Saint-Loup à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1143361-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL



**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « INITIALE », 1 653 AVENUE VILLENEUVE D'ANGOULÊME À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM DOMICIL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM DOMICIL a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 14 logements locatifs sociaux, résidence « Initiale », 1653 avenue Villeneuve d'Angoulême à Montpellier.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AGIR PROMOTION, comprend 10 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet Garcia-Diaz.

DOMICIL demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 212 450 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 449 359 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 429 437 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 170 609 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 163 045 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	449 359 €	429 437 €	170 609 €	163 045 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,38 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,38 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Préfinancement	3 à 24 mois maximum			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM DOMICIL, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA d'HLM DOMICIL est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA d'HLM DOMICIL opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM DOMICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 909 337,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 212 450 € sollicités par la SA d'HLM Domicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 14 logements locatifs sociaux, résidence « Initiale », 1 653 avenue Villeneuve d'Angoulême à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Domicil, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme M. DRAY-FITOUSSI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1143627-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**LOGEMENT – CONVENTION DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DE LA CONDUITE DES OPÉRATIONS OPAH-RU ET THIRORI DE MONTPELLIER / GRAND CŒUR - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°14083 du 28 septembre 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à la Ville de Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, dans le cadre des concessions d'aménagement « Grand Cœur » et « Nouveau Grand Cœur », de l'ingénierie des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) « Courreau Figuerolles/ Nord Ecusson », « Saint Guilhem Laissac Sud Comédie » et de l'ensemble des actions relatives à l'opération de Traitement de l'Habitat Insalubre Remédiable ou dangereux et des Opérations de Restauration Immobilière (THIRORI) « Ilot Pellicier/Vincent ».

L'article L521-3-2 du Code de la construction et de l'habitation précise que c'est à la personne publique ayant pris l'initiative d'une OPAH de prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'hébergement et le relogement des occupants d'un immeuble situé dans le périmètre de cette OPAH et visé par une déclaration d'insalubrité, dès lors que le propriétaire ou l'exploitant ne les ont pas assurés eux-mêmes.

Considérant le transfert de maîtrise d'ouvrage des OPAH-RU « Courreau Figuerolles/ Nord Ecusson », « Saint Guilhem Laissac Sud Comédie » de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier, l'avenant a pour objet de préciser le transfert à la Ville de Montpellier des obligations découlant de l'article L 521-3-2 précité dans le cadre des deux OPAH-RU en cours sur son territoire.

A ce titre la Ville de Montpellier sera chargée de prendre les dispositions nécessaires pour héberger ou reloger les occupants d'immeubles visés par une déclaration d'insalubrité, dès lors que le propriétaire ou l'exploitant ne les aura pas assurées.

Les modifications apportées ont pour incidence la définition de la mission transférée et des charges financières d'hébergement et/ou de relogement effectuées qui seront prises en charge par la Ville de Montpellier et trimestriellement remboursées à due proportion par Montpellier Méditerranée Métropole sur la base d'états de frais mensuels.

Les charges financières avancées liées aux hébergements et relogements en cas de carence seront recouvrées auprès du propriétaire par les services de Montpellier Méditerranée Métropole après remboursement à la Ville de Montpellier.

Pour mettre en œuvre ces opérations d'hébergement et de relogement, la Ville de Montpellier pourra s'appuyer sur l'aménageur en charge des concessions d'aménagement « Grand Cœur » et « Nouveau Grand Cœur ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à la Ville de Montpellier, dans le cadre des concessions Grand Cœur et Nouveau Grand Cœur, des conduites des opérations OPAH-RU (ingénierie) « Courreau Figuerolles/ Nord Ecusson » et « Saint Guilhem Laissac Sud Comédie » et de l'ensemble des actions relatives aux opérations de la THIRORI « Ilot Pellicier / Vincent » ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant susvisé, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1143829-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 - QUARTIER SAINT-GUILHEM/LAISSAC/SUD-COMÉDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT ET DE DEUX COPROPRIÉTÉS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La Ville de Montpellier a mis en œuvre, dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur », divers outils ou procédures d'aménagement parmi lesquels des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et de Copropriétés Dégradées (OPAH-RU CD).

L'OPAH-RU « Saint-Guilhem / Laissac / Sud-Comédie » 2012-2017, dont la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, s'était portée partenaire par délibération n°10886 du 24 mai 2012, a pour objet de redonner de l'habitabilité aux îlots d'habitat dégradé, lutter contre les marchands de sommeil et promouvoir des réhabilitations de qualité s'inscrivant dans l'amélioration durable du cadre bâti en favorisant la mixité sociale.

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole le 1er janvier 2015 lui confère des prérogatives plus affirmées au titre de sa compétence politique locale de l'habitat parmi lesquelles les actions d'amélioration du parc immobilier bâti, la réhabilitation et la résorption de l'habitat insalubre à travers notamment des OPAH-RU.

Aussi, en complément des aides propres qu'elle octroyait initialement, Montpellier Méditerranée Métropole assure désormais l'attribution de subventions jusque-là accordées par la Ville de Montpellier. Par délibération n°14553 du Conseil de Métropole du 29 mars 2017, elle a ainsi approuvé le règlement attributif de subventions en faveur de l'habitat privé, recensant les critères et conditions d'attribution de l'ensemble des aides et primes pouvant être accordées par la collectivité.

Dans le cadre de l'OPAH-RU « Saint-Guilhem / Laissac / Sud-Comédie », le concours de Montpellier Méditerranée Métropole intervient selon les modalités suivantes :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :
  - 10% à 20% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonné de 700 € à 8 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
  - 500 € pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique du logement,
  - 1 500 € pour les copropriétaires participant à des travaux de rénovation des parties communes de leur immeuble,
- pour les propriétaires bailleurs :
  - 100 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 € / m<sup>2</sup> dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire,
  - 5% des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonné à 2 000 € par logement, pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique du logement,
  - 5% des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonné à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux,
- pour les syndicats des copropriétaires :
  - 30% des travaux subventionnés par l'ANAH ou définis par le règlement, plafonné à 4 000 €, pour la réalisation de travaux sur les parties communes de copropriétés dégradées ou fragiles.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation d'un logement locatif et de deux copropriétés, pour un montant total de 14 000 €. Les caractéristiques de chacune des opérations et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée en annexe.

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1143613-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE SIX LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisée « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de six logements situés dans les communes de Cournonterral, Pérols, Saint-Brès et Vendargues pour un montant total de 53 566 €. Deux de ces logements sont occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, et quatre seront loués à loyer maîtrisé après travaux. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer un loyer modéré pendant 9 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par le propriétaire bailleur de ses engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1143660-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS "COURREAU/ FIGUEROLLES /NORD ECUSSON" - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE 3 LOGEMENTS ET UNE COPROPRIÉTÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson pour la période 2016-2021. S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur », le programme vise à redonner de l'habitabilité aux îlots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

A titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre conférées par son statut depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :
  - une aide de 25% du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH),
  - une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,
  - une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,
- pour les propriétaires bailleurs :
  - une aide de 10% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 15% pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire,
  - une aide de 5% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonnée à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux,
- pour les syndicats des copropriétaires :
  - une prime de 30% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,
  - une prime de 30% du montant de la dépense, plafonnée à 1 800 € par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à trois propriétaires occupants disposant de ressources modestes ou très modestes et une copropriété, pour la réhabilitation de leurs logements ou parties communes d'un immeuble, pour un montant total de 15 175 €.

Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de cette subvention, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

Délibération n° 14704

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1142531-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL



**LOGEMENT – RÉHABILITATION D'UNE COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉE DE 139 LOGEMENTS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À 49 PROPRIÉTAIRES OCCUPANTS DE LA COPROPRIÉTÉ « LES FLAMANTS ROSES », QUARTIER LES HAUTS DE MASSANE À MONTPELLIER - DÉLIBÉRATION N°12145 DU 06 FÉVRIER 2014 - MODIFICATION**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°12145 du 6 février 2014, le Conseil a décidé l'attribution de subventions à 49 propriétaires occupants de la copropriété « Les Flamants Roses », quartier des Hauts de Massane à Montpellier, pour la rénovation énergétique de leur immeuble. Une aide totale de 24 500 €, intervenant en complément de celles de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) dont Montpellier Méditerranée Métropole est délégataire, a ainsi été accordée à la SCP CARLIER et ASSOCIES, administrateur provisoire agissant pour le compte de la copropriété, et mandatée par les copropriétaires pour solliciter et percevoir les fonds.

A la suite d'un recours gracieux formé par Monsieur et Madame FEKRI à l'encontre de la décision initiale de financement de Montpellier Méditerranée Métropole par délégation de l'Anah, le nombre de copropriétaires occupants modestes et très modestes éligibles à la subvention complémentaire de la Métropole est porté à 50, pour un montant global de subvention de 25 000 €, équivalant à 500 € par logement en lieu et place des 24 500 € attribués antérieurement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier la délibération n°12145 du 6 février 2014 et attribuer une subvention de 25 000 € à la SCP CARLIER et ASSOCIES, administrateur provisoire du syndicat des copropriétaires des Flamants Roses, mandatée par les 50 copropriétaires listés en annexe pour solliciter et percevoir les fonds, en lieu et place des 24 500 € accordés antérieurement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH par délégation, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1143693-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2016 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLÉMENTAIRES - DÉLIBÉRATION N°14340 DU 14 DÉCEMBRE 2016 - MODIFICATION**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°14340 du 14 décembre 2016, le Conseil de Métropole a décidé l'attribution d'une aide à M. Adrien FLANDRE pour la réhabilitation de son logement situé 18 rue du Puits des Esquilles à Montpellier.

Une erreur matérielle a porté le montant de sa subvention à 4 000 € alors que l'application des règles d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole conduit à l'attribution d'une aide complémentaire de 500 € au titre de l'amélioration de la performance énergétique du logement, soit une subvention totale de 4 500 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 4 500 € à M. Adrien FLANDRE demeurant 18 rue du Puits des Esquilles à Montpellier, en lieu et place de la subvention de 4 000 € accordés antérieurement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1144437-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION  
DES MILIEUX AQUATIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES  
- PAPI2 LEZ MOSSON ETANGS PALAVASIENS - AVENANT N°1 - COMPLÉMENT DE  
L'ÉTUDE DE CARACTÉRISATION DES ALÉAS PRÉALABLES À L'IDENTIFICATION  
DES ZONES DE DÉVELOPPEMENT URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER  
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Par délibération n°13633 du 24 février 2016, la Conseil de Métropole a approuvé le projet d'avenant n°1 au PAPI2 (Programme d'actions de Prévention des Inondations) sur le bassin versant Lez Mosson Etangs palavasiens, élaboré conjointement avec le SYBLE, pour la période 2015-2020. Ce PAPI2 a été signé le 11 décembre 2015 et l'avenant numéro 1 a été signé le 21 mars 2017.

L'action 4.2.2.b, intitulée « Complément de l'étude de caractérisation des aléas préalables à l'identification des zones de développement urbain sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole », d'un montant total de 100 000 € HT est inscrite au PAPI2, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, avec le plan de financement suivant :

- 50% pour l'État,
- 30% pour l'Union Européenne (FEDER),
- 20% pour Montpellier Méditerranée Métropole.

À travers cette action 4.2.2.b, il est proposé de poursuivre, compléter ou préciser les études d'ores et déjà engagées pour la prise en compte des risques dans la révision du SCoT, s'agissant tout autant du risque inondation par débordement de cours d'eau que par ruissellement urbain.

Il s'agira notamment d'accompagner, dans le cadre de l'élaboration du PLUi, les projets urbains ou économiques situés dans les zones où le risque inondation reste mal connu, ou lorsque, s'agissant de ruissellement urbain, ce risque peut être évité ou maîtrisé au travers d'aménagements à définir, dimensionner et chiffrer.

Les réflexions seront menées à l'échelle de bassins-versants hydrographiques et viseront à apporter des solutions globales et hiérarchisées, au travers d'aménagements à la fois dans les futurs secteurs urbanisés et sur l'espace public existant.

Ces études permettront de bénéficier de politiques publiques en matière d'aménagement du territoire et de lutte contre les inondations cohérentes et durables. Le suivi des études en partenariat notamment avec les EPTB (établissements publics territoriaux de bassin) du territoire de la Métropole, SYBLE (syndicat du bassin du lez) et SYMBO (syndicat mixte du bassin de l'or), sera privilégié comme la co-construction des solutions avec l'ensemble des partenaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État et l'Union Européenne FEDER, pour le financement du complément des études de caractérisation des aléas préalables à l'identification des zones de développement urbain sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, prestations d'un montant prévisionnel de 100 000 € HT,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144819-

DE-I-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL



**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES  
- COMMUNE DE CLAPIERS - AMÉNAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES  
INONDATIONS DU RUISSEAU DES CANAUX - APPROBATION DE L'AVANT PROJET -  
DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

En mars 2006, la commune de Clapiers a déposé un dossier d'autorisation « loi sur l'eau » concernant différents aménagements à réaliser sur le ruisseau des Canaux, ayant pour objectif de réduire le risque inondation au niveau des secteurs densément urbanisés.

Par arrêté préfectoral en date du 9 novembre 2006, les travaux à entreprendre par la commune de Clapiers ont été déclarés d'intérêt général et autorisés au titre de la loi sur l'eau.

Ces aménagements consistaient à réaliser deux bassins d'écêtement des crues du ruisseau des Canaux et le recalibrage de ce dernier sur plusieurs tronçons afin de protéger les enjeux densément habités des crues du cours d'eau jusqu'à l'occurrence centennale. Un premier ouvrage, dénommé bassin des chênes, a été réalisé par la commune. D'autre part, un bassin de rétention construit en amont du collège François Mitterrand et autorisé au titre d'une seconde procédure « loi sur l'eau » sous maîtrise d'ouvrage départementale, vient compléter le dispositif de protection.

Aujourd'hui, un bassin reste donc à réaliser avec le recalibrage de deux tronçons de cours d'eau et la reprise d'un ouvrage de franchissement routier entre ces deux sections recalibrées. Ces aménagements qui conditionnent la création de la ZAC du Castelet doivent être engagés prochainement.

Montpellier Méditerranée Métropole, compétente pour poursuivre ce programme de travaux, a confié à un bureau d'études spécialisé la mise à jour des études hydrauliques réalisées en 2006 pour le dimensionnement des ouvrages. Les conclusions de ces études qui tiennent notamment compte de l'actualisation des pluies de projet, suite aux derniers épisodes climatiques majeurs survenus sur le territoire en 2014 et 2015, ont permis d'adapter le dimensionnement initial des ouvrages et de vérifier que le fonctionnement hydraulique de l'ensemble des ouvrages du bassin versant reste efficace pour protéger les biens et les personnes jusqu'à l'occurrence centennale.

Ces adaptations conduisent à modifier l'ouvrage restant à construire qui passe d'un bassin unique de 16 000 m<sup>3</sup> à deux bassins en série d'un volume total de 20 000 m<sup>3</sup>. L'emprise nécessaire aux bassins passe aussi de 8 000 m<sup>2</sup> à 21 000 m<sup>2</sup>. La géométrie du recalibrage du ruisseau est aussi sensiblement modifiée. Enfin, des adaptations sont nécessaires au niveau du bassin des Chênes existant pour optimiser son fonctionnement et éviter les débordements vers le lotissement des Chênes.

L'avant-projet relatif à ces aménagements a été élaboré. Cet avant-projet comporte :

- la réalisation de deux bassins en série (BR2-1 et BR2-2) d'un volume total de 20 000 m<sup>3</sup>,
- le recalibrage des tronçons 1 et 2 du ruisseau des Canaux sur un linéaire d'environ 500 m,
- la reprise de l'ouvrage de franchissement de l'avenue Georges Frêche sur le ruisseau,
- la reprise du seuil existant du bassin des Chênes et la réalisation d'un merlon en amont du lotissement.

L'ensemble de ces travaux est estimé par le maître d'œuvre à 1,35 M€ HT. Les acquisitions foncières nécessaires sont évaluées à 300 000 euros.

La Région Occitanie pourrait contribuer au financement de cette opération, estimée à 1,65 M€ HT, à hauteur de 20% (les 80% restants étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avant-projet des aménagements de protection contre les inondations du ruisseau des Canaux sur la commune de Clapiers, pour un montant de travaux de 1,35 M€ HT,
- solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment la Région Occitanie pour le financement des acquisitions foncières et des travaux relatifs à ce programme,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144658-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,  
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – POURSUITE ET EXTENSION D'UNE EXPÉRIMENTATION BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAVAIL DE RECHERCHE SUR L'ADOPTION DE COMPORTEMENTS ÉCO RESPONSABLES DES USAGERS D'UNE ZONE URBAINE DÉTERMINÉE - DEMANDE DE SUBVENTION**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

La modification des comportements des populations en faveur de l'environnement et de la propreté urbaine appelle un accompagnement régulier, s'inscrivant dans la durée jusqu'à ce qu'une certaine autonomie soit atteinte dans les choix et les gestes au quotidien.

Ainsi, l'action classique des messagers du tri ou des agents de proximité de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD), qui sensibilisent les habitants aux bons gestes à l'occasion notamment de campagnes de démarchage, d'interventions ciblées, de tenue de stands sur certaines manifestations ne suffit pas pour obtenir de véritables changements de comportement. Par ailleurs, l'expérience montre qu'il est souvent difficile de susciter l'intérêt des habitants sur les seuls thèmes de la gestion des déchets et de la propreté, alors qu'ils se disent en grande majorité sensibles aux thèmes de l'environnement et du cadre de vie.

L'expérimentation menée sur les îlots urbains de la Mantilla et de l'avenue du Mondial 98 depuis l'été 2015 auprès de 800 foyers, dans le cadre de la convention de partenariat signée entre la Métropole, la SERM et la société E3D Environnement, suite à l'avis favorable du Conseil en date du 18 décembre 2014 (délibération n°12709), montre un réel intérêt des habitants pour le passage à l'acte (70% des usagers de la zone test participent activement à la démarche). Cet intérêt se manifeste dès lors qu'ils sont mobilisés sur l'ensemble des thèmes de l'environnement (déchets, propreté, mais aussi eau, énergie, déplacements, consommation) d'une part, et font l'objet d'un accompagnement suivi (« coaching ») par le biais de relances périodiques (internet, téléphone, animation), sont informés des conséquences concrètes de leurs nouveaux gestes, et régulièrement invités à participer à des animations (défis collectifs, manifestations) mettant en valeur leurs contributions et permettant de les partager, d'autre part.

Cette action, pour être efficace doit s'inscrire dans la durée et avoir recours à une plate-forme numérique (GD6D) qui permet de la déployer auprès d'un grand nombre de participants à un coût maîtrisé.

Si l'opération engagée en 2015 est un succès au regard du nombre de participants et de leur dynamisme dans l'adoption d'éco gestes progressivement plus exigeants (plus de 4200 nouveaux éco gestes adoptés en 14 mois par 900 foyers ou salariés, soit une moyenne de plus de 4,6 gestes en à peine plus d'un an), l'évaluation concrète des conséquences de l'évolution des comportements demeure cependant délicate à l'échelle de quelques îlots urbains car l'écart type est tel sur les consommations d'eau, d'énergie ou encore la production de déchets qu'il est indispensable de travailler à plus grande échelle.

Une approche à l'échelle de plusieurs quartiers complémentaires dans leurs usages a la vertu de rendre plus accessibles ces données concrètes et permet en outre d'évaluer la capacité de la démarche à susciter, au-delà des changements de comportement individuels, des projets collectifs et une meilleure appropriation du vivre ensemble au sein de son quartier. Elle permettra de mesurer les économies réelles pour l'entité et les usagers.

Un périmètre large comprenant 10 000 foyers a été déterminé : situé le long du Lez, réunissant des secteurs des quartiers Pompignane, Antigone et Port Marianne, il regroupe des enjeux forts tant sociaux qu'en matière d'amélioration de l'environnement et du cadre de vie et doit faire l'objet d'actions de requalification urbaine dans les prochaines années.

Pour atteindre des résultats tangibles dans des domaines précis du développement durable (sobriété, propreté, circuits courts, mieux vivre ensemble), la démarche d'accompagnement des habitants

utilisant la plateforme innovante GD6D, dont le fonctionnement a fait ses preuves, sera étendue sur ce périmètre élargi pendant une durée d'accompagnement de 18 mois.

Au-delà, l'objectif est de valider un modèle d'organisation au niveau des services de la Métropole, ainsi qu'un modèle économique permettant de dupliquer sur des quartiers entiers des opérations similaires, visant à rendre le citoyen véritablement acteur de l'évolution de son environnement.

Cette extension de l'opération engagée en 2015 sur les îlots urbains de la Mantilla et de l'avenue du Mondial 98 associe les partenaires initiaux que sont la société E3D Environnement, sise à Aix-en-Provence, propriétaire de la plate-forme GD6D, la Métropole et la SERM, auxquels s'adjoignent la Régie des Eaux et la SA3M. Elle vise à mettre en œuvre la démarche expérimentale décrite ci-dessus, de manière à valider l'efficacité et améliorer la plate-forme numérique GD6D à l'échelle de l'accompagnement des foyers d'un quartier, évaluer de manière précise les économies directes et indirectes liées à l'évolution des comportements, et ainsi dresser le bilan social, économique et environnemental d'une telle approche qui rompt avec les actions classiques de sensibilisation à l'environnement.

La Régie des Eaux s'intéressera plus particulièrement à inciter à un meilleur usage de l'eau, une baisse des consommations, à boire l'eau du robinet et à réduire l'usage des pesticides et autres engrais chimiques. Elle attend également de l'expérimentation une amélioration globale de la perception des services et de la mensualisation des abonnés.

La Métropole de manière générale, la SERM et la SA3M au travers de leurs concessions d'aménagement, auront pour objectifs la prévention et la valorisation des déchets ménagers et assimilés, l'amélioration de la propreté et du respect des espaces publics et parties communes des résidences, les économies d'énergie et le développement des déplacements doux, ainsi qu'une meilleure connaissance des habitants sur les enjeux du réseau de chaleur et plus généralement sur les projets nécessaires à la réalisation de la politique d'aménagement des quartiers.

Le coût de ce démonstrateur déployé pour une durée de 22 mois incluant une période d'accompagnement de 18 mois des foyers mobilisés sur la période 2017-2019 est évalué à 524 000 € HT.

Dans ce coût, 173 000 € HT relèvent des prestations d'appui au démarchage pendant la phase de mobilisation des foyers en vue de leur adhésion à la plate-forme GD6D, et surtout de réalisation des appels téléphoniques durant les 18 mois de la phase d'accompagnement aux éco-gestes. Une part importante des relances s'effectuent par téléphone (l'objectif de l'expérimentation est notamment de trouver les solutions permettant de limiter le recours à ces relances téléphoniques au profit des échanges par informatique ou smartphone). 40 000 € HT seront consacrés à la réalisation de caractérisations des déchets issus de la zone d'expérimentation élargie afin de mesurer les résultats obtenus en matière de prévention et d'amélioration des comportements de tri de la part des foyers « coachés ». Ces prestations feront l'objet d'un financement par la Métropole dans le cadre de procédures de mises en concurrence classiques.

Les 311 000 € HT restant correspondent, d'une part à la mise à disposition et à l'amélioration en continu des outils numériques et de la plate-forme GD6D, et d'autre part à la conception, l'animation et l'évaluation des différentes mesures accompagnant le dispositif. Ces prestations sont réalisées par la société E3D-Environnement au titre de sa recherche développement.

Au-delà des participations attendues de la Régie des Eaux de la Métropole (60 k€ HT), de la SERM et de la SA3M (50 k€ HT chacune), l'ADEME Occitanie est susceptible de soutenir financièrement la réalisation du démonstrateur. En effet, cette opération rentre dans le champ de l'économie circulaire, l'un des 7 domaines de coopération identifiés par la Métropole et l'ADEME Occitanie en matière de transition énergétique et écologique, dans le cadre des réflexions engagées pour la signature d'un accord de partenariat global pour les 3 années à venir. Elle vise à accompagner les modifications de comportements des foyers et acteurs économiques à grande échelle pour une réduction des impacts sur l'environnement et le développement du bien-être des individus et contribue ainsi à faire évoluer notre modèle de société en faisant de l'usager le principal acteur du changement.

Délibération n° 14747

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges, notamment auprès de l'ADEME Occitanie, pour la réalisation du démonstrateur décrit ci-dessus;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme P. MIRALLES, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1143956-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## RESSOURCES HUMAINES





SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

## **RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - AUTORISATION**

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

### **I - Créations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

Pour les emplois de chargé de mission eau et agriculture et Chargé de mission plan action FLES, ces postes s'inscrivent dans le cadre d'un conventionnement avec la régie de l'eau. La durée de cette mission est limitée à 3 ou 5 ans.

### **II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 13 juin 2017.

### **III- Transformations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 13 juin 2017.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité et des transformations de postes;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 03/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144667-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 03/07/2017

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE  
L'ASSAINISSEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE -  
PROGRAMME D'ACTIONS DE PROTECTION DE L'AIRE D'ALIMENTATION DES  
CAPTAGES DU FLÈS À VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - DEMANDE D'AIDES  
FINANCIÈRES - APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La commune de Villeneuve-lès-Maguelone est alimentée en eau potable par un ensemble de deux forages (captages du Flès), situés près de la Mosson au lieu-dit Le Pont de Villeneuve. La détection occasionnelle de produits phytosanitaires de type herbicides dans ces captages depuis 2007 a conduit à un arrêté préfectoral portant dérogation aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine, en date du 14 mars 2011. Cet arrêté fixe un programme d'actions correctives qui prévoit, en plus d'une surveillance renforcée de l'eau du captage, une interconnexion du réseau d'alimentation de la commune avec celui de Montpellier (système Lez) au niveau de Maurin à Lattes (en service depuis fin juillet 2014) et la réalisation d'une étude de protection de l'Aire d'Alimentation des Captages (AAC).

Les captages du Flès sont de plus inscrits sur la liste des captages prioritaires du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021, ce qui implique également la mise en place d'actions pour la protection de la ressource en eau.

Le groupement de bureaux d'études BERGA-Sud et ENVILYS a ainsi été mandaté pour réaliser l'étude qui porte sur la détermination de l'AAC, la cartographie de la vulnérabilité, le diagnostic des pressions agricoles et non agricoles et la définition et mise en œuvre d'un programme d'actions destiné à restaurer et conserver durablement la qualité de la ressource en eau.

Les différents volets de l'étude de l'Aire d'Alimentation des Captages (AAC) ont été validés par un Comité de Pilotage mis en place pour son suivi. Ce Comité est notamment composé des services de l'Etat, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, des élus des communes concernées, des représentants des structures de bassin versant et de la Chambre d'Agriculture de l'Hérault.

L'AAC des captages du Flès ainsi déterminée concerne douze communes métropolitaines et s'étend sur un territoire d'environ 7 000 ha. Elle forme un triangle Grabels/Cournonterral/Villeneuve-lès-Maguelone (y compris l'Ouest de la ville de Montpellier).

L'AAC est constituée d'une partie Sud d'environ 900 ha caractérisée par une alimentation de l'aquifère par infiltration directe des précipitations dans les formations calcaires affleurantes, et d'une partie Nord, au niveau du bassin sédimentaire Montbazin/Gigean, où l'alimentation se fait plutôt par ruissellement vers les pertes des cours d'eau communiquant avec l'aquifère karstique sous-jacent.

La vulnérabilité intrinsèque a été déterminée sur la base de ce schéma de recharge de l'aquifère. Une zone particulièrement vulnérable est ainsi identifiée au Sud, correspondant globalement aux limites de la Zone de Sauvegarde Exploitée (ZSE).

Au Nord, les zones vulnérables se situent principalement aux abords du réseau hydrographique.

Le diagnostic de territoire a ensuite identifié trois zones d'occupation du sol relativement bien distinctes dans l'AAC. L'activité agricole représente 48% de la surface avec principalement de la vigne et des grandes cultures. Un tiers de la zone est urbanisée, le reste, moins de 20 %, est en zone naturelle.

L'objectif global fixé est d'assurer la bonne qualité de l'eau distribuée de façon pérenne et décliné de manière différencié sur les deux secteurs de recharge.

Sur la ZSE qui constitue un enjeu prioritaire du programme d'actions, il convient de :

- viser l'arrêt total de l'usage des produits phytosanitaires de synthèse en zone agricole par la mobilisation d'outils fonciers ou par la mise en place de productions en agriculture biologique,
- viser un arrêt total de l'usage des produits phytosanitaires en zone non agricole. La zone est en effet traversée par des infrastructures de transport, des zones d'activité, et des zones pavillonnaires.

L'ensemble des acteurs concernés devront être sensibilisés et accompagnés vers des démarches « zéro pesticide ».

Dans la partie Nord de l'AAC les objectifs suivants sont fixés :

- réduire la pression phytosanitaire agricole en privilégiant une approche collective au vu de l'étendue des surfaces agricoles et des acteurs (accompagnement des caves coopératives, des syndicats d'appellations ou toute autre structure collective dans la mise en place de démarches environnementales visant à réduire la pression phytosanitaire). Des actions plus individualisées seront également nécessaires (accompagnement sur des dossiers de demande d'aides à l'investissement, conseil individualisé...),
- favoriser les dispositifs tampons sur les parcelles agricoles en zone vulnérable pour limiter le transfert des pesticides et favoriser la capacité auto-épuratoire des milieux,
- réduire la pression phytosanitaire d'origine non agricole. L'ensemble des utilisateurs non agricoles de produits phytosanitaires devra être ciblé : communes, particuliers, infrastructures de sport et loisirs. Dans certains cas comme pour celui des Zones d'Activités, du Golf de Juvignac ou du Stade de la Mosson, l'évaluation de l'impact pourra être affinée avec des suivis de la qualité de l'eau au niveau des exutoires.

Pour atteindre ces objectifs, le bureau d'études a proposé un programme d'actions thématiques agricoles et non agricoles validé par le Comité de Pilotage.

Les actions sont classées par priorité et niveau de faisabilité, orientées a priori vers les maîtres d'ouvrages les plus légitimes (Métropole, Chambre d'Agriculture, agriculteurs, coopératives, etc.) et déclinées sur cinq ans pour un montant total de 1 940 200 € HT.

Ce montant comprend le coût d'animation sur la durée du programme estimé à 265 000 € et représente en moyenne 1 équivalent temps-plein. La plupart des actions ainsi que l'animation sont éligibles aux aides de l'Agence de l'Eau à hauteur de 80 %.

L'animation du programme d'actions est un élément clé de la réussite de sa mise en œuvre. Elle s'effectue à un niveau « coordination et stratégie » et un niveau « opérationnel ».

Le volet « coordination et stratégie » doit être piloté par Montpellier Méditerranée Métropole, maître d'ouvrage de la démarche. Les objectifs de ce volet sont :

- rendre compte aux élus et partenaires des actions engagées (suivre et évaluer l'avancement du programme d'actions),
- accompagner les élus et les partenaires dans la prise de décisions,
- piloter la mise en œuvre des actions,
- coordonner l'intervention des différents acteurs sur le programme d'actions,
- assurer les actions de communication auprès des différents acteurs,
- animer la concertation entre les acteurs,
- représenter localement le porteur de projet.

Le volet d'animation « opérationnel » concerne quant à lui directement la mise en œuvre des différentes actions du programme.

L'animation opérationnelle peut être centralisée par le maître d'ouvrage du programme d'actions (Montpellier Méditerranée Métropole) ou déléguée, tout ou en partie, auprès de différents partenaires en fonction des compétences de chacun (Chambre d'Agriculture, coopératives, syndicats, prestataires privés...).

Les principales missions à assurer dans ce cadre sont :

- la réalisation technique des actions agricoles et non agricoles,
- la présence régulière auprès des acteurs visés par le programme d'actions afin de les accompagner dans sa mise en œuvre.

Enfin, le programme d'actions prévoit l'animation d'un Secteur d'Intervention Prioritaire (SIP) à enjeu eau permettant de mobiliser des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC), principal levier d'évolution des pratiques agricoles. Ce SIP devra être intégré à un Projet Agro-Environnemental et Climatique (PAEC) constitué en réponse à un appel à projet qui sera lancé par la Région au dernier trimestre 2017. Ces mesures sont financées à 100 % par le FEADER et l'Agence de

Délibération n° 14740

l'eau Rhône Méditerranée Corse. Cette action s'inscrit dans la continuité du PAEC Hérault Domitia qui a permis de mobiliser un budget de 217 000 € HT sur l'AAC du Flès, et de contractualiser d'ores et déjà une centaine d'hectares en MAEC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme d'actions de l'aire d'alimentation des captages du Flès,
- approuver la proposition de recrutement d'un animateur pour sa mise en œuvre,
- solliciter les aides financières les plus larges pour la mise en place du programme d'actions, dont le poste d'animateur, notamment auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse,
- dire que les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au Budget Annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 012 pour le recrutement d'un agent contractuel non permanent et chapitre 011 pour le reste des opérations ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Número de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144824-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE -  
ARTICULATION DES POLITIQUES PUBLIQUES AUTOUR DE LA PROTECTION DE LA  
RESSOURCE EN EAU - RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL EN CHARGE  
DE LA COHÉRENCE DE LA POLITIQUE DE L'EAU ET LA POLITIQUE AGRICOLE ET  
ALIMENTAIRE - DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Compétente en aménagement de l'espace métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé la révision de son Schéma de Cohérence Territoriale. Celui-ci définit les grandes orientations d'aménagement du territoire métropolitain en fixant les limites entre, d'une part, les espaces urbains ou voués à l'urbanisation et, d'autre part, les espaces naturels et agricoles qu'il convient de préserver pour maintenir le potentiel agricole du territoire.

Montpellier Méditerranée Métropole est également compétente sur l'ensemble du cycle de l'eau depuis l'approvisionnement en eau potable et en eau brute jusqu'au traitement des eaux usées en passant par la lutte contre les inondations. Cet ensemble de compétences s'est construit par étapes depuis 2002, traduisant la volonté de Montpellier Méditerranée Métropole de devenir l'acteur majeur de la définition et de la mise en œuvre d'une politique globale de l'eau à l'échelle de son territoire.

A travers cette politique, Montpellier Méditerranée Métropole s'est mobilisée notamment autour d'actions en faveur de la protection des ressources en eau. Certains captages exploités pour l'alimentation en eau de la population sont classés captages prioritaires du fait de la présence de produits phytosanitaires, et une animation est en place pour revenir à une situation de bon état. D'autres captages sont surexploités et nécessitent la mise en œuvre de plans de gestion. Enfin, l'ensemble des captages nécessitent, pour assurer un développement durable et harmonieux du territoire, une vigilance par rapport aux pressions anthropiques qu'ils subissent.

En juin 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a également posé le cadre et les principes de mise en œuvre de sa politique agro-écologique et alimentaire. Eminemment transversale, cette dernière prend appui sur d'autres politiques déjà investies par Montpellier Méditerranée Métropole, notamment celles de l'aménagement du territoire, du développement économique et de l'eau.

Malgré la consommation d'espace des dernières décennies et la diminution du nombre d'exploitants, l'agriculture au sein de la Métropole reste dynamique et génère un développement économique et territorial. Une bonne moitié des exploitations ont une dominante viticole, mais elles sont aussi très diversifiées dans leur profil (taille, statut,...), leurs productions (viticulture, élevage, maraîchage, arboriculture, etc.), leurs circuits de commercialisation (de la vente directe à l'export) et plus généralement dans leurs fonctions (environnementale, paysagère, accueil touristique et loisirs).

Parmi les finalités de la politique agro-écologique et alimentaire, figure la consolidation d'une activité agricole durable qui nécessite notamment la mobilisation d'eau brute pour l'agriculture, condition sine qua non de l'avenir agricole du territoire tout en préservant quantitativement et qualitativement la ressource en eau et les milieux aquatiques.

Ce besoin en eau brute exprimé par la profession s'inscrit également dans les objectifs poursuivis et affichés dans les documents de planification et notamment le PCET adopté en 2014 qui vise à adapter le territoire aux changements climatiques.

Le couplage de ces enjeux et l'atteinte des objectifs de ces différentes politiques publiques nécessitent le recrutement d'un chargé de mission dédié à leur articulation et à leur cohérence.

De formation préférentiellement agronome ou agricole, ce chargé de mission sera rattaché à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. Il pilotera les interfaces entre cette Direction et celles en charge de la politique agro-écologique et alimentaire et sera le référent des enjeux croisés eau et agriculture auprès des partenaires extérieurs.

Sa mission sera de développer une agriculture compatible avec (i) l'exploitation de la ressource en eau destinée à la consommation humaine et avec (ii) les changements climatiques à l'œuvre sur le territoire.

Le chargé de mission interviendra sur l'ensemble du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole créant ainsi un maillage efficace du territoire avec les animateurs d'aires d'alimentation de captages dont il partage les objectifs. Il sera aussi un relai sur les questions agricoles auprès des syndicats d'eau potable pour leurs forages présents sur notre territoire.

La déclinaison en actions détaillées de sa mission fait l'objet d'une co-construction avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse et les partenaires intéressés.

Ce poste peut faire l'objet des aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse qu'il convient de solliciter.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le recrutement d'un chargé de mission eau/agriculture,
- solliciter les aides financières les plus larges pour ce poste de chargé de mission notamment auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse,
- dire que les crédits sont inscrits au Budget Annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 012,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144845-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE -  
SUSSARGUES - CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIERE D'ACHAT D'EAU  
EN GROS AU SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Au 1<sup>er</sup> janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue en 2015 Métropole a pris la compétence "Eau potable" de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Elle exerce directement cette compétence sur les communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de l'ex-syndicat du Salaison, Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 qui a mis fin à l'exercice de la compétence eau potable du syndicat à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Elle est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-les-Montpellier, Pignan, Saint-Georges-d'Orques, Saint-Jean-de-Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL).

Elle est également substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnaud-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint-Génès-des-Mourgues, au sein du Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC).

Par délibération en date du 28 avril 2015, le Conseil de Métropole a créé l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, en charge du service public de l'eau potable sur les treize communes où la Métropole exerçait en direct sa compétence.

La Métropole définit la politique de l'eau et en fixe les grands objectifs, la Régie est chargée de gérer le service public industriel et commercial de l'eau potable et celui de l'eau brute et rend compte à l'autorité organisatrice de l'accomplissement de ses missions.

Créé par arrêté Préfectoral en date du 1<sup>er</sup> Décembre 1931, le Syndicat de Garrigues Campagne devenu syndicat mixte suivant arrêté Préfectoral n° 2009-1-4210 en date du 28 Décembre 2009 par le mécanisme de la représentation substitution, exerce la compétence eau potable ainsi qu'une compétence à la carte, celle de l'eau brute. Il est composé de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup (10 communes), Montpellier Méditerranée Métropole (9 communes), ainsi qu'en adhésion directe les communes de Boisseron, Galargues, Garrigues, et Campagne adhérentes à la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

La commune de Sussargues est actuellement alimentée de manière unique par deux forages dits de Garrigues Basses.

Depuis plus de 20 ans, ces forages connaissent des problèmes de qualité avec la détection récurrente de produits phytosanitaires qui a abouti à leur classement en captage prioritaire par la loi Grenelle I ce qui est également le cas, mais dans une moindre mesure, du captage du Bérange appartenant au SMGC. Un programme d'actions visant à la reconquête de la qualité de l'eau de ces deux captages est actuellement déployé et supervisé par une animatrice recrutée par la Métropole et le Syndicat.

Par ailleurs, les captages de Garrigues Basses et du Bérange, ainsi que deux autres forages du SMGC, sollicitent une même formation aquifère constituée de calcaires, de marnes et de molasses oligo-miocènes.

Une étude Volumes Prélevables réalisée en 2014 sur cette entité hydrogéologique par le BRGM pour le compte de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a mis en évidence un volume de recharge annuel globalement inférieur au volume de prélèvement annuel réalisé pour l'eau potable.

Afin de satisfaire le bon état quantitatif de la masse d'eau et éviter toute surexploitation de la ressource, l'étude préconise une réduction des prélèvements. La Métropole et le SMGC se sont ainsi engagés à mettre en place un plan de gestion de la ressource en eau avant la fin de l'année 2017.

Tout en poursuivant l'objectif de reconquête de la qualité de l'eau souterraine porté avec le SMGC, il convient pour la Métropole de rechercher une ressource en eau de meilleure qualité et à même de pouvoir subvenir en quantité aux besoins actuels et futurs de la commune de Sussargues.

Ainsi, la Métropole, en concertation avec la Régie des Eaux, a décidé d'abandonner, pour les besoins de l'alimentation en eau potable, le captage de Garrigues Basses et de recourir, pour la satisfaction des besoins en eau permanents de la commune de Sussargues, à une interconnexion avec les réseaux du SMGC. Cette interconnexion sera réalisée à partir d'une ressource de qualité et non déficitaire, les captages de Fontbonne-Mougères situés sur la commune de Galargues. L'eau sera fournie à un point unique de livraison situé sur la commune de Beaulieu. L'eau sera de qualité potable suivant les normes en vigueur pour les eaux destinées à la consommation humaine.

Ces principes doivent désormais être arrêtés dans une convention à intervenir entre le SMGC, la Régie et la Métropole. Celle-ci prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et s'arrêtera au 31 décembre 2029. Le Syndicat s'engage à fournir de façon permanente les débits appelés dans la limite des volumes annuels et besoins journaliers de pointe indiqués aux horizons 2020 et 2030, soit respectivement 310 000 m<sup>3</sup>/an et 1650 m<sup>3</sup>/j à cette dernière échéance.

La convention détermine par ailleurs les conditions tarifaires de fourniture. L'eau livrée sera facturée au prix de 0,307 € HT par mètre cube enregistré. Ce prix, qui se décompose en une part SMGC de 0,127€/m<sup>3</sup> et une part fermier fixée à 0,18€/ m<sup>3</sup> HT, est établi selon les conditions économiques connues au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et s'entend hors taxes et redevances réglementaires (T.V.A., Agence de l'Eau, etc...). Il correspond au coût de revient de la production d'eau potable et à son acheminement par le réseau d'adduction existant jusqu'au point de livraison. Ce tarif est actualisable chaque semestre par application d'une formule de révision. Les volumes enregistrés seront facturés semestriellement par le SMGC à la Régie.

Enfin, cette convention instaure des principes de gouvernance partagée entre les parties, poursuivant des objectifs communs de préservation des ressources en eau. Il s'agit notamment d'améliorer la transparence autour de l'évolution des besoins en eau des populations ou du pilotage des actions en matière d'économies d'eau.

Les clauses contractuelles de la convention peuvent être modifiées sur justificatifs et accord de toutes les parties au terme des six premières années et en cas de modification substantielle de nature technique, administrative ou institutionnelle.

Le projet de convention d'achat d'eau sera soumis au Conseil d'Administration de la Régie le 03 juillet 2017 et au comité syndical du SMGC le 10 juillet 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'achat d'eau en gros entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1144926-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE MONTPELLIER - RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES - CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE AVEC LA RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette création a eu pour effet de transférer l'exercice de la compétence relative à l'eau potable et à l'eau brute à la Régie des Eaux.

Dans le cadre de la rénovation urbaine de la Cité Gély sur la commune de Montpellier, des travaux de renouvellement des réseaux vétustes doivent être réalisés conjointement à la requalification de la voirie : ils portent sur la canalisation d'eau potable en fonte grise datant des années 1950 à 1960 mais également sur la canalisation d'assainissement unitaire sous la rue du Faubourg Figuerolles et la rue du Mas de Merle, partie comprise entre la rue Lecomte de Lisle et la rue de Claret, ainsi que la rue Albert Samain à Montpellier.

De manière détaillée il s'agit des actions suivantes :

- le remplacement d'une canalisation d'eau potable d'un diamètre de 100 mm en fonte grise par une canalisation en fonte DN150 sur environ 295 ml, et reprise de 9 branchements,
- le remplacement sur la rue du Mas de Merle d'une canalisation unitaire béton de diamètre 400 mm puis 600 mm par une canalisation PRV de même diamètre sur environ 126 ml,
- le remplacement sur la rue Albert Samain d'une canalisation unitaire DN 250 par une canalisation PRV de diamètre 300 mm sur environ 45 ml,
- le remplacement sur la rue du Faubourg Figuerolles d'un cadre béton de dimensions disparates par des canalisations en PRV de diamètre variant de 500 à 800mm sur une longueur totale de 422 ml,
- la reprise de l'ensemble des branchements particuliers estimés à 26 unités,
- la fourniture et pose des 44 nouveaux engouffrements et leur raccordement au nouveau réseau unitaire.

Le coût estimé de l'opération (études et travaux) s'élève à :

- 115 819,50 € HT soit 138 983,40 € TTC pour la part eau potable, à la charge la Régie des Eaux,
- 496 325,00 € HT soit 595 590,00 € TTC pour la part eaux usées, à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole (budget annexe de l'assainissement),
- 146 174, 00 € HT soit 175 408, 80 € TTC pour la part eaux pluviales, à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole (budget général).

Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des projets, les travaux de cet ensemble d'ouvrages doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et notamment le coût financier ainsi que pour limiter au maximum la gêne aux usagers. Il est donc envisagé de conclure un marché de travaux commun.

C'est pourquoi, il est proposé que la Régie des Eaux délègue à Montpellier Méditerranée Métropole la maîtrise d'ouvrage des travaux de renouvellement du réseau d'eau potable dans les conditions définies par convention.

Celle-ci fixe les principes de répartition des coûts de travaux, mais également de maîtrise d'œuvre, de prestations topographiques, géotechniques mis à la charge de chacune des parties. La Métropole sera chargée de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés. Elle règlera l'ensemble des dépenses, la Régie lui remboursera sa part sur présentation de justificatifs mensuels.

Par ailleurs, cette convention prévoit une rémunération de la Métropole pour son rôle de maître d'ouvrage unique à hauteur de 5% du montant HT de la part eau potable de l'opération, soit 5 790,98 € HT. Celle-ci sera versée par moitiés, l'une à la notification du marché de travaux, l'autre à la réception des travaux.

La convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit un an après la réception sans réserves des ouvrages.  
Les études et travaux seront menés sur les années 2017 et 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement rue du Faubourg Figuerolles sur la commune de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23, et au budget général, chapitre 907,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1144647-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE MONTPELLIER - RENOUELEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ALLÉE DE PARIS - CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE AVEC LA RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette création a eu pour effet de transférer l'exercice de la compétence relative à l'eau potable et à l'eau brute à la Régie des Eaux.

Dans le cadre de l'aménagement de l'espace public du quartier Celleneuve à Montpellier, il est apparu opportun de renouveler le réseau d'eaux usées de l'Allée de Paris, devenu vétuste et en amiante-ciment. Ces travaux vont permettre par ailleurs d'optimiser le fonctionnement du système de collecte des eaux usées de ce secteur et de soulager ainsi les réseaux d'eaux usées du Vieux Celleneuve. Concomitamment, le réseau d'eau potable doit aussi être renouvelé, car vétuste et en fonte grise.

De manière détaillée, les travaux envisagés consistent au :

- remplacement d'une canalisation d'eau potable d'un diamètre de 100 puis 150 mm en fonte grise par une canalisation en fonte DN150 sur environ 465 ml, et reprise de 17 branchements,
- remplacement d'une canalisation d'eaux usées en amiante-ciment de diamètre 150mm par une canalisation en polypropylène d'un diamètre 250 mm sur environ 430ml, et reprise de 17 branchements et de l'ensemble des regards de visite, soit 16 unités.

Le coût estimé de l'opération (études et travaux) s'élève à :

- 204 913,50 € HT pour la part eau potable, à la charge de la Régie des Eaux,
- 602 418,30 € HT pour la part assainissement, à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux de cet ensemble d'ouvrages doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et notamment le coût financier ainsi que pour limiter au maximum la gêne aux usagers.

C'est pourquoi il est proposé que la Régie des Eaux délègue à Montpellier Méditerranée Métropole la maîtrise d'ouvrage des travaux de renouvellement du réseau d'eau potable dans les conditions définies par convention.

Celle-ci fixe les principes de répartition des coûts de travaux, mais également de maîtrise d'œuvre, de prestations topographiques, géotechniques mis à la charge de chacune des parties. La Métropole sera chargée de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés. Elle règlera les dépenses, la Régie lui remboursera sa part sur présentation de justificatifs mensuels.

Par ailleurs, la convention prévoit la rémunération, par la Régie, de la Métropole pour son rôle de maître d'ouvrage unique. Le montant de cette rémunération est fixé à 5% du coût de la part eau potable de l'opération, soit 10 245,68 € HT. Il sera versé par moitiés, à la notification du marché de travaux et à la réception des travaux.

La convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages. Les études et travaux seront menés sur les années 2017 et 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement allée de Paris sur la commune de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144649-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ASSAINISSEMENT COLLECTIF - PARTICIPATION FINANCIÈRE DES ZAC ET PUP AU FINANCEMENT DES NOUVELLES STATIONS D'ÉPURATION DE MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER ET SAINT GEORGES D'ORQUES - APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme (articles L 311-4 et L 332-11-3 et -4), lorsqu'un équipement public doit être dimensionné pour tenir compte du développement futur de l'urbanisation, la collectivité peut mettre à la charge des constructeurs la fraction du coût de cet équipement proportionnelle aux besoins des futurs habitants des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ou des Projets Urbains Partenariaux (PUP). Cette participation est instituée par et au bénéfice de la collectivité compétente pour la réalisation de l'équipement concerné.

C'est le cas des nouvelles stations d'épuration construites par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la mise en œuvre de son Schéma Directeur d'Assainissement approuvé en décembre 2004. De telles dispositions ont ainsi été adoptées pour la participation au financement des stations d'épuration de Saint-Drézéry en 2009, Pignan/Saussan/Fabrègues, Baillargues/Saint-Brès, et Beaulieu/ Restinclières en 2011, Sussargues/Saint Geniès des Mourgues et Cournonterral/Cournonsec en 2015.

Au-delà du programme du Schéma Directeur d'Assainissement de 2004, de nouveaux besoins en matière de traitement des eaux usées, en lien avec le développement urbain et économique, ont été identifiés sur les communes de Murviel-lès-Montpellier et Saint Georges d'Orques, toutes deux sur le bassin versant du Lassédéron, affluent de la Mosson. Une étude technico-économique préalable avait comparé l'impact environnemental de la construction d'une seule nouvelle station d'épuration répondant aux besoins des deux communes en alternative à la reconstruction d'équipements dédiés à chacune. Au final, c'est cette dernière option qui a été retenue, meilleure sur l'ensemble des critères.

Deux nouvelles stations d'épuration sont ainsi aujourd'hui en cours de réalisation, à des stades d'avancement relativement proches :

- la station de Murviel-lès-Montpellier dont la mise en service est prévue pour mi 2019, est dimensionnée pour 3 000 équivalents-habitants à l'horizon 2040. Le coût total de l'opération s'élève à 2 130 000 € HT. Après déduction des subventions attendues de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, la dépense nette à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole est de 1 822 489 € HT.
- la station de Saint Georges d'Orques dont la mise en service est prévue pour début 2019, est dimensionnée pour 9200 équivalents-habitants à l'horizon 2040. Le coût total de l'opération s'élève à 4 000 000 € HT. Après déduction des subventions attendues de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, la dépense nette à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole est de 3 844 000 € HT.

Il est proposé de poursuivre un raisonnement à l'échelle du bassin versant et d'instaurer une participation commune pour ces deux projets cumulés. Cette participation sera évaluée sur la base d'une dépense nette de 5 666 489 € pour 12 200 équivalents-habitants, soit 464 €/eh en valeur mai 2017.

Cette participation sera exigible auprès du bénéficiaire de la concession d'aménagement dans le cadre d'une ZAC ou d'une autorisation d'urbanisme dans le cadre d'un PUP sur les communes de Murviel-lès-Montpellier et de Saint Georges d'Orques.

Chaque logement sera compté à hauteur de 2,48 équivalents habitants (moyenne pondérée du nombre moyen d'occupants par résidence principale des deux communes en fonction du nombre d'habitants par commune - source INSEE - 2013) et participera ainsi à hauteur de 1151€.

Afin de tenir compte de l'évolution des prix, le montant de cette participation sera actualisé tous les ans au 1<sup>er</sup> janvier en fonction de l'indice INSEE du coût de la construction, connu à cette date, comme

praticué pour la Participation au Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) en application des délibérations n°11414 et 11412 du Conseil en date du 12 février 2013.

Cette participation ne vient couvrir que la partie des dépenses d'investissement réalisées pour la construction des stations d'épuration et ne se substitue pas aux autres participations liées aux éventuels renforcements de réseaux d'eaux usées nécessaires à la desserte des opérations à venir ou à leur desserte interne.

Pour chaque opération d'aménagement urbain, une convention sera établie entre le bénéficiaire, la commune concernée dans le cas d'une ZAC d'intérêt communal et Montpellier Méditerranée Métropole pour fixer les modalités techniques et financières des participations dues au titre du financement de la construction des stations d'épuration.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la contribution des ZAC ou PUP au financement des études et travaux de construction des nouvelles stations d'épuration sur les communes de Murviel-lès-Montpellier et de Saint Georges d'Orques,
- approuver le calcul du montant des participations financières, tel qu'exposé ci-dessus,
- autoriser Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1142479-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LA RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AVENANT N° 1- AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La Métropole exerce la compétence eau potable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur du retour en régie du service public de l'eau potable et du maintien en gestion directe du service public de l'eau brute. Ce retour en Régie publique s'est concrétisé par l'adoption, le 28 avril 2015, de la délibération créant l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, disposant de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, le nouvel établissement public assure le service public d'eau potable, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, pour 13 des 31 communes de la Métropole, soit environ 80% de ses habitants. Le service d'eau brute, quant à lui, est assuré sur la totalité du périmètre de la Métropole.

Dans ce cadre, la Métropole, autorité organisatrice du service de l'eau potable et de l'eau brute, a établi en concertation avec la Régie une convention d'objectifs d'une durée de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2020, qui permet de préciser les relations entre la Métropole et sa Régie.

Elle a pour objet de fixer les missions de chacune des parties et d'organiser le contrôle de l'activité de la Régie par la Métropole, définir les enjeux et fixer les objectifs et les performances à atteindre par le service, définir les indicateurs nécessaires à l'évaluation de la qualité du service et de l'atteinte des objectifs et enfin spécifier les modalités d'évolution des tarifs.

Les missions de la Régie sont déclinées en conformité avec celles arrêtées par les statuts et regroupées en 3 grands thèmes :

- approvisionnement en eau, sécurisation, gestion du patrimoine. A ce titre, elle assure, la mise en œuvre du schéma directeur d'alimentation en eau potable, via des conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée, de co-maîtrise d'ouvrage ou de prestations de service conclues avec la Métropole comme la convention cadre présentée lors de cette même séance du conseil de Métropole,
- relations et communication avec les usagers, individualisation des compteurs,
- expertise, conseil et assistance technique.

Dans le respect de l'autonomie et de la responsabilité de la Régie des Eaux dans l'exécution des missions résultant de ses statuts, la Métropole entend jouer pleinement son rôle d'autorité organisatrice du service de l'eau, en assumant :

- l'élaboration et la mise en œuvre de sa politique de l'eau,
- la communication institutionnelle et l'animation du service,
- un appui technique à la Régie et le contrôle de cette dernière.

S'inspirant des engagements pris pour l'amélioration de la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement, les missions exercées par la Régie sont déclinées en objectifs stratégiques, de nature technique, économique, sociale et environnementale.

La convention décline pour chaque objectif opérationnel, les principales actions que devra mettre en œuvre la Régie et les résultats attendus. Cette stratégie fait l'objet d'un suivi, tant des actions que des résultats attendus, qui est partagé avec la Métropole dans le cadre d'un programme de contrôle formalisé.

A l'issue de la première année de fonctionnement de la Régie et du dispositif conventionnel mis en place, il convient de constater la réalisation de 90% des actions et l'atteinte de 82% des résultats 2016 attendus. Toutefois, il faut aussi relever la complexité de calcul de certains indicateurs qui n'apportent pas de réelle plus-value dans le pilotage de l'activité de la Régie et qui peuvent donc être simplifiés.



Délibération n° 14746

Par ailleurs, certains articles de la convention d'objectifs nécessitent d'être adaptés ou précisés de manière à optimiser ou simplifier les rapports entre la Métropole et sa Régie.

Ces évolutions portent essentiellement sur :

- la répartition des rôles en matière de pédagogie,
- le rôle, la composition et le fonctionnement des différents comités de suivi,
- les modalités de fixation et de recouvrement des contributions financières de la Régie au budget annexe eau potable de la Métropole, assurant les dépenses liées aux missions d'autorité organisatrice.

Enfin, le bilan des moyens en personnel réellement engagés par la Métropole pour assurer ses missions d'autorité organisatrice lui permet d'ajuster la quote-part des frais de fonctionnement mis à la charge de la Régie arrêtée à un montant forfaitaire de 590 000 € par an.

Un avenant n°1 à la convention d'objectifs a ainsi été élaboré, une version consolidée est annexée à la présente délibération. Cet avenant sera examiné par le Conseil d'administration de la Régie dans sa séance du 03 juillet 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la version consolidée de la convention d'objectifs modifiée entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention d'objectifs modifiée par l'avenant n°1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144661-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – COUPE DU MONDE DE FOOTBALL FÉMININ 2019 - STADE DE LA MOSSON - LETTRE D'ENGAGEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ À L'ATTENTION DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE FOOTBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

De par ses résultats sportifs, ses équipements sportifs d'envergure internationale et les événements qu'elle accueille chaque année, Montpellier Méditerranée Métropole est incontestablement identifiée comme une capitale du sport en France, et les sports féminins y contribuent largement.

Le quotidien l'Equipe a d'ailleurs salué les performances des équipes féminines soutenues par la Métropole en 2015 en classant Montpellier 1ère ville sportive de France, au regard du sport féminin.

Finalistes de la Coupe de France en 2015 et 2016, l'équipe féminine du Montpellier Hérault Sport Club est un exemple de cette dynamique des sports féminins dans la Métropole. A ce titre, plusieurs joueuses de Montpellier pourront être sélectionnées pour défendre les couleurs de l'équipe de France.

En décembre dernier, la Fédération Française de Football s'est portée candidate à l'organisation de la Coupe du Monde féminine de la FIFA 2019. Elle avait face à elle la Corée du Sud. La FIFA, réunie à Zürich en comité exécutif, a voté en faveur de la France.

Le Mondial 2019, programmé en juin, réunira 24 nations pour un total de 52 matches.

Neuf villes ont été retenues par la FIFA pour accueillir cette compétition : Grenoble, Lyon, Le Havre, Montpellier, Nice, Reims, Rennes, Paris, Valenciennes. Le Grand Stade de Lyon abritera le match d'ouverture et la finale.

Cet événement constitue un formidable levier de développement du football féminin, et du sport féminin, dans notre pays. Il constitue à la fois une récompense et un encouragement au plan de féminisation du football, engagé par la fédération depuis 2011.

Le nombre de pratiquantes est passé en quatre ans de 54 500 à 83 500 en quatre ans (+ 35 %), avec un objectif de 100 000 joueuses au cours de la saison prochaine.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont portées candidates pour accueillir des matchs de la Coupe du Monde Féminine 2019 plus particulièrement au sein du Stade de la Mosson « Mondial 98 » dont la Métropole est propriétaire.

Dans le cadre du processus de sélection des villes et stades qui accueilleront des matchs de la Compétition et conformément aux termes des cahiers des charges imposés par la Fédération internationale de Football, Montpellier Méditerranée Métropole doit s'engager, par la signature d'une lettre accord à l'attention de la Fédération Française de Football.

Par cette lettre accord, Montpellier Méditerranée Métropole confirme son engagement à exécuter ou faire exécuter l'ensemble des obligations figurant dans les contrats et notamment à mettre à disposition des organisateurs les infrastructures nécessaires au bon accueil de la manifestation et des animations qu'elle génère (stades, parkings, zones d'accueil, toilettes, kiosques, zones techniques, zones média, système de gestion du stade...).

La lettre d'engagement sera valable durant toute la durée de la compétition soit jusqu'à la fin de la compétition, à l'issue de la finale de la coupe du monde.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accepter l'engagement de la Métropole auprès de la Fédération Française de Football pour être candidate avec la Ville de Montpellier à l'accueil de rencontres dans le cadre de la Coupe du Monde Féminine FIFA 2019 ;
- dire que si nécessaire, les participations financières feront l'objet d'autorisations budgétaires soumises au vote du Conseil de Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer la lettre d'engagement à l'attention de la Fédération Française de Football ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1142995-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE - ANIMATIONS ESTIVALES 2017 - NOUVEAU TARIF - APPROBATION**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Le Centre Nautique Neptune, ouvert au public depuis décembre 1969 est intimement lié au quartier de la Mosson dans lequel il est implanté, et accueille chaque année près de 150 000 personnes et 66 associations sportives utilisatrices.

Consciente du rôle primordial de cet équipement structurant du réseau des piscines en matière de tissage du lien social, Montpellier Méditerranée Métropole contribue chaque année à renforcer son programme d'animation estivale à destination des jeunes issus de ce quartier prioritaire de la politique de la ville.

Dans ce cadre, depuis plusieurs années, des animations spécifiques sont mises en œuvre chaque été sur cet équipement afin d'offrir une grande variété d'activités aux publics (cours d'aquagym, activités de pleine air, badminton, tennis de table...).

Cette année, il est proposé de mettre en place quotidiennement une animation sportive multi-activités à destination des jeunes publics âgés de 10 à 14 ans du 17 juillet au 18 août 2017 en partenariat avec la Ville de Montpellier, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et des associations sportives partenaires (Roll Scholl, Montpellier Languedoc Cyclisme, Montpellier Mosson Omnisport, Montpellier Athélic Méditerranée Métropole, Paillade Mercure...).

La première composante de cette animation sportive aura lieu tous les jours de la semaine (du lundi au vendredi) de 15h30 à 18h00 au Centre Nautique Neptune afin d'accueillir une centaine de jeunes autour d'activités nautiques encadrées par les éducateurs sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole.

La seconde composante de l'animation réside dans sa complémentarité avec des activités proposées aux jeunes âgés de 8 à 14 ans au sein du stade de la Mosson et du gymnase municipal Jean Bouin et ses plateaux sportifs annexes afin de pratiquer un mélange d'animations sportives et culturelles (football, basket-ball, le futsal, break dance, initiation au mix musical...).

Afin de permettre l'accès des jeunes aux animations proposées, il apparaît opportun de mettre en place un tarif d'accès journalier (hors week-end) au Centre Nautique réduit à 1€ pour la tranche horaire 15h30 à 18h00.

Ce nouveau tarif préférentiel prendra effet le 17 juillet 2017 et s'achèvera le 18 août 2017 à 18h00.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en place d'une animation multi-activités au sein du Centre Nautique Neptune en lien avec la Ville de Montpellier et des associations partenaires,
- adopter le nouveau tarif d'accès au Centre Nautique Neptune à 1€ dans les conditions évoquées ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144864-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMÉAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL**

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ATTRIBUTION DE SUBVENTION - SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE POUR LE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ TAEKWONDO - FONDS SPÉCIAL SPORT - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Au regard de ses compétences, la Métropole est un acteur fort et reconnu dans le développement du sport au niveau local, national et international.

A ce titre, conformément à la délibération n°4846 du 26 septembre 2002, Montpellier Méditerranée Métropole accompagne les clubs et associations sportives de son territoire dans l'organisation d'actions et de manifestations qui contribuent au rayonnement de la pratique sportive.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole d'autoriser l'attribution des subventions suivantes :

1/ Affectation d'une subvention complémentaire au Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo.

Au regard de ces résultats sportifs exceptionnels cette année, le club Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo a été classé meilleur club de France dans toutes les catégories d'âge en 2017 à savoir:

- catégorie juniors avec 6 médailles dont 3 titres de champions de France, 1 vice-champion de France et 2 médailles de bronze.
- catégorie Espoirs avec 6 médailles dont 2 titres de champions de France, 2 vice-champions de France et 2 médailles de bronze.
- catégorie Seniors avec 5 médailles dont 2 titres de champions de France, 2 vice-champions de France et 1 médaille de bronze.

Par ailleurs, le Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo compte de nombreux sélectionnés dans les prochaines grandes compétitions internationales :

- 4 athlètes sont sélectionnés pour le championnat du Monde sénior qui se déroulera en Corée du Sud fin juin,
- 2 athlètes sont sélectionnés pour les Jeux Olympiques « étudiants » en août 2017,
- 1 athlète sélectionné pour le championnat d'Europe cadet qui aura lieu en Bulgarie en septembre 2017,
- 4 athlètes présélectionnés pour le championnat d'Europe junior à Chypre en octobre 2017.

Dans ce contexte sportif, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite attribuer une subvention complémentaire d'un montant de 10 000€ afin d'aider le club à organiser les prochains déplacements à l'étranger et faire rayonner les couleurs de la Métropole dans chacune de ces compétitions internationales.

2/ Attribution d'une aide pour l'organisation d'un tournoi international de Gymnastique Rythmique et Sportive à Montpellier.

Montpellier GRS et le pôle espoir de Montpellier organisent conjointement le tournoi international de Gymnastique Rythmique et Sportive les 8 et 9 juillet prochain au palais des sports René Bougnol. Cette organisation répond à la volonté de créer un événement de niveau international, s'appuyant sur la notoriété acquise par Montpellier à l'échelon national et international.

Ce tournoi réunira les meilleurs gymnastes des pays du monde entier dans les catégories espoir, Juniors et Séniors. Parmi un plateau qui devrait tenir ses promesses, on pourra compter sur la présence de Neviana Vladinova, 7<sup>ème</sup> des derniers Jeux Olympiques.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite attribuer une aide exceptionnelle d'un montant de 4000€.

3/ Attribution d'une subvention à l'association « le club des supporters Blue Fox ».

Afin de faciliter leur soutien au MHB dans toutes les compétitions dans lesquelles le club est engagé et plus particulièrement dans le cadre de leur campagne européenne, il est proposé d'affecter une subvention exceptionnelle de 500€ à l'association « le club des supporters Blue Fox ».

4/ Soutien financier à l'organisation de la Coupe de France de Karaté au Palais des Sports.

La Fédération Française de Karaté et discipline associées en collaboration avec la Ligue Occitanie organise à Montpellier la Coupe de France de Karaté dans les disciplines Minimes, Cadets et Juniors. Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'associer à cet événement sportif majeur du paysage français en soutenant l'organisation de la manifestation par une aide financière de 1000€.

Les jeunes compétiteurs viennent des 5 régions de la zone sud de la France : Nouvelle aquitaine, Auvergne Rhône-Alpes, Occitanie, Provence Alpes Côte d'Azur et Corse.

La manifestation a eu lieu les 10 et 11 juin 2017 au Palais des Sports René BOUGNOL de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions ainsi que leurs affectations, dont le versement sera conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144101-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – STADE DE LA MOSSON "MONDIAL 98" -  
OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À  
DISPOSITION AU MONTPELLIER HÉRAULT SPORTS CLUB - SAISON SPORTIVE  
2017-2018 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Hérault Sport Club, qui évolue en championnat de France de Ligue 1, dispute ses rencontres au stade de la Mosson « Mondial 98 » transféré à la Métropole par la délibération n°4848 du 22 octobre 2002.

La présence d'une équipe professionnelle qui évolue au plus haut niveau répond aux attentes d'un très large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national.

C'est dans ce cadre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite faire bénéficier la Société par Actions Simplifiées (S.A.S) Montpellier Hérault Sport Club des installations du stade de la Mosson « Mondial 98 » pour la saison sportive 2017-2018.

Dans cette perspective, il convient d'établir avec la S.A.S du Montpellier Hérault Sport Club une convention de mise à disposition pour la saison à venir.

L'ensemble des biens et espaces sont mis à la disposition de la société de manière non exclusive. Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'organiser des manifestations en dehors de la mise à disposition des installations à la société.

En contrepartie de l'utilisation non exclusive du Stade de la Mosson « Mondial 98 », la S.A.S. acquitte une redevance tenant compte des avantages qu'elle en retire.

Cette redevance comprend la valeur des équipements mis à disposition et des charges de fonctionnement supportées par Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour la saison 2017-2018, la redevance sera de **310 428 €** hors taxe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition du stade de la Mosson "Mondial 98" pour la saison 2017-2018 ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1144954-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PALAIS DES SPORTS RENÉ BOUGNOL  
- OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE  
À DISPOSITION AU MONTPELLIER HANDBALL - SAISON SPORTIVE 2017-2018 -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Handball, qui évolue en championnat de France de 1<sup>ère</sup> division depuis 1992-1993, dispute ses rencontres au Palais des Sports René Bougnol, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Montpellier Handball a remporté deux nouveaux titres en 2016 : la coupe de la Ligue et la coupe de France de Handball. De plus, durant l'été, cinq joueurs montpelliérains ont été médaillés aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro avec l'équipe de France : Michaël GUIGOU, Vincent GERARD, Valentin PORTE, Mathieu GREBILLE et Ludovic FABREGAS.

La présence d'une équipe professionnelle qui évolue au plus haut niveau national avec ses 40 titres (14 Championnats de France - 13 Coupes de France - 10 Coupes de la Ligue - 2 Trophées des Champions - 1 Ligue des Champions) répond aux attentes d'un large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national et international indéniable.

La Métropole souhaite donc continuer à faire bénéficier la Société par Actions Simplifiées du « Montpellier Handball » des installations du Palais des Sports René Bougnol de Montpellier pour la saison sportive 2017 -2018.

Dans cette perspective, il convient d'établir avec la Société par Actions Simplifiées « Montpellier Handball » une convention de mise à disposition, pour la saison à venir qui prévoit la mise à disposition de l'équipement et règle les obligations réciproques du club et de la Métropole.

L'ensemble des biens et espaces sont mis à la disposition de la société de manière non exclusive, à l'exception des locaux administratifs du club situés dans le club house Jean Paul Lacombe. Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'organiser des manifestations en dehors de la mise à disposition des installations à la société.

En contrepartie de l'utilisation du Palais des sports, la Société par Actions Simplifiées « Montpellier Handball » acquitte une redevance tenant compte des avantages qu'elle en retire.

Cette redevance comprend la valeur des équipements mis à disposition et des charges de fonctionnement supportées par la Métropole.

Pour la saison 2017-2018, la redevance d'occupation domaniale est estimée à 142 813€ hors taxe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol pour la saison 2017-2018 ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de la Métropole de Montpellier, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144975-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR -  
OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR LE MOIS DE JUILLET  
2017 - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION AU MONTPELLIER HÉRAULT RUGBY  
CLUB - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Rugby Club, qui évolue au plus haut niveau national au sein du championnat de France « Top 14 », et sur le plan européen en remportant l' « European Challenge Cup » en 2016 dispute ses rencontres au sein du complexe sportif « Yves-Du-Manoir », propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

La présence d'une équipe professionnelle qui évolue au plus haut niveau répond aux attentes d'un très large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national et international. Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole formalise à chaque nouvelle saison sportive une convention de mise à disposition, pour la saison à venir avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle du Montpellier Rugby Club.

Cependant, afin de pouvoir mener à terme les discussions en cours avec le club concernant les modalités de mise à disposition des installations sportives utilisées, il convient d'établir une convention transitoire d'un mois avec le Montpellier Rugby Club afin de l'autoriser à occuper les espaces utiles à l'activité du club au mois de juillet,

La convention transitoire définit les modalités de mise à disposition des espaces à compter de la date de signature jusqu'au 31 juillet 2017. Elle prévoit l'utilisation d'espaces par la société de manière permanente concernant les espaces et locaux mis à la disposition du club pour son activité.

En contrepartie de l'utilisation des installations mises à disposition, la Société Anonyme Sportive Professionnelle du Montpellier Rugby Club acquitte une redevance tenant compte des avantages qu'elle en retire.

La mise à disposition des espaces est consentie et acceptée moyennant une redevance, prenant en compte les avantages de toute nature dont bénéficie la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Rugby Club, fixée à 3 991,5 € H.T par mois. Les charges font l'objet d'une facturation forfaitaire de 375 € H.T par mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition des espaces permanents du complexe sportif Yves-du-Manoir pour le mois de juillet 2017,
- dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14737

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1145185-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNE**

M. Philippe SAUREL.

## **TRANSPORTS ET MOBILITE**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

## **TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRANSPORTS EN COMMUN - MODIFICATION DE LA GRILLE TARIFAIRE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les crises actuelles dans le monde (Erythrée, Soudan, Syrie, Afghanistan,...) conduisent des populations à migrer vers l'Europe et certains trouvent refuge sur le territoire de la Métropole.

Aussi, afin de venir en aide aux demandeurs d'asile et leur permettre notamment d'effectuer leurs démarches administratives, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite contribuer à leur mobilité en leur offrant la capacité d'emprunter le réseau de transports en commun du territoire métropolitain.

Dans ce cadre, il est proposé la création d'un titre de transport pour les demandeurs d'asile, tout en veillant à l'équilibre global de la grille tarifaire des transports de la Métropole. Ce titre sera accordé aux demandeurs d'asile qui résident sur le territoire de la Métropole et qui bénéficient de l'Allocation pour les Demandeurs d'Asile (ADA), allocation versée par l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFFI).

Leurs ressources financières étant faibles (l'ADA est de 6,80 €/jour pour une personne seule), la tarification ainsi proposée portera sur la création d'un abonnement mensuel de 3,40 €, permettant aux bénéficiaires et à leurs ayants-droits de voyager sur le réseau TaM.

Pour faciliter l'accès à ce service, constituer les dossiers, surmonter le barrage de la langue, un partenariat sera engagé avec l'association GAMMES. Cette association, qui œuvre depuis 1976 sur le territoire métropolitain pour venir en aide aux personnes fragilisées par l'âge, le handicap, l'exclusion..., assurera un rôle d'intermédiaire entre le public intéressé et les services de TaM.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'un nouveau titre tel que décrit ci-dessus et la mise à jour de l'annexe 19-Grille tarifaire du contrat de Délégation de Service Public ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1145365-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES DONNÉES ENTRE AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En vue de l'élaboration d'un modèle de trafic routier pour l'évaluation de deux projets de raccordement sur A9 et A709, dans le cadre du plan d'investissement autoroutier, Autoroutes du Sud de la France sollicite Montpellier Méditerranée Métropole pour une mise à disposition des données de l'enquête globale des déplacements de l'Hérault 2012-2015. Ces données sont la propriété du Département de l'Hérault, de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau, de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, de la Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée et de l'Etat.

Les deux projets, le Contournement Ouest de Montpellier (COM) à l'Ouest et la déviation de Baillargues à l'Est, vont directement contribuer à l'amélioration des conditions de circulation sur la Métropole. Il est donc proposé au Conseil de Métropole, dans le cadre de ces études, de mettre à disposition les données demandées, les modalités pratiques étant définies dans l'acte d'engagement.

En parallèle, Montpellier Méditerranée Métropole sollicite la mise à disposition des données de trafic sur l'A9 et l'A709, dans le cadre de la construction en cours de son propre modèle multimodal de simulation des déplacements, les modalités pratiques de mise à disposition de ces données trafic par ASF étant définies dans une convention annexe.

Ladite convention est signée pour une durée de trois ans. ASF reste propriétaire exclusif des données et documents qu'elle met à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole à titre gracieux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de mise à disposition des données de l'enquête globale des déplacements à Autoroutes du Sud de la France,
- approuver le projet de convention relative à la mise à disposition de données de trafic par Autoroutes du Sud de la France en vue de la réalisation du modèle multimodal métropolitain de simulation des déplacements,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144442-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



## **VOIRIE, ESPACE PUBLIC**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – PROGRAMMATION 2017 DE TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DE RÉSEAUX SECS ET DE RÉNOVATION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC - CONVENTIONS AVEC LE SYNDICAT HÉRAULT ÉNERGIES (SHE) - DÉLIBÉRATION CADRE DE DEMANDE DE SUBVENTIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, et l'Espace Public, rapporte :

En application de l'article L5217-2 du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'entretien et l'aménagement de la voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires, sur le territoire des 31 communes membres.

De plus, elle est également Autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et à ce titre assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire.

Cette compétence est assumée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux. Le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Dans la poursuite des projets communaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite enfouir les réseaux d'éclairage public dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants et de rationalisation de l'action et de la dépense publique.

Hérault Energies réalise des études pour les travaux d'extension, de renforcement, et de dissimulation des réseaux et propose les plans de financement correspondants.

A ce titre, dans le cadre de la programmation de travaux 2017, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite conclure, avec le Syndicat Hérault Energies, des conventions définissant les principaux droits et obligations des parties pour des projets liés à des travaux d'enfouissement, d'effacement, d'extension et de renforcement de l'éclairage public, en application de l'article 2.II de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage.

La programmation métropolitaine de travaux d'enfouissement 2017 décline les opérations suivantes :

Pôle Plaine Ouest

- SAINT JEAN DE VEDAS : enfouissement de réseaux et rénovation rue du petit Pradet.  
Montant total des travaux : 26 100 € TTC ;  
Montant des travaux « électricité » : 20 000 € TTC ;  
Montant des travaux « télécommunications » : 6 100 € TTC ;  
Subventions potentielles Hérault Energies sur l'ensemble des travaux : 9 800 € ;  
Une partie de la TVA sur les travaux est directement récupérée par Hérault Energies : 3 100 €.  
Echéancier de travaux : 4<sup>ème</sup> trimestre 2017.
- SAINT JEAN DE VEDAS : enfouissement de réseaux et rénovation rue des Jasses.  
Montant total des travaux : 51 700 € TTC ;  
Montant des travaux « électricité » : 39 500 € TTC ;  
Montant des travaux « télécommunications » : 12 200 € TTC ;  
Subventions potentielles Hérault Energies sur l'ensemble des travaux : 13 300 € ;  
Une partie de la TVA sur les travaux est directement récupérée par Hérault Energies : 6 200 €.  
Echéancier de travaux : dernier trimestre 2017.
- SAINT JEAN DE VEDAS : enfouissement de réseaux et rénovation rue des Ecoles.  
Montant total des travaux : 149 300 € TTC ;  
Montant des travaux « électricité » : 97 000 € TTC ;

Montant des travaux « éclairage public » : 27 700 € TTC ;  
Montant des travaux « télécommunications » : 24 600 € TTC ;  
Subventions potentielles Hérault Energies sur l'ensemble des travaux : 46 600 € ;  
Une partie de la TVA sur les travaux est directement récupérée par Hérault Energies : 15 200 €.  
Echéancier de travaux : Dernier trimestre 2017.

- SAINT JEAN DE VEDAS : enfouissement de réseaux et rénovation Avenue Georges Clémenceau.  
Montant total des travaux : 71 600 € TTC ;  
Montant des travaux « électricité » : 53 500 € TTC ;  
Montant des travaux « télécommunications » : 18 100 € TTC ;  
Subventions potentielles Hérault Energies sur l'ensemble des travaux : 18 100 € ;  
Une partie de la TVA sur les travaux est directement récupérée par Hérault Energies : 8 400 € ;  
Echéancier de travaux : Dernier trimestre 2017.
- SAINT JEAN DE VEDAS : enfouissement de réseaux et rénovation Rue des Roudères.  
Montant total des travaux : 344 400 € TTC ;  
Montant des travaux « électricité » : 173 000 € TTC ;  
Montant des travaux « éclairage public » : 90 600 € TTC ;  
Montant des travaux « télécommunications » : 80 800 € TTC ;  
Subventions potentielles Hérault Energies sur l'ensemble des travaux : 78 300 € ;  
Une partie de la TVA sur les travaux est directement récupérée par Hérault Energies : 27 000 €.  
Echéancier de travaux : 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

#### Pôle Cadoule et Bérange

- BEAULIEU : enfouissement de réseaux et rénovation Rue de la République.  
Montant total des travaux : 132 131,89 € TTC ;  
Montant des travaux « électricité » : 73 943,40 € TTC ;  
Montant des travaux « éclairage public » : 29 423,27 € TTC ;  
Montant des travaux « télécommunications » : 28 765,22 € TTC ;  
Subventions potentielles Hérault Energies sur l'ensemble des travaux : 77 389,74 € ;  
Une partie de la TVA sur les travaux est directement récupérée par Hérault Energies : 11 553,65 € ;  
Echéancier de travaux : Dernier semestre 2017.

Ces travaux et les plans de financement correspondants proposés par Hérault Energies doivent être approuvés par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le syndicat Hérault Energies subventionne également les travaux de rénovation de l'éclairage public permettant la réalisation d'économies. Dans ce domaine, la programmation métropolitaine des travaux pour 2017 prévoit les opérations suivantes :

#### Pôle Piémont et Garrigues

- MURVIEL-LES-MONTPELLIER : Travaux de mise en conformité de l'éclairage public (Remplacement de luminaires à vapeur).  
Montant total des travaux : 25 141,77 € TTC ;  
Subventions potentielles Hérault Energies : 15 000 € TTC ;  
Montant à charge Métropole : 10 141,77 € TTC ;
- SAINT GEORGES D'ORQUES : Travaux de mise en conformité de l'éclairage public (remplacement de luminaires à vapeur de Mercure).  
Montant total des travaux : 43 467,22 € TTC ;  
Subventions potentielles Hérault Energies : 20 000 € TTC ;  
Montant à charge Métropole : 23 467,22 € TTC ;
- GRABELS : Travaux de mise en conformité de l'éclairage public (remplacement de luminaires à vapeur de Mercure).  
Montant total des travaux : 49 598,95 € TTC ;  
Subventions potentielles Hérault Energies : 20 000 € TTC ;

Montant à charge Métropole : 23 598,95 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accepter les projets d'enfouissement des réseaux situés sur les communes de Saint Jean de Védas et Beaulieu ;
- accepter les plans de financement correspondants ;
- solliciter Hérault Énergies pour l'inscription de ces opérations à son prochain programme de travaux ;
- solliciter Hérault Énergies pour l'octroi des subventions sur ces opérations ;
- solliciter les subventions les plus élevées possibles pour les travaux de rénovation de l'éclairage public sur les communes de Murviel-lès-Montpellier, Saint Georges d'Orques, Grabels ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 905 et 908 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire et à son exécution, dont les conventions financières avec Hérault Energies.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144870-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

**Absent(es):**

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION D'AUTORISATION DE RACCORDEMENT  
AU RÉSEAU D'EAU DE LA NOUVELLE FACULTÉ DE MÉDECINE DE L'UNIVERSITÉ  
DE MONTPELLIER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, et l'Espace Public, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition ascendante des services de la Ville de Montpellier vers la Métropole, et conformément à la délibération du Conseil Municipal de Montpellier du 17 décembre 2015, la Direction paysage et biodiversité assure la gestion des espaces verts du parvis Pierre Mauroy de la nouvelle faculté de médecine de Montpellier pour le compte de la Métropole.

Afin d'optimiser de façon durable le bon développement des plantations sur cet espace, un arrosage automatique doit être mis en place. Le compteur d'eau le plus accessible se situe dans l'enceinte de l'université.

Une convention d'autorisation de raccordement au réseau d'eau de la nouvelle faculté de médecine de l'Université de Montpellier est donc nécessaire pour fixer les conditions d'utilisation ainsi que les modalités financières.

La consommation en eau pour l'arrosage de l'îlot végétalisé du parvis Pierre Mauroy est estimée à 980m<sup>3</sup>/an les trois premières années puis à 950m<sup>3</sup>/an les années suivantes. Elle sera limitée à 1000 m<sup>3</sup> par an.

Montpellier Méditerranée Métropole mettra en place un compteur divisionnaire à ses frais et se verra refacturer les volumes comptés. La convention est établie pour une durée de 10 ans. Elle sera conduite de manière expresse pour une même durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'autorisation de raccordement au réseau d'eau de la nouvelle Faculté de Médecine de l'Université de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention afférente, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1143546-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL



**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – RECALIBRAGE RD26 ET RD26E1 ET AMÉNAGEMENT D'UN CHEMINEMENT DOUX ENTRE MAUGUIO ET BAILLARGUES - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA MÉTROPOLE ET LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, et l'Espace Public, rapporte :

Dans le cadre de la convention relative au financement des études et travaux liés à la suppression du passage à niveau n°33 de Baillargues, un partenariat a permis de valider le montage d'un projet global qui regroupe le pôle d'échanges multimodal, la mise en accessibilité des quais ferroviaires, la dénivellation du passage à niveau n°33 et les travaux de voirie à réaliser sur la route départementale n°26.

Le département de l'Hérault, a lancé le programme d'aménagement des RD26 et RD26E1 ayant pour objectif le recalibrage et la mise en sécurité des circulations (notamment pour les modes de transport doux), entre deux zones urbanisées de l'agglomération Est Montpelliéraine, à savoir celles de Mauguio au Sud, et de Baillargues au Nord.

Ce projet fait l'objet d'une convention de co-financement entre le Département, Montpellier Méditerranée Métropole et Pays de L'Or Agglomération en date du 04 juin 2013 (hors frais d'études et acquisitions foncières).

Depuis le 1er janvier 2017, les routes départementales situées sur le territoire métropolitain ont été transférées à Montpellier Méditerranée Métropole qui en assurera la pleine gestion à compter du 1<sup>er</sup> juillet prochain.

L'opération de recalibrage de la RD26/RD26E1 porte pour partie sur le territoire métropolitain et pour partie hors de ce territoire, sa maîtrise d'ouvrage va aussi être scindée entre la Métropole et le Département de l'Hérault.

La loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique du 12 juillet 1985 dispose que lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

Ainsi, afin de ne pas freiner l'avancement de l'opération dont le plan de financement n'est pas arrêté définitivement, les parties conviennent d'opérer un transfert de maîtrise d'ouvrage permettant au Département de poursuivre l'opération engagée.

La convention a donc pour objet de désigner le Département maître d'ouvrage de l'opération d'aménagement de la RD26/RD26A1 relevant de la compétence métropolitaine et ce en vue de finaliser la phase PROJET relative au recalibrage et la mise en sécurité des circulations.

Avant l'échéance de cette phase, les parties pourront, le cas échéant, compléter par avenant à la convention la maîtrise d'ouvrage confiée au Département.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec le Département de l'Hérault pour le transfert de maîtrise d'ouvrage du projet de recalibrage de la RD26/RD26E1;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1143837-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – TRANSFERT DES ROUTES CLASSÉES DANS LE DOMAINE PUBLIC DÉPARTEMENTAL - VOIRIES SITUÉES EN LIMITE DE PÉRIMÈTRES DE COMPÉTENCE - CONVENTION DE GESTION AVEC LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. YOUSSEUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, et l'Espace Public, rapporte :

Sur le fondement de l'article L. 5217-2 IV du Code général des collectivités territoriales, le Département de l'Hérault a transféré une partie du domaine routier départemental situé sur le périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er janvier 2017.

Afin d'organiser les transferts, il a été décidé la poursuite de l'exercice des compétences par le Département pour une période de six mois. C'est ainsi qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet prochain, toutes les composantes de la compétence liées à la gestion du réseau routier transféré (modernisation, entretien courant, gros entretien, exploitation, viabilité hivernale, gestion du domaine public,...), seront exercées en pleine responsabilité par Montpellier Méditerranée Métropole.

Toutefois, à l'interface des périmètres de Montpellier Méditerranée Métropole et du Département, l'axe de certaines routes départementales constitue la limite administrative entre les deux territoires. Pour une meilleure efficacité en matière d'entretien, d'exploitation et de gestion du domaine public de ces sections, il convient de confier à l'une ou l'autre des parties la gestion complète de celles-ci.

Par ailleurs, certaines voies pénètrent ou sortent alternativement de l'un ou l'autre des territoires. Pour des raisons d'homogénéité et de sécurité d'exploitation, il est également nécessaire d'assurer une continuité en matière d'entretien, d'exploitation et de gestion du domaine public de ces voies.

Aussi, il apparaît indispensable de mettre en œuvre une politique d'intervention cohérente pour la gestion des voies devenues métropolitaines et voies départementales situées en périphérie des territoires de Montpellier Méditerranée Métropole et du Département.

Les nouvelles limites de gestion ne correspondent donc pas aux strictes limites administratives mais sont définies d'un commun accord, selon les critères suivants :

- rendre le meilleur service à l'utilisateur,
- garantir un niveau de service homogène, dans des logiques d'itinéraires,
- garantir aux véhicules d'entretien ou exploitation des parcours cohérents et sécurisés,
- respecter les grands équilibres en matière de linéaires gérés par chaque personne publique.

Au total, 36,3 km de routes, 1 km de pistes cyclables et 26 ponts sont concernés.

Le projet de convention établi pour la gestion des voies limitrophes, à conclure entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault, permet d'assurer la mise en œuvre d'une mission de service public commune qui n'obéit qu'à des considérations d'intérêt général, dans le cadre d'une neutralité financière pour les deux parties. Il est complété par onze annexes, dont une carte générale des nouvelles limites de gestion entre le Département et la Métropole, qui définissent précisément les ouvrages et tâches concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de gestion et d'exploitation des voiries situées en limite des périmètres de compétence de la Métropole et du Département de l'Hérault,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la dite-convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 05/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170628-lmc1144769-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – TRANSFERT DES ROUTES CLASSÉES DANS LE  
DOMAINE PUBLIC DÉPARTEMENTAL - CONVENTION AVEC LE DÉPARTEMENT  
DE L'HÉRAULT POUR LE DÉBROUSSAILLEMENT DES ABORDS DES ROUTES  
TRANSFÉRÉES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, et l'Espace Public, rapporte :

En matière de politiques publiques de prévention des feux de forêts, compétence départementale, la caractérisation des différents niveaux de service et des normes d'entretien participe à une action de lutte plus efficace. De plus, il est indispensable que les voies DFCI (Défense des Forêts Contre l'Incendie) empruntées par les véhicules de prévention et de lutte soient débroussaillées selon les normes afin d'assurer la sécurité.

L'organisation actuelle du Département en matière de travaux de débroussaillage des pistes et des routes relevant du schéma stratégique départemental DFCI porte sur 2 020 km de voies ; 37,65 km soit moins de 2% du linéaire de voies concernées par les obligations légales de débroussaillage, ont été transférées à la Métropole.

Compte tenu des obligations de chaque entité, des enjeux de sécurité sur le territoire et de la superposition des activités, il est proposé la poursuite des opérations d'entretien en débroussaillage par le Département au profit de la Métropole sous couvert d'une convention de gestion pour débroussaillage des routes départementales transférées et relevant du schéma stratégique DFCI départemental, en application des articles L 5217-7 et L 5215-27 du Code général des collectivités territoriales.

Cette convention prendrait effet le 1<sup>er</sup> juillet 2017 pour une durée d'un an, renouvelable deux fois.

Les frais engagés par le Département pour le compte de la Métropole seraient remboursés sur la base d'un état récapitulatif trimestriel des prestations constatées, à l'euro près.

Le montant des travaux est estimé à 35 K€ par an en moyenne.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion de la convention relative au débroussaillage des abords des routes départementales ;
- dire que les dépenses seront inscrites aux budgets 2017 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1144776-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-L. COUSQUER à Mme M. BODKIN, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. P. KRZYZANSKI, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN, Mme S. JANNIN à M. M. LEVITA, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER à M. J. MALEK.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE, Mme B. MICHEL



**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – TRANSFERT DES ROUTES CLASSÉES DANS LE DOMAINE PUBLIC DÉPARTEMENTAL - CONVENTIONS AVEC LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT POUR LA MAINTENANCE MULTI TECHNIQUE ET L'ENTRETIEN DES BÂTIMENTS MIS À DISPOSITION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, et l'Espace Public, rapporte :

L'article 90 de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) prévoit le transfert à la Métropole de la gestion de tout ou partie des routes classées dans le domaine public routier départemental ainsi que leurs dépendances et accessoires situés à l'intérieur de son périmètre.

Par convention, en date du 23 décembre 2016, le Département et la Métropole ont organisé les modalités de ce transfert en fixant le périmètre de la compétence, le montant des charges transférées, la compensation due par le Département à la Métropole et les modalités de mise en œuvre.

Au titre de ce transfert deux bâtiments situés à Montpellier et à Fabrègues sont mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole par le Département.

Conformément aux articles L 5217-7 et L 5215-27 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et en accord avec ce dernier, la Métropole souhaite confier au Département, par le biais de conventions, la gestion des biens immeubles mis à disposition.

Pour le site du « Parc départemental Marconi » situé au Millénaire, 233 rue Guglielmo Marconi, 34000 Montpellier, où sont implantés notamment les locaux de l'agence départementale et du centre d'exploitation routier du Millénaire, objets du transfert, la convention proposée est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction. Elle a pour objet :

- de définir les conditions dans lesquelles le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole assurent la gestion du site, l'exploitation des équipements, l'exécution des travaux d'entretien et la répartition des charges sur le site,
- de préciser, compte tenu de l'imbrication des sites et des différents réseaux, la répartition des responsabilités et des charges déclinées par rubriques,
- de définir les modalités de remboursement au Département des coûts relevant de la compétence voirie espaces publics,
- de préciser les modalités d'accès aux locaux mis à disposition, locaux partagés et différentes zones du site.

Pour le site du « centre d'exploitation routier de Fabrègues » la convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle a pour objet :

- de définir les conditions dans lesquelles le Département de l'Hérault conserve de manière transitoire la maintenance et la vérification périodique des équipements,
- de préciser la répartition des responsabilités et les modalités de refacturation des charges.

Pour les deux conventions, les immeubles concernés et les espaces partagés sont décrits au procès-verbal de mise à disposition prévu par le Code général des collectivités territoriales. Il est prévu que les conventions prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion de la convention relative à la gestion d'une partie des locaux du site Marconi au Millénaire ;
- autoriser la conclusion de la convention relative à la gestion de la totalité des locaux du centre d'exploitation de Fabrègues ;
- dire que les dépenses seront inscrites aux budgets 2017 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14755

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 05/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170628-lmc1143849-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**PARTIE 2**  
**DECISIONS**

## PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 28 juin 2017  
 Décisions prises par le Président  
 et non présentées lors du précédent Conseil,  
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-585	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3771 - Lot n°1: Maitrise d'œuvre des travaux de construction des réseaux de l'Intercepteur Est Amont tronçon RD 65	318
D2017-111	Décision d'ester en justice "Suzette PECH - Requête n°1606176-8 TA"	320
D2017-133	Décision relative au déclassement du domaine public d'une partie de la rue du Prado et de ses abords sur la Commune de Castelnau-le-Lez	321
D2017-143	Décision relative à une convention d'occupation d'un local Tramway dans le parking Arc de Triomphe	323
D2017-154	Décision relative au marché 4603VD16 pour la fourniture de composteurs individuels et collectifs avec notice d'utilisation et de seaux de pré-collecte en plastique pour les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole	325
D2017-172	Décision relative au marché 4463EA16 pour l'assistance foncière en vue de la réalisation de projets sur les ouvrages hydrauliques et d'assainissement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	327
D2017-196	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public entre la commune de Perols et Montpellier Méditerranée Métropole - Local situé 9 rue du Pradas à Pérols	329
D2017-200	Décision relative au dépôt d'une déclaration préalable - Parcelle LT n°75 - Lac des Garrigues à Montpellier	331
D2017-212	Décision modificative de la décision n°2016-783 relative à la conclusion d'un contrat de maintenance de véhicules électriques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Mobileco	333
D2017-213	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement d'une parcelle située 400 avenue Marcel Dassault à Castelnau-le-Lez	335
D2017-225	Décision relative aux avenants de prolongation pour les marchés n°4087TV15 - Maintenance et travaux de voirie sur le territoire de Montpellier - Lots 1 à 4	337
D2017-233	Décision relative à un marché de maîtrise d'oeuvre dans le cadre du mandat confié à SA3M pour la réalisation des travaux de réhabilitation de l'ancienne mairie, préfigurateur de la French Tech	339
D2017-246	Décision relative au marché n°4695DS16 concernant la maintenance du système de contrôle d'accès des sites Yves du Manoir et Mosson	341
D2017-248	Décision relative à la mise en place de l'avenant 2 au marché 4416EA16 de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du pont des Pradiers	343
D2017-249	Décision relative à l'attribution du marché n°8.28A portant sur l'acquisition d'une table élévatrice dépose/pose bogie pour le dépôt de Jeune Parque dans le cadre du bouclage de la ligne 4 de tramway	345
D2017-257	Décision relative à une demande de permis de construire modificatif relatif à des travaux réalisés par le délégataire en charge de l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST	347

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2017-258	Décision relative à l'avenant n° 1 au marché 3837GD15 de "Traitement des collectes des encombrants des communes de Montpellier Méditerranée Métropole - lot 2 : tri et valorisation des bennes bois des Points Propreté"	349
D2017-259	Décision relative au marché n°4769DC17 - Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Autorisation de signature - Aménagements scénographiques de l'exposition " Circulez, y a tout à voir ! "	351
D2017-267	Décision relative à un marché n°4464RI16 de maintenance et d'évolutions d'une plateforme open source de dématérialisation des actes administratifs PASTELL, IPARAPHEUR, S <sup>2</sup> LOW, PORTAIL EDEMAT (DRUPAL)	353
D2017-271	Décision relative à la participation au groupement de commandes avec le Syndicat Hérault Énergies (SHE) pour la fourniture de gaz et de bois - Autorisation de lancement de la consultation de l'accord-cadre et ses marchés subséquents	355
D2017-273	Décision relative au marché n°4766DC17 - Réfection de l'entrée, de l'accueil et compléments de mobiliers de la Médiathèque F. GIROUD à Castries	357
D2017-277	Décision relative à l'accord-cadre n°4643RI16 - Mise en place d'objets connectés sur le territoire de la Métropole	359
D2017-278	Décision relative au contrôle de concession de distribution publique d'électricité et de gaz et analyse des raccordements - Convention constitutive de groupement de commandes avec Hérault Énergies	361
D2017-281	Décision relative à la passation d'un marché à bons de commande n°4744DS17 concernant l'analyse de la qualité de l'air ambiant et des THM dans l'air et dans l'eau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole	363
D2017-287	Décision relative au marché n°3792DC14 - Maintenance multitechnique dans les Bâtiments Culturels - Avenant numéro 1	365
D2017-288	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée H n°1003 partie B sise commune de Castries dans le cadre de l'extension et de la réhabilitation du point propriété - Communes de Baillargues et Castries	367
D2017-289	Décision relative à la prise de possession anticipée de la parcelle cadastrée H n°1003 partie B - Commune de Castries	369
D2017-291	Décision relative à un marché n°4459EA16 d'étude hydraulique et d'analyse multicritère à Lavérune	371
D2017-297	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Emasolar - Ateliers Eco-artisans rue de Font Froide à Montpellier	373
D2017-301	Décision relative à un marché n° 4637RI16 "maintenance et évolution du logiciel A.I.R.S. de gestion dématérialisée des actes administratifs et du logiciel A.I.R.S. de gestion du courrier"	375
D2017-302	Décision relative à l'avenant de transfert, de la SAS SPIE Sud-Ouest à la SAS SPIE CityNetworks, du marché n°4232TV15 relatif à la requalification de la voie et mise à double sens - avenue du Pont Trinquat - Section Rue des Acconiers / Chemin de Moulares de Montpellier	377

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2017-309	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la 3ème ligne de tramway	379
D2017-311	Décision relative à l'attribution de l'accord cadre n°4657MG16 - Location et entretien de véhicules et engins techniques pour Montpellier Méditerranée Métropole	381
D2017-313	Décision relative au marché n°4759EA17 - Élaboration du zonage pluvial de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal	383
D2017-315	Décision relative à l'attribution d'un accord-cadre à bons de commande pour les prestations de géomètre dans le cadre du mandat d'études pour la préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain sur le quartier de la Mosson à Montpellier	385
D2017-317	Décision relative à l'agrément de candidature de la Grande École du Numérique Up To by Simplon dans l'espace French Tech situé dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	387
D2017-319	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°4289MG16 - Assistance à maîtrise d'ouvrage - Installations photovoltaïques en autoconsommation.	389
D2017-320	Décision relative à un accord-cadre à bons de commande n°4723DS17 concernant la maintenance des machines-outils de motoculture des stades de Montpellier Méditerranée Métropole	391
D2017-322	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3978DS15 lot 1 "terrassement et gros œuvre" pour la construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès	393
D2017-324	Décision relative à la mise en place de l'avenant 1 au marché n°3546bis - Étude de danger des digues de Montpellier Méditerranée Métropole	395
D2017-327	Décision relative à la passation d'un marché de prestations de service n°4654DS16 concernant le nettoyage de la piscine Olympique Antigone	397
D2017-328	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la 5ème ligne de tramway	399
D2017-329	Décision relative à la délégation du Droit de Préemption Urbain sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	401
D2017-330	Décision relative au déclassement du domaine public d'un ancien chemin de desserte situé lieu-dit Lou Bourbouissou à Vendargues	403
D2017-331	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société HURRICANE dans le cadre du Festival International des Sports Extrêmes 2017	405
D2017-332	Décision relative à un marché n°4797DS17 d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets pour le développement des sports extrêmes - FISE World Montpellier 2017	407
D2017-333	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle A2698 située chemin des Courtines à Sussargues	409

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2017-334	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle CA 743 située 4 rue des 4 vents au Crès	411
D2017-336	Décision relative à l'acquisition de la parcelle B n°316 sise commune de Murviel-lès-Montpellier - Aménagement du site archéologique du Castellas	413
D2017-337	Décision relative à un marché n°4718DM17 de fourniture et pose de panneaux de signalisation dynamique pour le tunnel de la Comédie	415
D2017-338	Décision relative au marché n°4550DMP16 de contrôle des installations électriques des carrefours à feux et des dispositifs de fermetures automatiques de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 de transfert	417
D2017-339	Décision relative à un marché n°4750bisRH17 de prestations de formation en Langue Anglaise	419
D2017-340	Décision relative au marché n°4747DC17 pour la fourniture et l'installation de matériel de radio identification (RFID) à la médiathèque Françoise Giroud	421
D2017-341	Décision relative à la mise en place d'un accord-cadre n°4755DC17 pour le transport d'instruments de musique et des matériels d'orchestre	423
D2017-342	Décision relative à l'agrément de candidature de la société OPTIMUM MEDICAL dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	425
D2017-344	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la section B parcelles 924p, 393, 927, 925 et 926 situées RD 27 la colline de l'Yeuse à Murviel-lès-Montpellier	427
D2017-345	Décision relative à l'agrément de candidature de l'association PLANET SANTUARY CSI WOLRD / THESMAO dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier	429
D2017-346	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle BL0342 - BL0344 située 27 route de Montpellier à Saint Jean de Védas	431
D2017-347	Décision relative au marché n°4814DC17 de transport des œuvres en provenance des USA pour l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face"	433
D2017-348	Décision relative à l'agrément de candidature de la société FP ODYSSEUM dans la Zac Port Marianne - Portes de la Méditerranée à Montpellier	435
D2017-349	Décision relative à la cession à titre gratuit d'un ensemble de neuf vélos vétustes à l'association "Les amis et compagnons d'Emmaüs"	437
D2017-351	Décision relative au transfert de propriété de la Commune de Baillargues dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole du point propreté situé sur la parcelle section AX n°54b route de Castries	439
D2017-352	Décision relative à la mise en place de l'avenant n°1 au marché 4053EA15 de travaux de dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU sur la commune de Montpellier	441

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2017-353	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire pour travaux de la parcelle cadastrée AI n°76 sise commune de Lattes - Travaux de réparation de la digue de la Mosson	443
D2017-354	Décision relative à l'acquisition de 11 bus fonctionnant au GNV auprès de la centrale d'achats UGAP	445
D2017-355	Décision relative à la mise en place du marché n°4526EA16 - Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone - Lot n°1 : Travaux d'amélioration de la station d'épuration et Lot n°2 : Remplacement de la canalisation de rejet	447
D2017-356	Décision d'ester en justice "requête n°1701720-4 TA Cansino"	449
D2017-357	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle BN0164 située 13 rue de la Chaussée à Saint Jean de Védas	450
D2017-358	Décision relative au marché n°4770VD17 lots 1 & 2 concernant le Nettoyage des locaux des sites d'exploitation de la Régie de collecte des déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole	452
D2017-360	Décision relative à la mise en place du marché n°4704EA16 - Création d'un poste de refoulement des eaux usées, dévoiement d'une conduite EU gravitaire en fonte de diamètre 300 mm et aménagement d'une zone de stationnement-Parcelle AZ01596 CFAI - Commune de Baillargues	454
D2017-361	Décision d'ester en justice "Ellena CALLEGHER - Requête n°1604539-4 TA"	456
D2017-362	Décision de constitution de partie civile	457
D2017-363	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AO 190 de 78 m² auprès de la société PROMECIA - Commune de Cournonterral	459
D2017-364	Décision relative à l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole de deux portraits de Joseph Bonnier de la Mosson et de son épouse par Jean Ranc (Montpellier, 1674 - Madrid, 1735)	461
D2017-365	Décision d'ester en justice "Requête n°1701713-7 TA"	463
D2017-366	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée AB 469 - Délaissé de voirie situé boulevard Carrière Pèlerine - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	464
D2017-369	Décision relative à l'attribution du marché n°2.628 portant sur les travaux de signalisation ferroviaire et de voie ferrée pour le réaménagement du PN40 dans le cadre de la 2ème ligne de tramway	466
D2017-374	Décision relative au marché n°4807DC17 de travaux de muséographie de l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face"	468
D2017-375	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ENEKIO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	470
D2017-376	Décision relative à l'agrément de candidature de la société E-DENTECH dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	472



## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2017-377	Décision relative à une convention pour la mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole pour la saison sportive 2017-2018	474
D2017-379	Décision relative aux avenants de prix nouveaux ajoutés aux bordereaux des prix unitaires des lots portant sur le pôle Montpellier n°6, 7, 8 et 9 du marché n°4571AT16 d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public	476
D2017-380	Décision d'ester en justice "Référé préventif - Grand rue Jean Moulin à Montpellier"	478
D2017-382	Décision relative au sinistre ayant touché le local gardien de la déchetterie de Murviel-lès-Montpellier - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation	479
D2017-385	Décision d'ester en justice " Requête n°1702065-1 TA"	481
D2017-386	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AK 245 de 89 m² auprès de la SCI "LA MOULINE" - Commune de Cournonterral	482
D2017-388	Décision relative au marché subséquent n°4752DC17 au lot n°3 de l'accord cadre n° 4112DC16 pour le transport des œuvres de l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face"	484
D2017-389	Décision relative au marché subséquent n°4752 bis DC17 au lot n°2 de l'accord cadre n°4112DC16 pour le transport des œuvres de l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face"	486
D2017-390	Décision relative à l'attribution du marché n°2.629 portant sur les travaux de signalisation lumineuse tricolore et de voirie et réseaux divers pour le réaménagement du PN40 dans le cadre de la 2ème ligne de tramway	488
D2017-391	Décision relative à l'acquisition de la parcelle A 2329 de 215 m² auprès de la SCCV "LE CLAPAS" - Commune de Murviel-lès-Montpellier	490
D2017-392	Décision relative à un avenant de transfert concernant l'exécution du marché n°8.631 du groupe SPIE à la société SPIE City Networks	492
D2017-393	Décision relative à l'acquisition de la parcelle HZ 247 auprès de Madame PASTRE épouse GIBERT, rue des Chasseurs - Commune de Montpellier	494
D2017-397	Décision relative à l'agrément de candidature de la société GIFI MAG dans la ZAC du Fenouillet à Pérols	496
D2017-398	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AZ 183 auprès de l'indivision AGRECH / ZUBLENA, lieudit "Le Pouget" - Commune de Montferrier-sur-Lez	498
D2017-399	Décision relative à la signature du marché de mission de contrôle technique en phases conception et réalisation pour l'extension et la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DÉMÉTER » de Montpellier Méditerranée Métropole à Montpellier (F-34000)	500
D2017-400	Décision relative à l'instauration d'une servitude d'ancrages pour les besoins du tramway	502
D2017-401	Décision relative à l'acquisition de la parcelle OE 218 de 85 m² auprès de "SNC MARIGNAN RESIDENCES" - Avenue Etienne Méhul - Commune de Montpellier	504

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2017-402	Décision relative à la conclusion d'un marché n°4823CO17 de location et installation de structures événementielles et de mobilier de réception pour Montpellier Méditerranée Métropole	506
D2017-403	Décision relative à la donation à la médiathèque centrale Émile Zola d'un fonds documentaire consacré à l'écrivain Yves Navarre par M. Jean Perrenoud	508
D2017-404	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 569 appartenant à Monsieur et Madame FILLON - Commune de Saint-Drézery	510
D2017-405	Décision relative à l'acquisition des parcelles AI 565 et 566 appartenant à Madame THUIN - Chemin de Courbessac - Commune de Saint-Drézery	512
D2017-407	Décision relative au marché n°4137MG16 portant sur l'exploitation et la maintenance en génie climatique sur une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 de transfert	514
D2017-408	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EVAL & GO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	516
D2017-410	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société APPS VELOCITY au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	518
D2017-412	Décision relative au marché n°4806DC17 d'installation location et démontage de différents matériels de diffusion image et son pour l'exposition "Francis Bacon / Bruce Nauman - Face à face"	520
D2017-416	Décision relative à l'agrément de candidature de la société PASSE dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	522
D2017-417	Décision relative au prêt de cinq oeuvres en provenance de The Estate of Francis Bacon pour l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face"	524
D2017-421	Décision relative à la signature du marché de contrôle technique pour la réalisation des travaux d'amélioration des installations de captage et de valorisation du biogaz de l'unité AMETYST	526
D2017-426	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ASA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	528
D2017-428	Décision relative à une convention d'occupation pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre gratuit à destination des clubs aquatiques	530
D2017-429	Décision relative à une convention d'occupation pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre payant à destination des clubs aquatiques	532
D2017-433	Décision relative à la mise en place du marché n°4767DC17 pour la projections de cinéma en plein air dans le cadre de "La Métropole fait son Cinéma"	534
D2017-434	Décision relative au prêt d'une œuvre en provenance du Beyeler Museum de Riehen (Suisse) pour l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face"	536
D2017-435	Décision relative au prêt de douze œuvres en provenance du Centre Pompidou pour l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face"	538
D2017-437	Décision relative au marché n°4801DC17 de renouvellement des audiophones du musée Fabre	540
D2017-446	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SOLUCIEL dans l'Hôtel French Tech de Montpellier	542

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2017-449	Décision d'ester en justice "requête n°1702174-1 Jean-Claude CHATELAT"	544
D2017-452	Décision d'ester en justice "Requête n°1702215-1 TA"	545
D2017-454	Décision d'ester en justice "Occupation illégale - La Pailletrice Pérols"	546
D2017-462	Décision relative à la passation d'un marché n°4805DS17 pour la création d'une salle de musculation provisoire pour le haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier	547



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3771 - Lot n°1: Maitrise d'œuvre des travaux de construction des réseaux de l'Intercepteur Est Amont tronçon RD 65**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2015 relatif aux marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant au marché n°3771, lot n°1 avec l'entreprise CABINET MERLIN, pour la mission de maitrise d'œuvre des travaux de construction des réseaux de l'Intercepteur Est Amont tronçon RD 65.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Autorise la signature de l'avenant n°1 au marché n°3771, lot N°1 de maitrise d'œuvre des travaux de construction des réseaux de l'Intercepteur Est Amont tronçon RD 65, est passée avec l'entreprise CABINET MERLIN, agence de Montpellier, Multiparc Salaison – Bât 9, 145 rue de la Marbrerie, 34740 Vendargues.

**ARTICLE 2** : Il s'élève à 6 800,00 € HT.

**ARTICLE 3** : Le nouveau montant du marché s'élève à 41 997,50 € HT. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 4** : Cet avenant concerne l'adaptation de la rémunération de la maitrise d'œuvre suite aux demandes de la maitrise d'ouvrage, pour gérer les interfaces avec le projet de doublement de la RD65, porté par le Conseil départemental de l'Hérault.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-585
Reçue en Préfecture le	27/04/17
Affichée le	27/04/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170427-lmc1129800-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/04/2017

M. R. REVOL,

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Suzette PECH - Requête n°1606176-8 TA"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du transfert de compétence « voirie », il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de se substituer en défense à la commune de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1606176-8 par Madame Suzette PECH le 9 décembre 2016 tendant à la désignation d'un expert consécutivement à des engorgements depuis l'année 2013 de la canalisation d'évacuation d'eaux usées des WC de sa maison individuelle sise à Montpellier provoqués par des racines d'arbres plantées sur la voie publique.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-111
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503- lmc1139120-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au déclassement du domaine public d'une partie de la rue du Prado et de ses abords sur la Commune de Castelnau-le-Lez**

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Castelnau-le-Lez n°2016/02-07 en date du 25 février 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- **VU** la décision du Président n°D2016-187 en date du 5 avril 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Castelnau-le-Lez dans le domaine public métropolitain,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **CONSIDERANT** le périmètre du projet d'aménagement faisant l'objet du PUP (Projet Urbain Partenarial) Prado Concorde,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser du domaine public une emprise comprise dans ce périmètre avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est plus affectée à l'usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 1826 m<sup>2</sup> située rue du Prado et ses abords, sur la commune de Castelnau-le-Lez, soit 137 m<sup>2</sup> à extraire de la parcelle BA 243, soit 3 m<sup>2</sup> à extraire de la parcelle BA 218 et soit 1686 m<sup>2</sup> d'emprise non cadastrée.

**ARTICLE 2 :** Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 1826 m<sup>2</sup> issue de la rue du Prado et de ses abords à Castelnau-le-Lez.

**ARTICLE 3 :** Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

**ARTICLE 4 :** Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-133
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517- lmc1139487-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation d'un local Tramway dans le parking Arc de Triomphe**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,

**CONSIDERANT :**

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative aux parcs de stationnement détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale,
- que par contrat en date du 11 février 2013 et pour une durée de 12 ans, la Métropole a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation et la gestion du parking Arc de Triomphe,
- que par délibération n°9279 du 22 décembre 2009, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la convention d'exploitation du service des transports en commun passée avec le groupement TaM / Transdev – Montpellier, pour une durée de 8 ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2017.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser l'occupation d'un local technique destiné au tramway dans le parking Arc de Triomphe (à Montpellier)..

**ARTICLE 2 :** Le local technique mis à disposition, d'une superficie de 23 m<sup>2</sup>, est situé au niveau - 3 du parking Arc de Triomphe, exploité par Effia Stationnement.

**ARTICLE 3 :** La convention d'occupation tripartite est consentie pour toute la durée de fonctionnement des lignes du tramway. Elle pourra prendre fin, de droit, selon certaines conditions précisées dans la convention.

**ARTICLE 4 :** La mise à disposition du local est consentie à titre gratuit, compte tenu de l'affectation de celui-ci au service public des transports.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Président est autorisé à signer la convention d'occupation d'un local Tramway dans le parking Arc de Triomphe (à Montpellier).

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-143
Reçue en Préfecture le	11/05/17
Affichée le	11/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170511-lmc1139591-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 11/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché 4603VD16 pour la fourniture de composteurs individuels et collectifs avec notice d'utilisation et de seaux de pré-collecte en plastique pour les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur MEUNIER dans le domaine de la prévention et la valorisation des déchets et la propreté de l'espace public,

**- CONSIDÉRANT**

- la nécessité de passer un marché pour la fourniture de composteurs individuels et collectifs avec notice d'utilisation et de seaux de pré-collecte en plastique pour les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, cette consultation sera passée en application de l'article 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de 3 ans à compter de sa notification,
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (60%),
  - Valeur technique (35%),
  - Délai de livraison (5%),
- Que suite à l'ouverture des offres du 07 novembre 2016 et après analyse des offres, l'accord-cadre a été attribué à la société QUADRIA, sise ST JEAN D'ILLAC (33127) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'accord-cadre pour la fourniture de composteurs individuels et collectifs avec notice d'utilisation et de seaux de pré-collecte en plastique pour les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise QUADRIA, située à ST JEAN

D'ILLIAC (33127) pour un montant compris entre un seuil minimum de 40 000,00 € HT et un seuil maximum de 200 000,00€ HT.

**ARTICLE 2** : L'accord-cadre est conclu pour une période de 3 ans à compter de sa notification, son exécution se déroulera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

**ARTICLE 3** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-154
Reçue en Préfecture le	25/04/17
Affichée le	25/04/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170425-lmc1139804-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/04/2017

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché 4463EA16 pour l'assistance foncière  
en vue de la réalisation de projets sur les ouvrages hydrauliques et  
d'assainissement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans les domaines du service public de l'eau et de l'assainissement ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il est nécessaire de passer un accord-cadre de prestations intellectuelles pour l'assistance foncière en vue de la réalisation de projets sur les ouvrages hydrauliques et d'assainissement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-i.1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Cette consultation a été passée en application des articles 78 et 80 du Décret précité, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée d'un an à compter de sa notification et pouvant être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Prix des prestations au regard du DQE (60%) et Valeur technique (40%).
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 10 janvier 2017 a été informée de l'attribution de l'accord-cadre à bons de commande multi-attributaire aux entreprises : **SCET** sise 52 rue Jacques Hillairet - 75612 Paris, **SETIS** sise 1025 avenue Henri Becquerel - 34000 Montpellier et au **groupement FIT CONSEIL/TPFI** sise 12 boulevard Frédéric Sauvage - 13014 Marseille, présentant les offres économiquement les plus avantageuses.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'accord-cadre à bons de commande multi-attributaire sans minimum ni maximum, de prestations intellectuelles pour l'assistance foncière en vue de la réalisation de projets sur les ouvrages hydrauliques et d'assainissement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole aux entreprises suivantes : SCET, SETIS et au groupement

FIT CONSEIL/TPFI dont le mandataire est FIT CONSEIL, pour un montant estimatif et annuel de 267 750,00€ HT.

L'attribution des bons de commande suivra la méthode dite « à tour de rôle » en fonction de l'ordre de classement des offres.

L'accord-cadre peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-172
Reçue en Préfecture le	02/05/17
Affichée le	02/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170502-lmc1139914-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/05/2017

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public entre la commune de Pérols et Montpellier Méditerranée Métropole - Local situé 9 rue du Pradas à Pérols**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics ou privés ou consistant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et du Protocole »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences Voiries, Montpellier Méditerranée Métropole a besoin d'un local pour accueillir les services administratifs du Pôle Littoral Voiries et Espaces Publics.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La commune de Pérols et Montpellier Méditerranée Métropole signent une convention d'occupation temporaire du domaine public.

**ARTICLE 2** : La convention concerne un local de 173 m<sup>2</sup> dont la commune de Pérols est propriétaire, situé 9 rue du Pradas 34 470 Pérols.

**ARTICLE 3** : La convention est prévue pour une durée de 6 ans à compter de sa signature.

**ARTICLE 4** : La convention est consentie pour une redevance annuelle de 21 625 euros hors charges. Les charges sont estimées à 500 euros annuels.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-196
Reçue en Préfecture le	02/05/17
Affichée le	02/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170502- lmc1140199-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 02/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au dépôt d'une déclaration préalable  
- Parcelle LT n°75 - Lac des Garrigues à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « prévention des risques majeurs et la gestion des milieux aquatiques » ;
- **VU** la décision n°D2016-831 du 21 février 2017 relative à la convention de gestion de service au bénéfice de la commune de Montpellier pour l'entretien et l'aménagement du barrage du lac des Garrigues ;
- **CONSIDERANT** que la Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée section LT n°75, située avenue Guilhem de Poitiers à Montpellier, que cette parcelle est située en espace boisé classé ;
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de l'aménagement du barrage du Lac des Garrigues des coupes et abattages d'arbres seront réalisés suite à déclaration préalable conformément aux articles L 421-4 et R 421-23g du Code de l'urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, est autorisée à déposer la déclaration préalable concernant la coupe et abattage d'arbres en espace boisé classé situés sur la parcelle cadastrée section LT n° 75.

**ARTICLE 2** : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente déléguée à la Prévention des Risques Majeurs et à la Gestion des Milieux Aquatiques, est autorisée à signer la demande et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-200
Reçue en Préfecture le	30/05/17
Affichée le	30/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170530-lmc1140350-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/05/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Prévention des risques majeurs et gestion  
des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision modificative de la décision n°2016-783 relative à la conclusion d'un contrat de maintenance de véhicules électriques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Mobileco**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD, dans le domaine de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole,
- VU la décision n°2016-783 attribuant le contrat de maintenance de véhicules électriques à l'entreprise MOBILECO, située 371 avenue du marché gare, 34070 Montpellier pour un montant de 2 730€ HT par an et pour une durée d'1 année (reconductible 2 fois maximum) ;

**CONSIDERANT** le présent contrat portant sur 6 véhicules identifiés comme suit : CL896XH, CC614AT, CK096MP, BR424MD, BW798MQ, AE812SQ.

Les 3 véhicules immatriculés CL896XH, CC614AT, CK096MP sont régis par un marché à part entière, acté par la mairie de Pérols avant le transfert de compétence à Montpellier Méditerranée Métropole. Ce marché a été transféré en cours d'année 2016 sous le n°4207MG15 et prend fin au 31/08/2017. Il n'a pas été pris en compte lors de la contractualisation de la maintenance de 3 nouveaux autres véhicules.

**CONSIDERANT** la nécessité de rectifier cette erreur matérielle et d'harmoniser la durée d'exécution de ces deux contrats afin de lancer une consultation globale et ainsi optimiser la gestion des deniers publics,

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature de l'avenant au contrat de maintenance de véhicules électriques avec l'entreprise MOBILECO, sise 371 avenue du marché gare - 34070 Montpellier Cedex.

**ARTICLE 2** : de mettre à jour la liste des véhicules, objet de cette maintenance, comme suit : les véhicules immatriculés BR424MD, BW798MQ, AE812SQ sont seuls concernés par ce nouveau contrat.

**ARTICLE 3** : de mettre fin au présent contrat au 31/08/2017.

**ARTICLE 4** : de dire que le montant initial est diminué de moitié soit une régularisation de 1 365 euros HT (moins-value par rapport au montant initial).

**ARTICLE 5** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6**: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-212
Reçue en Préfecture le	18/04/17
Affichée le	18/04/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170418- lmc1140502-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/2017

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à  
l'Administration Générale, Contentieux  
et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement d'une parcelle située 400 avenue Marcel Dassault à Castelnau-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « Voirie et Espace Public »,
- **CONSIDERANT** le permis de construire n°PC03405716M0014 accordé au 400 avenue Marcel Dassault 34170 Castelnau-le-Lez
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située 400 avenue Marcel Dassault 34170 Castelnau-le-Lez

**ARTICLE 2** : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 46 537,98 € HT.

**ARTICLE 3** : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

**ARTICLE 4** : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 28 semaines.

**ARTICLE 5** : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-213
Reçue en Préfecture le	21/04/17
Affichée le	21/04/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170421-lmc1142047-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 21/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux avenants de prolongation pour les marchés n°4087TV15  
- Maintenance et travaux de voirie sur le territoire de Montpellier - Lots 1 à 4**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération de Montpellier n°2013/158 attribuant les 4 lots du marché n°4087TV15 relatif à la maintenance et aux travaux de voirie pour une durée d'un an renouvelable trois fois, à compter de la notification, soit le 03/06/2013 et un montant minimum annuel de 500 000 euros HT et un montant maximum annuel de 1 500 000 euros HT pour chaque lot,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur, Madame Rabii YOUSSEF dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

**CONSIDERANT :**

- que le marché, qui se décompose en quatre lots géographiques, a été attribué aux prestataires suivants :
  - Le lot n°1** « Quartiers Montpellier Centre » à l'entreprise RAZEL BEC, sise Saint Georges d'Orques ;
  - Le lot n°2** « Quartiers Hôpitaux Facultés et Montpellier Centre 2 » à l'entreprise EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS MEDITERRANEE, sise Saint Jean de Védas ;
  - Le lot n°3** « Quartiers Mosson et Cévennes » à l'entreprise EUROVIA MEDITERRANEE, sise Juvignac ;
  - Le lot n°4** « Quartiers Croix-d'Argent, Près d'Arènes et Port Marianne » à l'entreprise MALET, sise Mauguio.
- que dans le cadre du transfert de la compétence voirie-espace public, une consultation pour la passation d'accord-cadre n°4661AT17 portant sur les travaux et la maintenance de la voirie a été lancée pour couvrir les besoins des 6 pôles territoriaux métropolitains et ceux de la ville de Montpellier. Cet accord-cadre à bons de commande ne sera pas notifié avant la fin du marché en cours (n°4087TV15), soit le 03/06/2017.
- que le marché n°4087TV15 relatif à la maintenance et aux travaux de voirie a fait l'objet d'une co-utilisation pour les besoins de la commune de Montpellier et pour ceux de Montpellier Méditerranée Métropole.

- qu'il est nécessaire d'établir des avenants tripartites de prolongation de deux mois aux 4 lots du marché n°4087TV15 pour une augmentation du montant maximum à hauteur de 15% , soit une augmentation de 225 000 euros HT pour chaque lot.

- l'avis de la Commission d'Appel d'Offres consultée en date du 11/04/2017 approuvant la passation des avenants, objets de la présente décision.

### DECIDE

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature des avenants aux 4 lots du marché n°4087TV15 avec les entreprises suivantes, pour un montant supplémentaire de 225 000 € euros HT pour chaque lot :

**Avenant n°2 au lot 1** « Quartiers Montpellier Centre » conclu avec RAZEL-BEC ;

**Avenant n°2 au lot 2** « Quartiers Hôpitaux Facultés et Montpellier Centre 2 » conclu avec EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS MEDITERRANEE ;

**Avenant n°5 au lot 3** « Quartiers Mosson et Cévennes » conclu avec EUROVIA ;

**Avenant n°3 au lot 4** « Quartiers Croix d'Argent, Près d'Arènes et port Marianne » conclu avec MALET.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-225
Reçue en Préfecture le	09/05/17
Affichée le	09/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170509-lmc1141413-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/05/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché de maîtrise d'oeuvre dans le cadre  
du mandat confié à SA3M pour la réalisation des travaux de  
réhabilitation de l'ancienne mairie, préfigurateur de la French Tech**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal Marion, dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation et de l'international,
- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation des travaux de réhabilitation de l'ancien hôtel de ville préfigurateur de la French Tech et mission d'accompagnement pour l'installation des futurs utilisateurs approuvée par délibération n°13560 du 27 janvier 2016 et notifiée le 26 février 2016, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

**CONSIDERANT :**

- qu'un marché de maîtrise d'œuvre est nécessaire pour la réalisation des travaux d'aménagement des bureaux sur le site de l'ancien hôtel de ville afin d'accueillir les entreprises de la French Tech,
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande pour 4 ans.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Prix des prestations (40%),
  - Valeur technique de l'offre (60%): méthodologie employée pour les études, descriptions des moyens humains et matériels affectés à l'exécution du marché, méthodologie proposée pour intervention en site occupé.
- qu'après analyse, le groupement AGENCE TRAVAUX (mandataire) / NEW TEC / ALLIANCE PREVENTION 26 chemin de la Céreirède – 34970 Lattes présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux d'aménagement liés à l'implantation des entreprises du numérique sur le bâtiment du préfigurateur au groupement AGENCE TRAVAUX (mandataire) / NEW TEC / ALLIANCE PREVENTION

pour un montant de 70 000 euros HT maximum. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-233
Reçue en Préfecture le	24/04/17
Affichée le	24/04/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170421-lmc1140708-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/04/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4695DS16 concernant la maintenance du système de contrôle d'accès des sites Yves du Manoir et Mosson**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine "Sports et Traditions sportives" ;
- **CONSIDERANT :**
  - la nécessité de passer un marché public sans mise en concurrence au motif de la protection de droits d'exclusivité, pour la maintenance du système de contrôle d'accès des stades Yves du Manoir et Mosson,
  - qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée sans mise en concurrence pour une durée de 1 an renouvelable 2 fois.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché « Maintenance du système de contrôle d'accès des sites Yves du Manoir et Mosson » à l'entreprise Skidata, pour un montant forfaitaire annuel de 29 593.31 € HT. Les prestations additionnelles feront l'objet de bons de commande avec un maximum annuel de 30 000 euros HT.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-246
Reçue en Préfecture le	04/05/17
Affichée le	04/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170504-lmc1140995-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/05/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise en place de l'avenant 2 au marché 4416EA16  
de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du pont des Pradiers**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°2010/293 attribuant le marché n°4416 de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du pont des Pradiers à l'entreprise SAFEGE, sise 650 rue Henri Becquerel – Le Bruyère 2000 – Bt 1 – Zone du Millénaire – CS 79542 - 34961 MONTPELLIER cedex 2 pour un montant de 80 500 euros HT ;
- VU l'arrêté A2017-24 portant délégation de fonction à Madame GALABRUN-BOULBES dans le domaine de la Prévention des risques majeurs et la gestion des milieux aquatiques ;

**CONSIDERANT :**

- que des prestations supplémentaires ne figurant pas au marché initial ont été rendus nécessaires dans le cadre de l'instruction des dossiers réglementaires à la demande des services de l'Etat.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature de l'avenant 2 au marché 4416 de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du pont des Pradiers avec l'entreprise SAFEGE, avenant d'un montant de 5 985 euros HT.

**ARTICLE 2** : de prolonger les délais d'exécution de la mission pour tenir compte du délai d'instruction réglementaire.

**ARTICLE 3** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 4** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-248
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517-lmc1141025-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Prévention des risques majeurs et gestion  
des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°8.28A portant sur l'acquisition d'une table élévatrice dépose/pose bogie pour le dépôt de Jeune Parque dans le cadre du bouclage de la ligne 4 de tramway**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre du projet de bouclage de la ligne 4 du tramway, l'acquisition d'une nouvelle table élévatrice à bogie pour les rames de tramway pour le réaménagement du dépôt Jeune Parque à Montpellier est nécessaire,

- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché industriel soumis aux stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics industriels (CCAG Marchés Industriels - arrêté du 16 septembre 2009).

Le marché est conclu pour une durée globale de 4 mois à compter de sa notification.

- qu'après analyse, l'entreprise BERTOLOTTI sise à Nice, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le marché n°8.28A relatif à l'acquisition d'une table élévatrice dépose/pose bogie pour le dépôt de Jeune Parque dans le cadre du Bouclage de la ligne 4 de tramway est attribué à la société BERTOLOTTI dont le siège est en Italie et sa succursale à Nice (06),

**ARTICLE 2 :** Le marché n°8.28A est un marché à prix global et forfaitaire d'un montant de 59 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget Transport de la Métropole, chapitre 23,

**ARTICLE 3 :** Le marché est passé pour une durée prévisionnelle d'exécution de 4 mois à compter de sa notification,

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1,

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-249
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503-lmc1141027-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une demande de permis de construire  
modificatif relatif à des travaux réalisés par le délégataire en  
charge de l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine de la «Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'Espace Public»,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déposer un permis de construire modificatif dans le cadre de la construction de l'unité de méthanisation AMETYST,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : un permis de construire modificatif sera déposé afin de prendre en compte les modifications apportées par le délégataire de l'unité AMETYST à la construction initialement autorisée.

**ARTICLE 2** : les travaux sont réalisés sur la ZAC GAROSUD – ilot 70, sur la parcelle CO 198 (Commune de Montpellier).

**ARTICLE 3** : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer la demande de permis de construire visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-257
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503- lmc1141138-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n° 1 au marché 3837GD15 de "Traitement des collectes des encombrants des communes de Montpellier Méditerranée Métropole - lot 2 : tri et valorisation des bennes bois des Points Propreté"**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER ;
- VU la délibération n° 12711 attribuant le marché 3837GD15 – lot n°2 de « Traitement des collectes des encombrants des communes de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise ONYX Languedoc-Roussillon, sise à 765 rue Henri Becquerel, 34000 MONTPELLIER pour un montant annuel prévisionnel de 865 177, 50 euros H.T. et pour une durée initiale d'un an, reconductible deux fois, par période d'une année ;

**CONSIDERANT :**

- que le marché du bois de recyclage a subi des évolutions considérables ces cinq dernières années en termes de collecte et de filières de valorisation, notamment du fait de la mise en œuvre des filières relatives à la Responsabilité Elargie des Producteurs « meubles » qui a entraîné une augmentation importante des stocks de la quasi-totalité des sites de recyclage du territoire.  
Le bois de recyclage ainsi produit est valorisable principalement dans deux filières complémentaires : la filière matière auprès des fabricants de panneaux de particules et la filière énergie des chaufferies et chaudières bois. La filière de fabrication des panneaux de particules est confrontée à une décroissance de la vente de meubles et de l'activité du bâtiment qui sont leurs principaux marchés. La filière énergie repose sur des chaufferies alimentant généralement des réseaux de chaleur. Le territoire national se caractérise toutefois par un sous-équipement en matière d'Installation de Combustion de Déchets Non Dangereux.
- que marché n°3837 GD 15 – lot n°2 n'a pas été reconduit pour sa dernière période du fait des modifications de l'économie du marché.
- que l'avenant n°1 au marché de travaux n°3837 GD 15 – lot 2 a donc pour objet de prolonger la durée de la période en cours jusqu'au 30 septembre 2017, afin de permettre à Montpellier Méditerranée Métropole de lancer une nouvelle procédure de consultation des entreprises.

# DECIDE

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché de « Traitement des collectes des encombrants des communes de Montpellier Méditerranée Métropole » avec l'entreprise ONYX Languedoc Roussillon, prolongeant la période en cours (du 1<sup>er</sup> juin 2016 au 31 mai 2017) de 4 mois (soit jusqu'au 30 septembre 2017) pour un montant prévisionnel de 288 372 euros H.T.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-258
Reçue en Préfecture le	29/05/17
Affichée le	29/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170529- lmc1141144-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/05/2017

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Prévention et valorisation des déchets et  
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4769DC17 - Site archéologique Lattara  
- Musée Henri Prades - Autorisation de signature - Aménagements  
scénographiques de l'exposition " Circulez, y a tout à voir ! "**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur, Bernard TRAVIER, Vice-président dans le domaine de la Culture.

**CONSIDERANT :**

- qu'il y a lieu, dans le cadre de l'organisation de l'exposition temporaire « *Circulez, y a tout à voir ! Archéologie des grands travaux entre Nîmes et Montpellier* », au musée Henri Prades, de confier les travaux d'aménagements scénographiques de la salle d'exposition à une entreprise spécialisée ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché en procédure adaptée ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères suivants :
  - prix au regard du montant global et forfaitaire : 40 %
  - valeur technique au regard du mémoire remis : 50 %
  - délai d'exécution : 10 % ».
- qu'après analyse, l'entreprise « Solution Exposition - ISF Méditerranée » dont le siège social se situe 113, rue Georges Onslow, ZA Garosud – CS 68114, 34 075 MONTPELLIER CEDEX 3, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché Aménagements scénographiques de l'exposition temporaire « *Circulez, y a tout à voir ! Archéologie des grands travaux entre Nîmes et Montpellier* » à l'entreprise Solution Exposition - ISF Méditerranée, pour un montant de base de 30 370,75 euros HT, ainsi que l'option 1 retenue pour un montant de 437,50 € HT soit un total de 30 808,25 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de deux mois.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-259
Reçue en Préfecture le	25/04/17
Affichée le	25/04/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170425-lmc1141184-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/04/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4664RI16 de maintenance et d'évolutions  
d'une plateforme open source de dématérialisation des actes administratifs  
PASTELL, IPARAPHEUR, S<sup>2</sup>LOW, PORTAIL EDEMAT (DRUPAL)**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;
- **CONSIDÉRANT :**
  - la nécessité d'assurer la maintenance et l'évolution de l'ensemble applicatif formé, au jour du lancement du présent marché, par PASTELL, IPARAPHEUR, S<sup>2</sup>LOW et PORTAIL EDEMAT (DRUPAL) ;
  - qu'une procédure a été lancée le 03 février 2017 conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée d'un an à compter de sa notification, renouvelable par reconduction tacite une fois par période d'un an ;
  - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
    - 1 – valeur technique au regard du mémoire technique (60 %),
    - 2 – prix des prestations (40 %) ;
  - que l'analyse des offres a attribué le marché à l'entreprise LIBRICIEL SCOP SA, 836 rue du Mas de Verchant, 34000 MONTPELLIER, présentant une offre répondant économiquement et à un niveau de qualité nécessaire à l'exécution du marché ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°4664RI16 de maintenance et d'évolutions d'une plateforme open source de dématérialisation des actes administratifs PASTELL, IPARAPHEUR, S<sup>2</sup>LOW et PORTAIL EDEMAT (DRUPAL) à l'entreprise LIBRICIEL SCOP SA, pour un montant maximum, reconduction éventuelle comprise, de quatre-vingt mille Euros H.T. (80 000 Euros H.T.). Le marché prend effet à compter de sa date de notification

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 900 et 930.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-267
Reçue en Préfecture le	24/04/17
Affichée le	24/04/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170424-lmc1141517-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/04/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la participation au groupement de commandes avec le Syndicat Hérault Énergies (SHE) pour la fourniture de gaz et de bois - Autorisation de lancement de la consultation de l'accord-cadre et ses marchés subséquents**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET dans les domaines de l'Energie et la transition énergétique ;
- **CONSIDERANT :**
  - que pour le bon fonctionnement de ses installations, Montpellier Méditerranée Métropole a besoin d'acheter de l'électricité, du gaz, du fioul et prochainement du bois énergie. Progressivement au cours de ces dernières années, les marchés du gaz et de l'électricité se sont ouverts à la concurrence. La réglementation a évolué en ce sens en mettant fin aux tarifs réglementés de vente (TRV) pour le gaz dès lors que la consommation est supérieure à 30 MWh et pour l'électricité pour les tarifs jaunes et verts (supérieur à 36 kVa),
  - que l'expertise nécessaire pour l'achat d'énergie, le besoin de réactivité pour notifier les marchés et l'intérêt de se regrouper pour accroître la taille de la consultation, intensifiant ainsi son attractivité et la concurrence auprès des fournisseurs, Montpellier Méditerranée Métropole a adhéré à un groupement de commandes dont le coordinateur est le Syndicat Hérault Energies par délibération n°12945 du 28 avril 2015. Un avenant à l'acte constitutif a été validé par la délibération n°13753 du 14 avril 2016.  
Ainsi la fourniture d'électricité pour les tarifs jaune, vert ainsi que les tarifs bleu espace public est réalisée via ce groupement de commandes,
  - que les besoins actuels de Montpellier Méditerranée Métropole sont tout d'abord la fourniture de gaz pour les bâtiments métropolitains, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. De plus, la piscine Héraclès en construction actuellement à Saint-Brès sera chauffée via une chaufferie alimentée en plaquette bois dont la mise en service est prévue en juin 2018.

Par ailleurs, des études d'opportunité d'implantation de chaufferie bois sont en cours, ce qui pourrait potentiellement accroître le besoin de fourniture de bois énergie pour la Métropole.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant est estimé à 1 000 000 € TTC par an pour une consommation annuelle de l'ordre de 21GWh.

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement de commandes pour la fourniture de gaz et de bois. Ce groupement est piloté par le Syndicat Hérault Energies (coordonnateur du groupement).

**ARTICLE 2 :** D'autoriser le groupement de commande à lancer les procédures de mise en concurrence permettant d'attribuer l'accord-cadre et les marchés subséquents pour le gaz et le bois.

**ARTICLE 3 :** Les prestations concernent la fourniture d'énergie (gaz et bois) pour les bâtiments métropolitains.

**ARTICLE 4 :** Une participation aux frais de fonctionnement du groupement permettant au coordonnateur d'être indemnisé des frais afférents, est calculée pour chaque membre du groupement sur la base de sa consommation annuelle. Pour Montpellier Méditerranée Métropole, la participation est estimée à 5 000 € à la signature d'un accord-cadre et des premiers marchés subséquents et 2 500 € à la signature et à chaque renouvellement des marchés subséquents suivants. Toutefois, le coordonnateur ne devant en aucun cas faire de bénéfice, la participation définitive de chaque membre sera calculée au prorata des dépenses réelles.

**ARTICLE 5 :** La dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 et 933.

**ARTICLE 6 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-271
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517-lmc1141384-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

Mme E. LLORET

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à  
l'Energie et transition énergétique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4766DC17 - Réfection de l'entrée, de l'accueil et compléments de mobiliers de la Médiathèque F. GIROUD à Castries**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de réaménager l'entrée et l'accueil de la médiathèque Giroud,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché *ordinaire comprenant 3 lots* pour une durée allant de sa notification au 15 septembre 2017.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - prix 40 %,
  - valeur technique au regard du mémoire remis : 60%.
- Lot N°1 Banques :
  - a / Respect strict du cahier des charges technique : 20 points,
  - b / Qualité des matériaux : 20 points,
  - c / Esthétique, choix des finitions : 10 points,
  - d / Garanties : 10 points.
- Lot N°2 Assises :
  - a / Respect strict du cahier des charges technique : 20 points,
  - b / Qualité des matériaux : 10 points,
  - c / Ergonomie : 10 points,
  - d / Esthétique : 10 points,
  - e / Garanties : 10 points.
- Lot N°3 Rayonnages :
  - a / Respect strict du cahier des charges technique : 30 points,
  - b / Qualité des matériaux : 10 points,

c / Esthétique : 10 points,  
d/ Garanties : 10 points.

- qu'après analyse, l'entreprise RBC – Zone pole actif – 30660 GALLARGUES LE MONTEUX, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots 1 et 2 et que l'entreprise MOBIDECOR – 26 av. St Marcelin – 42160 BONSON présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 3,

## D E C I D E

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché Réfection de l'entrée, de l'accueil et compléments de mobiliers de la Médiathèque F.GIROUD à Castries à :

- l'entreprise RBC, pour un montant de 9172.34 euros HT *pour le lot 1*
- l'entreprise RBC, pour un montant de 22210.02 euros HT *pour le lot 2*
- l'entreprise MOBIDECOR, pour un montant de 18928.72 euros HT *pour le lot 3*

Le marché prend effet à compter de sa notification et dure jusqu'au 15 septembre 2017 pour les 3 lots.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget *principal* de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-273
Reçue en Préfecture le	02/05/17
Affichée le	02/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170502-lmc1141380-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/05/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'accord-cadre n°4643RI16 - Mise en place d'objets connectés sur le territoire de la Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation et de l'international » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de conclure un accord-cadre à bons de commande pour la mise en place d'objets connectés sur le territoire de la Métropole,
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions de l'article 27 et de l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum pour une durée de quatre ans,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :  
Le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 60%.  
La valeur technique au regard du mémoire technique : 40%.
- qu'après analyse, l'entreprise SYNOX, sise 836 rue du Mas de Verchant, 34000 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché « Mise en place d'objets connectés sur le territoire de la Métropole » à l'entreprise SYNOX, pour un montant maximum de 190 000 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de quatre ans.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-277
Reçue en Préfecture le	10/05/17
Affichée le	10/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170510-lmc1141408-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/05/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au contrôle de concession de distribution publique  
d'électricité et de gaz et analyse des raccordements - Convention  
constitutive de groupement de commandes avec Hérault Énergies**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET dans les domaines de l'Energie et la transition énergétique,

**CONSIDERANT** que la Métropole exerce les compétences de concession de la distribution publique d'électricité et de gaz :

- pour la distribution publique de l'électricité, 24 des 31 communes membres avaient délégué au syndicat Hérault Energies (HE) leur pouvoir d'autorité concédante, dont 2 dans le cadre du SIERNEM (Syndicat Intercommunal d'Electrification de la Région Nord Est de Montpellier). Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, l'adhésion à HE a été maintenue et la Métropole s'est substituée aux communes. Le contrôle de concession est donc réalisé directement par HE. Pour les 7 autres communes, Baillargues, Castelnau-le-Liez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Pérols, la Métropole exerce la compétence en direct via 7 contrats de concession avec Enedis.
- pour la distribution publique de gaz, la Métropole est autorité organisatrice en direct pour 30 communes (y compris pour les 7 qui avaient historiquement délégué la compétence à HE, la loi ne prévoyant pas le mécanisme de représentation par substitution). Cela représente 24 contrats de concession avec GRDF (23 pour une commune seule et 1 regroupant 7 communes ex-HE). La commune de Montaud n'est desservie en gaz.
- que l'autorité concédante a l'obligation stricte de contrôler la bonne exécution du contrat par le concessionnaire. Cette obligation trouve son fondement dans la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique, renforcée par l'article L.2224-31 du Code général des collectivités territoriales qui dispose que « les autorités concédantes exercent le contrôle du bon accomplissement des missions de service public fixées par les cahiers des charges de ces concessions. Elles assurent le contrôle des réseaux publics d'électricité. À cette fin, elles désignent un agent du contrôle distinct du gestionnaire du réseau public de distribution ».

- que le décret n°2007-1280 du 28 août 2007 précise la consistance des ouvrages de branchement et d'extension des raccordements aux réseaux publics d'électricité. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, dans ce nouveau cadre réglementaire et selon les situations, les communes ont dû prendre à leur charge une contribution aux coûts d'extension du réseau électrique, suivant un barème de facturation des raccordements. La Métropole, s'étant substituée aux communes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, souhaite contrôler les modalités d'application de ce décret et des barèmes de facturation des raccordements.

À titre d'information, la redevance de fonctionnement R1 perçue par la Métropole pour exercer le contrôle des concessions électriques et gaz est de 266 266€. Par ailleurs, les dépenses incombant à la Métropole dans le cadre des extensions électriques liées à la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain est de l'ordre de 300 000 € TTC par an.

**CONSIDERANT** l'intérêt économique d'inclure dans un même dossier de consultation le contrôle des concessions de distribution d'électricité et de gaz et l'analyse des raccordements ainsi que l'intérêt de disposer du même prestataire pour l'ensemble des communes de la Métropole,

### DECIDE

**ARTICLE 1** : Un groupement de commandes est constitué avec le syndicat Hérault Energies (HE). Il est chargé de lancer les procédures de mise en concurrence permettant d'attribuer les marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le contrôle de concession et l'analyse des raccordements, dont HE est le coordonnateur.

**ARTICLE 2** : Ces prestations portent sur l'ensemble du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Le groupement est constitué à titre permanent.

**ARTICLE 4** : Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant de la prestation de contrôle et d'analyse des raccordements électriques est estimé à 70 000 € TTC par an. La mission du Coordonnateur du syndicat Hérault Energies ne donne lieu à aucune rémunération.

**ARTICLE 5** : Cette dépense sera imputée au budget principal de la Métropole, chapitre 930 020.0 611.

**ARTICLE 6** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-278
Reçue en Préfecture le	02/05/17
Affichée le	02/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170502-lmc1141411-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/05/2017

Mme E. LLORET

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Energie et transition énergétique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la passation d'un marché à bons de commande n°4744DS17 concernant l'analyse de la qualité de l'air ambiant et des THM dans l'air et dans l'eau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER,

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de faire appel à une société spécialisée pour réaliser les analyses de la qualité de l'air ambiant et des THM (trihalométhane) dans l'air et dans l'eau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et les articles 78 et 80 de ce même décret sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée d'un an reconductible trois fois à compter de sa notification,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres, d'une part, pour le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif était des 40% et, d'autre part, pour la valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique était de 60%,
- qu'après analyse des offres du 23 mars 2017, l'entreprise EXOCETS sise à Prades le Lez (34730) - 21 rue Dauvielle présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché à bons de commande n°4744DS17 à l'entreprise EXOCETS, pour un montant maximum de 45 000 € HT euros HT (toutes reconductions et tranches à notifier comprises). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an reconductible trois fois à compter de sa notification.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-281
Reçue en Préfecture le	20/04/17
Affichée le	21/04/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170420-lmc1142199-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/04/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3792DC14 - Maintenance multitechnique dans les Bâtiments Culturels - Avenant numéro 1**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture » ;
- VU la délibération n°12600 attribuant le lot numéro 2 du marché n°3792DC14 de maintenance multitechnique dans les bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise SME, sise 585 rue Louis Lépine - Montpellier pour un montant de 1 060 000 euros HT et pour une durée de 4 ans ;

**CONSIDERANT :**

-que le contrat de délégation du service public relatif à la gestion et l'exploitation du Planétarium de Montpellier prévoit en ses articles 28 et 29 notamment que la maintenance préventive est à la charge de l'exploitant.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant au marché de maintenance multitechnique dans les bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole avec l'entreprise SME, avenant d'un montant de 10 275,15 euros HT en diminution de la DPGF initiale.

**ARTICLE 2 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-287
Reçue en Préfecture le	02/05/17
Affichée le	02/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170502- lmc1141544-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/05/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée H n°1003  
partie B sise commune de Castries dans le cadre de l'extension et de la  
réhabilitation du point propreté - Communes de Baillargues et Castries**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine de la « Prévention et Valorisation des Déchets et la Propreté de l'Espace Public »,
- VU la promesse de vente consentie le 1er mars 2017 par l'indivision DURAND DE FONTMAGNE au profit de Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle leur appartenant, cadastrée H n°1003 partie b, d'une superficie de 1706 m<sup>2</sup> moyennant le prix de 1 706 € toutes indemnités confondues,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition d'une emprise de 1706 m<sup>2</sup> à prendre sur la parcelle cadastrée H n°1003, sise commune de Castries, est nécessaire dans le cadre de la réalisation des travaux de réhabilitation pour la mise aux normes et l'extension du point propreté situé sur les communes de Baillargues et Castries.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des consorts DURAND DE FONTMAGNE, la parcelle cadastrée H n°1003 partie b, sise commune de Castries, d'une superficie de 1 706m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : Cette acquisition aura lieu moyennant le prix de 1 706 € (mille sept cent six euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'acquisition restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 4** : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer l'acte authentique d'acquisition ainsi que tout autre document relatif à l'affaire visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-288
Reçue en Préfecture le	09/05/17
Affichée le	09/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170509- lmc1141551-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la prise de possession anticipée de la  
parcelle cadastrée H n°1003 partie B - Commune de Castries**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine de la « Prévention et Valorisation des Déchets et de la Propreté de l'Espace Public »,
- VU la promesse de vente consentie le 1<sup>er</sup> mars 2017 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les consorts DURAND DE FONTMAGNE sur la parcelle cadastrée H n°1003 partie b, sise commune de Castries, d'une superficie de 1 706 m<sup>2</sup>, moyennant le prix de 1 706 €,
- VU la convention de prise de possession anticipée consentie concomitamment à la promesse de vente ci-dessus évoquée par les consorts DURAND DE FONTMAGNE au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, sur la parcelle cadastrée H n°1003 partie b, sise commune de Castries, moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 341,20 €,
- **CONSIDERANT** que la prise de possession anticipée de la parcelle cadastrée H n°1003 partie b, sise commune de Castries, d'une superficie de 1 706 m<sup>2</sup>, est rendue nécessaire pour permettre l'engagement le plus tôt possible les travaux de réhabilitation pour la mise aux normes et l'extension du point propreté situé sur les communes de Baillargues et Castries, et ce, avant la réitération de la vente par acte authentique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention portant prise de possession anticipée de la parcelle cadastrée H n°1003 partie b, sise commune de Castries, d'une superficie de 1 706 m<sup>2</sup> est signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et les consorts DURAND DE FONTMAGNE, propriétaires de la parcelle en question.

**ARTICLE 2** : La prise de possession anticipée est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 341,20 € (trois cent quarante et un euros et vingt cents).

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 4** : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer le convention de prise de possession anticipée visée à l'article 1 et tout autre document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-289
Reçue en Préfecture le	09/05/17
Affichée le	09/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170509- lmc1141567-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4459EA16 d'étude hydraulique et d'analyse multicritère à Lavérune**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine de la prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

**CONSIDERANT :**

- la nécessité d'une étude hydraulique permettant de caractériser le risque inondation de la Mosson et de ses affluents (notamment le Lassédéron, la Brue, le Ruisseau de la Fosse et le Mijoulan) pour des crues d'occurrence 5, 10, 30, 50, 100, exceptionnelle et la crue d'octobre 2014,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 6 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : - le prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement (40 %) et la valeur technique au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique (60%),
- qu'après analyse, l'entreprise EGIS EAU sise au 889 rue de la Vieille Poste 34965 Montpellier Cedex 2 présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché 4459EA16, d'étude hydraulique et analyse multicritère à Lavérune à l'entreprise EGIS EAU, pour un montant de 39 880 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-291
Reçue en Préfecture le	09/05/17
Affichée le	09/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170509-lmc1141580-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/05/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Emasolar - Ateliers Eco-artisans rue de Font Froide à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose d'ateliers Eco-artisans disponible à la location pour des entreprises artisanales spécialisées dans l'éco-construction, l'éco-rénovation mais aussi les énergies propres et les énergies renouvelables,
- **CONSIDERANT** que la SARL unipersonnelle EMASOLAR recherche des locaux afin d'exercer son activité de maintenance de panneaux photovoltaïques de haute puissance,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société EMASOLAR dont le siège social est situé 1, rue du Chapoly, 69 290 Saint Genis des Ollières.

**ARTICLE 2** : La location concerne des locaux dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire, d'une surface totale de 74,39 m<sup>2</sup>, composés d'un espace de stockage, de deux espaces de bureau et d'un sanitaire. Les locaux sont situés au 391 rue de Font Froide, 34 137 Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le contrat de location est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa signature, renouvelable une fois pour la même durée de façon expresse.

**ARTICLE 4** : La location est consentie pour un loyer annuel de 4 835, 35 euros HT, soit 5 802,42 euros TTC (taux de TVA en vigueur de 20%), hors-charges et hors taxe locale.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-297
Reçue en Préfecture le	21/04/17
Affichée le	21/04/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170421-lmc1141673-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n° 4637RI16 "maintenance et évolution du logiciel A.I.R.S. de gestion dématérialisée des actes administratifs et du logiciel A.I.R.S. de gestion du courrier"**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur, Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole a acquis les droits d'usage d'A.I.R.S. Délib dans le cadre du marché n°2426T10 notifié le 22/10/2010 et A.I.R.S. Courrier dans le marché n°1637T7 notifié le 07/11/2007 à la société DIGITECH,
- que les droits d'utilisation du logiciel AIRS Délib sont étendus à la Ville de Montpellier et au CCAS de Montpellier à compter du 01/01/2017 et au regard de l'intérêt métropolitain, les prestations, objet de l'accord-cadre, seront étendues à ces derniers,
- que, dans le cadre du rapprochement de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et du CCAS concernant la gestion dématérialisée des actes administratifs, il s'avère opportun d'étendre ce nouveau contrat de maintenance à des prestations pour le compte de la Ville de Montpellier et du CCAS,
- que pour les prestations pour le compte de la Ville de Montpellier et du CCAS, Montpellier Méditerranée Métropole est la seule interlocutrice du prestataire, une convention distincte entre ces 3 entités publiques régle les modalités de gestion par Montpellier Méditerranée Métropole, de ces prestations,
- que la société DIGITECH éditeur du logiciel A.I.R.S. détient la propriété intellectuelle de l'outil, l'ensemble des sources et conserve les droits d'adaptation, de modification et de cession du logiciel,
- qu'au regard de ces droits exclusifs, aucune autre société n'est en mesure légalement et techniquement d'assurer la maintenance de ce logiciel,

- qu'un investissement important a déjà été réalisé par Montpellier Méditerranée Métropole sur ce progiciel et qu'un changement de technologie induirait un investissement humain, financier et technique exorbitant,

- qu'il est indispensable pour le bon fonctionnement de la gestion des actes administratifs et de la gestion du courrier au sein de Montpellier Méditerranée Métropole, à la fois de continuer de disposer du service de suivi et de support existant aujourd'hui pour assurer la maintenance corrective, légale et évolutive du produit, mais également de développer les évolutions nécessaires aux besoins apparus

- que la procédure de consultation utilisée est celle du marché négocié sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article 27 et dans les conditions de l'article 30.I.3.c du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes passé en application des articles 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour une durée initiale de sa notification au 31.12.2017, renouvelable 2 fois un an par reconduction tacite,

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1-Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%

2-Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 40%,

- qu'après analyse, l'entreprise DIGITECH SA - ZAC Saumaty Séon - 21, avenue Fernand Sardou - CS 40173 - 13322 MARSEILLE CEDEX 16 présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

## DECIDE

**ARTICLE 1** : d'attribuer l'accord-cadre de maintenance et d'évolution du logiciel A.I.R.S. de gestion dématérialisée des actes administratifs et du logiciel A.I.R.S. de gestion du courrier à l'entreprise DIGITECH SA - ZAC Saumaty Séon - 21, avenue Fernand Sardou - CS 40173 - 13322 MARSEILLE CEDEX 16, pour un montant maximum annuel de 65 000 euros HT (soit 195 000 euros HT toutes reconductions confondues).

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2017. Il est renouvelable 2 fois un an par reconduction tacite.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-301
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517- lmc1141682-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant de transfert, de la SAS SPIE Sud-Ouest  
à la SAS SPIE CityNetworks, du marché n°4232TV15 relatif à la  
requalification de la voie et mise à double sens - avenue du Pont Trinquat  
- Section Rue des Acconiers / Chemin de Moulares de Montpellier**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « Voirie et Espace Public » ;

**CONSIDERANT :**

- que la SAS SPIE Sud-Ouest a confié, par convention de Location Gérance, l'exploitation de son fonds de commerce dédié aux marchés de réseaux extérieurs et opérateurs Télécom, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, à la filiale SAS SPIE CityNetworks – sis 1/3 Place de la Berline – 93287 Saint Denis – RCS Bobigny n°434 ;
- qu'il est nécessaire d'acter le transfert à la SAS SPIE CityNetworks des contrats et marchés publics dont la SAS SPIE Sud-Ouest était titulaire, et notamment du marché n°4232TV15 dont le titulaire est le groupement RAZEL BEC (mandataire) / SPIE Sud-Ouest.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature de l'avenant de transfert du marché n°4232TV15 « Requalification de la voie et mise à double sens – avenue du Pont Trinquat – Section Rue des Acconiers / Chemin de Moulares à Montpellier », de la SAS SPIE Sud-Ouest à la SAS SPIE CityNetworks. Le nouveau titulaire du marché sera ainsi le groupement constitué des entreprises RAZEL BEC et SPIE CityNetworks.

**ARTICLE 2** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-302
Reçue en Préfecture le	25/04/17
Affichée le	25/04/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170425-lmc1141788-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 25/04/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la 3ème ligne de tramway**

- VU l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n°6289 du 21 décembre 2004, approuvant l'avenant n°1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché,
- VU l'arrêté Préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007, déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension Ouest de la ligne 1 au profit de la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Mme Stéphanie JANNIN, en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines de l'Urbanisme et de l'Aménagement,
- VU les délégations accordées au Président par délibération du Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la décision n°2009-795 du 9 décembre 2009 autorisant l'échange de parcelles entre la Métropole et le syndicat des copropriétaires de la Résidence « Les Moulins »,
- **CONSIDERANT** qu'il était convenu un échange de terrain appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, cadastré TW37 d'une superficie de 650m<sup>2</sup>, évalué à 117 000€, à céder au syndicat des copropriétaires de la Résidence « Les Moulins », en contre échange d'une emprise partielle de l'assiette de la copropriété, à savoir la parcelle TW27 pour une superficie de 231 m<sup>2</sup> et la parcelle TW33 pour une superficie de 106 m<sup>2</sup>, évaluées à 117 000€ également.
- **CONSIDERANT** que désormais, la surface à céder à la Métropole est réduite de 79m<sup>2</sup>, la parcelle TW27 ayant été divisée en TW38 et 39 et la parcelle TW33 ayant été divisée en TW40 et 41. La cession porte aujourd'hui sur la parcelle TW39 pour une superficie de 190m<sup>2</sup>, la parcelle TW38 de 43 m<sup>2</sup> restant propriété du syndicat des copropriétaires de la Résidence « Les Moulins », et sur la parcelle TW41 pour une superficie de 69m<sup>2</sup>, la parcelle TW40 de 36 m<sup>2</sup> restant propriété du syndicat des copropriétaires. Cet échange intervenant toujours à valeur égale, sans soulte de part ni d'autre.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de régulariser les conditions de l'échange sans soulte figurant ci-dessus,

# DECIDE

**ARTICLE 1 :** La Métropole acquiert respectivement les parcelles TW39 et TW41 appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence « Les Moulins », représentée par son syndic CITYA.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition initial de l'emprise de 650m<sup>2</sup> (parcelle TW37) fixé par France Domaines à 117 000€ en échange de l'emprise de 2 parcelles de 231 + 106m<sup>2</sup>, intervient aujourd'hui à valeur égale pour l'échange des 2 emprises de 190 et 69m<sup>2</sup> sans soulte de part et d'autres. L'échange a donc lieu sans soulte.

**ARTICLE 3 :** L'acte de mutation des emprises ci-dessus désignées est signé par :

- Mme Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire, à l'Habitat et à l'Espace public conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- M. Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la délibération n°6289 du 21 décembre 2004, approuvant l'avenant n°1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché,

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-309
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503-lmc1141878-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

Mme S. JANNIN

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
Développement et l'Aménagement  
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution de l'accord cadre n°4657MG16 - Location et entretien de véhicules et engins techniques pour Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD, dans le domaine de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole,
- **CONSIDERANT :**
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et en application de l'article 78, relatif aux accords-cadres, du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum et un opérateur économique pour une durée de 1 an à compter de sa notification.

- que les critères d'analyse pour le jugement des offres des deux lots étaient les suivants :

Critères	Pondération
1-Valeur technique au regard du mémoire technique : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les moyens humains proposés par le candidat pour exécuter les prestations du présent accord-cadre (15 points).</li> <li>- Les moyens matériels proposés par le candidat pour exécuter les prestations du présent accord-cadre (30 points)</li> <li>- Le candidat précisera dans son offre l'ensemble des prestations que recouvre la prise en charge du véhicule loué. (10 points)</li> <li>- Actions internes de l'entreprise en faveur du développement durable (véhicules propres, recyclage, politique sociale de l'entreprise,...) (5 points)</li> </ul>	60%
2- Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif	40%

- qu'après analyse du lot n°1 : « location de véhicules techniques », l'entreprise CHAPTAL LOCATION présente l'offre économiquement la plus avantageuse,
- qu'après analyse du lot n°2 : « location d'engins », l'entreprise KILOUTOU présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

# **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'attribuer l'accord cadre 4657MG16, lot n°1 « location de véhicules techniques » à l'entreprise CHAPTAL (route de Sète, 34430 Saint Jean de Védas), pour un montant maximum de 170 000 euros HT et lot n°2 « location d'engins » à l'entreprise KÎLOUTOU (route de Carnon, route des plages 34470 Perols), pour un montant maximum de 30 000 euros HT, pour une durée de 1 an à compter de leur notification.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930 et 938.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés location et entretien de véhicules et engins techniques et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision..

Décision n°	D2017-311
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503-lmc1141893-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4759EA17 - Élaboration du zonage pluvial de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine de la prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de réaliser une étude visant à produire le zonage pluvial dans le cadre de l'élaboration du PLU intercommunal,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 9 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement (40%) et la valeur technique au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique (60%),
- qu'après analyse, le groupement SEPIA (mandataire du groupement) / EC.EAU / BABYLONE – AA GROUP sis 53 rue de Turbigo 75003 PARIS présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché 4759EA17 « Elaboration du zonage pluvial de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'élaboration du PLU intercommunal » au groupement SEPIA (mandataire du groupement) /EC.EAU/BABYLONE – AA GROUP pour un montant de 89 845 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification par ordre de service de démarrage. Sa durée est de 9 mois.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-313
Reçue en Préfecture le	09/05/17
Affichée le	09/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170509-lmc1141902-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/05/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution d'un accord-cadre à bons de commande pour les prestations de géomètre dans le cadre du mandat d'études pour la préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain sur le quartier de la Mosson à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 relative à la signature des conventions de mandats à la SA3M pour assurer le suivi du protocole de préfiguration du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) pour les quartiers Mosson et Cévennes,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Catherine DARDE dans le domaine de « la cohésion sociale, de la politique de la ville, de la lutte contre les discriminations, de l'insertion par l'emploi et des aires d'accueil des gens du voyage »,

**CONSIDERANT :**

- qu'il y a lieu dans le cadre des études préalables à la définition du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain du quartier de la Mosson, d'exécuter des missions de géomètre,
- qu'une procédure adaptée ouverte en une seule phase a été lancée du 12 décembre 2016 au 9 janvier 2017, conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande d'un montant maximum de 70 000 € HT et d'une durée de 18 mois compter de sa notification, non reconductible,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif (40%) et valeur technique (60%),
- qu'après analyse, le groupement Cabinet SIRAGUSA/OTCE Infra, mandataire Cabinet SIRAGUSA sis parc Club du Millénaire, 1025 Rue Henri Becquerel, 34000 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse, pour un montant estimé de 24 703,00 € HT,

# DECIDE

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature du marché avec le Cabinet SIRAGUSA/OTCE Infra, le montant maximum de l'accord-cadre à bon de commande étant de 70 000 € HT. La durée est de 18 mois compter de sa notification, non reconductible.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-315
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517-lmc1141987-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la Grande École du Numérique  
Up To by Simplon dans l'espace French Tech situé dans l'ancien Hôtel de  
Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
  - VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
  - VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
  - VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
  - VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises et celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat ;
  - **CONSIDERANT :**
    - la demande d'agrément de candidature de l'école ci-après, présentée par Montpellier Méditerranée Métropole, en vue de l'occupation d'une partie de l'espace French Tech situé dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : La Grande Ecole du Numérique Up To by Simplon, représentée par Madame Virginie BRUGUES, Directrice de FACE Hérault.
- Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition jusqu'au 31 décembre 2017, un bureau dédié au personnel de coordination et de formation d'Up To ainsi qu'une partie de l'espace de travail collaboratif, toute la semaine pour les étudiants apprenants de l'école,
- que l'activité de la Grande Ecole du Numérique Up To, dont un des objectifs est favoriser l'accès à l'emploi de publics rencontrant des difficultés d'insertion, présente un intérêt public local, la mise à disposition de ce lieu se fait à titre gracieux, charge à Up To de s'affranchir des coûts liés à la mise en place d'une ligne téléphonique spécifique dans le bureau.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de La Grande Ecole du Numérique Up To by Simplon ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-317
Reçue en Préfecture le	02/05/17
Affichée le	02/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170502-lmc1141993-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°2 au marché n°4289MG16 - Assistance à maîtrise d'ouvrage - Installations photovoltaïques en autoconsommation.**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET, dans les domaines de l'Energie et la transition énergétique.;
- VU la décision n°2016-296 attribuant le marché n°4289MG16 « assistance à maîtrise d'ouvrage – installations photovoltaïques en autoconsommation » à l'entreprise PLUSDEVERT, sise Saint-Clément-de-Rivière pour un montant de 13 750 euros HT (avenant n°1 compris) et pour une durée de 1 année;

**CONSIDERANT :**

- que ce marché concerne l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour une opération faisant l'objet de subventions,
- que la convention avec le Ministère de l'environnement permettant de valider ces subventions a tardé à être signée, ce qui nous a amené à temporiser sur le déroulement des phases et en particulier sur le déclenchement de la phase 2 (réalisation des travaux), il est donc nécessaire de prolonger la durée d'exécution du marché,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché « assistance à maîtrise d'ouvrage – installations photovoltaïques en autoconsommation » avec l'entreprise PLUSDEVERT, sise Saint-Clément-de-Rivière.

**ARTICLE 2 :** de prolonger de 7 mois la durée du marché, le marché prendra fin au 9 décembre 2017. Cet avenant n°2 n'a aucune incidence financière.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-319
Reçue en Préfecture le	04/05/17
Affichée le	04/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170504-lmc1141999-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/05/2017

Mme E. LLORET

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à  
l'Energie et transition énergétique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un accord-cadre à bons de commande n°4723DS17 concernant la maintenance des machines-outils de motoculture des stades de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,
- **CONSIDERANT :**
  - que le parc de machines-outils de motoculture des stades Yves du Manoir et de la Mosson nécessite d'avoir recours à une entreprise spécialisée dans la maintenance préventive et corrective,
  - qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et les articles 78 et 80 de ce même décret sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande n° 4723DS17 pour une durée initiale d'un an,
  - que cet accord-cadre à bons de commande n° 4723DS17 sera reconduit tacitement par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans,
  - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres, d'une part, pour le prix des prestations était de 40% et, d'autre part, pour la valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique était de 60%,
  - qu'après analyse des offres, l'entreprise Cévennes Motoculture sise à Baillargues (34670)-66 rue de colombiers-RN 113 présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un accord-cadre à bons de commande mono attributaire n° 4723DS17 est attribué à la société Cévennes Motoculture sise à Baillargues (34670) - 66 rue de colombiers - RN 113 pour la maintenance préventive et corrective du parc de machines-outils de motoculture des stades Yves du Manoir et de la Mosson.

**ARTICLE 2 :** Il prend effet à compter de sa notification pour une durée initiale de 12 mois. Cet accord-cadre sera reconduit tacitement par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

**ARTICLE 3 :** Il prévoit un seuil maximum annuel de commande de 40 000€ HT, qui sera identique pour chaque période de reconduction.

**ARTICLE 4 :** La dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçue délégation pour se faire est autorisé à signer l'accord-cadre.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-320
Reçue en Préfecture le	04/05/17
Affichée le	04/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170504-lmc1142101-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/05/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3978DS15 lot 1 "terrassement et gros œuvre" pour la construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°13530 du 16 décembre 2015 attribuant le lot n° 1 du marché de travaux n°3978DS15 intitulé « construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès » à l'entreprise SOGEA SUD, sise 381 avenue du Mas d'Argelliers – CS 90005- 34078-Montpellier-Cédex 3 pour un montant de 1 899 920.99 euros HT et pour une durée de 20 mois ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine des sports et traditions sportives ;

**CONSIDERANT** d'une part, qu'en phase de terrassements, un surplus de matériau rocheux a dû être trié, évacué et mis en décharge, à la suite de circonstances imprévues et qu'elles ne concernent qu'une faible part du montant du marché initial, et d'autre part que des mesures de simplification de prestations annexes et d'optimisation de prestations liées à la synthèse technique ont été réalisées,

**CONSIDERANT** que l'économie générale du marché n'est pas remise en cause et qu'il convient de procéder à la conclusion d'un avenant en ce sens,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au lot n° 1 du marché de travaux n°3978DS15 intitulé « construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès » est passé avec l'entreprise SOGEA SUD d'un montant de 93 719.70 euros HT soit un écart de 4.9% par rapport au marché initial.

**ARTICLE 2 :** La dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'avenant n°1 au lot n° 1 du marché de travaux n°3978DS15 intitulé « construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès » et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-322
Reçue en Préfecture le	04/05/17
Affichée le	04/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170504-lmc1142039-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/05/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise en place de l'avenant 1 au marché n°3546bis  
- Étude de danger des digues de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines de la Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques ;
- VU la décision n°D2015-529 du 29/09/2015 attribuant le marché n° 3546bis pour l'étude de danger des digues de Montpellier Méditerranée Métropole du marché à l'entreprise ANTEA GROUP, sise Parc d'Activité de l'Aéroport – 180 impasse John Locke – 34470 PEROLS pour un montant de 85 650 euros HT ;

**CONSIDERANT :**

- que des vérifications géotechniques complémentaires sont devenues nécessaires pour préciser la stabilité des ouvrages, que le rendu de cette prestation est contraint par le temps du fait des exigences réglementaires, et qu'un changement de titulaire entraînerait une augmentation substantielle des coûts du fait du besoin de prise en considération de données déjà à la connaissance du titulaire actuel du marché.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché 3546bis pour l'étude de danger des digues de Montpellier Méditerranée Métropole avec l'entreprise ANTEA GROUP, avenant d'un montant de 14 300 euros HT.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 011.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-324
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517- lmc1142044-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Prévention des risques majeurs et gestion  
des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la passation d'un marché de prestations de service n°4654DS16 concernant le nettoyage de la piscine Olympique Antigone**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »

**CONSIDERANT :**

- la nécessité d'assurer la continuité de la qualité de l'hygiène et de la propreté des locaux et espaces intérieurs de la Piscine Olympique Antigone, en particulier l'entretien et la désinfection de l'accueil, des vestiaires, sanitaires, douches, plages, gradins, solarium, locaux du personnel, dégagements et circulations,
- la possibilité de passer un marché à prix mixte, avec une partie à prix global et forfaitaire pour les prestations courantes d'un montant annuel de 165 000 € HT et une partie en accord-cadre à bons de commande pour les prestations ponctuelles avec un seuil maximum annuel de 100 000 € HT;
- que cet appel d'offres ouvert fait l'objet d'une procédure lancée conformément aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée d'un an reconductible 3 fois à compter de sa notification,
- que les critères suivants intervenant pour le jugement des offres :
  - 1-Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
  - 2-Prix des prestations au regard du montant total estimatif indiqué dans l'AE : 40%
- que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 14 mars 2017, a attribué le marché n°4654DS16 à l'entreprise SUD SERVICE présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°4654DS16 pour le nettoyage de la piscine Olympique Antigone est passé avec l'entreprise SUD SERVICE sise Parc d'activités la Garrigue-BP 21-34171 Castelnau-le-Lez pour un montant estimatif de 746 940 euros HT (toutes reconductions comprises).

**ARTICLE 2 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'une année reconductible 3 fois.

**ARTICLE 3** : Le marché est conclu à prix mixte, avec une partie à prix global et forfaitaire pour les prestations courantes et une partie en accord-cadre à bons de commande pour les prestations ponctuelles.

**ARTICLE 4** : La dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu délégation pour le faire est autorisée à signer le marché n°4654DS16 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-327
Reçue en Préfecture le	04/05/17
Affichée le	04/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170504-lmc1142076-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/05/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5<sup>ème</sup> ligne et bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne du tramway de Montpellier au profit de la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Mme Stéphanie JANNIN, en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par délibération du Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté de délégation de fonction attribué à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines Développement et Aménagement durable du territoire, de l'espace public, habitat,
- **CONSIDERANT** que parcelle BV23 située sur la commune de Clapiers a fait l'objet d'une déclaration d'adjudication le 11 janvier 2017 et que l'audience d'adjudication est fixée au 24 avril 2017. La mise à prix étant de 110 000 €,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'acquérir dans le cadre du projet de 5<sup>ème</sup> ligne de tramway la parcelle ci-dessus,

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Métropole autorise toute personne mandatée par la société TaM, ou son assistant foncier le groupement SCET – SETIS, à participer, en son nom, à la vente par adjudication du 24 avril 2017 et à faire une offre d'acquisition pour la parcelle BV23 située sur la commune de Clapiers"

**ARTICLE 2** : La mise à prix étant de 110 000 €, la société TaM est autorisée à présenter une offre d'acquisition de ce montant minimum jusqu'au montant maximum fixé par les Domaines.

**ARTICLE 3** : L'acte d'acquisition de l'emprise ci-dessus désignée sera signé par :

- Mme Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire, à l'Habitat et à l'Espace public conformément à l'arrêté n°A2017-27 du 28 février 2017 portant délégation de fonction,
- M. Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la délibération n°9943 du 26 janvier 2011, approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM titulaire du marché,

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Stéphanie JANNIN, Mme Catherine DARDE Vice-Présidente de la Métropole, signera l'acte d'acquisition, conformément aux dispositions de l'arrêté n°A2017-27 précité.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Stéphanie JANNIN et de Madame Catherine DARDE, Monsieur Christian FINA Directeur Général des Services, signera l'acte d'acquisition de la parcelle désignée à l'articles 1, conformément aux dispositions de l'arrêté n°A2017-27 précité.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-328
Reçue en Préfecture le	21/04/17
Affichée le	21/04/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170421-lmc1142082-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/04/2017

Mme S. JANNIN

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
Développement et l'Aménagement  
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain  
sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 29 mars 2013,
- VU la délibération du Conseil n° 13824 en date du 26 mai 2016 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone en date du 4 novembre 2016 approuvant la déclaration de projet actant l'intérêt général du projet « Le Parc Monteillet »,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 14207 en date du 24 novembre 2016 prenant acte de la déclaration de projet « Le Parc Monteillet » déclaré d'intérêt général et approuvant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone sur la zone 2AUa, tel qu'indiqué au plan annexé.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-329
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517- lmc1142108-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au déclassement du domaine public d'un ancien chemin de desserte situé lieu-dit Lou Bourbouissou à Vendargues**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la voirie routière et notamment les articles L 141-3 et L 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'espace public,
- **CONSIDERANT** que le chemin situé au lieudit Lou Bourbouissou à Vendargues n'a plus d'utilité compte tenu du projet d'aménagement qui couvre ce secteur,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de ce chemin avant de pouvoir le céder,
- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait et prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 703 m<sup>2</sup> environ, constituant un ancien chemin situé Lieu-dit Lou Bourbouissou à Vendargues.

**ARTICLE 2** : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

**ARTICLE 3** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-330
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517- lmc1142119-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire  
du domaine public conclue avec la société HURRICANE dans  
le cadre du Festival International des Sports Extrêmes 2017**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12220 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier en date du 15 décembre 2016 relative à l'occupation du domaine public de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « sports et traditions sportives » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée par la société HURRICANE, titulaire exclusif de tous les droits d'exploitation du Festival International des Sports Extrêmes, pour organiser le 20<sup>ème</sup> Fise World du 24 au 28 mai 2017 à Montpellier,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier s'engagent, en complément des installations mises en place par la société HURRICANE, à intervenir chacune dans leur domaine de compétence,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et la société HURRICANE dont le siège social est situé à Baillargues, 3 rue Christian André Benoit, en vue de la mise à disposition d'espaces publics pour la tenue du FISE.

**ARTICLE 2** : En complément de la mise à disposition des espaces publics nécessaire à l'installation du festival, Montpellier Méditerranée Métropole assurera la gestion et l'évacuation des déchets des sites occupés par le FISE pendant toute la durée de la manifestation, ainsi que la pose et la dépose des mobiliers urbains gérés par elle.

**ARTICLE 3** : La convention jointe en annexe à la présente décision précise les conditions de cette occupation du domaine public.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention jointe en annexe, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-331
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503-lmç1142126-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4797DS17 d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets pour le développement des sports extrêmes - FISE World Montpellier 2017**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives » ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au festival international des sports extrêmes de Montpellier (FISE World Montpellier), 3ème événement sportif français regroupant le plus de spectateurs après le Tour de France et le Vendée Globe ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30-I-3c du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence qui court à compter de sa notification jusqu'à la fin du FISE World Montpellier soit le 28 mai 2017 à minuit ;
- que la société Hurricane est l'agence de communication spécialisée dans l'organisation d'événements sportifs dans le domaine de la glisse qui dispose de l'exclusivité de l'organisation du Festival International des Sports Extrêmes à Montpellier ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 25 avril 2017 a attribué le marché à l'entreprise Hurricane sise 405 zone artisanale « Fournels » à Lunel (34 400) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°4797DS17 de prestations de service relatif à l'acquisition d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets dans le cadre du FISE World Montpellier 2017 est passé avec la société Hurricane, sise 405 zone artisanale « Fournels » à Lunel (34 400), pour un montant de 300 000 euros HT.

**ARTICLE 2 :** Le marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'à la fin de l'évènement soit le 28 mai 2017.

**ARTICLE 3** : La dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 4** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président en charge des sports et des traditions sportives est autorisé à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-332
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170518-lmc1142128-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 18/05/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle A2698 située chemin des Courtines à Sussargues**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **VU** l'arrêté N°A2017-21 portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espace Public »,

**CONSIDERANT :**

- le permis d'aménager n°PA03430716M0001 en date du 19/09/2016 accordé sur la parcelle A2698
- la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située chemin des Courtines à Sussargues.

**ARTICLE 2** : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 4 099,97 € HT.

**ARTICLE 3** : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

**ARTICLE 4** : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 20 semaines.

**ARTICLE 5** : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties et à la date du cachet de la Préfecture de l'Hérault accusant réception dans le cadre des règles du contrôle de légalité.

**ARTICLE 6** : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2017-21 portant délégation.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-333
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503- lmc1142133-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle CA 743 située 4 rue des 4 vents au Crès**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « Voirie et Espace Public »,
- **CONSIDERANT :**
  - le permis de construire n° PC3409016M006 en date du 10/08/2016 accordé sur la parcelle CA 743
  - la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité
  - la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située 4 rue des 4 vents au Crès.

**ARTICLE 2 :** La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 10 042.25€ HT.

**ARTICLE 3 :** Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

**ARTICLE 4 :** La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 18 semaines.

**ARTICLE 5 :** La convention prend effet à la signature par les représentants des parties et à la date du cachet de la Préfecture de l'Hérault accusant réception dans le cadre des règles du contrôle de légalité.

**ARTICLE 6 :** Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2017-21 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-334
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503- lmc1142139-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle B n°316 sise commune de Murviel-lès-Montpellier - Aménagement du site archéologique du Castellas**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « de la Culture »,
- VU la promesse de vente en date du 12 avril 2017 consentie par Mme Thérèse BOUSQUET, épouse ARSON, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole pour la cession de la parcelle lui appartenant sise commune de Murviel-lès-Montpellier, cadastrée B n°316, d'une superficie de 1 590 m<sup>2</sup>, moyennant le prix de 3 180 € toutes indemnités confondues,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de la parcelle B n°316, d'une superficie cadastrale de 1 590m<sup>2</sup>, sise commune de Murviel-lès-Montpellier, est nécessaire pour l'aménagement du site archéologique classé du Castellas à Murviel-lès-Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur de la parcelle cadastrée B n°316, d'une superficie de 1 590 m<sup>2</sup>, sise commune Murviel-lès-Montpellier, auprès de Mme Thérèse BOUSQUET, épouse ARSON, propriétaire du foncier en question.

**ARTICLE 2** : L'acquisition de la parcelle mentionnée à l'article 1 aura lieu moyennant le prix de 3 180 € (trois mille cent quatre-vingt euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'acquisition à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont inscrites sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer l'acte authentique d'achat ainsi que tous les documents relatifs à cette acquisition, visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-336
Reçue en Préfecture le	15/05/17
Affichée le	15/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170515-lmc1142178-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4718DM17 de fourniture et pose de panneaux de signalisation dynamique pour le tunnel de la Comédie**

- VU l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDERANT :**

- que pour répondre aux recommandations de la CNESOR (Commission Nationale Equipements de Sécurité des Ouvrages Routiers), pour la mise en sécurité du tunnel de la Comédie, il est nécessaire d'installer des panneaux de signalisation dynamique dans cet ouvrage,
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à procédure adaptée pour une durée démarrant à compter de la date de notification du marché jusqu'au 31/12/2017,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - 40 % pour le prix
  - 60 % pour la valeur technique au regard du mémoire technique remis par les candidats
- Que ce marché n'a pas de minimum mais uniquement un maximum de 60 000 €
- qu'après analyse, l'entreprise AXIMUM – ZI du Salaison – 340 av des Bigos – 34740 VENDARGUES, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché 4718DM17 de fourniture et pose de panneaux de signalisation dynamique dans le tunnel de la Comédie à l'entreprise AXIMUM, pour un montant maximum de 60 000 euros HT à l'entreprise AXIMUM – ZI du Salaison – 340 avenue des Bigos – 34740 VENDARGUES, pour une durée démarrant à compter de la date de notification du marché jusqu'au 31/12/2017.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-337
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517- lmc1142170-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4550DMP16 de contrôle des installations électriques des carrefours à feux et des dispositifs de fermetures automatiques de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 de transfert**

- VU l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°13956 du 13/07/2016 autorisant la signature du marché 4550DM16 de contrôle des installations électriques des carrefours à feux et des dispositifs de fermetures automatiques de la Métropole avec l'entreprise Bureau Véritas 450 rue Baden Powell - ZAC Blaise Pascal, 34000 MONTPELLIER pour un montant de 680 000 € HT et une durée d'un an reconductible 3 fois ;

**CONSIDERANT :**

- que les prestations assurées par Bureau Véritas dans le cadre du marché 4550DM16 de contrôle des installations électriques des carrefours à feux et des dispositifs de fermetures automatiques de la Métropole ont été transférées à Bureau Véritas Exploitation - 450 rue Baden Powell - ZAC Blaise Pascal, 34000 MONTPELLIER,
- qu'afin d'assurer la continuité du service il y a lieu d'acter le changement de titulaire de ce marché par la signature d'un avenant,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant au marché n°4550DM16 en vue du transfert à la société Bureau Véritas Exploitation des prestations effectuées jusqu'alors dans ce cadre par Bureau Véritas.

**ARTICLE 2 :** de dire que le présent avenant n°1 est sans incidence financière sur le montant du marché.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-338
Reçue en Préfecture le	11/05/17
Affichée le	11/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170511- lmc1142186-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4750bisRH17  
de prestations de formation en Langue Anglaise**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre BONNAL dans le domaine « Ressources Humaines » ;

**CONSIDÉRANT :**

- la nécessité de passer un marché de prestations de formation en langue anglaise,
- qu'une procédure a été lancée conformément au décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché pour une durée de quinze mois non reconductible,
- qu'après analyse, l'entreprise ACB ILO Languages, sise 65 place de Thessalie 34000 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°4750bisRH17 est passé avec la Société ACB ILO Languages.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne des formations « Langue Anglaise »

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de quinze mois non reconductible.

**ARTICLE 4 :** Le montant maximum du marché, à bons de commandes, s'élève à 27 695 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-339
Reçue en Préfecture le	10/05/17
Affichée le	10/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170510-lmc1142193-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/05/2017

M. P. BONNAL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Ressources Humaines

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4747DC17 pour la fourniture et l'installation de matériel de radio identification (RFID) à la médiathèque Françoise Giroud**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture ;

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre de la poursuite de l'automatisation des transactions dans le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, il y a lieu de conclure un marché pour la fourniture et l'installation de matériel RFID à la médiathèque Françoise Giroud. Ce marché à procédure adaptée prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an. Ce marché à bons de commande a pour montant minimal annuel 40 000,00 € HT et pour montant maximal annuel 85 000,00 € HT.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée d'un an non reconductible,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations pour 40% et la valeur technique pour 60%.
- qu'après analyse, l'entreprise BIBLIOTHECA, située 5 boulevard des Bouvets à NANTERRE, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n° 4747DC17 de fourniture et installation de matériel de Radio-Identification (RFID) à la médiathèque Françoise GIROUD, à l'entreprise BIBLIOTHECA, pour montant minimal annuel 40 000,00 € HT et un montant maximum de 85 000 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-340
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517-lmc1142213-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise en place d'un accord-cadre n°4755DC17  
pour le transport d'instruments de musique et des matériels d'orchestre**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité d'assurer, en toute sécurité, le transport des instruments de musique et des matériels d'orchestre du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'une procédure a été lancée conformément au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché traité en lot unique à bons de commande, pour une durée d'un an reconductible 2 fois,
- qu'après analyse, les deux candidatures présentées ont été acceptées.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un accord-cadre, marché à bons de commande est passé avec les entreprises OMC sise 3 rue des Escalettes, 34660 Cournonterral et TRANSMANUEDEM sise, route de Mauguio, 34130 Lansargues.

**ARTICLE 2 :** Cet accord-cadre concerne les transports des instruments de musique et des matériels d'orchestre du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, partout où le CRR organisera des manifestations nécessitant qu'ils soient amenés.

**ARTICLE 3 :** Cet accord-cadre prendra effet à la notification du marché pour une durée d'un an. Il pourra être reconduit deux fois, de manière expresse, par période d'un an.

**ARTICLE 4 :** Le montant des marchés subséquents conclus avec les entreprises nommées à l'article 1 sera compris entre 0€ minimum et un maximum de 29 900 € T.T.C. par an. Cette somme sera répartie en parts égales entre les deux entreprises. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 933.

**ARTICLE 5** : Monsieur Bernard TRAVIER le Vice-Président délégué est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-341
Reçue en Préfecture le	04/05/17
Affichée le	04/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170504-lmc1142209-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 04/05/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
OPTIMUM MEDICAL dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2017-29 du 27/02/2017 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société OPTIMUM MEDICAL, représentée par Monsieur Stéphane MURARO ;  
OPTIMUM MEDICAL est une SAS dont l'activité est la commercialisation et la distribution de dispositifs médicaux. Elle est candidate à la location du lot A10 de 221.64 m<sup>2</sup> pour une période 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 5 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société OPTIMUM MEDICAL ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2017-29 du 27 février 2017 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-342
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503-lmc1142225-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant  
l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité  
pour le raccordement de la section B parcelles 924p, 393, 927, 925  
et 926 situées RD 27 la colline de l'Yeuse à Murviel-lès-Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espace Public »,

**CONSIDERANT :**

- l'autorisation d'urbanisme n°PA03417914M0001 en date du 2 avril 2015 accordé sur la section B parcelles 924p, 393, 927, 925 et 926 à Murviel-lès-Montpellier,
- la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférent présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située RD 27 la colline de l'Yeuse à Murviel-lès-Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant le montant de 16 971.30 € HT.

**ARTICLE 3** : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

**ARTICLE 4** : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 18 semaines.

**ARTICLE 5** : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties et à la date du cachet de la Préfecture de l'Hérault accusant réception dans le cadre des règles du contrôle de légalité.

**ARTICLE 6** : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-344
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503-lmc1142312-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de l'association PLANET SANTUARY  
CSI WOLRD / THESMAO dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2017-29 du 27/02/2017 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de l'association ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier : PLANET SANTUARY CSI WOLRD / THESMAO, représentée par Monsieur Philippe MOULIN  
PLANET SANTUARY CSI WOLRD / THESMAO est une association dont l'activité est la vente à distance de thé bio. Elle est candidate à la location du lot M3 de 89 m<sup>2</sup> pour une période 36 mois. L'association projette un effectif de 12 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de l'association PLANET SANTUARY CSI WOLRD / THESMAO ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2017-29 du 27 février 2017 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-345
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503- lmc1142286-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle BL0342 - BL0344 située 27 route de Montpellier à Saint Jean de Védas**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **VU** l'arrêté N°A2017-21 portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espace Public »,
- **CONSIDERANT** l'autorisation d'urbanisme n°PC03427015M0021 en date du 28/07/2015 accordée sur la parcelle BL0342 - BL0344
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située 27 route de Montpellier à Saint Jean de Védas.

**ARTICLE 2** : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 37 419,825 € HT.

**ARTICLE 3** : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

**ARTICLE 4** : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 28 semaines.

**ARTICLE 5** : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties et à la date du cachet de la Préfecture de l'Hérault accusant réception dans le cadre des règles du contrôle de légalité.

**ARTICLE 6** : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2017-21 portant délégation

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-346
Reçue en Préfecture le	03/05/1703/05/17
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503- lmc1142317-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4814DC17 de transport des œuvres en provenance des USA pour l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture » ;

**CONSIDÉRANT :**

- la nécessité de passer un marché de transport des œuvres (hors accord-cadre) en provenance des USA pour l'exposition « Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face », dans la mesure où les prêteurs imposent, pour certaines œuvres, l'exclusivité des transporteurs, de sorte qu'en l'espèce, seuls 2 des 3 attributaires de l'accord cadre ont pu être remis en concurrence pour leur transport,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'une procédure adaptée de mise en concurrence à la suite de l'envoi d'une lettre de consultation adressée à deux entreprises en date du 31 mars 2017, du fait de leurs exclusivités pour la prestation suite aux exigences des prêteurs, pour une durée de 8 mois à compter de la notification du marché,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : analyse des offres et notation sur le critère prix (40%) et analyse des offres et notation sur le critère valeur technique (60%),
- qu'après analyse, l'entreprise LP ART, 274 rue de Rosny, 93100 MONTREUIL, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

# DECIDE

**ARTICLE 1 :** Un marché n°4814DC17 de transport d'œuvres est passé avec la société LP ART, 274 rue de Rosny, 93100 MONTREUIL.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne le transport d'œuvres en provenance des Etats Unis de l'exposition « Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face ».

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification et a une durée de 8 mois.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 75 500 € HT soit 75 500 € TTC (prestation non taxable). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu délégation pour le faire est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-347
Reçue en Préfecture le	04/05/17
Affichée le	04/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170504-lmc1142320-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/05/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société FP ODYSSEUM  
dans la Zac Port Marianne - Portes de la Méditerranée à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté n°A2017-29 du 27/02/2017 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la Zac Port Marianne – Portes de la Méditerranée à Montpellier : la société FP ODYSSEUM est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot 2 de 1 008 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un programme de promotion de bureaux de 2 964 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 3 000 m<sup>2</sup>. La société prévoit 100 à 140 emplois sur site à la livraison et une stabilité à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI FP ODYSSEUM ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2017-29 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-348
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503- lmc1142342-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession à titre gratuit d'un ensemble de neuf vélos vétustes à l'association "Les amis et compagnons d'Emmaüs"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des vélos vétustes à réformer,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour réforme neuf vélos vétustes à l'association « Les Amis et Compagnons d'Emmaüs » située ZAC Saint-Antoine, 34130 Saint-Aunès.

**ARTICLE 2** : Les vélos vétustes cédés portent les numéros suivants : 37, 93, 105, 153, 157, 182, 193, 229 et 250.

**ARTICLE 3** : La cession est réalisée à titre gratuit.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-349
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503- lmc1142356-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au transfert de propriété de la Commune de Baillargues  
dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole du point  
propreté situé sur la parcelle section AX n°54b route de Castries**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ou de l'article L 5214-5 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Baillargues n°2017-20 en date du 23 mars 2017,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets et la propreté de l'espace public,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Commune de Baillargues utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L 1311-13 et L 2122-21 du Code général des collectivités territoriales le transfert de propriété pourra s'effectuer par acte administratif,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Commune de Baillargues, du bien désigné ci-dessous :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m²	N° inventaire Ville de Baillargues	Valeur vénale portée à l'inventaire
Point propreté	AX n° 54b	5 379	A intervenir	Communiquée ultérieurement

La contenance cadastrale est donnée à titre indicatif. La parcelle devant être divisée, la contenance sera précisée lors de l'établissement du document d'arpentage.

**ARTICLE 2 :** Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit, par acte administratif ou, en cas de nécessité, par acte notarié.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, est autorisé à signer l'acte de transfert de propriété et tous actes ou documents relatifs à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-351
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517- lmc1142366-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise en place de l'avenant n°1 au marché  
4053EA15 de travaux de dévoiement des réseaux d'eaux usées  
publics situés sur le site du CHRU sur la commune de Montpellier**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision D2016-312 du 6 juin 2016, attribuant le marché n°4053EA15 de travaux de dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU à Montpellier au groupement SOGEA/RAMPA TP/SCAM TP, dont le mandataire est l'entreprise SOGEA, sise 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 34078 MONTPELLIER CEDEX 3, pour un montant de 2 680 040 euros HT et pour une durée de 26 semaines.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine service public de l'eau et de l'assainissement;

**CONSIDERANT :**

qu'à l'issue des études géotechniques, des modifications de choix techniques ont été rendues nécessaires à savoir l'augmentation des prestations en technique sans tranchée,  
qu'à l'issue des sondages préliminaires, certains réseaux ne se trouvant pas exactement aux endroits prévus, il a été nécessaire d'adapter les travaux à ces nouvelles données,  
que suite aux nouvelles données sur la situation des réseaux, la maîtrise d'ouvrage a demandé des prestations supplémentaires afin de les réorganiser,  
qu'un ajustement des quantités réellement exécutées a été rendu nécessaire,

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4053EA15 de travaux de dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU à Montpellier avec l'entreprise SOGEA, avenant d'un montant de 163 139.20 euros HT.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-352
Reçue en Préfecture le	29/05/17
Affichée le	29/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170529- lmc1142379-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/05/2017

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire pour travaux de la parcelle cadastrée AI n°76 sise commune de Lattes - Travaux de réparation de la digue de la Mosson**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines de la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques,
- VU la convention d'occupation temporaire pour travaux consentie du 1<sup>er</sup> au 31 août 2017, pour une surface de 9 037 m<sup>2</sup> environ, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par le GFA Luc et Eric MICHEL sur la parcelle lui appartenant cadastrée AI n°76, sise commune de Lattes moyennant une indemnisation globale et forfaitaire de 9 290 €,
- **CONSIDERANT** que l'occupation temporaire du 1<sup>er</sup> au 31 août 2017 d'une emprise de 9 037 m<sup>2</sup> environ de la parcelle AI n°76, sise commune de Lattes et appartenant au GFA Luc et Eric MICHEL est nécessaire pour permettre la réalisation des travaux de réparation de la digue en rive gauche de la Mosson,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée du 1<sup>er</sup> au 31 août 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et le GFA Luc et Eric MICHEL, dont le siège social est à Lattes (34970) chemin de la première écluse, identifiée au RCS de Montpellier sous le numéro SIREN 419 798 228, pour l'occupation d'une emprise de 9 037 m<sup>2</sup> environ de la parcelle cadastrée AI n°76, sise commune de Lattes, dont il est propriétaire.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale de 9 290 € (neuf mille deux cent quatre-vingt-dix euros).

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 907.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux visée à l'article 1 et tout autre document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-353
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517-lmc1142397-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de 11 bus fonctionnant  
au GNV auprès de la centrale d'achats UGAP**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12454 adoptée en Conseil de Métropole du 31 juillet 2014, approuvant la convention avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition de bus de transport urbain.

**CONSIDERANT :**

- que pour l'année 2017, le programme d'investissements pour la gestion du service des transports publics comprend l'acquisition de 11 bus GNV (Gaz Naturel pour Véhicule).
- que dans la continuité du parc de véhicules actuels, les bus seront à motorisation GNV, qu'ils seront équipés pour les personnes à mobilité réduite avec des planchers surbaissés, des palettes rétractables, de l'information sonore et visuelle pour les voyageurs et que ces bus seront conformes à la norme Euro 6, norme européenne limitant les émissions et applicable depuis le 1er janvier 2014 pour les poids lourds.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la commande de 11 bus au GNV à l'UGAP pour un montant de 3 148 574,22 euros HT.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 21.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la commande et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-354
Reçue en Préfecture le	24/05/17
Affichée le	24/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170524-lmc1142395-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise en place du marché n°4526EA16 - Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone - Lot n°1 : Travaux d'amélioration de la station d'épuration et Lot n°2 : Remplacement de la canalisation de rejet**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

**CONSIDERANT :**

- que des travaux sont nécessaires afin d'améliorer le fonctionnement de la station d'épuration actuelle en remplaçant le traitement tertiaire par filtration et l'atelier de déshydratation et en réalisant des travaux de remise à niveau sur différents équipements ainsi que du génie civil et des VRD associés ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché n°4526EA16 - Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone :
  - lot n°1 : Travaux d'amélioration de la station d'épuration, pour une durée de 8 mois,
  - lot n°2 : Remplacement de la canalisation de rejet, pour une durée de 4 mois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  1. prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement 60%,
  2. valeur technique au regard du mémoire technique 40%.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 7 mars 2017 a :
  - été informée de l'attribution du lot n°1 au groupement LE MARCORY/SAUR, mandataire, sis 222 avenue de l'Amérique Latine 30900 NIMES présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - été informée de l'attribution du lot n°2 à l'entreprise STPB sise 130 rue des Trois Pins 34400 ST SERIES présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

# DECIDE

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature du marché 4526EA16 - Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone.

- Lot n°1 : Travaux d'amélioration de la station d'épuration au groupement SAUR (mandataire) – LE MARCORY pour un montant de 837 800 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 8 mois (soit 35 semaines) maximum.
- Lot n°2 : Remplacement de la canalisation de rejet à l'entreprise STPB pour un montant de 154 458 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 mois (soit 17 semaines) maximum.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les lots n°1 et lots n°2 marché n°4526EA16 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-355
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517- lmc1142419-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "requête n°1701720-4 TA Cansino"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1701720-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 avril 2017 par Monsieur Didier CANSINO tendant à obtenir réparation consécutivement à une chute dont il a été victime, le 5 novembre 2010, à l'intersection de la rue de l'Ecole de l'Agriculture et de la rue Yeuse à Montpellier.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-356
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503- lmc1142405-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle BN0164 située 13 rue de la Chaussée à Saint Jean de Védas**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « Voirie et Espace Public »,

**CONSIDERANT :**

- le permis de construire n° PC03427014M0081 en date du 19/03/2015 accordé sur la parcelle BN0164 à Saint Jean de Védas,
- la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située 13 rue de la Chaussée à Saint Jean de Védas.

**ARTICLE 2 :** La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 74 746.12 € HT.



**ARTICLE 3** : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

**ARTICLE 4** : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 18 semaines.

**ARTICLE 5** : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties et à la date du cachet de la Préfecture de l'Hérault accusant réception dans le cadre des règles du contrôle de légalité.

**ARTICLE 6** : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2017-21 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-357
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503-lmc1142416-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4770VD17 lots 1 & 2 concernant le Nettoyage des locaux des sites d'exploitation de la Régie de collecte des déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation de déchets et propreté de l'Espace public » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de passer un marché pour le nettoyage des locaux des sites d'exploitation de la Régie de collecte des déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole (Pignan, Vendargues et Grammont),
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous forme d'une mise en ligne d'un Avis d'Appel Public à la Concurrence sur la plateforme de dématérialisation de la Métropole et sur marchés on line. Il s'agit d'un marché à bons de commande avec un seuil maximum passé en application des articles 78 et 80 du décret, conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification et pouvant être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de trois ans (soit deux périodes de reconduction), avec deux lots : lot 1 : nettoyage des locaux du site de Pignan et lot 2 : nettoyage des locaux des sites de Vendargues et Grammont.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations sur la base du détail quantitatif estimatif (40%) et la valeur technique de l'offre, appréciée au regard du mémoire technique (60%),
- qu'après analyse, la société Littoral Services, ZI les Eaux Blanches - 1064 avenue des Eaux Blanches, 34200 Sète a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur les deux lots.

# **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4770VD17 est passé avec la société Littoral Services - ZI les Eaux Blanches, 1064 avenue des Eaux Blanches, 34200 Sète, pour un montant annuel maxi défini comme suit :

- lot 1 : nettoyage des locaux du site de Pignan - maxi 13 000 € HT par an ;
  - lot 2 : nettoyage des locaux des sites de Vendargues et Grammont - maxi 14 000 € HT par an ;
- Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Il pourra être renouvelé pour deux périodes supplémentaires d'un an chacune.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne le nettoyage des locaux des sites d'exploitation de la Régie de collecte des déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : La dépense sera imputée sur le budget de la Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçue délégation pour le faire est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-358
Reçue en Préfecture le	04/05/17
Affichée le	04/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170504-lmc1142437-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/05/2017

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise en place du marché n°4704EA16 - Création d'un poste de refoulement des eaux usées, dévoiement d'une conduite EU gravitaire en fonte de diamètre 300 mm et aménagement d'une zone de stationnement- Parcelle AZ01596 CFAI - Commune de Baillargues**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre de travaux de dévoiement du réseau d'eaux usées lié à la création de l'Ouvrage d'Art par la SNCF situé au PN n°33, il est nécessaire de prévoir la création d'un poste de refoulement des eaux usées, dévoiement d'une conduite d'eaux usées gravitaire en fonte de diamètre 300 mm et aménagement d'une zone de stationnement- Parcelle AZ01596 CFAI sur la commune de Baillargues,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée d'un an ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  1. le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 40%,
  2. la valeur technique au regard du mémoire technique 60%.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°4704EA16 - Création d'un poste de refoulement des eaux usées, dévoiement d'une conduite d'eaux usées gravitaire en fonte de diamètre 300 mm et aménagement d'une zone de stationnement - Parcelle AZ01596 CFAI - Commune de Baillargues à l'entreprise EHTP, pour un montant de 119 971,50 euros HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification.

Sa durée est de 1 an.

Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois dont 1 mois de préparation et débute par ordre de service prescrivant de commencer la période de préparation des travaux.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-360
Reçue en Préfecture le	29/05/17
Affichée le	29/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170529-lmc1142441-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/05/2017

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'este en justice "Ellena CALLEGHER - Requête n°1604539-4 TA"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à este en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1604539-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Ellena CALLEGHER tendant à obtenir indemnisation pour préjudice subi consécutivement à un accident, imputable à une borne rétractable, dont elle a été victime le 25 septembre 2014, rue Foch à Montpellier.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-361
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503- lmc1142450-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision de constitution de partie civile**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **VU** l'arrêté A2014-103 du 19 juin 2014 portant délégation à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer tout document permettant à Montpellier Méditerranée de se constituer partie civile,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole se constitue partie civile devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier contre Monsieur Driss TAMES

**ARTICLE 2** : Le préjudice financier s'élève à 283.03€ TTC (deux cent quatre-vingt trois euros et trois centimes)

**ARTICLE 3** : La durée de la validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

**ARTICLE 4** : Monsieur Christian FINA est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire en vertu de l'arrêté n°A2014-103 du 19 juin 2014 portant délégation de signature,

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-362
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503- lmc1142455-BF-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AO 190 de 78 m<sup>2</sup>  
auprès de la société PROMECIA - Commune de Cournonterral**

- VU l'article L.5211-10 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'Urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du développement et de l'aménagement durable du territoire, de l'habitat et de l'espace public ;
- VU l'arrêté du permis d'aménager n° PA 34088 15 M 0002 délivré par Monsieur le Maire de Cournonterral en date du 3 mai 2016 ;
- VU la convention de Projet Urbain Partenarial concernant le lotissement « La Tuilerie Haute » à Cournonterral en date du 13 avril 2016, et notamment son article 4 « contributions foncières de l'aménageur »,
- CONSIDERANT** l'accord de la société Promecia en date du 9 février 2017 sur les modalités du transfert de propriété de la parcelle nouvellement cadastrée AO 190 d'une superficie de 78 m<sup>2</sup> au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- CONSIDERANT** que l'opération immobilière est terminée et qu'il convient de régulariser la propriété foncière de l'emprise concernée.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société PROMECIA la parcelle AO 190 d'une superficie de 78 m<sup>2</sup> extraite de la parcelle AO 123, située en bordure de la R.D. 102 à Cournonterral, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : La transaction sera réalisée selon les conditions financières fixées par la convention du Projet Urbain Partenarial en date du 13 avril 2016, à savoir un apport en nature de terrain pour un montant basé sur l'avis de France Domaine à 10 € / m<sup>2</sup>, soit un montant total de 780€ pour une superficie de 78 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : L'étude notarial LESTRA – GAYRAUD – BILLET-LLORCA à Cournonterral, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-363
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517- lmc1142475-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole de deux portraits de Joseph Bonnier de la Mosson et de son épouse par Jean Ranc (Montpellier, 1674 - Madrid, 1735)**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir deux œuvres de Jean RANC (Montpellier, 1674 - Madrid, 1735), *Portrait de madame Bonnier de La Mosson* et *Portrait de Joseph Bonnier de La Mosson* d'une valeur totale de 37 200 € (Trente-sept mille deux cent euros).

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole procède à l'acquisition des deux œuvres de Jean RANC (Montpellier, 1674 - Madrid, 1735), *Portrait de madame Bonnier de La Mosson* et *Portrait de Joseph Bonnier de La Mosson* pour un montant de 37 200 € (Trente-sept mille deux cent euros).

**ARTICLE 2** : Ces deux portraits seront conservés au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : Monsieur, Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de ces acquisitions visées à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-364
Reçue en Préfecture le	04/05/17
Affichée le	04/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170504- lmc1142497-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Requête n°1701713-7 TA"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1701713-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 10 avril 2017 par Madame Cécile MARSON, agent de la Métropole, contre l'arrêté en date du 19 octobre 2016 par lequel Montpellier Méditerranée Métropole lui a attribué un régime indemnitaire à compter du 1er mars 2016.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés »

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-365
Reçue en Préfecture le	03/05/17
Affichée le	03/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170503-lmc1142529-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée AB 469 - Délaissé de voirie situé boulevard Carrière Pèlerine - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone n°2015DAD148 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété de l'ensemble du domaine public et privé routier communal et ses dépendances ainsi que de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-825 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **CONSIDERANT** la demande d'acquisition adressée par les époux ROUS à Montpellier Méditerranée Métropole en date du 1<sup>er</sup> août 2016,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser la parcelle cadastrée AB 469, accessoire de voirie, avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La parcelle cadastrée AB 469 d'une contenance de 27 m<sup>2</sup>, située boulevard Carrière Pèlerine à Villeneuve-lès-Maguelone, est désaffectée.

**ARTICLE 2** : Conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du Code de la voirie routière, cette parcelle est déclassée du domaine public.

**ARTICLE 3** : La parcelle AB 469 de 27 m<sup>2</sup> est intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-366
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517- lmc1142553-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°2.628 portant sur les travaux de signalisation ferroviaire et de voie ferrée pour le réaménagement du PN40 dans le cadre de la 2ème ligne de tramway**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°3962 modifiée par la délibération n°8410 du 23 juillet 2008 approuvant l'avenant n°8 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM en qualité de mandataire pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**CONSIDERANT :**

- que le passage à niveau n°40 situé sur la commune de Saint Jean de Védas à l'intersection de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway avec la RD612 doit être réaménagé, des travaux de signalisation ferroviaire et de voie ferrée (y compris fournitures) sont nécessaires,
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée par TaM, conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, pour le marché n°2.628 portant sur ces travaux, le marché étant à prix unitaire pour une durée de 4 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% valeur technique de l'offre et 60% le prix des prestations,
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 25 avril 2017 a été informée de l'attribution du marché au groupement ETF (mandataire) / VOSSLOH COGIFER / EUROVIA de Vitrolles (13).

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché n°2.628 portant sur des prestations de travaux de signalisation ferroviaire et de voie ferrée pour le réaménagement du PN 40 dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway au groupement d'entreprises ETF (mandataire) / VOSSLOH COGIFER / EUROVIA de Vitrolles (13), pour un montant de 369 419 euros H.T. tel qu'il résulte du détail quantitatif estimatif (DQE). Sa durée est de 4 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.



**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-369
Reçue en Préfecture le	24/05/17
Affichée le	24/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170524-lmc1142628-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4807DC17 de travaux de muséographie  
de l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face"**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture » ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDÉRANT :**

- la nécessité de passer un marché de travaux de muséographie pour l'exposition « Francis Bacon/ Bruce Nauman. Face à face »,
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché ordinaire, pour une durée de 2 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - 1 - Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire : 40 %
  - 2 - Valeur technique : 60 %
- qu'après analyse, l'entreprise F.P.I. SARL, 264 rue Denis Papin, PAE La Tour, 34570 MONTARNAUD, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n° 4807DC17 de travaux à l'entreprise F.P.I., pour un montant de 82 546,87 € HT. soit 99 056,24 € TTC. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 mois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-374
Reçue en Préfecture le	04/05/17
Affichée le	04/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170504-lmc1142757-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/05/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ENEKIO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 novembre 2011 passée entre la Métropole et la société ENEKIO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 28 novembre 2013, 17 novembre 2014, 26 octobre 2015 et 28 octobre 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société ENEKIO est dans l'attente de la finalisation des travaux d'aménagement de ses futurs locaux sur la commune de Fabrègues et estime que ces derniers ne seront pas achevés avant fin mai, elle sollicite la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire de deux mois,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ENEKIO pour une période de deux mois à compter de sa date de notification. Dans le cas où les travaux seraient terminés avant le 30 juin 2017 la société pourra libérer les locaux occupés au sein de la pépinière Cap Alpha sans préavis particulier.

**ARTICLE 2 :** La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ENEKIO pour la surface de 81,48 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 941,09 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-375
Reçue en Préfecture le	09/05/17
Affichée le	09/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170509- lmc1142784-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
E-DENTECH dans l'Hôtel French Tech à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier : la société E-DENTECH, représentée par Monsieur Patrick GIRARDEAU est une SAS dont l'activité le développement et la vente de logiciels, matériels et machinerie de télémedecine bucco-dentaire à visée diagnostic.  
Elle est candidate à la location du lot 3.6 de 38.08 m<sup>2</sup> pour une période de 4 ans, 9 mois et 7 jours.  
L'entreprise projette un effectif de 2 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société E-DENTECH ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-376
Reçue en Préfecture le	09/05/17
Affichée le	09/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170509- lmc1142796-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention pour la mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole pour la saison sportive 2017-2018**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc-MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives»,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole gère l'ensemble des installations sportives sur son territoire,
- **CONSIDERANT** que les associations ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole ont besoin de disposer régulièrement ou ponctuellement de locaux et/ou de terrains dans ces établissements sportifs pour le développement de leurs activités et/ou leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives,
- **CONSIDERANT** qu'au regard de l'intérêt général et de l'intérêt métropolitain que représente pour Montpellier Méditerranée Métropole, l'accueil des associations pour l'organisation de manifestations ou d'activités sportives, ces mises à disposition sont accordées à titre gratuit,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer des conventions, respectivement avec chacune de ces associations pour la mise à disposition permanente ou ponctuelle de locaux et/ou terrains en vue de l'organisation de manifestations sportives dans les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour la saison 2017-2018,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation, précaire et révocable, détaillant les modalités d'utilisation des installations sportives sises sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, est conclue nominativement avec chacune des associations.



**ARTICLE 2 :** Ces conventions concernent l'ensemble des installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole (Les stades Yves du Manoir à Montpellier, La Mosson à Montpellier, Jules Rimet à Sussargues, le Palais des Sports René Bournol à Montpellier, la base Nautique La Valette, Le gymnase Pitot, l'ensemble du réseau des piscines).

**ARTICLE 3 :** La durée de ces conventions couvrira la saison sportive 2017-2018, soit de la date de signature des conventions au 31 août 2018.

**ARTICLE 4 :** Les associations n'ont pas de redevance à acquitter, les conventions étant conclues à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt général que représente la présence de ces associations dans les activités sportives et l'organisation de manifestations.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives est autorisé à signer les conventions visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-377
Reçue en Préfecture le	02/06/17
Affichée le	02/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170602-lmc1142821-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux avenants de prix nouveaux ajoutés aux bordereaux des prix unitaires des lots portant sur le pôle Montpellier n°6, 7, 8 et 9 du marché n°4571AT16 d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « Voirie et Espace Public » ;
- VU la délibération n°13881 du 26/05/2016 autorisant la signature des accords-cadres exécutés par l'émission de bons de commande n°4571AT16 relatif à l'entretien et la maintenance des installations d'éclairage public – Lots 6 et 7 avec l'entreprise CITEOS et Lots 8 et 9 avec l'entreprise SPIE CityNetwork, tous quatre pour un montant minimum de 180000 € HT, sans montant maximum et une durée d'un an renouvelable trois fois ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il convient d'ajouter des prix nouveaux aux bordereaux des prix unitaires de chacun des accords-cadres portant sur l'entretien et la maintenance des installations d'éclairage public du Pôle Montpellier, afin d'en assurer la bonne exécution, sans que cela n'ait d'incidence financière ;
- qu'il est donc nécessaire de passer des avenants pour modifier les bordereaux de prix unitaires des lots 6, 7, 8 et 9 du marché n°4571AT16 d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature des avenants de prix nouveaux au marché n°4571AT16 d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public, portant sur les lots suivants :

- Pour le lot 6 « Pôle Montpellier – Quartiers Port Marianne et Près d'Arènes », un avenant ajoutant quatre prix nouveaux est passé avec l'entreprise CITEOS à Teyran,
- Pour le lot 7 « Pôle Montpellier – Quartier Centre », un avenant ajoutant quatre prix nouveaux est passé avec l'entreprise CITEOS à Teyran,
- Pour le lot 8 « Pôle Montpellier – Quartiers Croix d'Argent et Cévennes », un avenant ajoutant cinq prix nouveaux est passé avec l'entreprise SPIE CityNetworks à Saint Denis,
- Pour le lot 9 « Pôle Montpellier – Quartiers Mosson et Hôpitaux Facultés », un avenant ajoutant cinq prix nouveaux est passé avec l'entreprise SPIE CityNetworks à Saint Denis.

**ARTICLE 2** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-379
Reçue en Préfecture le	23/05/17
Affichée le	23/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170523-lmcl142948-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 23/05/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'estimer en justice "Référé préventif - Grand rue Jean Moulin à Montpellier"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du chantier de réaménagement de la Grand Rue Jean Moulin à Montpellier, il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier en référé préventif afin de faire constater l'état des propriétés jouxtant le chantier de réaménagement la Grand rue Jean Moulin à Montpellier sachant que les travaux se dérouleront sur la totalité de la Grand rue Jean Moulin, de la rue de la Loge jusqu'au boulevard du Jeu de Paume.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-380
Reçue en Préfecture le	09/05/17
Affichée le	09/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170509- lmc1142942-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au sinistre ayant touché le local gardien de la déchetterie de Murviel-lès-Montpellier - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurances, dont le montant est supérieur à 5 000€,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Isabelle Guiraud, dans le domaine de l'Administration générale, le contentieux, les affaires juridiques et le protocole ;
- **CONSIDERANT** la proposition d'Affiliated FM, compagnie d'assurances dommages aux biens de Montpellier Méditerranée Métropole, du versement de l'indemnité d'assurances d'un montant de 11 303,66€ suite à déclaration de sinistre incendie en date du 18 mars 2017 ayant causé des dommages matériels sur le local gardien de la déchetterie de Murviel-lès-Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'indemnité d'assurance d'un montant de 11 303,66€. En effet, sur devis de déblaiement et de remise en état, le montant final des indemnités a été arrêté à 14 303,66€ duquel doit être déduit la franchise de 3 000€ par sinistre soit une proposition d'indemnité fixée à 11 303,66€.

**ARTICLE 2 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 3 :** Madame Isabelle Guiraud Vice-Présidente déléguée dans le domaine de l'Administration générale, le contentieux, les affaires juridiques et le protocole est autorisée à signer l'acceptation d'indemnité visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-382
Reçue en Préfecture le	09/05/17
Affichée le	09/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170509- lmc1142957-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice " Requête n°1702065-1 TA "**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1702065-1 le 26 avril 2017 par Madame Sabine BOURBON contre le refus implicite de Montpellier Méditerranée Métropole de faire droit à sa demande de réparation du préjudice résultant de la discrimination pratiquée à son encontre depuis qu'elle a dénoncé des faits de harcèlement sexuel perpétrés à son encontre par un agent de la Métropole.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-385
Reçue en Préfecture le	09/05/17
Affichée le	09/05/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170509-lmc1143062-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AK 245 de 89 m<sup>2</sup>  
auprès de la SCI "LA MOULINE" - Commune de Cournonterral**

- **VU** l'article L.5211-10 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'Urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du développement et de l'aménagement durable du territoire, de l'habitat et de l'espace public ;
- **VU** l'arrêté du Maire de Cournonterral n°2015-214 en date du 11 décembre 2015 portant alignement de fait de la parcelle AK 84 ;
- **VU** l'inscription de l'opération n°17 au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cournonterral impactant la parcelle chemin des Peyroules ;
- **CONSIDERANT** que l'opération immobilière est terminée et qu'il convient de régulariser la propriété foncière de l'emprise concernée ;
- **CONSIDERANT** l'accord de la SCI « La Mouline » sur les modalités du transfert de propriété de la parcelle nouvellement cadastrée AK 245 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI « La Mouline » la nouvelle parcelle cadastrée AK 245 d'une superficie de 89 m<sup>2</sup>, située Chemin des Peyroules à Cournonterral, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : La transaction sera réalisée à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

**ARTICLE 3** : Maître Valérie BONNES-CATTERINI, notaire à Cournonterral, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.



**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-386
Reçue en Préfecture le	15/05/17
Affichée le	15/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170515- lmc1143101-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché subséquent n°4752DC17 au lot n°3 de l'accord cadre n° 4112DC16 pour le transport des œuvres de l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture » ;

**CONSIDÉRANT :**

- la nécessité de passer un marché de transport des œuvres en provenance de l'ensemble des pays hors USA pour l'exposition « Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face »,
  - qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché subséquent, à la suite de l'envoi d'une lettre de consultation en date du 27 février 2017, pour une durée de 8 mois à compter de la notification du marché,
- 
- que ce marché comporte une solution de base et une prestation supplémentaire éventuelle,
  - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : analyse des offres et notation sur le critère prix (40%) et analyse des offres et notation sur le critère valeur technique (60%),
  - qu'après analyse, l'entreprise LP ART, 274 rue de Rosny, 93100 MONTREUIL, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°4752DC17 de transport d'œuvres est passé avec la société LP ART, 274 rue de Rosny, 93100 MONTREUIL.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne le transport d'œuvres, en provenance de l'ensemble des pays hors les Etats Unis, de l'exposition « Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face ».

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification et a une durée de 8 mois.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 243 332 € HT (offre de base : 235 024 € HT, prestation supplémentaire éventuelle : 8 308 € HT) soit 270 233,60 € TTC (seule la solution de base étant taxable). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu délégation pour le faire est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-388
Reçue en Préfecture le	01/06/17
Affichée le	01/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170601-lmc1143105-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/06/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché subséquent n°4752 bis DC17 au lot n°2 de l'accord cadre n°4112DC16 pour le transport des œuvres de l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture » ;

**CONSIDÉRANT :**

- la nécessité de passer un marché de transport des œuvres en provenance des USA pour l'exposition « Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face »,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché subséquent à la suite de l'envoi d'une lettre de consultation en date du 24 mars 2017, pour une durée de 8 mois à compter de la notification du marché,
- que le marché subséquent succède à la déclaration sans suite pour motif d'intérêt général du lot 2 du marché subséquent n°4752DC17,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : analyse des offres et notation sur le critère prix (40%) et analyse des offres et notation sur le critère valeur technique (60%),
- qu'après analyse, l'entreprise LP ART, 274 rue de Rosny, 93100 MONTREUIL, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°4752 bis DC17 de transport d'œuvres est passé avec la société LP ART, 274 rue de Rosny, 93100 MONTREUIL.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne le transport d'une partie des œuvres, en provenance des Etats Unis, de l'exposition « Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face ».

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification et a une durée de 8 mois.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 11 615 € HT soit 11 615 € TTC (prestation non taxable). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu délégation pour le faire est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-389
Reçue en Préfecture le	01/06/17
Affichée le	01/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170601- lmc1143111-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/06/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°2.629 portant sur les travaux de signalisation lumineuse tricolore et de voirie et réseaux divers pour le réaménagement du PN40 dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°3962 du 12 juillet 2000 modifiée par la délibération n°8410 du 23 juillet 2008 approuvant l'avenant n°8 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM en qualité de mandataire pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**CONSIDERANT :**

- que le passage à niveau n°40 situé sur la commune de Saint Jean de Védas à l'intersection de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway avec la RD612 doit être réaménagé et que des travaux de signalisation lumineuse tricolore et de voirie et réseaux divers (y compris fournitures) sont nécessaires.
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée par TaM, conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, pour le marché n°2.629 portant sur ces travaux, le marché étant à prix unitaire pour une durée de 4 mois.
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% valeur technique de l'offre et 60% le prix des prestations.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 25 avril 2017 a été informée de l'attribution du marché à l'entreprise COLAS de Saint Jean de Védas (34).

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché n°2.629 portant sur des prestations de travaux de signalisation lumineuse tricolore et de voirie et réseaux divers pour le réaménagement du PN 40 dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway à l'entreprise COLAS de Saint Jean de Védas (34), pour un montant de 261 385,10 euros H.T. tel qu'il résulte du détail quantitatif estimatif (DQE). Sa durée est de 4 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-390
Reçue en Préfecture le	24/05/17
Affichée le	24/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170524-lmc1143130-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle A 2329 de 215 m<sup>2</sup> auprès de la SCCV "LE CLAPAS" - Commune de Murviel-lès-Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 et L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du développement et de l'aménagement durable du territoire, de l'habitat et de l'espace public ;
- VU l'arrêté d'autorisation de transfert du permis d'aménager n°PA 34179 13 M 0006 T 02 délivré par le Monsieur le Maire de Murviel-lès-Montpellier ;
- VU l'inscription de la réserve n°08 au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Murviel-lès-Montpellier sur la parcelle A 2329 en vue de réaliser des aménagements d'intérêt public ;
- **CONSIDERANT** l'accord de la SCCV « LE CLAPAS » sur les modalités du transfert de propriété de la parcelle A2329 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **CONSIDERANT** que l'opération immobilière est terminée et qu'il convient de régulariser la propriété foncière de l'emprise concernée ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCCV « LE CLAPAS » la parcelle A2329 d'une superficie de 215 m<sup>2</sup> située avenue du Champs des Moulins sur la commune de Murviel-lès-Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La transaction sera réalisée à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu,

**ARTICLE 3 :** Maître Gilles GAYRAUD, notaire à Pignan se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.



**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-391
Reçue en Préfecture le	15/05/17
Affichée le	15/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170515-lmc1143136-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant de transfert concernant l'exécution  
du marché n°8.631 du groupe SPIE à la société SPIE City Networks**

- VU l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le Code des marchés publics de 2006 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDERANT :**

- que le groupe SPIE (dont sa filiale SPIE Sud-Ouest) a transféré via un apport partiel d'actifs les activités dédiées aux réseaux extérieurs et opérateurs Télécoms en faveur d'une nouvelle société dédiée dénommée SPIE City Networks (SAS à 100% SPIE),
- que SPIE Sud-Ouest est co-traitant du groupement momentané d'entreprises solidaires INEO SCLE FERROVIAIRE – INEO UTS pour le marché n°8.631 passé en procédure européenne lié aux travaux du bouclage de la ligne 4, portant sur les travaux d'équipements énergie, haute tension, basse tension, traction et de ligne aérienne de contact,
- que cette modification affectant le co-traitant du marché est soumise à la conclusion d'un avenant compte tenu du changement de personnalité juridique,
- que la signature de cet avenant de transfert est soumise à autorisation.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole prend acte par l'établissement d'un avenant de transfert au marché n°8.631 de l'apport partiel d'actifs de SPIE Sud-Ouest – groupe SPIE à la filiale SPIE City Networks.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer cet avenant de transfert, celui-ci n'ayant aucune incidence financière, s'agissant uniquement de prendre en compte le transfert des droits et obligations au niveau titulaire et le changement de dénomination sociale.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-392
Reçue en Préfecture le	24/05/17
Affichée le	24/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170524-lmc1143138-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle HZ 247 auprès de Madame PASTRE épouse GIBERT, rue des Chasseurs - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président de la Métropole n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU le courrier de Madame PASTRE épouse GIBERT en date du 16 avril 2017 acceptant les modalités du transfert de propriété à Montpellier Méditerranée Métropole, de la parcelle HZ 247 dans le cadre d'une régularisation foncière,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame PASTRE épouse GIBERT, la parcelle HZ 247 d'une superficie de 314 m<sup>2</sup>, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2 :** La transaction aura lieu à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu,

**ARTICLE 3 :** Maître Jean-Philippe ANDRIEU, notaire à Montpellier, à la demande et aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-393
Reçue en Préfecture le	15/05/17
Affichée le	15/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170515- lmc1143142-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la  
société GIFI MAG dans la ZAC du Fenouillet à Pérois**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (SAAM), en vue de la location d'un bâtiment situé ZAC du Fenouillet à Pérois : la société GIFI MAG, représentée par Monsieur Thierry TAPIA est une SAS. Elle est candidate à la location du lot 8 (anciennement occupé par La Halle aux vêtements), pour une période de 3 ans. Ce bâtiment a une surface totale de 964.86 m<sup>2</sup> sdg. L'entreprise projette un effectif de 7 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société GIFI MAG ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-397
Reçue en Préfecture le	24/05/17
Affichée le	24/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170524- lmc1143180-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AZ 183 auprès de l'indivision  
AGRECH / ZUBLENA, lieudit "Le Pouget" - Commune de Montferrier-sur-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montferrier-sur-Lez n°2015-37 en date du 23 décembre 2015 portant transfert de propriété de l'ensemble du domaine public et privé routier communal et ses dépendances ainsi que l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et ses accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-840 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et ses accessoires, de la commune de Montferrier-sur-Lez dans le domaine public métropolitain,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'indivision AGRECH/ ZUBLENA, la parcelle AZ 183 d'une superficie de 683 m<sup>2</sup>, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : La transaction est acceptée à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

**ARTICLE 3** : Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.



**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-398
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517- lmc1143197-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature du marché de mission de contrôle technique en phases conception et réalisation pour l'extension et la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DÉMÉTER » de Montpellier Méditerranée Métropole à Montpellier (F-34000)**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;
- VU la convention de mandat (délibération n° 12712 du 18 décembre 2014) confiant à la SA3M la réalisation du nouveau centre de tri Demeter ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de lancer un marché pour une mission de contrôle technique en phases conception et réalisation pour l'extension et la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DÉMÉTER »,
- qu'après analyse, l'entreprise DEKRA Industrial SAS (19 rue Stuart MILL – 87000 LIMOGES) présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : le marché relatif à la mission de contrôle technique en phases conception et réalisation pour l'extension et la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DÉMÉTER » de Montpellier Méditerranée Métropole à Montpellier est conclu avec l'entreprise DEKRA Industrial SAS, pour un montant de 62 000 euros HT (toutes tranches à notifier comprises). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 37 mois.

**ARTICLE 2** : la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général de SA3M est autorisé à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-399
Reçue en Préfecture le	29/05/17
Affichée le	29/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170529- lmc1143203-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/05/2017

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Prévention et valorisation des déchets et  
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Décision relative à l'instauration d'une servitude d'ancrages pour les besoins du tramway

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération n°12889 en date du 31 mars 2015 portant sur l'approbation d'ancrage d'équipements indispensable à la voirie, l'éclairage public ou les transports sur les façades d'immeubles nécessaire au bouclage de la ligne 4 du tramway,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics ou privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement et de l'aménagement durable du territoire, de l'habitat et de l'espace Public »,
- **CONSIDERANT** les accords donnés par les services de l'Etat sur la constitution de la restriction au droit de disposer, sur des propriétés lui appartenant,
- **CONSIDERANT** que ces restrictions au droit de disposer / ou servitudes, doivent faire l'objet de plusieurs actes à publier aux Hypothèques, pour garantir leur maintien dans le temps,
- **CONSIDERANT** que la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) intervient à l'acte en tant que Tiers Payeur.

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'une restriction au droit de disposer consentie par l'Etat sur sa propriété cadastrée BW 79 située Boulevard Henri IV à Montpellier, pour installer des lignes aériennes de contact (LAC), pour ancrer un dispositif d'éclairage public ou un auvent, pour installer un dispositif de vidéo surveillance, ainsi que pour tout élément technique nécessaire au bon fonctionnement des dispositifs en place.

**ARTICLE 2 :** La restriction au droit de disposer est consentie à titre gratuit, pour la durée d'exploitation de la ligne de tramway ou de tout autre type de transport qui pourrait lui être substituée.

**ARTICLE 3 :** La restriction au droit de disposer sera rédigée par Maître ANDRIEU, notaire à Montpellier, aux frais de la TaM, qui interviendra en tant que Tiers Payeur.

**ARTICLE 4 :** Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-400
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517- lmc1143209-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle OE 218 de 85 m<sup>2</sup> auprès de "SNC MARIGNAN RESIDENCES" - Avenue Etienne Méhul - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'Urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du développement et de l'aménagement durable du territoire, de l'habitat et de l'espace public ;
- **VU** l'arrêté du permis de construire n° PC 34172 14 V0 199 délivré par Monsieur le Maire de Montpellier en date du 16 décembre 2014 ;
- **CONSIDERANT** l'avis favorable de la « SNC MARIGNAN RESIDENCES » sur les modalités de transfert de propriété de la parcelle nouvellement cadastrée OE 218 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **CONSIDERANT** que l'opération immobilière est terminée et qu'il convient de régulariser la propriété foncière concernée ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la « SNC MARIGNAN RESIDENCES » la parcelle OE 218 issue de la parcelle OE 6, d'une superficie de 85 m<sup>2</sup>, située avenue Etienne Méhul à Montpellier en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : La transaction sera réalisée à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

**ARTICLE 3** : Maître RIBAUD, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-401
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517- lmc1143242-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la conclusion d'un marché n°4823CO17  
de location et installation de structures événementielles et de  
mobilier de réception pour Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI ;

**CONSIDERANT :**

- que la direction du protocole et la direction de la communication ont besoin d'un prestataire qui leur met à disposition du mobilier de réception et des structures événementielles,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 12 mois renouvelable une fois.
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : prix 60% et valeur technique 40%.
- qu'après analyse, l'entreprise AD SUD RECEPTION, 1, Zone Artisanale Les Baronnes 34730 Prades-le-Lez, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché n° 4823CO17 « Location et installation de structures événementielles et de mobilier de réception pour Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise AD SUD RECEPTION, pour un montant maximum annuel de 25 000 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an renouvelable 1 fois.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.



**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-402
Reçue en Préfecture le	29/05/17
Affichée le	29/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170529- lmc1143355-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/05/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la donation à la médiathèque centrale Émile Zola d'un fonds documentaire consacré à l'écrivain Yves Navarre par M. Jean Perrenoud**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou de refuser tous les dons et legs et d'autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** la proposition de donation à la médiathèque centrale Emile Zola par M. Jean PERRENOUD, ayant droit et responsable moral de l'œuvre d'Yves NAVARRE, d'un fonds documentaire consacré à cet écrivain composé d'albums de photographies, de correspondances ainsi que de tapuscrits
- **CONSIDERANT** que cette donation permettra d'enrichir les fonds patrimoniaux conservés à la médiathèque centrale Emile Zola,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention relative au don d'un fonds documentaire consacré à l'écrivain Yves Navarre est conclue entre M. Jean PERRENOUD et Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2 :** La donation prend effet à compter de la date de signature de la convention.

**ARTICLE 3 :** La donation est consentie à titre gracieux.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-403
Reçue en Préfecture le	02/06/17
Affichée le	02/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170602- lmc1143272-AU71-1

Fait à Montpellier, le 02/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 569 appartenant à Monsieur et Madame FILLON - Commune de Saint-Drézéry**

- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public »,
- **CONSIDERANT** la promesse de cession signée par Monsieur et Madame FILLON en date du 12 avril 2017, concernant une emprise de 497 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AI 255, et acceptant cette transaction au prix de 10 € le mètre carré soit un montant total de 4970 €.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle cadastrée AI 569 d'une contenance de 497 m<sup>2</sup> située Chemin de Courbessac à Saint-Drézéry, appartenant à Monsieur et Madame FILLON.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est acceptée au prix de 10 € le mètre carré soit un montant total de 4 970 €, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-404
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517- lmc1143340-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles AI 565 et 566 appartenant à Madame THUIN - Chemin de Courbessac - Commune de Saint-Drézéry**

- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public »,
- VU l'accord de Madame THUIN concernant la cession d'une emprise de 252 m<sup>2</sup> à détacher des parcelles AI 150 et 151 situées chemin de Courbessac.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable les parcelles cadastrées AI 565 (163 m<sup>2</sup>) et AI 566 (89 m<sup>2</sup>) situées Chemin de Courbessac à Saint-Drézéry appartenant à Madame THUIN.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie au prix de 10 €/m<sup>2</sup> soit un montant total de 2 520 €. Les frais d'actes seront à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-405
Reçue en Préfecture le	18/05/17
Affichée le	18/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170517- lmc1143347-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4137MG16 portant sur l'exploitation et la maintenance en génie climatique sur une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 de transfert**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET dans le domaine de l'énergie et la transition énergétique ;
- VU la décision n°2016-808 attribuant le marché n°4137MG16 portant sur l'exploitation et la maintenance en génie climatique sur une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'entreprise SPIE Sud-Ouest, sise 170 rue Henri Farman, 34 435 Saint Jean de Védas, pour un montant initial annuel de 98 559,35 euros HT (prix mixte) et pour une durée de 12 mois reconductible une fois ;

**CONSIDERANT :**

- que le Groupe SPIE a décidé de procéder à la restructuration de ses activités en France en créant une nouvelle filiale, l'entreprise SPIE Facilities, sise 1 place de la Berline, 93 200 Saint-Denis dédiée aux activités de la maintenance et du facility management, dénommée SPIE Facilities ;

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article 139-4° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 autorisant le remplacement du titulaire initial du marché public par un nouveau titulaire, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de transfert au marché n°4137MG16 portant sur l'exploitation et la maintenance en génie climatique sur une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole avec l'entreprise SPIE Facilities, sise 1 place de la Berline, 93 200 Saint-Denis.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant de transfert n'a aucune incidence financière sur le marché.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.



**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-407
Reçue en Préfecture le	23/05/17
Affichée le	23/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170523- lmc1143382-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/05/2017

Mme E. LLORET

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à  
l'Energie et transition énergétique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EVAL & GO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation et de l'International,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 14 décembre 2010 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société EVAL & GO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 31 mai 2017 et que la société EVAL & GO n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EVAL & GO pour une période de six mois à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017 et jusqu'au 30 novembre 2017.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EVAL & GO pour la surface de 178,82 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 2 603,61 m<sup>2</sup> euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-408
Reçue en Préfecture le	24/05/17
Affichée le	24/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170524- lmc1143384-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société APPS VELOCITY au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation et de l'International,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> juin 2014 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société APPS VELOCITY pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 31 mai 2017 et que la société APPS VELOCITY n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société APPS VELOCITY pour une période d'un an à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017 et jusqu'au 31 mai 2018.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société APPS VELOCITY pour la surface de 31,26 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 422,63 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-410
Reçue en Préfecture le	24/05/17
Affichée le	24/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170524-lmc1143388-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 24/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4806DC17 d'installation location et démontage de différents matériels de diffusion image et son pour l'exposition "Francis Bacon / Bruce Nauman - Face à face"**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de passer un marché d'installation, location et démontage de différents matériels de diffusion image et son pour l'exposition "Francis Bacon / Bruce Nauman - Face à face" ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 6 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : notation sur le critère prix (40 %) et notation sur le critère valeur technique (60 %) ;
- qu'après analyse, l'entreprise Mission Vidéo, 40 rue Jean Jaurès, 93176 BAGNOLET Cedex, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché n° 4806DC17 d'installation, location et démontage de différents matériels de diffusion image et son pour l'exposition "Francis Bacon / Bruce Nauman - Face à face" à l'entreprise Mission Vidéo, pour un montant de 49 960 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-412
Reçue en Préfecture le	29/05/17
Affichée le	29/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170529- lmc1143413-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/05/2017

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la  
société PASSE dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société PASSE, représentée par Monsieur Davi DOMERGUE est une SARL dont l'activité est l'entretien en serrurerie.  
Elle est candidate à la location du lot B01 de 68.39 m<sup>2</sup> pour une période 36 mois.  
L'entreprise projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société PASSE ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2017-416
Reçue en Préfecture le	24/05/17
Affichée le	24/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170524-lmc1143450-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au prêt de cinq oeuvres en provenance de The Estate of Francis Bacon pour l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face", qui se déroulera du 1<sup>er</sup> juillet au 5 novembre 2017 au musée Fabre, il est nécessaire d'emprunter cinq œuvres en provenance de The Estate of Francis Bacon de Londres,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le prêt est consenti du 1<sup>er</sup> juin au 30 novembre 2017, afin de tenir compte des délais d'emballage et de transport.

**ARTICLE 2 :** Les œuvres prêtées par The Estate of Francis Bacon de Londres sont les suivantes : *Figures in a Landscape, Marching Figures, Chicken, Triptych et Study after Velazquez* de Francis Bacon et sont estimées à la valeur de 188 000 000 euros.

**ARTICLE 3 :** En contrepartie de ce prêt à titre gratuit, The Estate of Francis Bacon de Londres souhaite que les œuvres soient assurées par sa propre compagnie d'assurances soit JLT, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage donc à payer à JLT domiciliée 138 Houndsditch, EC3A 7AW à Londres, la somme de 59 546,05 € TTC correspondant à la prime d'assurance des cinq œuvres prêtées par The Estate of Francis Bacon.

**ARTICLE 5 :** Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-417
Reçue en Préfecture le	30/05/17
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170530-lmc1143464-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature du marché de contrôle technique  
pour la réalisation des travaux d'amélioration des installations  
de captage et de valorisation du biogaz de l'unité AMETYST**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de lancer un marché de contrôle technique, pour la réalisation de travaux d'amélioration des installations de captage et de valorisation du biogaz de l'unité AMETYST, selon une procédure adaptée librement définie par le pouvoir adjudicateur, dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- que dans le cadre de son mandat, la SERM a organisé la consultation pour la désignation du Contrôleur Technique, pour la réalisation de travaux d'amélioration des installations de captage et de valorisation du biogaz de l'unité AMETYST,
- l'offre a été analysée sur le fondement des critères d'attribution suivants : valeur technique de l'offre (40 %), prix des prestations (40 %) et temps prévisionnel passé (20 %),
- qu'après analyse, l'entreprise DEKRA INDUSTRIAL SAS (19 rue Stuart MILL – 87000 LIMOGES) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché de contrôle technique, pour la réalisation de travaux d'amélioration des installations de captage et de valorisation du biogaz de l'unité AMETYST à l'entreprise DEKRA INDUSTRIAL SAS, pour un montant de 50 970 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est 18 mois.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne habilitée pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-421
Reçue en Préfecture le	29/05/17
Affichée le	29/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170529-lmc1143472-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/05/2017

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux  
par la société ASA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n° 14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 12 novembre 2007 passée entre la Métropole et la société ASA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 20 décembre 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 31 mai 2017 et que la société ASA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ASA pour une période de six mois.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ASA pour la surface de 62,65 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 723,60 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-426
Reçue en Préfecture le	24/05/17
Affichée le	24/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170524-lmc1143497-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre gratuit à destination des clubs aquatiques**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par délibération du Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives»,

**CONSIDERANT :**

- que les associations, ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole, ont besoin de créneaux horaires dans les piscines pour le développement de leurs activités et/ ou pour leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives,
- qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux horaires dans les piscines, afin de contribuer au mieux au développement des activités aquatiques sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'au vu de l'intérêt que représente, pour Montpellier Méditerranée Métropole, l'organisation de certaines manifestations ou d'activités sportives solidaires, ces mises à dispositions sont accordées à titre gratuit,
- qu'il convient de passer des conventions respectives avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux pour leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives dans les piscines pour la saison sportive 2017- 2018.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation précaire et révocable, détaillant les modalités d'attributions des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, est conclue nominativement par association.



**ARTICLE 2** : Ces associations bénéficient de créneaux horaires dans les piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : La durée de cette convention couvrira la saison sportive 2017-2018, soit du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018.

**ARTICLE 4** : L'occupation est conclue à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt général des activités et manifestations sportives organisées par les associations.

**ARTICLE 5** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-président délégué aux Sports et Traditions Sportives, est autorisé à signer les conventions visées à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-428
Reçue en Préfecture le	02/06/17
Affichée le	02/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170602-lmc1143547-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 02/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre payant à destination des clubs aquatiques**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération du Conseil n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire dans le domaine du sport ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges, lycée à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance ni sur la durée de la convention ;
- VU la délibération du Conseil n°12429 du 31 juillet 2014, fixant les tarifs en vigueur des piscines métropolitaines ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives» ;

**CONSIDERANT :**

- que les associations sportives aquatiques, ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole ont besoin de louer des créneaux dans les piscines, pour le développement de leurs activités et/ou pour leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives ;
- qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux piscines aux associations, afin de contribuer au mieux au développement des activités aquatiques sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'il convient de passer des conventions avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux pour leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives dans les piscines pour la saison sportive 2017-2018.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation précaire et révocable, détaillant les modalités d'attribution des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole, est signée nominativement par association.

**ARTICLE 2** : Ces associations bénéficient de créneaux horaires dans les piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : La durée de la convention couvrira la saison sportive 2017-2018, soit du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018.

**ARTICLE 4** : Cette convention est signée à titre payant, conformément à la tarification en vigueur.

**ARTICLE 5** : Monsieur, Jean-Luc MEISSONNIER le Vice-président délégué est autorisé à signer les conventions visées à l'article 1 conformément à l'arrêté du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-429
Reçue en Préfecture le	02/06/17
Affichée le	02/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170602- lmc1143553-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/06/2017.

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise en place du marché n°4767DC17 pour la projections de cinéma en plein air dans le cadre de "La Métropole fait son Cinéma"**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine Culture ;

**CONSIDERANT :**

- que la Métropole organise des projections de films en plein air dans le cadre de "La Métropole fait son Cinéma" au mois d'août dans les 31 communes,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à prix mixtes pour une durée d'un mois, le mois d'août 2017.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :  
Le critère prix (40 % de la note)  
Le critère valeur technique (60 % de la note)
- qu'après analyse, l'entreprise DECIPRO, sise 5 rue du Lantissargues - 34070 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché "La Métropole fait son Cinéma" à l'entreprise DECIPRO, sise à Montpellier.

Le montant estimatif du marché est de 49 500 € HT. Les prestations concernées seront rémunérées par application d'un prix mixte, constitué :

- d'un prix global et forfaitaire de 46 500 € HT. pour la rémunération des prestations relatives aux 31 projections dans les 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole,
- de prix unitaires concernant des projections supplémentaires dans des équipements sportifs, qui pourront être commandées par Montpellier Méditerranée Métropole, dans la limite de 2 projections complémentaires maximum. Le prix d'une séance est de 1500 € HT.

Le marché est conclu pour une durée un mois, à savoir le mois d'août 2017.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-433
Reçue en Préfecture le	01/06/17
Affichée le	01/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170601- lmc1143567-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/06/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au prêt d'une œuvre en provenance du Beyeler Museum de Riehen (Suisse) pour l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face », qui se déroulera du 1<sup>er</sup> juillet au 5 novembre 2017 au musée Fabre, il est nécessaire d'emprunter une œuvre en provenance du Beyeler Museum de Riehen (Suisse),

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le prêt est consenti du 1<sup>er</sup> juin au 30 novembre 2017, afin de tenir compte des délais d'emballage et de transport.

**ARTICLE 2** : L'œuvre prêtée par le Beyeler Museum de Riehen (Suisse) est la suivante : « In Memory of George Dyer » de Francis Bacon et est estimée à la valeur de 100 000 000 euros.

**ARTICLE 3** : En contrepartie de ce prêt à titre gratuit, le Beyeler Museum de Riehen (Suisse) souhaite que l'œuvre soit assurée par sa propre compagnie d'assurances soit AccurArt, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage donc à payer à AccurArt domiciliée Seefeldstrasse 18, CH – 8008 Zürich, la somme de 70 943 CHF TTC (soit 65 025 € TTC) correspondant à la prime d'assurance de l'œuvre prêtée par le Beyeler Museum de Riehen (Suisse).

**ARTICLE 5** : Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-434
Reçue en Préfecture le	30/05/17
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170530- lmc1143574-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au prêt de douze œuvres en provenance du Centre Pompidou pour l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman. Face à face, qui se déroulera du 1<sup>er</sup> juillet au 5 novembre 2017 au musée Fabre, il est nécessaire d'emprunter douze œuvres en provenance du Centre Pompidou ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Le prêt est consenti du 1<sup>er</sup> juin au 30 novembre 2017, afin de tenir compte des délais d'emballage et de transport.

**ARTICLE 2** : Les œuvres prêtées par le Centre Pompidou sont les suivantes : « Art Make Up », « Walk with Contraposto », « Bouncing in the Corner 1 and 2 (Upside Down) », « Walking in an Exaggerated Manner around the Perimeter of a square », « Pulling Mouth », « Gauze », « Lip Sync » de Bruce Nauman, « Study of the Human body/Etude du corps humain », « Three Figures in a Room/Trois personnages dans une pièce », « Study for Portrait (Michel Leiris)/Etude pour un portrait (Michel Leiris) », « Study of Isabel Rawsthorne/Etude d'Isabel Rawsthorne », « Female Nude Standing in Doorway » de Francis Bacon et sont estimées à la valeur de 114 000 000 euros.

**ARTICLE 3** : En contrepartie de ce prêt à titre gratuit, le Centre Pompidou souhaite que les œuvres soient assurées par sa propre compagnie d'assurances, soit Blackwall Green, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage donc à payer à Blackwall Green domiciliée The Walbrook Building, 25 Wallbrook, London EC4N 8AW, la somme de 33 631,18 € TTC correspondant à la prime d'assurance des douze œuvres prêtées par le Centre Pompidou.

**ARTICLE 5** : Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2017-435
Reçue en Préfecture le	30/05/17
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170530- lmc1143577-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4801DC17 de  
renouvellement des audiophones du musée Fabre**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de passer un marché de renouvellement des audiophones du musée Fabre ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 48 mois à compter de la notification du marché ;
- que les prestations faisant l'objet de ce marché sont réglées par un prix mixte (parties à prix global et forfaitaire relative à l'achat d'audiophones et à la maintenance et à prix unitaires pour les prestations à bons de commande, relatives à la location d'audiophones) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : notation sur le critère prix (40 %) et notation sur le critère valeur technique (60 %) ;
- qu'après analyse, l'entreprise Audiovisit domiciliée 508 avenue du 8 mai 1945 – 69300 Caluire-et-Cuire, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°4801DC17 à l'entreprise Audiovisit, sise à Caluire-et-Cuire pour un montant de 26 640 € HT pour la partie à prix global et forfaitaire relative à l'achat d'audiophones et à la maintenance et pour un montant maximum de 30 000 € H.T. pour les prestations à bons de commande rémunérées à prix unitaires relatives à la location d'audiophones. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 48 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-437
Reçue en Préfecture le	01/06/17
Affichée le	01/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170601-lmc1143594-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/06/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
SOLUCIEL dans l'Hôtel French Tech de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société SOLUCIEL, représentée par Madame Caroline JERTILA-LACOURTE est une SAS dont l'activité est l'édition de logiciels. Elle est candidate à la location du lot 3.8 de 57.12 m<sup>2</sup> pour une période de 4 ans et 9 mois. Elle occupera 35.84 m<sup>2</sup> jusqu'au 30/09/2017 puis 57.12 m<sup>2</sup> à partir du 01/10/2017. L'entreprise projette un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société SOLUCIEL ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-446
Reçue en Préfecture le	24/05/17
Affichée le	24/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170524- lmc1143665-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "requête n°1702174-1 Jean-Claude CHATELAT"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1702174-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 mai 2017 par Monsieur Jean-Claude CHATELAT contre la décision de refus implicite en date du 6 mars 2017 prise par Montpellier Méditerranée Métropole quant au retrait de la délibération n°14207 en date du 24 novembre 2016 relative à la déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, Parc Monteillet.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-449
Reçue en Préfecture le	24/05/17
Affichée le	24/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170524- lmc1143701-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Requête n°1702215-1 TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1702215-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 10 mai 2017 par Monsieur Guiraud RICHARD, agent retraité de Montpellier Méditerranée Métropole, pour préjudices subis dans le cadre de ses fonctions.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-452
Reçue en Préfecture le	24/05/17
Affichée le	24/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170524-lmc1143810-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Occupation illégale - La Pailletrice Pérols"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant illégalement les parcelles cadastrées section AH n° 23, 25, 26, 34, 35, 40, 101, 118, 120, 124, 126, 128, 132 sises à Pérols, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-454
Reçue en Préfecture le	24/05/17
Affichée le	24/05/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170524-lmc1143841-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/05/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la passation d'un marché n°4805DS17 pour la création d'une salle de musculation provisoire pour le haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine du sport et des traditions sportives,

**CONSIDERANT :**

- que l'accueil de nageurs de haut niveau nécessite la création d'une salle de musculation provisoire pour le haut niveau au Centre Nautique Neptune à Montpellier,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché alloti : lot 1 –VRD et Fondation et lot 2 – Modules préfabriqués en bois, pour une durée de 70 jours,
- que pour les deux lots, les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - 1- Valeur technique au regard de la qualité des réponses : 60% de la note ;
  - 2- Prix : 40% de la note.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 23-05-2017 a été informée de l'attribution du marché pour le lot 1 à l'entreprise LE MARCORY sis à Clermont l'Hérault présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, et du lot 2 à l'entreprise SELVEA sis à Vendargues présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché n°4805DS17 création d'une salle de musculation provisoire pour le haut niveau au Centre Nautique Neptune avec l'entreprise LE MARCOURY, pour le lot 1 pour un montant de 49 856.07 euros HT et avec l'entreprise SELVEA, pour le lot 2, pour un montant de 239 403.71 euros HT.

**ARTICLE 2 :** Les marchés prennent effet à compter de leur date de notification. Leur durée est de 70 jours.

**ARTICLE 3** : La dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçue l'habilitation pour le faire est autorisée à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire conformément à sa délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-462
Reçue en Préfecture le	02/06/17
Affichée le	02/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170102-lmc1143997-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/06/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **PARTIE 3**

## **ARRETES**

PARTIE III - SOMMAIRE  
ARRETES JUIN 2017

N°ARRETES	TITRES	PAGES
A2017-74	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement TRAITEUR DES GARRIGUES dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	551
A2017-84	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement SMN NICOLLIN DECHETS INDUSTRIELS Jeune Parque dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	557
A2017-108	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Vendargues	564
A2017-109	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Sussargues	566
A2017-113	Arrête portant composition des membres de la Commission de Réforme pour Montpellier Méditerranée Métropole	568
A2017-114	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement CENTRE DE LAVAGE SARL SIJA dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	570
A2017-116	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Juvignac	576
A2017-117	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Baillargues	578
A2017-118	Arrêté modificatif de l'arrêté n°A2017-75 portant ouverture de la session de sélection professionnelle d'intégration au grade d'Attaché territorial	580
A2017-122	Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier	582
A2017-123	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de LATTES "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n° 4	584
A2017-125	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de JACOU - Autorisation n°1 - Présentation d'un successeur à titre onéreux	586
A2017-126	ARRETE DE PERIL IMMINENT, Bâtiment sis 12 rue de Metz à Montpellier Parcelle IZ 240	589
A2017-127	ARRETE DE PERIL IMMINENT, 369 avenue du Puech Villa Parcelle TK 13z - Interdiction d'habiter	591
A2017-129	Arrêté Portant sur la sécurité des équipements communs de l'immeuble à usage principal d'habitation sis au 450 le Grand Mail à Montpellier	594
A2017-132	Délégation de signature relative au Département Culture et Sport	596
A2017-138	MAINLEVEE de l'arrêté à caractère imminent portant sur les équipements communs de l'immeuble à usage principal d'habitation sis au 10 bis rue Jules Ferry	603
A2017-144	Arrêté portant retrait d'une délégation au 13° Vice-Président	605
A2017-148	Arrêté portant retrait d'une délégation au 4° Vice-Président	607
A2017-149	Arrêté portant retrait d'une délégation au 11° Vice-Président	609
A2017-150	Arrêté portant retrait d'une délégation au 12° Vice-Président	611
A2017-151	Arrêté portant retrait d'une délégation au 1° Vice-Président	613
A2017-152	Arrêté portant retrait d'une délégation au 19° Vice-Président	615



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement TRAITEUR DES GARRIGUES dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la santé publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code général des collectivités territoriales et modifiant le Code des communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement TRAITEUR DES GARRIGUES ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Considérant que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement TRAITEUR DES GARRIGUES,

- dont le siège social est situé au 630 Rue Henry Farman à Saint Jean de Vedas 34430,
- représenté par Monsieur Jean Charles JOURDAN, en qualité de Directeur Général,

L'Établissement est situé au 630 Rue Henry Farman à Saint Jean de Vedas 34430, et implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : AC 149, ci-après désigné « l'Établissement » est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Traiteur, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 630 Rue Henry Farman à Saint Jean de Vedas 34430

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoire de transformation culinaire,
- Plonge.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 481 599 280 00049
- Code NAF ou APE : 5621 Z

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Autres contraintes réglementaires
HACCP

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement TRAITEUR DES GARRIGUES doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement TRAITEUR DES GARRIGUES, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement TRAITEUR DES GARRIGUES désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement TRAITEUR DES GARRIGUES devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement TRAITEUR DES GARRIGUES et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement TRAITEUR DES GARRIGUES s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement TRAITEUR DES GARRIGUES, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Établissement TRAITEUR DES GARRIGUES de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement TRAITEUR DES GARRIGUES sera



engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### 6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### 6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-74
<b>Transmis en Préfecture le</b>	29/06/17
<b>Affiché le</b>	29/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170628-lmc1141221-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 28/06/2017  
M. R. REVOL

**SIGNÉ**

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SMN NICOLLIN DECHETS INDUSTRIELS Jeune Parque dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la santé publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code général des collectivités territoriales et modifiant le Code des communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement SMN NICOLLIN DECHETS INDUSTRIELS Site de La Jeune Parque reçue le 06/07/2012;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement SMN NICOLLIN DECHETS INDUSTRIELS Site de La Jeune Parque, dont le siège social est situé au 4775 Rue de la Jeune Parque à Montpellier 34070,

- représenté par Monsieur NICOLLIN Louis, en qualité de Président Directeur Général,
- situé à 4775 Rue de la Jeune Parque à Montpellier 34070,
- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OI 18, 19 et 20 ci-après désigné « l'Etablissement » est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser uniquement ses eaux usées non domestiques, issues des activités de : Centre de collecte et de traitement de déchets industriels, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement (à créer) situé au Rue de la Castelle à Montpellier 34075.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Gestion de bennes et de compacteurs,
- Chaudronnerie,
- Mécanique tous véhicules,
- Stockage de fluides de tous types,
- Lavage, nettoyage de véhicules Poids lourds de tous types,
- Station-service,
- Parking de camions et de bennes, etc.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 326 180 544 00156
- Code APE : 3811 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

L'Etablissement SMN NICOLLIN DECHETS INDUSTRIELS Site de La Jeune Parque abrite sur son site une autre entité :

### **SMN NICOLLIN DECHETTERIE**

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Collecte de des bennes des déchetteries,
- Quai de transfert, etc.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 326 180 544 00073
- Code APE : 3811 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau

d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement SMN NICOLLIN DECHETS INDUSTRIELS Site de La Jeune Parque doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement SMN NICOLLIN DECHETS INDUSTRIELS Site de La Jeune Parque, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4).

La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

#### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement SMN NICOLLIN DECHETS INDUSTRIELS Site de La Jeune Parque désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement SMN NICOLLIN DECHETS INDUSTRIELS Site de La Jeune Parque devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement SMN NICOLLIN DECHETS INDUSTRIELS Site de La Jeune Parque et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement SMN NICOLLIN DECHETS INDUSTRIELS Site de La Jeune Parque s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution, d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement SMN NICOLLIN DECHETS INDUSTRIELS Site de La Jeune Parque, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement SMN NICOLLIN DECHETS INDUSTRIELS Site de La Jeune Parque de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement SMN NICOLLIN DECHETS INDUSTRIELS Site de La Jeune Parque sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### 6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

**6.C. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

**Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES****7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

**7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

**7.C. RESPONSABILITE**

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de



l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-84
<b>Transmis en Préfecture le</b>	29/06/17
<b>Affiché le</b>	29/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170628- lmc1141548-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 28/06/2017  
M. R. REVOL

**SIGNÉ**

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Vendargues

- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.151-51, R.151-52, R.153-18 ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vendargues approuvé le 27 juin 2013, modifié le 12 décembre 2013, modifié le 09 octobre 2014 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération n°13987 en date du 21 juillet 2016 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « Petit Paradis Aménagement » ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- **CONSIDERANT** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 11 janvier 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « Petit Paradis Aménagement ».

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Vendargues est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre de PUP susvisé.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie du Vendargues (Place de la Mairie - 34740 VENDARGUES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (50 place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'à la mairie du Vendargues.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Vendargues sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-108
<b>Transmis en Préfecture le</b>	28/06/17
<b>Affiché le</b>	28/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170628- lmc1142745-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 28/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Sussargues

- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.151-51, R.151-52, R.153-18 ;
- VU le PLU de la commune de Sussargues approuvé le 24 juin 2013, mis à jour le 27 mars 2017 ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- VU la délibération n°13256 en date du 30 septembre 2015 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « FDI Promotion » ;
- VU le périmètre de PUP « Résidence Opale » annexé à la convention signée le 01 octobre 2015 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « FDI Promotion » ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Sussargues est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre de PUP susvisé.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie du Sussargues (36 Grand Rue Louis Bouis - 34160 SUSSARGUES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (50 place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'à la mairie du Sussargues.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Sussargues sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-109
<b>Transmis en Préfecture le</b>	28/06/17
<b>Affiché le</b>	28/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170628- lmc1142755-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 28/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrête portant composition des membres de la Commission de Réforme pour Montpellier Méditerranée Métropole

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales,
- **Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** l'arrêté ministériel du 4 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la Fonction Publique Territoriale et de la Fonction Publique Hospitalière,
- **Vu** la délibération n°6230 du Conseil du 21 décembre 2004 portant création des Commissions Administratives Paritaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu** la délibération du Conseil de n°12196 du 15 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **Vu** le renouvellement du Conseil suite aux élections municipales de mars 2014,
- **Vu** l'arrêté n°A2015-77 du 23 avril 2014 portant désignation des représentants appelés à siéger au sein des Commissions de Réforme,
- **Vu** l'arrêté n°2014-7078 du 9 décembre 2014 portant constitution des Commissions Administratives Paritaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 01/01/2015.

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2015-77 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Les représentants désignés pour siéger aux commissions de réforme sont :

#### REPRÉSENTANTS DE L'ADMINISTRATION

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Pierre BONNAL	Mme Eliane LLORET
	M. Guy BARRAL
Mme Rosy BUONO	Mme Régine ILLAIRE
	M. Jérémie MALEK

*Représentants du personnel***Catégorie A :**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Mohamed CHEBLI	M. Jaime LUIS
	M. Pierre BRICE
M. Grégory FARGAS	Mme Aurélie CAUVIN
	M. Gil BUSCAYLET

**Catégorie B :**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Laurent BERNARD	M. Thierry GALMICHE
	M. Patrick SENDRA
M. Frédéric DOLADILLE	Mme Sabine BERGUA
	M. Gilles GUY

**Catégorie C :**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Jean-Luc MALRIC	M. Abdelkader AMLOUK
	Mme Christel BALLUET QUINTANA
M. Denis SAVOYE	M. Thierry NOFARES
	Mme Edwige HERNANDEZ

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-113
<b>Transmis en Préfecture le</b>	28/06/17
<b>Affiché le</b>	28/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170628-lmc1143257-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 28/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement CENTRE DE LAVAGE SARL SIJA dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement CENTRE DE LAVAGE SARL SIJA ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;



- **Vu** l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement CENTRE DE LAVAGE SARL SIJA,

- dont le siège social est situé Rue de la Billière, ZAC du Frigoulet, à COURNONSEC 34660,

- représenté par Monsieur Patrice CORONA, en qualité de Directeur,

L'Établissement est situé Rue de la Billière, ZAC du Frigoulet, à COURNONSEC 34660, et implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : B 2258, 2241, 1985 et 1982, ci-après désigné « l'Établissement » est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre de lavage de Véhicules Légers, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Rue de la Billière, ZAC du Frigoulet, à COURNONSEC 34660.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Pistes de lavages couvertes (x2) (karcher),
- Pistes de lavages non couvertes (x2) (rouleau),
- Local technique.

Les références de l'Établissement sont :

- N° RCS : 503 383 648
- Code NAF ou APE : 4520 A

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société AQUALTER Exploitation (Groupe AQUALTER) située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence AQUALTER Exploitation à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement CENTRE DE LAVAGE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement CENTRE DE LAVAGE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement CENTRE DE LAVAGE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CENTRE DE LAVAGE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CENTRE DE LAVAGE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CENTRE DE LAVAGE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement CENTRE DE LAVAGE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement CENTRE DE LAVAGE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement CENTRE DE LAVAGE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau

public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-114
<b>Transmis en Préfecture le</b>	27/06/17
<b>Affiché le</b>	27/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170627-lmc1143397-AR-I-1

Fait à Montpellier, le 27/06/2017  
M. R. REVOL

**SIGNÉ**

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Juvignac

- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.151-51, R.151-52, R.153-18 ;
- VU le PLU de la commune de Juvignac approuvé le 11 juillet 2012, modifié le 17 juin 2013, mis à jour le 19 juin 2014, mis à jour le 14 août 2015, modifié le 14 décembre 2016, mis à jour le 24 mars 2017 ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- VU la délibération n°13257 du Conseil de Métropole en date du 30 septembre 2015 approuvant la délimitation d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le secteur « Carrière de l'Ort » (parcelles BV15, BV12 et BV03 en partie) et les modalités de partage des coûts des équipements mis à la charge des constructeurs intervenant dans ce périmètre ;
- VU la convention signée le 02 décembre 2015 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « DOMAINE DE BELROSE » pour une opération sur la parcelle BV12 ;
- VU la convention signée le 26 janvier 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL « KALITHYS » pour une opération sur la parcelle BV15 ;
- VU la délibération n°13906 du Conseil de Métropole en date du 30 juin 2016 autorisant la signature d'une convention PUP entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « IMMO LA BERGERIE » pour une opération située sur le secteur « la Bergerie » ;
- VU le périmètre de PUP « La Bergerie » annexé à la convention signée le 06 septembre 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « IMMO LA BERGERIE » ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Juvignac est mis à jour pour reporter en annexe les périmètres de PUP susvisés.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Juvignac (997 les Allées de l'Europe - 34990 JUVIGNAC) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Juvignac.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Juvignac sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-116
<b>Transmis en Préfecture le</b>	28/06/17
<b>Affiché le</b>	28/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170628- Imc1143436-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 28/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Baillargues

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.151-51, R.151-52, R.153-18 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Baillargues approuvé le 06 février 2006, révisé le 18 décembre 2006, modifié le 18 décembre 2006, révisé le 05 avril 2007, révisé le 05 avril 2007, modifié le 27 septembre 2007, mis à jour le 15 juin 2009, mis à jour le 16 juin 2009, modifié le 17 décembre 2009, modifié le 11 mai 2010, modifié le 06 septembre 2010, révisé le 17 novembre 2011, mis à jour le 30 mai 2012, modifié le 12 juillet 2012, modifié le 26 juillet 2013, mis à jour le 30 juillet 2013, mis à jour le 24 novembre 2014, modifié le 05 mars 2015 ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération n°14298 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2016 approuvant la délimitation d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le secteur « Centre-ville » (parcelles AH29, AH216, AH217, AH260, AH265 et AP254) et les modalités de partage des coûts des équipements mis à la charge des constructeurs intervenant dans ce périmètre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- **CONSIDERANT** la convention signée le 17 janvier 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « MAS DE ROUE » pour une opération sur la parcelle AP254 ;
- **CONSIDERANT** la convention signée le 31 janvier 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SNC « PLAN DES TAUREAUX » (FDI PROMOTION) pour une opération sur les parcelles AH29, AH216, AH217, AH260 et AH265.

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Baillargues est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre de PUP susvisé sur le secteur « Centre-ville ».

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Baillargues (Place du 14 juillet - 34671 BAILLARGUES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.



**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Baillargues.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Baillargues sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-117
<b>Transmis en Préfecture le</b>	28/06/17
<b>Affiché le</b>	28/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170628-lmc1143440-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 28/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Arrêté modificatif de l'arrêté n°A2017-75 portant ouverture de la session de sélection professionnelle d'intégration au grade d'Attaché territorial**

- VU le Code général des collectivités territoriales,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- VU la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- VU la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,
- VU le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des attaché territoriaux,
- VU le décret n°2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (notamment les articles 10 à 14),
- VU le décret n°2016-1123 du 11 août 2016 relatif à la prolongation des recrutements réservés permettant l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels de la fonction publique territoriale ainsi qu'à la mise à disposition et à la rémunération de ces agents,
- VU la délibération fixant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire en date du 14 décembre 2016,
- VU l'arrêté n°A2017-75 du 24 mars 2017 portant ouverture de la sélection professionnelle d'intégration au grade d'Attaché territorial.
- VU l'avis favorable du comité technique du 10 novembre 2016,

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'article 1 de l'arrêté n°A2017-75 du 24 mars 2017 est modifié comme suit :

**Ouverture de la sélection professionnelle** : le nombre d'emplois ouverts au grade d'attaché est fixé à 8.

**ARTICLE 2** : L'article 5 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

**Date de la session et intitulés des emplois ouverts**

Les auditions se dérouleront au siège de Montpellier Méditerranée Métropole – 50 place Zeus – 34961 Montpellier, le **mercredi 17 mai à partir de 8 h 00** pour les 8 emplois suivants :

- Chargée de projets à la Direction de la Communication,
- Chef du service Événementiel,
- Chef du service multimédia,
- Chargé de publication-journaliste,
- Chef d'unité Développement Economique international,
- Chargé de l'offre culturelle et économie de la culture,
- Responsable des expositions du musée Fabre,
- Chargé de mission livres, diffusion des savoirs.

**ARTICLE 3** : Toutes les autres dispositions restent inchangées.

**ARTICLE 4** : L'autorité territoriale de Montpellier Méditerranée Métropole est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-118
<b>Transmis en Préfecture le</b>	28/06/17
<b>Affiché le</b>	28/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170628- lmc1143462-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 28/06/2017  
M. P. BONNAL

**SIGNÉ**

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Ressources Humaines

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier

- VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants ;
- VU le PLU de la Ville de Montpellier approuvé le 02 mars 2006, mis à jour le 23 novembre 2006, modifié le 21 décembre 2006, mis en compatibilité le 15 janvier 2007, mis en compatibilité le 30 avril 2007, mis à jour le 04 mai 2007, mis en compatibilité le 18 juin 2007, modifié le 25 juin 2007, mis à jour le 20 juillet 2007, mis en compatibilité le 09 octobre 2007, mis à jour le 15 avril 2008, modifié le 17 novembre 2008, mis à jour le 02 décembre 2008, modifiée le 22 juin 2009, mis à jour le 10 juillet 2009, modifié le 29 mars 2010, mis à jour le 13 avril 2010, mis en compatibilité le 20 avril 2011, modifié le 09 mai 2011, mis à jour le 24 mai 2011, modifié le 25 juillet 2011, modifié le 07 novembre 2011, mis à jour le 09 janvier 2012, mis à jour le 17 juillet 2012, modifié le 23 juillet 2012, révisé le 01 octobre 2012, mis à jour le 14 mai 2013, modifié le 22 juillet 2013, mis à jour le 05 août 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 17 février 2014, mis à jour le 03 juillet 2014, mis en compatibilité le 16 juillet 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 23 avril 2015, mis en compatibilité le 18 mai 2015, modifié le 28 mai 2015, mis à jour le 30 septembre 2015, mis à jour le 03 novembre 2015, modifié le 29 mars 2017 ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22 juillet 2015 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, concernant notamment des emplacements réservés sur le quartier « Cambacérès » ;
- **CONSIDERANT** que ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
  - de changer les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
  - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
  - de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
  - d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;

- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être retenue dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquences :

- de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
- de diminuer ces possibilités de construire,
- de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser,
- d'appliquer l'article L.131-9 du Code de l'Urbanisme.

### ARRETE

**ARTICLE 1** : La procédure de modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier est engagée.

**ARTICLE 2** : Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°4 du PLU seront définies par délibération du Conseil de Métropole.

**ARTICLE 3** : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de la Ville de Montpellier préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme et à Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier. Il sera ensuite mis à disposition du public. A l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-122
<b>Transmis en Préfecture le</b>	26/06/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170626-lmc1143933-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de LATTES "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n° 4**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Lattes n° 20141393 du 10/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Lattes du 30/03/2012, n°20120301 ;
- **CONSIDERANT** que **M. Olivier NATIVELLE** titulaire d'une autorisation de taxi à **LATTES**, a procédé au changement de son véhicule ;

### ARRETE

**ARTICLE 1er** : L'arrêté de la commune de Lattes du 30/03/2012, n°20120301 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Monsieur Olivier NATIVELLE**, né le 12 février 1961 à Nanterre (Hauts de Seine), domicilié au 37 Le Clos de Bouvier à Lauret (34 270), est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **PASSAT** immatriculé **EM-764-PA**, sur le territoire de la commune de **LATTES** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **4**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Lattes** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-123
<b>Transmis en Préfecture le</b>	23/06/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	27/06/17
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170623-lmc1143942-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 23/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de JACOU - Autorisation n°1 - Présentation d'un successeur à titre onéreux**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté de la commune de Jacou n°041/R/2014 du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté de la Métropole du 27/05/2016, n°A2016-152 relatif à un changement de véhicule ;
- **VU** la faculté donnée à la société **AMBULANCE 113** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation de stationnement précitée ;
- **VU** la demande présentée par la société **TAXI LA ROSE DES VENTS** pour la succession de cette autorisation ;
- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 31/05/2017 au terme duquel, la société **AMBULANCE 113** consent la présentation à titre onéreux de la société **TAXI LA ROSE DES VENTS** en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de Jacou délivrée sous le n°1.

A la lecture de l'acte précédemment cité il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 79 200 €.

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté du 27/05/2016, n°A2016-152 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : La société **TAXI LA ROSE DES VENTS (SIREN 822 832 648)**, dont le siège social est situé **Route de Péret, Lieu-dit Le Coudenas à Fontes (34 320)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **C5** immatriculé **EL-468-AR**, sur le territoire de la commune de **JACOU** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **1**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **JACOU** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-125
Transmis en Préfecture le	29/06/17
Affiché le	
Notifié le	06/07/17
Identifiant	034-243400017-20170629- lmc1144238-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### ARRETE DE PERIL IMMINENT, Bâtiment sis 12 rue de Metz à Montpellier Parcelle IZ 240

- VU le Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L 521-1 à L 521-4, et les articles R 511-1 à R 511-11 ;
- VU l'article L 2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales dans sa version modifiée ;
- VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;
- VU l'article R.556-1 du Code de justice administrative,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **CONSIDÉRANT** le rapport dressé par M. Jacques PUCH, expert, désigné par ordonnance de M. le Président du Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 8 mai 2017 sur demande de la Métropole, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- **CONSIDÉRANT** l'avertissement envoyé à M. Eric PASTOR demeurant au 6 rue De Delos à Lattes (34970), propriétaire de l'appartement du 1<sup>er</sup> étage de l'immeuble cadastrée IZ 240 sis 12 rue de Metz à Montpellier (34000) ;
- **CONSIDÉRANT** la lettre d'information envoyée à l'Architecte des Bâtiments de France ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment notamment le balcon du logement du 1<sup>er</sup> étage.

### A R R E T E

#### **ARTICLE 1**

Le propriétaire M. Eric PASTOR demeurant au 6 rue De Delos à Lattes (34970) devra **dans un délai de 15 jours** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants en procédant à :

- La pose d'un platelage de maintien sous le balcon ;
- La pose d'étais de soutènement (faire attention à l'étanchéité du toit terrasse en-dessous) ;
- L'enlèvement des morceaux de gouttières, de bois et de fer menaçant de s'effondrer ;
- La vérification par un homme de l'art de la solidité du balcon, afin d'étudier sa remise en état, le cas échéant, ou sa démolition pour reconstruction.

**ARTICLE 2**

Faute pour le propriétaire mentionné à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais du propriétaire, ou à ceux de ses ayants droit.

**ARTICLE 3**

Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, est prononcée une interdiction d'utilisation du balcon du logement du R+1 et de la cour intérieure du logement du RDC. Cette interdiction est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

**ARTICLE 4**

Si le propriétaire ou ses ayants droit, à son initiative, a réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le propriétaire tient à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

**ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-126
<b>Transmis en Préfecture le</b>	02/06/17
<b>Affiché le</b>	02/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170601- lmc1144255-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 01/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### ARRETE DE PERIL IMMINENT,

#### 369 avenue du Puech Villa Parcelle TK 13z - Interdiction d'habiter

- VU le Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L 521-1 à L 521-4, et les articles R 511-1 à R 511-11 ;
- VU l'article L 2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales dans sa version modifiée ;
- VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;
- VU l'article R.556-1 du Code de justice administrative,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **CONSIDÉRANT** le rapport dressé par Madame Rieu Françoise, expert, désigné par ordonnance de M. le Président du Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 15 mai 2017 sur demande de la Métropole, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- **CONSIDÉRANT** l'avertissement envoyé à la Société d'Équipement de la Région de Montpelliéraine (SERM) sise au 45 place Ernest Granier, Etoile Richter à Montpellier (34960), propriétaire de l'immeuble parcelle cadastrée TK 13z sis 369 avenue du Puech Villa, à Montpellier (34000) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises, en vue de garantir la sécurité des occupants, laquelle est gravement menacée par l'état de l'ensemble du bâtiment.

### A R R E T E

#### **ARTICLE 1**

Le propriétaire, la Société d'Équipement de la Région de Montpelliéraine (SERM) sise au 45 place Ernest Granier, Etoile Richter, à Montpellier (34960) devra dans **un délai de 15 jours** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité publique et celle des occupants en procédant à :

- L'étalement de la poutre porteuse du plancher R+1 dans sa partie visible en garage,
- L'étalement de la poutre bois faitière dans la grande chambre R+1 en veillant au report de charges sur le plancher et la poutre inférieure étayée,
- La protection contre les intempéries et principalement des entrées d'eau des lézardes du bâtiment et prioritairement le pignon Est,

- La mise en place d'un périmètre de sécurité sur le trottoir en pied de façade Nord avec indications, suffisamment éloignées, aux piétons d'emprunter le trottoir opposé (rail béton central empêchant la traversée de la 2x2 voies et absence d'aménagement type passage à proximité),
- La mise en place d'un périmètre de sécurité sur le trottoir en pied de façade Sud avec passage protégé pour permettre l'accès au logement et au garage,
- La purge de la couverture des tuiles menaçantes en rives Nord et Sud, puis de toutes celles instables et/ou cassées sur les 2 versants,
- La purge des plaques d'enduit en équilibre sur toutes les façades.

## **ARTICLE 2**

Faute pour le propriétaire mentionné à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais du propriétaire.

## **ARTICLE 3**

Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, **le logement devra être entièrement évacué par ses occupants, immédiatement.** Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

## **ARTICLE 4**

Le propriétaire doit avoir informé les services de la Métropole de l'offre d'hébergement qu'il a faite aux occupants en application des articles L 521-1 à L 521-3-2 du Code de la construction et de l'habitation, sans délai.

A défaut, pour le propriétaire d'avoir assuré l'hébergement provisoire des occupants, celui-ci sera effectué par la Métropole, aux frais du propriétaire.

## **ARTICLE 5**

Le propriétaire est tenu de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L 521-1 à L 521-3-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Le non respect des obligations découlant du présent arrêté est passible des sanctions pénales prévues par l'article L 511-6 ainsi que par les articles L 521-4 et L 111-6-1 du Code de la construction et de l'habitation.

## **ARTICLE 6**

Si le propriétaire a réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le propriétaire tient à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

## **ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire mentionné à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

## **ARTICLE 8**

Le présent arrêté sera transmis au Préfet du département, au Procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-127
<b>Transmis en Préfecture le</b>	01/06/17
<b>Affiché le</b>	01/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170601- lmc1144261-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 01/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### ARRETE

#### **Portant sur la sécurité des équipements communs de l'immeuble à usage principal d'habitation sis au 450 le Grand Mail à Montpellier**

- **Vu** le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 129-1 à L. 129-7, L. 541-2 et L. 541-3, et ses articles R. 129-1 à R. 129-11 ;
- **Vu** l'article L. 5211-9-2 du Code Général des collectivités territoriales dans sa version modifiée ;
- **Vu** la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;
- **Vu** l'article R. 556-1 du Code de justice administrative ;
- **Vu** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **Considérant** le rapport dressé par Monsieur Jacques PUCH, expert, désigné par ordonnance de M. le Président du Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 12 mai 2017 sur demande de la Montpellier Méditerranée Métropole, concluant à l'existence d'une menace grave et imminente pour la sécurité des personnes ;
- **Considérant** l'avertissement envoyé à la société CIGER SUD, syndic de copropriété, sise 139 rue Joe Dassin à Montpellier (34080), représentant du syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis 450 le Grand Mail – Résidence Font Del Rey II à Montpellier (34080), parcelle LR 296 ;
- **Considérant** qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures soient prises en vue de garantir la sécurité publique et celle des occupants, laquelle est gravement menacée en raison de l'état des équipements communs ne correspondant pas aux normes de sécurité incendie et n'offrant pas les conditions nécessaires de sécurité des occupants ;

### ARRETE

#### ARTICLE 1

Le syndicat des copropriétaires, de l'immeuble sis 450 le Grand Mail – Résidence Font Del Rey II à Montpellier, représenté par le syndic de copropriété CIGER SUD, domicilié 139 rue Joe Dassin à Montpellier, devra, dans un délai de 2 mois à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants en procédant à la mise en œuvre des mesures suivantes :



- Finir les travaux préconisés et notamment la remise en service de l'escalier condamné et le déplacement du système de contrôle du désenfumage ;
- Vérifier la solidité des menuiseries des parties communes donnant sur l'extérieur (vitrierie, garde-corps) et consolider celles qui sont instables ;
- Mettre en sécurité les installations électriques des couloirs et cage d'escalier (protection des fils électriques et des éclairages).

**ARTICLE 2**

Faute pour le syndicat des copropriétaires, le syndic le représentant et les copropriétaires ou leurs ayants droit mentionné à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des propriétaires ou à ceux de leurs ayants droit.

La créance résultant de ces travaux est récupérable comme en matière de contributions directes.

**ARTICLE 3**

Si le syndicat de copropriétaires, le syndic le représentant et les copropriétaires mentionné à l'article 1, ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout danger ou menace, le Président de la Métropole en prend acte après constatation des travaux effectués par les agents compétents de la Métropole.

Les copropriétaires tiennent à la disposition des Services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

**ARTICLE 4**

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 et sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

**ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale pour l'habitat.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-129
<b>Transmis en Préfecture le</b>	26/06/17
<b>Affiché le</b>	26/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170626-lmc1144785-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Délégation de signature relative au Département Culture et Sport**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le Code de Procédure Pénale et notamment ses articles 52, 52-1, 85, 418, 419 et 706-42,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,
- **VU** l'arrêté n°A2017-48 portant délégation de signature concernant le Département Culture et Sport,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°A2017-48 du 27 février 2017 portant délégation de signature concernant le Département Culture et Sport est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Le Département Culture et Sport est composé de :

- La Direction des Sports (DS) ;
- La Direction de la Culture (DC).

Monsieur Marc DANIEL, Directeur Général Adjoint en charge du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son Département à l'exception des dépôts de plainte ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 3 :** La Direction des Sports (DS) est composée des services :

- Travaux et Maintenance ;

- Ressources ;
- Réseau des Piscines.

Monsieur Thierry GUITTET, Directeur des Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction à l'exception des dépôts de plainte.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Joseph GUISIANO, Responsable du service Travaux et Maintenance pour ce qui relève du service Travaux et Maintenance, Monsieur Mathieu FONTENEAU, Responsable du service Ressources pour ce qui concerne le service Ressources et Monsieur Laurent VIOLEAU, Responsable du service Réseau des Piscines pour ce qui concerne le service Réseau des Piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Messieurs Joseph GUISIANO, ou Mathieu FONTENEAU, ou Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 3-1** : Monsieur Joseph GUISIANO, Responsable du service Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 3-2** : Monsieur Mathieu FONTENEAU, Responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mathieu FONTENEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Mathieu FONTENEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 3-3 :** Monsieur Laurent VIOLEAU, Responsable du service Réseau des Piscines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 3-4 :** Pour les équipements sportifs, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- Monsieur Frédéric MICHOLET, pour la piscine olympique d'Antigone,
- Monsieur Pascal CAPRON, pour le centre nautique Neptune,
- Monsieur Christophe MARTIN, pour la piscine Spilliaert,
- Monsieur SZABO, pour la piscine Amphitrite,
- Monsieur Luc BESNARD, pour la piscine Jany,
- Madame Florence PONTHER, pour les piscines Pitot et Caron,
- Monsieur Gwenaél LE HENAFF, pour la piscine Nakache,
- Madame Laurence DOLADILLE, pour la piscine Vivès,
- Madame Françoise MOURGUES, pour la piscine Berlioux,
- Monsieur Paul ALCAYDE, pour la piscine Taris,
- Monsieur Philippe RIMELE, pour la piscine les Néréides,
- Monsieur Jean-Pierre BLANCHET, pour le stade de la Mosson, le stade Yves du Manoir, le stade Jules Rimet et la base de la Valette,
- Monsieur Jérôme DE JESUS, pour le palais des sports Bougnol.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Laurent VIOLEAU, et à défaut à Monsieur Mathieu FONTENEAU pour le réseau des piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus concernant les stades (Mosson, Rimet, Yves du Manoir) et la base de la Valette, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Thierry BOUSQUET et à défaut à Monsieur Joseph GUISIANO.

Pour le palais des sports Bougnol, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme DEJESUS, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Jocelyn COLOU et à défaut à Madame Estelle SERRE.

**ARTICLE 4 :** La Direction de la Culture (DC) est composée des services :

- Maîtrise d'ouvrage ;
- Administratif et Financier ;
- Ecolothèque ;
- Direction du réseau des médiathèques et du livre ;
- Musée Fabre ;
- Site Archéologique Lattara- musée Henri Prades ;
- Conservatoire à Rayonnement Régional ;
- Conservatoire Art Dramatique.

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, Directeur de la Culture, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction à l'exception des dépôts de plainte.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus sont accordées (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande), Madame Patricia REEB, Directrice de l'Ecolothèque, pour ce qui concerne l'Ecolothèque, Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, Directeur des médiathèques et du livre, pour ce qui concerne la Direction des médiathèques et du livre, Monsieur Michel Hilaire, Directeur du musée Fabre, pour ce qui concerne le musée Fabre, Madame Diane DUSSEAUX, Directrice du site archéologique Lattara-musée Henri Prades, pour ce qui concerne le Site Archéologique Lattara-musée Henri Prades, Monsieur Patrick POUGET, Directeur du Conservatoire à Rayonnement Régional, en ce qui concerne le Conservatoire à Rayonnement Régional et Monsieur Gildas MILIN, Directeur du Conservatoire d'Art Dramatique, en ce qui concerne le Conservatoire d'Art Dramatique.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, de Madame Patricia REEB, de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur Patrick POUGET et de Monsieur Gildas MILIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-1** : Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, pour le service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-2** : Madame Patricia REEB, Directrice de l'Ecolothèque, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia REEB, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence MOUSSET, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB et de Madame Florence MOUSSET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REED, de Madame Florence MOUSSET et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-3 :** Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, Directeur des médiathèques et du livre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité (Réseau des médiathèques et Comédie du Livre) :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie ROBERT, Directrice adjointe. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN et de Madame Sylvie ROBERT, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX, Responsable administratif du réseau des médiathèques.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Madame Sylvie ROBERT et de Madame Laure FELIX, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Valérie SERRE-RAUZET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Madame Sylvie ROBERT, Madame Laure FELIX et de Madame Valérie SERRE-RAUZET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Madame Sylvie ROBERT, Madame Laure FELIX, de Madame Valérie SERRE-RAUZET et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-4 :** Monsieur Michel HILAIRE, Directeur du musée Fabre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Martine TOURRE-DARCOURT, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE et de Madame Martine TOURRE-DARCOURT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Martine TOURRE-DARCOURT et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-5 :** Madame Diane DUSSEAUX, Directrice du site archéologique Lattara-musée Henri Prades, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle GRASSET, Directrice administrative et financière.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX et de Madame Isabelle GRASSET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX, de Madame Isabelle GRASSET et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-6 :** Monsieur Patrick POUGET, Directeur du Conservatoire à Rayonnement Régional, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène BERTHOUL, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET et de Madame Hélène BERTHOUL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET, de Madame Hélène BERTHOUL et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-7 :** Monsieur Gildas MILIN, Directeur du Conservatoire d'Art Dramatique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gildas MILIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gildas MILIN et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-8 :** Pour les médiathèques, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- pour la médiathèque centrale Emile Zola, Madame Valérie SERRE-RAUZET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX,

- pour la médiathèque Federico Fellini, Monsieur Arnaud BELBEOC'H. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Shéhérazade COLRAT,

- pour la médiathèque Victor Hugo, Madame Sarah LENGLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Chantal RICCI,

- pour la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, Madame Marianne DINTRANS-HOLMES. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Corinne CROS,

- pour la médiathèque Federico Garcia Lorca, Madame Nathalie HOUDE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Isabelle CREMA,

- pour la médiathèque William Shakespeare, Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Perrine MOURIES,

- pour la médiathèque La Gare, Madame Brigitte HUTIN. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie AOUIOUA,
- pour la médiathèque Jean de la Fontaine, Madame Brigitte HUTIN. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROLS,
- pour la médiathèque Françoise Giroud, Madame Nathalie BOISSON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie JOURDAN,
- pour la médiathèque Aimé Césaire, Monsieur Charles AMICO. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Florence SIRO-LUSSAGNET,
- pour la médiathèque Albert Camus, Madame Catherine SIMON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Emmanuel CALLANT,
- pour la médiathèque George Sand, Madame Roselyne MONTEL. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Karine RODRIGUEZ,
- pour la médiathèque Jean Giono, Madame Sylvie DROUX. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sandra CHABROL,
- pour la bibliothèque Paul Langevin, Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame France DESANGES,

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, à défaut, à Madame Sylvie ROBERT, Madame Marion LORIUS, Monsieur Sylvain FRANCESCHI, Monsieur Benoît FLAUD, Madame Laure FÉLIX et Monsieur Loïc GOURIE.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-132
<b>Transmis en Préfecture le</b>	23/06/17
<b>Affiché le</b>	23/06/2017
<b>Notifié le</b>	26/06/17
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170623-lmc1145036-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 23/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **MAINLEVÉE de l'arrêté à caractère imminent portant sur les équipements communs de l'immeuble à usage principal d'habitation sis au 10 bis rue Jules Ferry**

- **Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 129-1 à L. 129-7, L. 541-2 et L. 541-3, et ses articles R. 129-1 à R. 129-11 ;
- **Vu** les articles 2374, 2384-1, 2384-3 à 2384-4 du Code civil ;
- **Vu** la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;
- **Vu** l'article L 5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales dans sa version modifiée par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République notamment son article 72 ;
- **Vu** l'article L 5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales dans sa version modifiée par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, notamment son article 75 ;
- **Vu** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » ;
- **Vu** l'avertissement envoyé à Monsieur SALERNO Marcel, représentant la SNC STEVEN, demeurant à 17 passage Lonjon à Montpellier, propriétaire de l'immeuble sis 10 bis rue Jules Ferry à Montpellier ;
- **Vu** le rapport dressé par Madame RIEU Françoise, experte, désignée par ordonnance de M. le Président du Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 28 juillet 2016 sur notre demande, concluant à l'existence d'une menace grave et imminente pour la sécurité des personnes ;
- **Vu** le rapport dressé par le bureau d'étude de la société SOCOTEC, en la personne de M. Dominique BIANCOTTO le 13 juin 2017, attestant de la conformité des travaux réalisés.

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Sur la base du rapport de visite de l'entreprise SOCOTEC, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n°A2016-319 pris le 11 août 2016, pour l'immeuble sis 10 bis rue Ferry (parcelle EW 0032) dont le propriétaire est la société en nom collectif SNC STEVEN dont M. SALERNO Marcel Joseph en est le gérant.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté est notifié au propriétaire.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

<b>Arrêté n°</b>	A2017-138
<b>Transmis en Préfecture le</b>	26/06/17
<b>Affiché le</b>	26/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170626- lmc1145410-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant retrait d'une délégation au 13<sup>e</sup> Vice-Président

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1, L.5211-9 et L.5211-10 et L.2122-18,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2017-17 du 27 février 2017 attribué à Monsieur René REVOL dans les domaines du service public de l'eau et de l'assainissement,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°A2017-17 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : L'indemnité de fonction relative à cette délégation, versée à Monsieur René REVOL, ne sera plus versée à compter de la transmission de cet arrêté à Monsieur le Préfet du Département, son affichage et sa notification.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-144
<b>Transmis en Préfecture le</b>	29/06/17
<b>Affiché le</b>	29/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170629- lmc1145812-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant retrait d'une délégation au 4<sup>o</sup> Vice-Président

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1, L.5211-9 et L.5211-10 et L.2122-18,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2017-16 du 27 février 2017 attribué à Monsieur Cyril MEUNIER dans les domaines de la prévention et valorisation des déchets et la propreté de l'espace public,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°A2017-16 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : L'indemnité de fonction relative à cette délégation, versée à Monsieur Cyril MEUNIER, ne sera plus versée à compter de la transmission de cet arrêté à Monsieur le Préfet du Département, son affichage et sa notification.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-148
Transmis en Préfecture le	29/06/17
Affiché le	29/06/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170629- lmc1146029-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant retrait d'une délégation au 11<sup>e</sup> Vice-Président

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1, L.5211-9 et L.5211-10 et L.2122-18,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2017-30 du 27 février 2017 attribué à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de l'agro-écologie et de l'alimentation,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°A2017-30 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : L'indemnité de fonction relative à cette délégation, versée à Madame Isabelle TOUZARD, ne sera plus versée à compter de la transmission de cet arrêté à Monsieur le Préfet du Département, son affichage et sa notification.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-149
<b>Transmis en Préfecture le</b>	29/06/17
<b>Affiché le</b>	29/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170629- lmc1146031-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant retrait d'une délégation au 12<sup>e</sup> Vice-Président

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1, L.5211-9 et L.5211-10 et L.2122-18,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2017-12 du 27 février 2017 attribué à Monsieur Pierre BONNAL dans les domaines des ressources humaines,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°A2017-12 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : L'indemnité de fonction relative à cette délégation, versée à Monsieur Pierre BONNAL, ne sera plus versée à compter de la transmission de cet arrêté à Monsieur le Préfet du Département, son affichage et sa notification.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-150
<b>Transmis en Préfecture le</b>	29/06/17
<b>Affiché le</b>	29/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170629- lmc1146033-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant retrait d'une délégation au 1<sup>er</sup> Vice-Président

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1, L.5211-9 et L.5211-10 et L.2122-18,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2017-23 du 27 février 2017 attribué à Madame Catherine DARDE dans les domaines de la cohésion sociale, de la politique de la ville, de la lutte contre les discriminations, de l'insertion par l'emploi et des aires d'accueil des gens du voyage,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°A2017-23 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : L'indemnité de fonction relative à cette délégation, versée à Madame Catherine DARDE, ne sera plus versée à compter de la transmission de cet arrêté à Monsieur le Préfet du Département, son affichage et sa notification.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-151
<b>Transmis en Préfecture le</b>	29/06/17
<b>Affiché le</b>	29/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170629- lmc1146035-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant retrait d'une délégation au 19<sup>e</sup> Vice-Président

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1, L.5211-9 et L.5211-10 et L.2122-18,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°13051 du 29 juin 2015 relative à l'élection de Madame Michelle CASSAR en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté de délégation de fonction n°A2017-22 du 27 février 2017 attribué à Madame Michelle CASSAR dans les domaines de la Sécurité,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°A2017-22 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : L'indemnité de fonction relative à cette délégation, versée à Madame Michelle CASSAR, ne sera plus versée à compter de la transmission de cet arrêté à Monsieur le Préfet du Département, son affichage et sa notification.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-152
<b>Transmis en Préfecture le</b>	29/06/17
<b>Affiché le</b>	29/06/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170629- lmc1146039-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.